

Le Monde

QUARANTE ET UNIÈME ANNÉE N° 12373 - 4 F

Fondateur : Hubert Beuve-Méry

Directeur : André Laurens

MARDI 6 NOVEMBRE 1984

Les élections au Nicaragua : Les Français préfèrent M. Reagan au « reaganisme »

Comme au Salvador...

M. Ronald Reagan l'a redit dimanche : le scrutin du 4 novembre au Nicaragua est « du toc », car la victoire des sandinistes était prévue. Curieux argument de la part d'un homme pratiquement assuré d'être réélu quarante-huit heures plus tard.

Le scrutin a-t-il été régulier ? Les observateurs l'affirment. Si l'on n'a pas boursé les urnes, a-t-on boursé les cerveaux ? Il a été fait état, durant la campagne, d'une forte pression officielle contre l'abstention. Les « turbes » - ces sinistres commandos toisés sans encouragement par le ministre de l'Intérieur, le très dogmatique Tomas Borge - ont, d'autre part, perturbé des réunions d'opposants. Enfin, tous les concurrents du 4 novembre n'ont pas eu égal accès - de facto - à la radio et à la télévision.

Ce petit peuple, pourtant, a déjà su démontrer, par son insurrection massive contre Somoza en 1979, qu'il n'est pas de mauvais propagande susceptible de faire bon poids face à qui n'entend pas s'en laisser conter.

L'opposition la plus importante - la Coordination démocratique de M. Arturo Cruz - a-t-elle agi au mieux de ses intérêts, et de ceux du Nicaragua, en décidant de ne pas participer ? Gageons que non ! Mal conseillée, elle s'est prise à son propre piège en posant, au nombre des conditions à son inscription sur les listes, l'ouverture par le pouvoir d'un dialogue avec toute l'opposition, y compris cette Force démocratique (FDN) dont l'encadrement est composé à 90 % d'anciens de la garde somoziste, homme de tous les Nicaraguais.

Le paradoxe est que la Coordination a finalement accepté, cinq jours avant les élections, de participer au premier « tour » de ce fameux « dialogue national », sans la FDN. Elle va le poursuivre désormais sans l'option que lui aurait conférée le scrutin.

Au Nicaragua dimanche comme au Salvador au printemps dernier, un chef de l'État a été élu sans la participation de l'opposition, qui, dans les deux cas, estimait n'avoir pas de « garanties » suffisantes. Or qui conteste aujourd'hui la légitimité de M. Duarte ? M. Daniel Ortega président aura-t-il déposé la bataille-dress du « commandante » ? Tout est là.

Ce qui vient de se passer confirme simplement ce que l'on savait : le Front sandiniste occupe une position hégémonique au Nicaragua. Or l'hégémonie n'est pas le totalitarisme, même si elle en prend déjà certains aspects. Il importe donc que les démocrates du monde entier - les Américains, les Européens... - maintiennent leur pression pour que le dérapage ne s'accroisse pas à Managua, et ce avec la même constance dont ils font preuve pour surveiller l'évolution du régime salvadorien.

Les États-Unis ne sauraient sans se disqualifier refuser à leurs petits voisins le droit à un régime de leur choix - sous la seule réserve des impératifs de leur sécurité. Or celle-ci paraît moins menacée par un régime marxiste « sous contrôle » au Nicaragua que ne le serait - par exemple - celle de Moscou par un éventuel régime islamique à Kaboul. Une action de force américaine au Nicaragua ne serait donc pas plus justifiable que ne l'est celle des Soviétiques en Afghanistan.

La participation a été massive malgré les consignes d'abstention données par l'opposition

De 70 % à 80 % des quelque 1,5 million de citoyens nicaraguayens âgés de plus de seize ans ont, selon les premières estimations, participé aux élections du 4 novembre. Selon tous les observateurs, le déroulement du scrutin a été régulier. Les résultats ne devraient être connus que mardi au plus tôt. La quasi-absence de l'opposition, dont les principaux dirigeants avaient décidé de ne pas se présenter, faute d'avoir obtenu des « garanties » suffisantes, est cependant toute incertaine sur le résultat du vote : M. Daniel Ortega, candidat du Front sandiniste, et actuel président de la junte de gouvernement, devrait être élu à la présidence.

De notre envoyé spécial

Managua. - La façade de l'église, à côté du collège salésien aux murs vert pistache, est trouée d'éclats de bombes : souvenirs de la guerre contre Somoza. Sur la place sacrée de chaleur, Carlos, le chef des comités de défense sandinistes locaux, observe les files d'attente, un peu maigres, devant deux bureaux de vote.

Un costard, en jeans, tricot rouge et noir, les cheveux crépus : « Ici, à Managua, dit-il avec assurance, on est sandiniste à 100 % ». A dix mètres de là, trois électeurs expliquent en riant qu'ils sont « contre le régime » et qu'ils s'apprêtent à voter « contre le Front ».

Carlos hoche la tête : « On les a repérés. Ils sont là depuis ce matin ». Il ajoute : « Aucune importance. Le vote est libre et secret. Mais c'est vrai que des gens ont des problèmes. C'est l'héritage de Somoza. » Partout, du nord au sud du pays, les Nicaraguayens ont voté, le dimanche 4 novembre, dans l'ordre et le plus grand calme. La plupart l'ont fait très tôt le matin, dès 6 heures, avant que la température ne devienne accablante.

MARCEL NIEDERGAANG.
(Lire la suite page 8.)

Selon un sondage de la SOFRES pour « le Monde » et Antenne 2 38 % des personnes interrogées voteraient pour le président sortant et 25 % pour M. Walter Mondale

Les Français seraient-ils « reaganiens » ? S'ils étaient appelés à participer à l'élection présidentielle américaine, mardi 6 novembre, ils voteraient pour M. Ronald Reagan en plus grand nombre que pour M. Walter Mondale (38 % des personnes interrogées contre 25 %). Ce résultat du sondage effectué par la SOFRES pour le Monde et Antenne 2 n'est pas seulement l'expression d'un coup de cœur pour un vieil acteur, mais repose sur une adhésion, au moins partielle, à une stratégie globale dans des domaines aussi divers que la diplomatie ou la politique économique. Il est en même temps la conséquence d'une amélioration sensible de l'image des États-Unis dans l'opinion française, à laquelle M. Reagan lui-même n'est sans doute pas étranger. Toutefois, cette sympathie ne pousse pas les Français jusqu'à souhaiter l'importation du « reaganisme » et à prendre les États-Unis pour un modèle politique ou culturel.

Un autre sondage réalisé en Europe pour la chaîne de télévision

américaine CBS et le New York Times confirme la cote du président sortant chez les Français. Ceux-ci lui sont beaucoup plus favorables que les Britanniques, alors que MM. Reagan et Mondale arrivent à égalité chez les Allemands. 44 % des Français se déclarent « pro-américains » contre 15 % seulement « anti-américains » ; les chiffres sont respectivement de 35 % et 19 % en RFA, de 39 % et 20 % en Grande-Bretagne. Le New York Times estime que la popularité dont jouit en France le président américain s'explique en partie par la désaffection vis-à-vis du gouvernement socialiste du président Mitterrand.

Selon la SOFRES, 40 % des Français ont une « opinion très bonne » ou « plutôt bonne » de la politique des États-Unis dans le monde. On ne retrouve pas tout à fait le chiffre de 1977, mais c'est un net renversement de tendance par rapport à 1973. A cette époque, l'image des États-Unis souffrait toujours de l'impression laissée par un président faible et vieillissant (M. Carter) et

de l'humiliation subie en Iran, alors que M. Reagan apparaissait encore comme le cow-boy entré un peu par hasard à la Maison Blanche. L'idée de la renaissance d'une Amérique prospère et forte que le président sortant a essayé de faire partager à ses concitoyens a maintenant traversé l'Atlantique.

Les opinions les plus positives concernent l'attitude des États-Unis vis-à-vis de l'URSS et l'implantation des fusées Pershing-2 en Europe occidentale.

DANIEL VERNET.

(Lire la suite page 6.)

Le président Reagan à la veille d'un triomphe

Lire page 5 l'article de B. GUETTA

Un entretien avec M. Pierre Joxe

- Police : pour « un grand débat parlementaire »
- Immigrés : le droit de vote facteur d'intégration

M. Pierre Joxe, ministre de l'Intérieur, présente son budget, le lundi 5 novembre, à l'Assemblée nationale. Il s'agit à cette occasion, comme il nous l'a déclaré dans un entretien, « d'un grand débat parlementaire » sur l'avenir de la police et, par conséquent, sur la sécurité. En faisant prévaloir un débat « entre élus de la nation », M. Joxe a

obtenu le report sine die du conseil des ministres annoncé sur les questions de sécurité ; aux mesures spectaculaires, il préfère une « modernisation méthodique » de la police.

M. Joxe se prononce d'instinct pour le droit de vote des immigrés aux élections locales.

« Vous êtes depuis près de quatre mois à la tête du ministère de l'Intérieur. Quatre mois plutôt silencieux... S'agissant de la police, quelle est l'urgence ? »

« Pensez-vous que la mission d'un ministre de l'Intérieur soit de parler ? Mais, pour répondre à votre question, l'urgence, c'est d'agir pour la modernisation de la police, mais aussi de débattre sur l'institution policière elle-même. Car nous n'avons jamais eu de réel débat parlementaire sur la police ni durant cette législature ni durant les législatures antérieures, sauf incidemment lors des débats budgétaires ou à l'occasion de modifications législatives, à propos des contrôles d'identité, de la loi « sécurité et liberté », etc. Si ce grand débat parlementaire

avait eu lieu, comme il y en a eu sur la défense nationale autour des lois de programmation, nous n'en serions pas là ; la question de la sécurité se poserait différemment dans l'opinion. »

« Je souhaite rattraper ce retard à l'occasion de la discussion sur le budget 1985. Je veux ouvrir ce débat. Je ne sais pas si le fera. Sûrement pas moi ! »

« C'est devant le Parlement qu'il doit avoir lieu, d'autant plus qu'il est actuellement porté sur la place publique de la plus mauvaise façon, occasionnelle et accidentelle, dans un climat passionnel après tel ou tel événement dramatique. »

« Trois groupes parlementaires ont déposé des propositions de loi

sur la police. Elles n'ont jamais été discutées. Toutes les organisations syndicales de policiers - elles sont nombreuses, je les ai toutes reçues - ont élaboré des plans, des projets. Le rapport Belorgey de 1982, malgré plusieurs débats d'application, n'a pas été rendu aussi opératoire qu'on aurait pu le souhaiter. Tout cela constitue une matière très riche.

« Un grand débat plutôt qu'une grande réforme. N'est-ce pas une réponse dilatoire ? »

« Je ne peux pas souhaiter une discussion ouverte entre élus de la nation et dire, dans le même temps : « Voilà la réforme que je propose ». Plutôt que d'une réforme, je préfère parler de réformes, certaines ponctuelles, d'autres de portée générale. Dans quelques cas, je sais ce qu'il faut faire. Et je vais le faire sans tarder. Dans d'autres, je crois le savoir, mais je dois encore consulter. Dans d'autres cas encore, je suis convaincu que naitront du débat les orientations qui motiveront des choix gouvernementaux ou législatifs. »

Propos recueillis par EDWY PLENEL.

(Lire la suite page 12.)

La mort de Boris Souvarine

Un antistalinien obstiné

Boris Souvarine, l'un des fondateurs du Parti communiste français, dernier survivant des collaborateurs de Lénine, antistalinien obstiné, est mort jeudi 1^{er} novembre à l'hôpital Necker. Il aurait eu quatre-vingt-neuf ans le 6 novembre.

La mort, parfois, commet bien plus que l'improbable. Car il est des hommes, rares, dont la disparition équivaut à la perte d'un grand pan de notre mémoire collective, ou bien à l'incendie d'une bibliothèque où seraient été conservées des archives. Les archives de notre temps.

C'est le sentiment qui inspire la mort de Boris Souvarine, irremplaçable témoin - et acteur - de l'histoire du communisme, fondateur - oublié et humilié - du Parti communiste français (1).

Dernier survivant de la révolution d'Octobre, il avait en effet collaboré avec Lénine, Trotski, Kamenov, Boukharine, Rakov, Clara Zetkin, Gramsci. Il était le dernier des trente-deux membres du premier comité directeur du Parti communiste, le dernier aussi du présidium et du secrétariat du Komintern de l'époque de Lénine. Il avait pointé avec Lénine, avec Trotski, s'était opposé à Staline dès 1924, date à laquelle il sera exclu de l'Internationale communiste pour « indiscipline et non-conformisme ». Indiscipliné et anti-conformiste, il le restera toute sa vie.

Né à Kiev, le 8 novembre 1895, dans une famille d'ouvriers, de son vrai nom Boris Lifschitz, il émigre en France à l'âge de trois ans (il prendra, chez Zola, pour modèle, le pseudonyme de Souvarine, le révolutionnaire intellectuel de Germinal et engager, toute sa vie, qu'on oublie

son vrai nom, changeant même son état-civil dans les années 60 pour adopter l'appellation plus française de Boris Souvar, ainsi qu'en témoigne le Journal officiel...)

Le père est ouvrier serrurier dans l'orfèvrerie - et on laissera entendre, dans les journaux du PCF, pour la désconsidérer, qu'il vient d'une riche famille de diamantaires ! Il commence à travailler à quatorze ans et obtient un diplôme d'ouvrier d'art avant de partir pour le régiment en 1913 ; il reviendra à la vie civile en 1915 après la mort de son frère dans les tranchées.

Très jeune, Souvarine a commencé à militer à la SFIO. Il écrit dans le Populaire (hebdomadaire socialiste à tendance pacifiste) puis devient correspondant à Paris de Vie nouvelle (quotidien fondé à Pétersbourg par Maxime Gorki).

NICOLE ZAND.

(Lire la suite page 11.)

(1) L'Humanité, qui fut un temps le journal de Souvarine, signale, ce lundi 5 novembre, son décès mais omet de mentionner son rôle dans la fondation du PCF.

AU JOUR LE JOUR

Plus

Ce fut un dimanche bien éprouvant pour les nerfs.

Tandis que l'Inde, encore grosse de massacres, comptait ses morts et contenait ses démons ; tandis que la Pologne découvrait que le meurtre d'un prêtre par la police politique avait été précédé de tortures ; tandis que l'Afrique affamée souffrait un peu plus de ses maux endémiques ; tandis que tout cela se passait sous nos yeux, nous regardions ailleurs.

Nous allions, survoltés, d'un canal à l'autre, tentant d'intercepter les images - pour la seule fois gratuites - d'une chaîne nouvelle. Pour éprouver des plaisirs décodés et pour nous divertir - sur Canal Plus - toujours plus !

BRUNO FRAPPAT.

Cartier

BRIQUETS CARTIER le mur de Cartier

Dans « le Monde de l'économie » Pages 17 à 20

Regain d'activité dans les pays scandinaves
Lire les articles de BO SODERSTEN et YVES BOURDET et de FRANÇOIS GROSCHARD

Il y a vingt ans, la CFTD se « déconfessionnalisait »

Lire l'article de MICHEL NOBLECOURT

commentaires

INVITÉS

Robert Naud et Jean-Paul Jean, l'un au nom des policiers, l'autre au nom des magistrats, confrontent leurs opinions sur la sécurité et les contrôles d'identité.

Rendre confiance aux policiers

Il y a presque un an et demi, en juin 1983, dans une police malade de la politique, le doute et le ressentiment conduisaient environ deux mille policiers à manifester dans les rues de Paris. Le contacte défectueux et l'exploitation policière de ces événements ont hélas! occasionné puis déformé la véritable dimension de l'exaspération policière. La majorité comme l'opposition ont exploité mécaniquement, sans réflexion prospective, cette dynamique de la colère. Les lourdes punitions ont sanctionné la « fronde policière », et les appels enflammés à la résistance à l'oppression ont salué le désespoir légitime des agents des forces de l'ordre. Ces schémas étaient sans doute séduisants de part et d'autre, mais ils sont faux.

La douleur comme le désespoir ne sont, en la matière, ni de droite ni de gauche, ils sont simplement humains et récusent vigoureusement les piteuses dogmatiques ou les surcharges policières qui empêchent de promouvoir des mesures législatives ou réglementaires capables de lutter efficacement contre la violence. Devant la déperdition mortelle de nos collègues, tombés victimes du devoir, les discours succèdent aux discours, et les policiers attendent en vain la volonté politique qui mettra fin à la fureur criminelle envahissante des derniers mois. L'insécurité devient de jour en jour un formidable enjeu politique, et il faut craindre, dans un tel maelström les effets imprévisibles de la remorque de ceux qui luttent chaque jour dans l'anonymat pour la défense de nos libertés. Il est urgent d'abandonner les réformes gadgets ou les déclarations fracassantes qui font la « une » et favoriser quelques photos évangéliques de leurs auteurs pour entreprendre un véritable travail en profondeur, générateur de solutions concrètes pour organiser la réaction sociale.

Sans vouloir dresser la liste exhaustive de toutes les inépuissances (peines insuffisantes pour les porteurs d'armes, permissions de sortie, confusion des peines...) qui, « empoisonnent » l'action des agents de la force publique, nous pensons qu'une réflexion gouvernementale et parlementaire doit s'engager immédiatement.

distement autour de trois thèmes essentiels.

Chacun s'accorde à reconnaître, depuis quelques années, que la sécurité des Français passe par celle des agents des forces de l'ordre. Or, curieusement, alors que les chiffres montraient, sans ambiguïté, depuis 1983, un accroissement inquiétant de la violence, les articles du code pénal, qui assuraient une protection particulière des agents de la force publique, furent abrogés par la loi du 2 février 1981, puis en octobre 1981, l'abolition de la peine de mort était prononcée en l'absence de peine spécifique de substitution. Cette politique pénale interpellait gravement policiers, gendarmes et personnels pénitentiaires, qui s'interrogeaient sur la volonté parlementaire de les protéger juridiquement en dissuadant les délinquants et les criminels de passer à l'acte. Il est, en outre, surprenant, un peu plus encore difficile à appréhender, mais qui ne manquera certainement pas d'avoir de fâcheuses répercussions sur l'évolution de la violence : la prise de conscience de ces vides juridiques chez les malfaiteurs.

Il devient donc essentiel, au moment où le discours sécuritaire se fait plus dur, parce que l'opinion supporte de plus en plus mal le poids social de la violence, d'accepter de constater l'erreur de l'abrogation de certains articles du code pénal, et de promouvoir de nouveaux textes susceptibles de rendre confiance et pugnacité à ceux qui s'exposent physiquement pour protéger leurs concitoyens.

Violences légitimes

La mort d'un policier ou d'un gendarme relève presque à chaque fois le débat de la technique policière d'interpellation. S'il est vrai que l'on peut améliorer sensiblement la sécurité des agents de la force publique par la mise en œuvre systématique de quelques précautions élémentaires, il n'en demeure pas moins vrai que lorsque l'on veut aller plus avant pour élaborer, comme dans le monde du travail, des règles générales et strictes, on s'engage immédiatement, dans l'état actuel du droit pénal, dans une impasse.

Pour un consensus démocratique

Les hauts magistrats de la chambre criminelle de la Cour de cassation n'ont pas la réputation d'être de dangereux irresponsables. Leur décision du 4 octobre énonça très nettement que les contrôles d'identité, depuis la loi du 10 juin 1983, ne peuvent s'opérer que si les policiers ont préalablement constaté qu'au lieu où s'effectue le contrôle « la sûreté des personnes et des biens est immédiatement menacée ».

Le cadre juridique du contrôle est clair. La Cour de cassation rappelle que, dans notre État de droit, la liberté d'aller et venir est la règle fondamentale. Le respect de ce principe définit l'équilibre entre les droits du citoyen et les pouvoirs policiers.

Les discours sécuritaires qui s'opposent à ces règles, par-delà les simples manipulations politiques, ne sont pas réalistes. La présence policière sur le terrain est plus efficace que le contrôle lui-même. C'est le contrôle sans cadre précis, a priori, d'individus estimés suspects, qui multiplie les risques pour tout le monde, y compris pour les policiers.

Dans la même logique, se situe la recherche à tout prix des arrestations flagrantes qui se substitue au travail de fond des enquêtes, travail de plus en plus délaissé car non immédiatement « rentable ». Ce n'est pas, en tout cas, une extension sans contrôle des pouvoirs des policiers qui apportera une réponse à leurs

vrais problèmes : ces problèmes bien sûr, à savoir la définition des tâches de la police, la formation et l'information des policiers.

Reste que la chambre criminelle va bientôt avoir à se prononcer sur la question des contrôles d'identité des étrangers sur la base du décret du 30 juin 1946. Contrairement au ministère de la justice, le Syndicat de la magistrature estime, comme l'ont affirmé plusieurs tribunaux, que ce décret permet seulement un contrôle de titre de séjour, après un contrôle d'identité régulier pratiqué selon les règles de la loi générale et ayant révélé la qualité d'étranger. Juger le contraire serait entériner une pratique discriminatoire et justifier le contrôle des « présumés étrangers ». Qui sans contrôle dans le miroir, le citoyen suisse ou le Français originaire des Antilles ?

En cette période où se développe l'exploitation systématique du moindre fait divers, allant jusqu'à la diffusion d'informations tronquées, il s'agit de répondre de manière réaliste et non ambiguë aux légitimes besoins de sécurité des gens, mais à partir des valeurs démocratiques sur lesquelles doit se dégaier un consensus, par-delà les simples cibles politiques.

JEAN-PAUL JEAN,
secrétaire général
du Syndicat de la magistrature.

Le policier ne dispose pas pour agir contre le crime de prérogatives particulières, mais doit, au contraire, inscrire son action dans le cadre social de la violence, d'accepter de constater l'erreur de l'abrogation de certains articles du code pénal, et de promouvoir de nouveaux textes susceptibles de rendre confiance et pugnacité à ceux qui s'exposent physiquement pour protéger leurs concitoyens.

C'est pourquoi il serait éminemment opportun de définir clairement une notion de violence légitime que les policiers pourraient déployer pour appréhender une personne. L'indispensable évolution des techniques de police passe par la promulgation d'une loi reconnaissant sans ambiguïté aux agents de la force publique l'usage de la coercition nécessaire pour assurer l'application des lois, des ordres de l'autorité publique, des mandats de justice et des jugements, ou pour défendre les locaux, le terrain ou le matériel dont ils ont la garde.

La chambre criminelle de la Cour de cassation vient de se prononcer pour une interprétation très stricte de la loi du 10 juin 1983 relative aux contrôles d'identité. Les magistrats de la Cour de cassation ont mis en exergue le flou juridique de cette loi et les difficultés d'application qu'elle recèle, notamment pour les contrôles de réglementation. La souci du législateur de 1983 de restreindre le champ d'application des contrôles préventifs présente ainsi aujourd'hui de graves difficultés. Il reste que les policiers n'accepteront plus, comme par le passé, d'être les fournisseurs de la réaction sociale, évoluant sans cesse, à leurs risques et périls, au-dessus d'un vide juridique, et il appartient au législateur, et il le souhaite, de définir de nouveaux équilibres qui permettront à la puissance publique d'organiser efficacement la défense de notre société.

Admettre ou rejeter l'idée que la police puisse, dans le cadre judiciaire ou pour les contrôles de réglementation, procéder à des contrôles d'identité, le plus souvent fondés sur la théorie de l'apparence, — expression préférable à celle de « délit de faciès » utilisée parfois, — c'est faire un choix. C'est choisir l'éventuel contrôle d'un policier qui sert la société, obéit aux lois de la République, et dont l'action est étroitement contrôlée par l'autorité judiciaire, ou bien accepter, dans un pays libre de cette contrainte policière, la très probable rencontre, violente ou non, avec un individu qui ne connaît que son intérêt, viole la loi, et dont le seul souci est d'échapper au contrôle de la justice.

ROBERT NAUD,
secrétaire général du Syndicat
des commissaires de police
et chefs fonctionnaires
de la police nationale.

COURRIER

J'ai honte !

Une soirée avec des jeunes chômeurs, dont certains sont seuls à Paris et sans le sou pour acheter le pain de demain. Hier pleins de dynamisme. Aujourd'hui avec l'angoisse qui nous l'estomac, empêché de dormir et fait désespérer de l'avenir. La télévision parle d'hommes, de femmes, d'enfants qui meurent de faim au Sahel, en Éthiopie, au Pérou et ailleurs. Au seuil de l'hiver, les soupes populaires se réinstallent aux portes de la capitale. On a faim à Paris en 1984. Toute une nuit, la bataille fait rage à l'Assemblée nationale quand il s'agit de voter un texte amputant quelque peu les super-bénéfices réalisés par ceux qui ont souscrit à l'emprunt Giscard.

Il y a des jours, comme ça, où j'ai honte pour nos élus.

JEAN MINGUET,
Prêtre (Paris).

Maman, j'ai faim !

Combien de centaines de millions de mètres entendent ce cri en ce moment même, et dans toutes les langues. Ainsi, des milliards d'êtres tendent les mains vers nous, mais nous détournons les yeux de ce spectacle qui générerait notre conscience endormie.

Indifférents et lâchement fatalistes, nous continuons à nous goinfrer de tout ce qui les sauverait de la souffrance et de la mort. Aveugles, nous creusons irrémédiablement nos tombes avec des fourchettes où sont embrochés les cadavres de nos frères morts de faim pour nourrir nos coëbés.

L'égoïsme des riches légitime la révolte des pauvres, et déjà la marée de la faim pénètre le corps, nous

de nos sociétés égoïstes et repues, nous phagocytant légitimement, alors qu'un peu de pitié envers eux, ENVERS NOUS, pourrait sauver le monde.

Déjà, des organisations ont commencé la lutte : Comité français contre la faim, Frères des hommes, et bien d'autres... Mais c'est à nous de pousser nos gouvernements afin qu'ils redressent la barre de ce vaisseau-Terre en perdition, qu'ils cessent l'exploitation scandaleuse d'un tiers-monde exsangue, qu'il s'aide à se prendre en charge, à être autonome. C'est ensemble que nous nous sauverons ou que nous nous perdrons.

JACQUELINE FOUILHE
(Clermont-Ferrand).

Les promesses de M. Charles Hernu

Le code de la mutualité stipule que les mutuelles militaires sont régies par des statuts-types spéciaux. Ces statuts font que le président, le premier vice-président et le commissaire aux comptes de chaque mutuelle sont désignés par le ministre de la défense. Avec l'arrivée au ministère de la défense de M. Charles Hernu, préconisant dans toutes ses déclarations que « les militaires devaient bénéficier des mêmes droits que les autres citoyens », un terme aurait dû être mis à cette mesure vexatoire envers les militaires. Comme tous les autres mutualistes, ils font vivre leurs mutuelles par leurs cotisations. Même dans ce domaine, tout a fait extra-militaire, M. Charles Hernu n'a strictement rien changé. Mieux, il vient de prendre unilatéralement, sans avoir consulté aucune des ins-

tances étues des trois mutuelles militaires, la décision de ne tolérer aucune modification au nouveau code de la mutualité en cours de préparation. Les représentants de la mutualité, au groupe de travail préparant la réforme du code, ont demandé l'abrogation des articles relatifs aux mutuelles militaires, estimant que ce statut dérogatoire était contraire aux principes mutualistes. Le ministre de la défense a fait savoir qu'« il restait attaché au régime actuel et s'opposait à toute modification substantielle ».

M. Charles Hernu n'a donc tenu, hélas! aucune de ses innombrables promesses sur les libertés des militaires.

MAURICE CAILLIET,
militaire en retraite
(Villefranche-de-Pau).

« Je demande la nationalité algérienne »

Les mesures concernant l'immigration prises par un régime qui se réclame des droits de l'homme et des accords d'Helsinki vont à l'encontre de ces diis droits, parce qu'elles entrent, sinon bafouent, la libre circulation des personnes. Il ne sert à rien de se battre pour Sakharov et les juifs d'URSS si, à l'intérieur de nos frontières, des mesures sont prises contre la dignité de millions d'individus, au mépris d'un des droits élémentaires de la personne humaine, c'est-à-dire vivre en paix sur son lieu de travail avec sa famille.

Ce n'est plus le mur de la honte, c'est la « mer de la honte » !

Droits de l'homme

MARDI 6 novembre — date anniversaire des élections législatives de 1983 en Turquie, — des intellectuels français montent une « garde démocratique » devant l'ambassade d'Ankara à Paris pour protester contre les récentes exécutions de militants d'extrême gauche et pour tenter d'empêcher de nouvelles mises à mort. L'humanité, qui soutient et anime cette mobilisation, s'étonne que la « grande presse » fasse « la sourde oreille ».

S'agissant du Monde, ce reproche n'est pas fondé. Par nos informations et nos commentaires, nous n'avons cessé d'alerter l'opinion sur la répression menée par le régime d'Ankara, estimant, comme nous l'avons écrit dans un éditorial de première page il y a quelques mois, que « les pressions internationales ne sont pas vaines ».

Mais, contrairement à une légende souvent répandue, la presse ne dicte pas à son public l'attitude de son choix. Aussi la vraie question est-elle plutôt de savoir pourquoi des campagnes ne se sont jamais développées en France, pourquoi les protestations n'ont pas trouvé les relais susceptibles de donner naissance à d'importants mouvements de solidarité, comme il s'en est créé, ces dernières années ou ces derniers mois, en faveur des Palestiniens de Yasser Arafat, des Chiliens persécutés par le général Pinochet, des Polonais de Solidarité, du professeur Sakharov ou de notre confrère Jacques Abocher.

PLUS généralement, comment comprendre que, sur les cent dix-sept États coupables à un degré ou à un autre, selon le dernier rapport d'Amnesty International, de violation des droits de l'homme et d'atteinte aux libertés politiques ou religieuses, seul un tout petit nombre soulève l'émotion de la communauté internationale ?

Comment se fait-il que, pas plus que celui de la Turquie, les gouvernements de nations comme l'Afrique du Sud, la Chine, l'Éthiopie, le Guatemala, l'Iran ou la Tchecoslovaquie, où l'oppression ne se relâche pas, ne suscitent une réprobation active ?

A réponse à ces questions est sans doute que l'indignation provoquée en France par les injustices commises dans d'autres pays dépend des liens noués avec ceux-ci au fil de l'histoire. Certains peuples sont présents dans notre conscience collective et dans le débat politique qui la nourrit. Ainsi, à des titres divers, et avec une intensité variable selon les époques, l'action des Palestiniens, des dissidents soviétiques ou des résistants polonais nous importe-t-elle plus que celle des catholiques irlandais, des Noirs sud-africains ou des extrémistes turcs.

On peut le regretter. On peut aussi constater que les luttes conduites sans violence, comme en Pologne, sont désormais mieux considérées que celles qui s'accompagnent d'actes terroristes. Mais l'essentiel semble bien être l'existence, ou non, de cette sorte de connivence, plus culturelle que politique, qui rend certains combats plus proches que d'autres.

Si l'on croit à l'universalité des droits de l'homme, on ne saurait évidemment s'accommoder de ces frontières invisibles qui séparent une cause juste d'une cause populaire. Encore faut-il les reconnaître avant de s'accuser mutuellement de céder à des passions partisans, anti-communisme primaire pour les uns, anti-américanisme sommaire pour les autres...

THOMAS FERENCZI

PAYOT

NOUVEAUTÉS

BERNARD EDELMAN
LA MAISON DE KANT
Conte moral
ISBN 80 F

RABINDRANATH TAGORE
LA MAISON ET LE MONDE
ROMAN 80 F

OTTO RANK
L'ART ET L'ARTISTE
SCIENCE DE L'HOMME 150 F

GEORGES GUSORDF
L'HOMME ROMANTIQUE
BIBLIOTHEQUE SCIENTIFIQUE 180 F

JEAN-PIERRE CUVILLER
L'ALLEMAGNE MEDIEVALE
2 - Echec d'une nation
BIBLIOTHEQUE HISTORIQUE 180 F

JOAN P. COULIANO
EXPERIENCES DE L'EXTASE
BIBLIOTHEQUE HISTORIQUE 120 F

SILVIA ALBERTI DE MAZZERI
LEONARD DE VINCI
BIBLIOTHEQUE HISTORIQUE 95 F

PAUL HOFMANN
Ô VATICAN !
du Saint-Siège considéré sans indulgence
SERIE DOCUMENTS 99 F

106, bd St Germain 75006 Paris

Le Monde

5, RUE DES ITALIENS,
75437 PARIS CEDEX 09
C.C.P. 427-23 PARIS
Tél. MONDIPAR 650572 F
Tél. : 246-72-23

Édité par la S.A.R.L. le Monde

Gérant : André Laurens

Directeur de la publication : Hubert Beuve-Méry (1944-1969)

Jacques Fenet (1969-1982)

Durée de la société : cinquante ans à compter du 10 décembre 1944.

Capital social : 500.000 F

Principaux associés de la société : Société civile

« Les Rédacteurs du Monde », MM. André Laurens, gérant,

et Hubert Beuve-Méry, fondateur.

Directeur de la rédaction : Thomas Ferenczi

Reproduction interdite de tous articles sans accord avec l'administration

Commission paritaire des journaux et publications, n° 37437

ISSN : 0395-2037

ABONNEMENTS

3 mois 6 mois 9 mois 12 mois

FRANCE

341 F 605 F 859 F 1088 F

TOUS PAYS ÉTRANGERS PAR VOIE NORMALE

661 F 1245 F 1819 F 2360 F

ÉTRANGER (par messagerie) PAYS-BAS

381 F 685 F 979 F 1240 F

IL - SUISSE TUNISIE

454 F 830 F 1197 F 1530 F

Par voie aérienne : tarif sur demande.

Les abonnés qui paient par chèque postal (trois virements) voudront bien joindre ce chèque à leur demande.

Changements d'adresse : définitifs ou provisoires (deux semaines au plus) : les abonnés sont invités à formuler leur demande six semaines au moins avant leur départ. Joindre la dernière bande d'envoi à toute correspondance.

Veuillez avoir l'obligeance de rédiger tous les noms propres en capitales d'imprimerie.

PRIX DE VENTE À L'ÉTRANGER

Algérie, 3 DA ; Maroc, 4,20 dr. ; Tunisie, 300 m. ; Allemagne, 1,70 DM ; Autriche, 17 sch. ; Belgique, 28 fr. ; Canada, 1,30 \$; Côte d'Ivoire, 300 F CFA ; Danemark, 7,80 kr. ; Espagne, 110 pes. ; E.-U. 1 \$; Grèce, 85 p. ; Irlande, 86 p. ; Italie, 1 500 L. ; Liban, 375 P. ; Libye, 0,382 dt. ; Luxembourg, 28 fr. ; Norvège, 8,00 kr. ; Pays-Bas, 1,75 fl. ; Portugal, 85 esc. ; Sénégal, 300 F CFA ; Suède, 7,75 kr. ; Suisse, 1,20 L. ; Yougoslavie, 110 din.

كتابنا الأصلي

LES TROUBLES EN INDE APRÈS LA MORT D'INDIRA GANDHI

Un calme précaire règne à New-Delhi après les tueries entre hindous et sikhs

Delhi. — Quarante-huit heures après la crémation publique du corps d'Indira Gandhi, le temps, qui semblait suspendu depuis l'assassinat du premier ministre, reprend lentement son cours en Inde. Dans la capitale bédouïne, de loin la cité la plus effrayée ces derniers jours, une circulation dense s'est emparée, ce lundi 5 novembre, des larges avenues de Delhi, et les autobus et les taxis font un bruit de répartition. En revanche, les sept cent mille sikhs de la ville semblent avoir totalement disparu, et dans les quartiers pauvres de la périphérie et les ruelles encombrées du vieux Delhi, la situation restait très tendue.

Limogeage du gouverneur de la capitale

Les forces de sécurité, dont le nombre a été doublé pour atteindre désormais quelque quarante mille hommes, sont restées déployées un peu partout, et dans les quartiers les plus « chauds », des chars légers et des automitrailleuses tentent encore, lundi matin, nombre de carrefours et de ruelles dans leur ligne de mire. Les deux dernières nuits, comme s'il avait fallu que les restes d'Indira Gandhi soient réduits en cendres pour apaiser les esprits et modérer les haines, ont été relativement calmes. Un calme précaire certes, mais l'amelioration est là. Beaucoup de marchands, habituellement fermés le lundi, ont été invités à ouvrir leur échoppe pour permettre aux Delhiites de se réapprovisionner et donner à la capitale un petit air de normalité.

La plupart des trains en partance de la capitale ont été remis en route, et pour éviter les massacres de sikhs comme ceux qui se sont produits ces derniers jours dans les wagons, des gardes en armes accompagnent les passagers en train. Par mesure de précaution supplémentaire, les établissements scolaires et universitaires resteront fermés les jours prochains, et, dans la majorité des quartiers, y compris résidentiels, le couvre-feu reste imposé de 21 heures à 6 heures.

Quelques heures après la fin des funérailles, M. Rajiv Gandhi a fait

De notre correspondant

une longue tournée nocturne des quartiers les plus déchirés par le déchaînement des passions. Il a vu, comme tout le monde, des cadavres de sikhs gonflés, à demi-calcinés, flottant dans les égouts et les eaux boueuses de la Yamuna. Il a vu des enfants apeurés et des familles décimées. Il a écouté la complainte d'une minorité en état de siège et pris les premières mesures de fermeté attendues de lui. La présence policière a été immédiatement renforcée et les secours se sont organisés. Réclamé à grands cris par les familles endeuillées, le limogeage du gouverneur de la capitale, a été annoncé, dimanche 4 novembre. Il a été remplacé sur-le-champ par le ministre des ministères de l'Intérieur, M. M. K. Wali, qui a promis de se montrer sans pitié à l'égard des fauteurs de troubles. La police a reçu l'ordre d'abattre à vue tous les pillards et les voyous qui cherchent à profiter de la situation. Le gros de la haine, qui s'est abattue sur la minorité sikh pendant quatre longues nuits sanglantes, semble donc passé. Les dégâts causés sont cependant considérables, et personne ne peut dire s'il s'agit ou non d'une éphémère rémission.

Plus de mille morts

Le bilan du carnage, annoncé dès la veille du week-end par la presse, a été, grosso modo, confirmé par les autorités milles cent morts, dont quatre cent cinquante-huit à Delhi, des milliers de blessés et des milliers de ruelles de dégâts matériels. D'autres cadavres étaient encore découverts lundi, et le bilan, on s'en passe dire définitif, sera certainement plus lourd encore. Dans la seule capitale, la police a arrêté plusieurs milliers de personnes et réquisitionné pour plus de deux millions de roupies de matériel divers, volé par les pillards dans les magasins appartenant à des sikhs massacrés ou en fuite.

Les forces de l'ordre, selon le nouveau gouverneur, ont tiré une certaine de fois sur des fauteurs de troubles : dix-sept d'entre eux ont

été tués. Il n'a pas été précisé si ces derniers étaient des hindous, mais on sait que sur les quatre cent cinquante-huit victimes officielles, cinquante-neuf seulement n'étaient pas de confession sikh. L'antagonisme entre les deux religions, jusqu'ici considérées comme proches l'une de l'autre et libres de préventions ancestrales qui prévalent entre musulmans et hindous, semble désormais irréparable. Entre quinze mille personnes - chiffre officiel - et quarante mille - évaluation de la Croix-Rouge - de confession sikh, fuyant leurs maisons incendiées et leurs biens détruits, sont bloqués dans plus d'une demi-douzaine de camps de secours hâtivement improvisés, dans les écoles et temples de la ville. Des centaines de familles de police : des femmes, des vieillards, des enfants tremblant de peur supplient les journalistes de les emmener loin, de les sauver du massacre. Des récits hallucinants de viol collectif sous les yeux des enfants, de lynchages, de tortures et d'atrocités diverses continuent de circuler.

La confiance à jamais aliénée

Pour les rescapés, réfugiés de l'intérieur, les « quatre sanglantes », du 31 octobre au 3 novembre 1984, ne leur ont jamais plus effacé de leur mémoire. Et, à leurs yeux, les timides « marches de la paix », organisées ça et là par les autorités pour rassurer la population, apparaissent bien dérisoires. A beaucoup, le défilé de centaines de milliers de sikhs et d'hindous fraternisant dans les rues de la capitale ensanglantée, pour encourager qu'il soit, semblait dimanche presque incongru. Il y a sept cent mille sikhs (sur six millions d'habitants) à Delhi, et, seuls, quelques dizaines de milliers de sikhs avaient montré, lundi matin, le bout de leur barbe sur les boulevards de la cité. Les autres se terrent, organisent leur défense et leur ravitaillement. Certains groupes armés préparent même, dit-on, des expéditions punitives.

Pourtant, c'est vrai, les témoignages de solidarité avec les sikhs ne manquent pas. Comme toujours en pareille circonstance, des gens de bonne volonté, des milliers sans doute, se sont portés au secours des victimes potentielles de la tempête. On ne compte plus d'exemples de familles hindoues offrant spontanément refuge et nourriture à des sikhs poursuivis. Emouvant flot d'humanité dans un océan déchaîné de passions sectaires. Il ne faudra sûrement beaucoup plus pour ramener la confiance et la paix entre les deux communautés.

PATRICE CLAUDE.

Les premières décisions de M. Rajiv Gandhi soulignent sa volonté de poursuivre la politique de sa mère

New-Delhi. — Continuité tous azimuts. Telle est, au risque de paraître un peu timorée, la ligne de conduite qu'après quatre jours de flottement le nouveau maître des destinées de l'Inde semble s'être fixée. Un choix finalement assez habile, qui, tout en ne préjugant en rien de l'avenir, désamorce au moins temporairement les oppositions frontales. Indira Gandhi avait formé il y a quelques mois un gouvernement de transition en vue des élections générales. Son fils a décidé de n'y rien changer, ce qui confirme l'opinion de ceux qui fixent la grande consultation à la date antérieurement prévue (avant le 15 janvier).

Le seul sikh du nouveau gouvernement, M. Butta Singh (affaires parlementaires), déjà présent dans le précédent cabinet, a d'ailleurs démissionné dimanche le report éventuel du scrutin. Le gouvernement, qui, jusqu'ici, comprenait seulement cinq titulaires de portefeuilles, a donc retrouvé dimanche sa taille antérieure à l'assassinat : treize ministres, dix de cabinet, vingt et un ministres d'Etat, hiérarchiquement inférieurs aux précédents, et onze secrétaires d'Etat. La liste ne comporte pas la moindre surprise. Tous les noms, sauf un, celui d'un secrétaire d'Etat aux finances, figuraient

De notre correspondant

dans l'organigramme du cabinet précédent, et les changements d'attributions de quelques-uns sont mineurs.

La responsabilité de l'échec au Pendjab

Trois membres du gouvernement cependant ne retrouvent pas leur maroquin, mais l'éviction des deux premiers, MM. Kalpana Raj et R. T. Rathi, semble dénoter de la signification politique. En revanche, la non reconduction de M. P. C. Sethi, ancien titulaire de la planification, était si peu attendue, du moins envisageable. M. Sethi avait été rétrogradé au Plan par Indira Gandhi elle-même, après s'être montré incapable, comme responsable de l'intérieur, d'assurer paix et sécurité dans le Pendjab et les Etats avoisinants, au cours de la violente montée de l'autonomisme sikh en 1983 et 1984.

Toujours soucieuse de ne pas paraître céder à la pression de l'opinion publique, Indira Gandhi n'avait pas voulu alors se séparer trop brutalement de son ministre. Mais elle est sans doute approuvée la décision qui vient d'être prise par son fils, d'autant qu'elle permet de dédouaner l'actuel ministre de l'intérieur, M. Narasimha Rao, en situant indirectement les responsabilités de l'attentat dans la période antérieure à sa prise de fonctions.

Comme sa mère l'avait fait dans les dernières semaines de sa carrière, M. Rajiv Gandhi a conservé le portefeuille des affaires étrangères ; les responsabilités de l'énergie atomique, l'espace, la science et la technologie étaient traditionnellement du domaine réservé du chef de gouvernement. Là encore, la tradition n'est pas altérée. Continuité donc dans tous les domaines.

Rassurer

les partenaires étrangers

Le maître mot du nouveau pouvoir est de rassurer. Rassurer la base sur son avenir d'abord, mais aussi ses partenaires extérieurs, inquiets. Les funérailles de sa mère auront été pour le jeune premier ministre l'occasion d'un véritable marathon diplomatique accordé à tous les dignitaires étrangers qui avaient fait le voyage. Le premier ministre soviétique, M. Tikhonov, a voulu s'assurer de la poursuite des relations privilégiées entretenues avec son pays. M. George Shultz, secrétaire d'Etat

américain, a rappelé l'importance que les Etats-Unis attachent à l'unité avec l'Inde et indiqué qu'il « fait » de bonnes bases pour la « forcer ».

Au total, le chef du nouveau gouvernement a reçu plusieurs dizaines de chefs d'Etat et de gouvernement dont M. Laurent Fabius qu'il avait rencontré en décembre dernier, et que ni l'un ni l'autre n'étaient encore premiers ministres. M. Fabius repart l'assurance que la coopération avec la France continuera. A tout y compris les représentants du mouvement des non-alignés dont l'Inde assume présentement la présidence. Le fils d'Indira Gandhi a donné rassurante précision qu'il entend poursuivre dans la voie tracée par son père.

Le général Zia-Ul-Haq, chef d'Etat pakistanais, a montré un certain courage en se déplaçant à Delhi, alors que les Pakistanais étaient ouvertement accusés par Indira Gandhi de soutenir les sécessionnistes sikhs. Il a souhaité une nouvelle approche indienne des relations bilatérales, quelque peu tudes, qui prévalent à l'heure actuelle. A tort ou à raison, le président Zia estime que la jeunesse indienne n'est pas la jeunesse pakistanaise, et qu'il faut attendre et voir...

P. C.

MM. TIKHONOV ET SHULTZ ONT EU UN ENTRETIEN

Le secrétaire d'Etat américain George Shultz, qui, contrairement aux premières informations données par le porte-parole du département d'Etat, a rencontré, samedi 3 novembre, à New-Delhi, le premier ministre soviétique, M. Nikolai Tikhonov, a déclaré qu'il avait fait part de son intercession au chef de l'Etat d'établir des « relations constructives » avec l'URSS. « Et crois », a-t-il ajouté, en évoquant la réaction de M. Tikhonov, qu'il a « primé les mêmes sentiments » de « coopération » avec l'URSS. « Et crois », a-t-il ajouté, en évoquant la réaction de M. Tikhonov, qu'il a « primé les mêmes sentiments » de « coopération » avec l'URSS. « Et crois », a-t-il ajouté, en évoquant la réaction de M. Tikhonov, qu'il a « primé les mêmes sentiments » de « coopération » avec l'URSS.

AFRIQUE

LA FAMINE EN ETHIOPIE

Le mouiroir de Korem

Korem (Wollo) (Reuters). — En dépit de la solidarité internationale, des centaines d'Ethiopiens continuent de mourir chaque jour dans la seule province septentrionale du Wollo où ils succombent à la faim et à la maladie. Des milliers de paysans affamés cheminent le long des pistes, en route pour les centres de secours. Certains portant leurs proches parents ou leurs enfants sur des civières de fortune. D'autres, trop faibles pour marcher, gisent dans les fossés dans l'attente d'une mort certaine.

D'après les estimations des autorités d'Addis-Abeba, un tiers des 3,2 millions d'habitants du Wollo sont aujourd'hui frappés par les effets de trois années de sécheresse consécutives, qui ont bouleversé leur mode de vie. Le Wollo fait partie des régions les plus durement éprouvées par une sécheresse catastrophique qui menace au total sept millions d'Athiopiens.

A Korem, localité des hauts plateaux située à 400 km au nord de la capitale, ont été 49 000 victimes installées sous des abris de fortune dans l'attente de secours. Selon le responsable local de la Commission éthiopienne de secours (RCC), de 50 à 100 personnes

y meurent quotidiennement, dont un bon nombre d'enfants trop affaiblis pour survivre aux maladies associées à la faim et aux maux climatiques. Au milieu des abris aux toits de zinc ou de plastique composent l'unité de soins intensifs de Korem, ont été plantés cinq tentes appelées « orphelinats ».

Les responsables de la RCC affirment que 20 enfants au moins meurent chaque jour victimes de la coqueluche, de la rougeole et de la diarrhée. Il existe, en outre, un « village pour enfants » où quelque 8 000 nourrissons sont nourris et soignés par des volontaires français de Médecins sans frontières, britanniques de Save the children fund et de la Croix-Rouge éthiopienne.

Korem attire de nombreuses victimes de la famine, du fait notamment que sa position géographique, au carrefour de routes menant dans les trois provinces éprouvées du Wollo, du Gondar et du Tigre. Les responsables locaux de la RCC estiment que si les stocks de vivres sont suffisants, des dizaines de milliers de personnes devront à terme être reclassées dans des régions plus fertiles et moins inhospitalières que les hauts plateaux du Nord.

Tchad

Les forces françaises auront fini d'évacuer le pays le 9 novembre

Le général Béchou, chef des forces françaises au Tchad, a déclaré que la force Manta serait évacuée « dans quelques jours », c'est-à-dire le 9 novembre au plus tard, date prévue par l'accord franco-libyen du 16 septembre. Lors d'une cérémonie, samedi 3 novembre à N'Djamena, le président Hissène Habré a déclaré de son côté, qu'il « avait beaucoup de regret le départ de Manta », avant de faire le général Béchou officier de l'ordre national tchadien.

D'autre part, le général Lacaze, chef d'état-major général des armées, a séjourné trente-six heures au Tchad, dimanche et lundi, où il a déclaré aux trois cents soldats français encore présents à N'Djamena : « Vous avez imposé à un adversaire

qui cherchait par ses forces armées des avantages essentiels le blocage de son action ». Cette troisième visite au Tchad du général Lacaze est intervenue après l'annonce, par le ministre de la défense à Paris, du retrait des quatre avions d'appui au sol Jaguar et des quatre chasseurs Mirage stationnés à N'Djamena. Les dernières troupes françaises, stationnées à N'Djamena, doivent également être rapatriées, une opération prévue de lundi à mercredi.

Enfin, citant des sources dignes de foi, l'AFP rapporte, de Kinsasa, que de nouveaux combats dans le sud tchadien ont provoqué un afflux supplémentaire de réfugiés au Centrafrique.

A TRAVERS LE MONDE

Irlande

CONGRÈS DU SINN FEIN. — Le Sinn Fein, représentation politique de l'armée républicaine irlandaise (IRA), réuni en congrès à Dublin le dimanche 4 novembre, a défendu l'attentat commis il y a trois semaines à Brighton contre le premier ministre britannique. Cet attentat, a déclaré le président du Sinn Fein, M. Gerry Adams, « a été un coup porté contre la démocratie, était un coup en faveur de la démocratie ». Il a qualifié la politique britannique de « non démocratique », non acceptée, illégale et immorale. M. Adams a appelé le mouvement républicain à poursuivre la lutte sur le plan électoral, parallèlement à la lutte armée. — (AFP.)

Ouganda

ARRESTATIONS. — Deux journalistes de l'hebdomadaire ougandais Munnasi, organe du Parti démocratique (opposition), ont été arrêtés, vendredi 2 novembre, par les services de sécurité, a annoncé, samedi, un porte-parole du parti, en indiquant que leur arrestation « prétendait être à d'autres arrestations de responsables du Parti démocratique et de collaborateurs de Munnasi ». — (Reuters.)

RFA

LE CONGRÈS DES NÉO-NAZIS. — Quelque trois cents manifestants ont protesté, samedi 3 novembre, à Munich, contre la tenue dans cette ville du congrès annuel du parti néo-nazi NPD, qui rassemblait un millier de sympathisants. Le président du NPD, M. Martin Muesgung, a exprimé son optimisme. « Je suis convaincu », a-t-il dit, que nous réussissons nous aussi le saut de 1,3 % des voix aux élections générales à 11 %, comme cela a été possible en France. — (AFP.)

Les cendres de l'ancien premier ministre seront dispersées au-dessus de l'Himalaya

New-Delhi (AFP). — M. Rajiv Gandhi a recueilli, lundi 5 novembre, à l'aube, les cendres de sa mère Indira, incinérées samedi à New-Delhi selon la tradition hindoue.

Après avoir été conduites, à bord de dix trains spéciaux, dans toutes les parties de l'Inde, ces cendres seront finalement dispersées le 11 novembre au-dessus de l'Himalaya.

Les mains jointes, M. Gandhi a conduit une délégation de religieux de haut rang à Shanti Van, lieu où avait été dressé, sur le bord de la rivière Yamuna, le bûcher qui a servi à l'incinération. Il a recueilli quelques cendres, puis les prêtres se sont joints à lui.

Conformément à la tradition hindoue, les cendres seront recueillies dans quarante urnes de cuivre. Elles seront ensuite remises aux représen-

tants des vingt-deux Etats et des neuf territoires de l'Union, qui les chargeront mardi à bord des trains spéciaux. Ces trains sillonnent pendant une semaine les principales régions du pays afin que même les populations des villages les plus reculés puissent rendre un dernier hommage à celle qui fut leur premier ministre. Les cendres seront ensuite regroupées puis dispersées par avion au-dessus de l'Himalaya.

Une petite foule d'assistants, rassemblée sur les lieux de la cérémonie, criaient : « Indira Gandhi vivra éternellement ». Une fois les cendres recueillies, une prolonge d'artillerie recouverte de fleurs a transporté les urnes au domicile d'Indira Gandhi, à New-Delhi. L'une d'entre elles sera conservée à Teen Murti House, la maison où elle a passé sa jeunesse.

LA CRISE DES MOTIVATIONS

Par Claude Lévy-Leboyer

LA CRISE des motivations attaque aujourd'hui les valeurs mêmes du travail. Ce livre montre que les relations entre l'homme et le travail ne seront pas,

demain, au sortir de la crise économique, ce qu'elles étaient hier, en période de prospérité. La prospective sociale du travail est un impératif. [PUF]



136 pages - 65 F

LES LIVRES DES PUF QUESTIONNENT LE MONDE

PROCHE-ORIENT

La visite du chef de la diplomatie sud-africaine illustre les relations étroites entre les deux pays

Jérusalem. - Le ministre sud-africain des affaires étrangères, P. W. Botha, a entamé, le dimanche 4 novembre, une « visite privée » de trois jours en Israël. Ce voyage, que le gouvernement de Jérusalem considère d'une extrême importance, atteste de la nouvelle attention sur les liens étroits et le plus souvent occultes qui unissent l'Etat hébreu et la première puissance africaine.

Le ministre israélien des affaires étrangères n'était guère favorable à la venue de M. Botha dans la mesure où celle-ci risque de susciter de nouvelles critiques contre Jérusalem de la part de l'Assemblée générale des Nations unies. Il aurait soutenu à tout le moins que ce dernier a conservé un caractère totalement privé. Mais le chef de la diplomatie sud-africaine, qui visitera, croit-il, les lieux saints chrétiens : Galilée, n'entendait pas venir en Israël en simple pèlerin. Il a exigé et obtenu d'être traité par ses hôtes « tous les égards réservés d'ordinaire aux ministres en « visite de travail ».

Son homologue, M. Itzhak Shalev, l'a donc accueilli en personne à l'aéroport et devait donner un dîner en son honneur, à l'issue d'une séance de travail. M. Botha sera plusieurs jours par le ministre de la Défense, M. Itzhak Rabin, et par le ministre de la Santé, M. Shimon Peres.

Les liens unissant Pretoria et Jérusalem sont anciens et multiformes. L'Afrique du Sud fut l'un des premiers pays à reconnaître, en 1948, le jeune Etat juif. Forte aujourd'hui de cent dix mille âmes, la communauté juive sud-africaine a joué un rôle important dans ce rapprochement entre deux pays ayant longtemps partagé la même « mentalité d'assisiés », face à un environnement régional hostile. On la tient ici pour la communauté la plus structurée, l'une des plus attachées à Israël et des plus généreuses. La minorité africaine, qui n'a jamais passé pour particulièrement judéophile, sait jouer, si besoin, de cet attachement pour promouvoir sa cause auprès d'Israël.

L'anticommunisme commun aux deux pays, leur fort sentiment d'appartenance au monde occidental et les besoins de l'Etat juif en matières premières, notamment des métaux précieux, ont constitué un réseau d'intérêt mutuel très dommageable à l'image d'Israël dans le monde, même si ses premiers ministres ont toujours condamné le système d'apartheid. A l'ONU, Israël soutient les résolutions condamnant la politique raciale sud-africaine, mais refuse, comme la plupart des pays occidentaux, l'imposition de sanctions économiques contre Pretoria.

Les échanges bilatéraux ont, en 1983, représenté, compte tenu des contrats d'armements, 250 mil-

lions de dollars, somme négligeable par rapport au commerce extérieur d'Israël, mais dont la valeur « stratégique » est cruciale. Ainsi, seule l'Afrique du Sud fournit à l'Etat juif, contre du charbon, certains alliages rares indispensables à l'industrie d'armement. Pour être reçu ici avec les égards dus à son rang, M. Botha aurait même, a-t-on appris, rappelé à ses hôtes l'importance pour eux de ce précieux commerce. La balance commerciale est nettement favorable à Pretoria, qui vend deux fois plus à Israël qu'il ne lui achète.

La coopération militaire

La coopération économique bilatérale s'est intensifiée au cours des dernières années. Une dizaine de grandes compagnies israéliennes, dont certaines sont liées à la centrale syndicale Histadrout, ont accru leurs investissements. Exemple : le groupe Koor possède à Johannesburg une filiale, Afira, chargée de promouvoir la vente de produits industriels fabriqués dans les kibboutzim. Une autre compagnie développe un système d'enseignement professionnel fondé sur l'informatique.

Les deux Etats ont toujours bien gardé le secret sur leur coopération militaire, notamment en matière nucléaire. En septembre 1969 ils auraient collaboré à une « expérience » atomique dans l'Atlantique sud. Les éléments publiés dans les

Israël

deux capitales n'avaient à l'époque guère convaincu. D'anciens agents des services secrets sud-africains ont fait état d'étroites relations entretenues dans le domaine du contre-espionnage.

A cela s'ajoutent les ventes d'équipements militaires. L'Afrique du Sud a acheté trois vedettes israéliennes de type Reshet et en a construit plusieurs autres sous licence. Elle aurait acquis des missiles Gabriel. Son armée possède des fusils Uz et Galil. Ancien ministre de la Défense, et ministre sans portefeuille dans l'actuel gouvernement, M. Moshe Arens s'est rendu en Afrique du Sud il y a une semaine. Ce voyage, entrepris bien sûr avec l'accord de M. Rabin, n'a pas été annoncé à Jérusalem.

Les liens d'Israël avec l'Afrique du Sud s'étendent aussi aux Bantoustans, ces pseudo-Etats noirs et vassaux créés de toutes pièces par Pretoria, qui leur a octroyé une souveraineté factice reconnue par elle seule. M. Lucas Mangope, président du Bophutatswana, avait eu visé Israël l'an dernier. Cette semaine, ce fut le tour de M. Lennox Sebe, le président du Ciskei, venu présider au jumelage de sa « capitale » avec la localité d'Ariel, l'une des plus grandes implantations juives de Cisjordanie.

JEAN-PIERRE LANGELLIER.

ARRÊTÉ A JÉRUSALEM

L'auteur de l'attentat contre un autobus palestinien est un militaire, informateur de la police

De notre correspondant

Jérusalem. - La police israélienne a arrêté l'auteur de l'attentat anti-arabe qui fit un mort et onze blessés le 28 octobre au cœur de Jérusalem (le Monde du 30 octobre). C'est un militaire juif âgé de dix-neuf ans qui servait dans l'unité d'élite Golani. David Ben Shimon a reconnu avoir attaqué à la roquette l'autobus assurant la liaison Jérusalem-Hébron et a reconnu son crime. Il a aussi admis être le responsable d'une attaque à la grenade perpétrée en septembre contre un café du quartier arabe de la vieille ville.

Ce jeune terroriste est décrit, de source policière, comme « émotif et instable ». L'un d'une famille pauvre de dix enfants, habitant le quartier populaire de Katamon à Jérusalem, il avait abandonné toute pratique religieuse il y a plusieurs années. Il a déclaré aux enquêteurs avoir été bouleversé par l'assassinat, il y a deux semaines, d'un jeune couple d'étudiants israéliens près de Beïtlem (le Monde du 25 octobre). « Je ne pouvais supporter, leur a-t-il dit, que du sang juif soit impunément versé et j'ai décidé d'agir ». Il a été inculpé d'homicide et de vol d'armes.

La police est convaincue que le meurtrier n'était lié à aucun groupe politique. Toutefois, quatre soldats, dont une femme, soupçonnés d'être

impliqués dans l'attentat, ont été appréhendés dimanche. En outre, Ben Shimon aurait essayé en vain, il y a quelques temps, d'adhérer au mouvement Kach que préside le rabbin et député raciste Meïr Kahane. Cependant, ce mouvement a conféré au meurtrier le titre de « membre d'honneur ».

La police a retrouvé d'autant plus facilement le jeune meurtrier que celui-ci faisait partie de son réseau d'informateurs.

J.-P. L.

Quatre palestiniens condamnés. - Quatre palestiniens de la bande de Gaza (territoire occupé par Israël) ont été condamnés la semaine dernière par un tribunal militaire israélien à des peines de prison pour détention d'armes, rapporte le bureau de presse palestinien à Jérusalem. Tawfik Awatmeh (treize ans) a été condamné à trois ans d'emprisonnement, Isac Hawatmeh (quatorze ans) à cinq ans et Sario Darab (seize ans) à deux ans et demi de prison. Ahmad Gazan (vingt et un ans), a été condamné à trois ans de la même peine. Trois autres jeunes gens âgés de quatorze, quinze et vingt et un ans doivent comparaître le lundi 5 novembre devant le tribunal militaire israélien également pour détention d'armes. - (AFP.)

Les pourparlers israélo-libanais sont ajournés

Correspondance

Beyrouth. - Le gouvernement libanais d'union nationale continue d'être paralysé par ses divisions, tandis que les ministres de l'opposition, MM. Walid Joumblatt et Nabih Berri, s'en prennent en public, explicitement ou non, au chef de l'Etat, M. Amine Gemayel. Les querelles internes ont eu pour conséquence de provoquer l'ajournement des négociations militaires entre le Liban et Israël, en vue de l'évacuation du Liban du Sud occupé, qui devaient s'ouvrir sous l'égide des Nations unies ce lundi 5 novembre dans la localité frontalière de Nakoura. En effet, le gouvernement n'a pas été en mesure de nommer les membres de la délégation devant le représentant.

Le premier ministre, M. Rachid Karamé, par prudence, ne veut procéder à cette nomination qu'en conseil des ministres et avec l'accord

express de MM. Joumblatt et Berri. Or, M. Joumblatt boycotte actuellement le conseil des ministres en invoquant des raisons de sécurité : quant à M. Berri, il se trouvait à Alger et n'est rentré à Beyrouth que dimanche soir.

Le conseil des ministres ne pourra pas cependant se réunir avant le retour à Beyrouth du président de la République, parti à Alger dimanche.

Alors que M. Berri regagnait la capitale libanaise, M. Gemayel pourrait faire un crochet par Paris. Si bien que l'on ne pense pas que les pourparlers libano-israéliens s'ouvriront avant jeudi ou vendredi.

A Alger, M. Gemayel a été rejoint par le vice-président syrien M. Khaddam, qui avait en diman-

che à Damas un entretien avec M. Richard Murphy, sous-secrétaire d'Etat américain aux affaires du Proche-Orient. M. Murphy se trouvait en Israël avant sa visite en Syrie. - R.G.

Attentat antilibanais à Madrid. - Un ressortissant libanais a été grièvement blessé par balles dans un attentat perpétré contre lui dans la nuit du vendredi 2 au samedi 3 novembre, à Madrid, en pleine rue, par un membre présumé de l'OLP qui portait un passeport marocain, a-t-on appris de source policière. La victime, M. Elias Joseph Assad Awad, quarante-quatre ans, ancien colonel de l'armée libanaise, était accompagné de six ou sept ressortissants libanais. Atteint de paralysie, son état est jugé grave. - (AFP.)

I.C.S. "La Passion a du goût"



ICS, Apple. Un coup de passion, un goût de pomme ! Quand la passion a du goût, c'est la meilleure raison pour réunir Apple ordinateurs et le conseil informatique ICS.

Passion de la performance

Apple IIe, Apple IIc. Ils sont déjà célèbres pour la gestion, la tenue des stocks, ou le traitement de textes... Apple leur a créé des milliers de logiciels très souples, très simples. Et puis, il y a Lisa et Macintosh. Plus de capacité, plus de performance... et plus de simplicité avec la petite souris ! Quant aux logiciels, ils sont tout simplement géniaux.

Passion de la technique

Avec 128 ou 256 ko, la mémoire vive Apple est un véritable autoroute de travail... ou de loisir. Avec une résolution de 512 x 342 pixels sur Macintosh, et un micro-processeur qui travaille à 32 bits, les courbes s'affichent vite et nettes.

Passion de l'évolution

Pour ICS, comme pour Apple la simplicité est fondamentale. Pour être simple, il faut maîtriser totalement la technique : pour Apple, c'est la souplesse d'utilisation pour ICS, c'est la clarté du conseil judicieux.

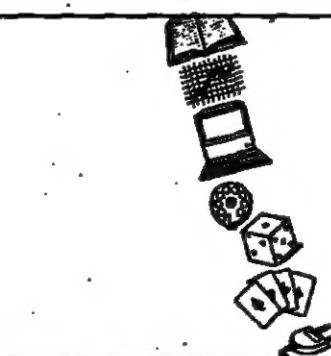
La passion, c'est l'interface entre ICS et Apple !... Branchez la vôtre avec ICS !.

ICS

INFORMATIQUE, CONSEILS, SYSTEMES
141-143, av. de Wagram - 75017 Paris - Tél. : 763.12.55



Apple



1000 FAÇONS
D'UTILISER
SON MICRO

C'EST
PAS
DUR
QUAND
ON EST
SOFT.



Utiliser son micro-ordinateur, c'est souvent dur ! Comment trouver de nouvelles applications ? Comment savoir si on a les logiciels ? Trop de questions sans réponse. Et pourtant, quelle réponse dans le magazine quand on a les bons logiciels. Alors, pour nous ceux qui veulent multiplier les possibilités d'utilisation de leur micro, voici Soft & Micro.

Soft & Micro, c'est un nouveau magazine qui parle des 1000 façons d'utiliser son micro-ordinateur. Des programmes de jeux aux logiciels les plus sérieux, du professionnel au domestique, de la gestion à la cuisine... Avec Soft & Micro, prenez votre micro-informatique et tout va bien !

Soft & Micro, mensuel, 100 pages, votre marchand de journaux.

SOFT & MICRO. CHAQUE MOIS LA MICRO EN ACTION.

مكتبة الناصر

AMÉRIQUES

Etats-Unis

Le président Reagan à la veille d'un triomphe

De notre correspondant

Washington. — Imprévisibles, les deux étapes supplémentaires de la dernière tournée électorale de M. Reagan ont clairement signifié la force et l'ambition du président sortant. Dimanche 4 novembre, ce fut le Minnesota, où son adversaire est né avant d'y faire sa carrière politique, et la veille, samedi, un pèlerinage à la maison natale du plus célèbre des cow-boys du cinéma, John Wayne, son vétéran mort il y a quatre ans et auquel il ne fait rien pour n'être pas identifié. M. Reagan reprenait ainsi les rôles de l'implacable redresseur de torts au grand cœur pour pousser la chevauchée fantastique jusqu'au foyer du mal, le propre Etat de M. Mondale.

La charge est facile ? Sans doute, mais l'état-major républicain a risqué la caricature en toute connaissance de cause, car c'est sur une image que se jouent cette élection et a fortiori son enjeu décisif : celui de l'ampleur de la victoire, mardi, de M. Reagan. Or, s'il était vainqueur ce soir-là dans le Minnesota, il y aurait de bonnes chances qu'il le soit dans les quarante-neuf autres Etats de l'Union, la capitale fédérale — le district de Columbia, dont la majorité noire est acquise aux démocrates représentant un cas à part.

Secours en vue chez les démocrates

Sans précédent, une telle victoire n'apparaissait plus complètement impossible à la veille du scrutin. Selon les derniers pointages de l'agence Associated Press, l'avance de M. Mondale était en effet incertaine tant dans le Minnesota que dans les seuls huit autres Etats — Iowa, Maryland, Oregon, Rhode-Island, Hawaï, Massachusetts, Washington et Wisconsin — qui ne semblaient pas assurés à M. Reagan. De ces neuf Etats — peu peuplés et ne totalisant que soixante-dix-sept des deux cent soixante-dix votes électoraux (1) nécessaires pour être élu, — le Washington Post et la chaîne de télévision ABC ne laissent, quant à eux (et très étonnamment), que les cinq premiers au candidat démocrate, qu'ils plaçaient nationalement dix-huit points derrière M. Reagan.

Il n'est pas du tout prouvé que ces pronostics se révéleront exacts, et d'autres sondages décollaient, dimanche, une légère remontée de M. Mondale. Si ces chiffres suscitaient pourtant de tels frissons d'espoir ou de crainte dans les états-majors politiques, c'est qu'une écrasante victoire de M. Reagan donnerait à sa réélection une dimension qualitativement différente.

Déjà ébranlé par la sévère défaite de 1980, le Parti démocrate en serait si secoué dans ses fondements qu'il serait largement paralysé pour de longs mois. En son sein, la bataille pour la prise de contrôle de l'appareil et la redéfinition d'une ligne

politique ferait rage entre jeunes, vieux, conservateurs, et, surtout, prétendants à l'investiture pour 1988, dont il y a plethore. La cohésion des élus démocrates au Congrès serait alors très aléatoire, car, faute d'une direction incontestée, sénateurs et représentants auraient tendance à décider de leurs votes en fonction, avant tout, de leur inclination propre et de leurs intérêts politiques locaux.

Côté républicain, ensuite, la situation serait exactement inverse, puisque, jusqu'à l'approche de la prochaine élection présidentielle en tout cas, modérés, centristes et ultra-conservateurs seraient bien obligés de tenir les rangs devant un dirigeant dont l'autorité ne serait, elle, pas contestable. Bref, plébiscité, M. Reagan disposerait d'une position de pouvoir dont peu de présidents américains ont seulement rêvé.

Est-ce à dire qu'il aurait les mains liées si cette victoire ne tenait pas la promesse des sondages ? Il ne les aurait, en tout cas, ni plus ni moins que durant ces deux dernières années, car il est improbable que les républicains perdent leur majorité au Sénat, dont 33 des 100 membres (2) sont soumis à réélection. Un démocrate a de bonnes chances de gagner dans le Tennessee le siège du leader de la majorité républicaine dans cette assemblée, M. Howard Baker, qui ne se représente pas pour cause d'ambitions sur la Maison Blanche en 1988. Deux autres républicains sont menacés, M. Helms en Caroline du Nord et M. Percy dans l'Illinois.

L'importance de ces deux batailles est surtout que, si le premier était victorieux et le second perdant, la présidence de la commission des affaires étrangères du Sénat, que détient actuellement M. Percy, pourrait, pour des raisons d'ancienneté, tomber entre les mains de M. Helms. Grand défenseur de l'extrême droite salvadorienne, M. Helms préfère de loin le commandement d'Ambassade à M. Duarte, et son éventuelle promotion serait consternante.

L'enjeu du vote à la Chambre

A la Chambre des représentants, dont les 435 sièges sont tous à pourvoir, les choses pourraient en revanche bouger. Les démocrates, en tout état de cause, n'y perdront pas leur majorité (3), mais il suffirait que les républicains aient un peu plus d'une vingtaine de nouveaux élus pour pouvoir, comme ce fut le cas entre 1980 et 1982, s'allier victorieusement au coup par coup avec les 35 représentants démocrates conservateurs du Sud. Dans cette hypothèse qui n'est nullement à exclure, M. Reagan n'aurait pas même besoin que sa victoire soit d'une ampleur exceptionnelle pour avoir demain les cordées plus franches.

Dans les derniers jours de la campagne, M. Reagan n'a surpris qu'en oubliant son habituel souci de se

ménager, mais n'a rien changé — pourquoi l'aurait-il fait ? — au style de sa campagne. A Des Moines (Iowa), il met en garde contre « le désert sans fin de récession et d'inflation montante » que créerait une victoire de M. Mondale. Ailleurs, il définit ainsi la « différence de vision » entre ses adversaires et lui : « La nôtre est celle d'une Amérique qui laisse l'aigle prendre son vol : la leur, celle du retour de l'aigle blessé ». Ailleurs encore, il dénonce « quelques voix qui, dans la nuit appellent à revenir aux jours de la dérive, de la torpeur et de la pusillanimité ». Partout, c'est la comparaison permanente, outragée puis émue, entre les années « Carter-Mondale » et les années Reagan, et lorsque M. Reagan sort de la maison de John Wayne et qu'on lui demande ce qu'il aurait été aujourd'hui le message de son ami, il répond, riant comme toujours : « A peu près la même chose que ce que je suis en train de dire ».

Des foules pour M. Mondale

M. Mondale, lui, n'était plus le même, cette dernière semaine. Comme s'il avait renoncé à disputer les électeurs centristes aux républicains et ne voulait plus que rassembler au moins les démocrates indécidables, il avait soudain baissé le ton. On l'entendit même un jour lan-

cer à des conservateurs qui l'empêchaient de parler : « Oh ! la ferme ». De jour en jour les foules ont grossi sur son sillage, impressionnantes notamment à New-York et à Boston, et comme toujours, quand cela va mal pour lui, il est devenu bon orateur. Sous M. Reagan, dit-il par exemple à Boston, « si vous êtes au chômage, c'est dommage ! Si vous êtes vieux, c'est bien triste ! Si vous êtes malade, c'est bonne chance ! Si vous êtes Noir ou hispanique, vous n'avez pas de chance, et si vous êtes handicapé, vous ne devriez pas l'être ».

Partout, il a répété sous les ovations : « Les sondages vous disent que tout est joué, mais ils oublient que les sondages ne votent pas, ce sont les gens qui votent ». Et de prédire, dans la foule, aux républicains une (mauvaise) « surprise ».

C'en serait une, et de taille, si le vainqueur de l'élection de mardi devait s'appeler Walter Mondale.

B. G.

A LA VEILLE DE LA VISITE DE M. FABIUS A OTTAWA

Une initiative franco-canadienne pour la relance du dialogue Est-Ouest est « possible et souhaitable »

déclare M. Mulroney

Ottawa (AFP). — Le premier ministre canadien, M. Brian Mulroney, a l'intention de discuter « amplement » de paix et de désarmement avec M. Laurent Fabius lors de sa visite à Ottawa les 7 et 8 novembre. « Une initiative franco-canadienne pour une relance des négociations interrompues entre l'URSS et les Etats-Unis ».

« Le dialogue s'impose de façon urgente et prioritaire, et la France évidemment sera appelée à y jouer un rôle constructif. L'on pourrait faire, peut-être, certains gestes importants, cela reste à discuter », a déclaré M. Mulroney dans une interview à l'AFP.

Indiquant qu'il a « hâte de voir la réaction » du premier ministre français sur ce dossier, le chef du gouvernement fédéral canadien a ajouté : « Les élections américaines passées, ce serait un moment opportun pour nous tous, sans réclamation, d'inviter nos amis ainsi que nos adversaires à se mettre à la table des négociations [...] ». Je vais examiner avec M. Fabius toute formule de nature à inciter les superpuissances à s'asseoir à la table pour des négociations légitimes ».

Sur un plan bilatéral, la France et le Canada, pour M. Mulroney, « ont autre chose à faire que de se livrer ou de se prêter à des guerres de tapis rouge » dans les rapports entre Paris, Ottawa et Québec. Interrogé sur ces relations souvent tumultueuses dans le passé, M. Mulroney

a affirmé que les choses vont « aller beaucoup mieux » entre Ottawa et Québec et qu'il essaiera de régler les problèmes dans un esprit de « réconciliation nationale ».

La visite de M. Fabius revêt en tout cas « une importance capitale » aux yeux du nouveau premier ministre conservateur canadien — il est entré en fonctions le 17 septembre — qui entend être « très franc et très direct » avec son homologue français.

Je reçois le premier ministre de la France dans un esprit fraternel et nous allons, espérons-le, travailler afin d'enrichir des relations culturelles et commerciales entre nos deux pays. Nous avons des relations importantes et privilégiées avec la France, que nous tenons non seulement à conserver, mais à renforcer par une série d'initiatives », a affirmé M. Mulroney. « Le fait qu'il soit socialiste ne m'effraie pas », a souligné également M. Mulroney, pour qui M. Fabius sera précédé par une « réputation enviable ». « Son départ politique comme premier ministre a été très impressionnant, le dialogue qu'il semble vouloir engager avec le peuple français est impressionnant », a-t-il dit.

La France a développé une technologie et un degré d'expertise « remarquables » dans plusieurs domaines, relève également le premier ministre canadien, prenant en exemple le secteur aérospatial, « où, dit-il, il y a des lacunes chez nous ». Selon M. Mulroney, « il faut que le Canada soit conscient de cette réalité dans ses achats et lorsque le pays s'appuie à se lancer dans de grandes initiatives commerciales ». « Je vois personnellement une foule de possibilités, de sociétés mixtes envisageables ou de marché », a-t-il ajouté, sans néanmoins indiquer lesquels, mais en précisant qu'il entendait examiner avec M. Fabius « toutes les possibilités pour l'avenir ».

RENTREE 84-85 UNIVERSITAIRE

Introduction au droit

J.L. Anbert

Les fondements du droit, ses techniques et ses pratiques. Une initiation très complète pour tous ceux qui abordent les études juridiques.

Institutions et droit administratifs

P. Parini

Les principes juridiques et l'organisation du système administratif français.

Droit constitutionnel et science politique

B. Chantebout

L'Etat, les systèmes politiques, en France et à l'étranger. La V^e République de de Gaulle à Mitterrand.

Éléments d'Économie politique

J.P. et M. Throuillet

Comment fonctionne l'économie ? Quels mécanismes, quel langage, quelles théories ?

Mathématiques générales appliquées à l'économie et à la gestion

Georges Pupion et Gabriel Poulalion

Un cours théorique, avec de nombreux exercices pratiques : problèmes de mathématiques financières, de politique d'entreprise, de structure de marché, de modèles de croissance...

Histoire sociale de l'Occident médiéval

Robert Fossier

Une remarquable introduction à l'étude de la société au Moyen Âge.

La politique en France (édition 1984)

François Goguel et Alfred Grosser

Un livre actuel sur les institutions, le jeu des partis, les comportements électoraux, le rôle de la presse et les groupes de pression.

Les Noirs Américains aujourd'hui

S. Body-Gendrot, L. Maslow-Armand, D. Stewart

Un dossier sur la situation des noirs américains, à partir des enquêtes les plus récentes.

Il y a trente ans la guerre froide

Pierre Barral

L'histoire d'une période décisive dans les relations Est-Ouest, à partir de documents nouveaux.

Histoire de la civilisation française

Georges Duby et Robert Mandrou

Tome 1. Moyen Âge - XVI^e siècle — Tome 2. XVII^e - XX^e siècle. A travers dix siècles d'histoire, les traits originaux de la France d'aujourd'hui.

Éléments de démographie

Georges Tapinos

Les méthodes et les techniques de l'analyse démographique. L'évolution de la population mondiale, les conséquences socio-économiques.

L'Espace Français

Daniel Noin

L'aménagement du territoire aujourd'hui. Une nouvelle analyse régionale de la France.

Littérature nègre

J. Chevrier

Soixante années de littérature francophone en Afrique noire. Seconde édition mise à jour.

Le changement social

H. Mendras et M. Forsé

Comment analyser le changement social ? Discours et méthodes de la sociologie. Une thèse originale sur les transformations de la France contemporaine.

Éléments de psychologie du développement

Alain Danet

Histoire, théories et méthodes de la psychologie génétique.

Catalogue sur demande à :

ARMAND COLIN

103, boulevard Saint-Michel - 75005 Paris

Je désire recevoir votre CATALOGUE

U - Lettres et Sciences humaines - 84/85

Nom et prénom

Adresse



CAPEL fait de l'homme fort un homme bien habillé

CAPEL prêt-à-porter hommes grands hommes forts

74, boulevard de Sébastopol Paris 3

25, boulevard Malesherbes Paris 8

Centre Com Maine-Montparnasse Paris 15

isth INSTITUT PRIVÉ DES SCIENCES ET TECHNIQUES HUMAINES Depuis 1953

POUR VOUS AIDER À RÉUSSIR À :

HEC-ESCP 2^e Année

ENTRETIENS INDIVIDUELS DE SÉLECTION

ENSEIGNEMENTS COMPLETS

6 Novembre 1984 au 4 Mai 1985

7 Janvier au 4 Mai 1985

AUTEL, 6 av. Léon-Henry 75016 Paris Tél. 224.10.72 +

TOLBIAC, 83 av. d'Italie 75013 Paris Tél. 585.59.35 +



pour les hommes grands CAPEL est un grand homme

CAPEL prêt-à-porter hommes grands hommes forts

74, boulevard de Sébastopol Paris 3

25, boulevard Malesherbes Paris 8

Centre Com Maine-Montparnasse Paris 15

COLUCHE PARLE DE CINÉ SANS CINOCHE.

Il ne lit jamais les scénarios avant de tourner, il ne va jamais voir ses films. Mais sur le cinéma, son boulot d'acteur et le reste, il dit tout. Et il le dit dans Voir.

VOIR

Le magazine de tous les écrans, les aventures de l'image. Chez votre marchand de journaux.

AMÉRIQUES

UN SONDAGE DE LA SOFRES POUR «LE MONDE» ET ANTENNE 2

Des points d'accord au-delà des clivages partisans

Si l'on analyse les résultats de l'enquête en fonction des affinités politiques exprimées par les personnes interrogées, on retrouve, certes, les clivages traditionnels gauche-droite, mais on constate aussi l'existence de certains consensus qui les dépassent.

Il apparaît que les citoyens qui se situent à gauche ont, dans leur majorité, une mauvaise opinion de la politique conduite par les Etats-Unis à travers le monde. A l'inverse, les Français qui se situent à droite ont, pour la plupart, une bonne opinion de la politique américaine.

Conséquence logique : les personnes interrogées qui se sentent proches de l'opposition se déclarent, en général, favorables à la continuité de la Maison Blanche. Des sympathisants du RPR, 82 % voteraient volontiers pour Ronald Reagan. Les sympathisants de l'UDF aussi, mais seulement dans la proportion de 51 %. Alors que, tout aussi logiquement, les sympathisants de la gauche préféreraient le changement : 38 % des sympathisants du PS voteraient plutôt pour Walter Mondale, ainsi que 36 % des sympathisants du PCF.

Le RPR le plus «libéral»

Les sympathisants du RPR confirment qu'ils sont bien les plus réalistes puisqu'ils souhaitent, dans la proportion de 49 %, qu'on applique en France la politique économique et sociale du président sortant ; les sympathisants de l'UDF sont plus partagés : 35 % d'entre eux le souhaitent, mais 32 % ne le souhaitent pas. L'évolution des partisans du mouvement de M. Jacques Chirac atteste le renversement survenu au sein du courant néo-gaulliste qui apparaît désormais comme le plus atlantiste des grands courants politiques, après avoir critiqué cette inclination chez ses alliés de l'UDF, traités naguère de «parti de l'étranger» par le maire de Paris.

Les citoyens de gauche, pour leur part, soulignent combien ils sont réticents à la politique économique et sociale qu'incarne le président sortant : 62 % des sympathisants communistes et 57 % des sympathisants socialistes ne veulent pas d'une telle politique pour la France.

Cohérents avec elles-mêmes, les personnes qui se situent à gauche se montrent sceptiques sur la volonté des Etats-Unis d'aider les autres pays occiden-

taux en cas d'aggravation de la crise économique. Une majorité de sympathisants du RPR et de l'UDF pensent le contraire.

Références idéologiques ? Peut-être, si l'on croit les réponses à la question sur la place de l'Etat dans la vie économique. Les personnes qui apparaissent comme les plus américanophiles sont, dans leur majorité, favorables à une nette réduction de l'intervention de l'Etat, même si une telle évolution doit se faire au détriment de la solidarité nationale : 66 % des sympathisants du RPR font ce choix, ainsi que 68 % des sympathisants de l'UDF. Au contraire, les sympathisants du PCF (44 %) et du PS (41 %) se déclarent, en majorité, plutôt favorables au maintien de l'Etatisme, par souci de solidarité, même si c'est au prix d'impôts et de cotisations sociales élevées. Ce clivage droite-gauche traditionnel se double d'un clivage de caractère socio-professionnel : c'est, en effet, parmi les petits commerçants et artisans (89 %) et les cadres supérieurs, membres des professions libérales, industriels et gros commerçants (85 %), que se situent, en majorité, les ultra-libéraux et chez les ouvriers qu'il y en a le moins (40 %).

Encore que, dans chaque tranche professionnelle, il y ait plus de libéraux que d'interventionnistes. En revanche, les personnes interrogées tombent d'accord, au-delà de leurs affinités partisans, pour estimer que la politique de la France est peu influencée par la politique des Etats-Unis.

Il ressort, d'autre part, que si le clivage classique se maintient en ce qui concerne l'attitude des Etats-Unis vis-à-vis de l'Union soviétique (attitude jugée positive par les partisans du RPR et ceux de l'UDF et négative par les partisans du PCF et ceux du PS), il existe également un consensus dans l'analyse de l'attitude des Etats-Unis à l'égard de l'Amérique centrale, qui est jugée plutôt négative par tout le monde.

Mais le consensus le plus net met en évidence la conviction de chacun que les Etats-Unis demeureront, en cas de menace militaire, le meilleur allié de la France. Quand on leur demande si les Etats-Unis viendraient au secours de la France si la sécurité de ce pays était gravement menacée par une attaque militaire soviétique en Europe de l'Ouest, les personnes interrogées répondent par l'affirmative dans une très large majorité : 88 % des partisans de l'UDF, 86 % de ceux du RPR, 79 % de ceux du PS et même 60 % des partisans du PCF.

ALAIN ROLLAT.

Les Français préfèrent M. Reagan au «reaganisme»

(Suite de la première page.)

Au contraire, les opinions négatives l'emportent nettement à propos de la politique de Washington en Amérique centrale et au Proche-Orient. La puissance «impériale» est respectée : les Français sentent d'ailleurs qu'il est besoin de la force et de la protection américaines, comme le confirme la réponse à une question : 79 % des personnes interrogées pensent que si la sécurité de la France était gravement menacée par une attaque militaire soviétique en Europe de l'Ouest, les Etats-Unis viendraient à son secours (ils n'étaient que 69 % en 1980). Il est remarquable que 60 % des personnes se déclarant proche du Parti communiste sont du même avis.

Mais, en même temps, les Français sont plus hostiles à d'autres aspects de la politique extérieure des Etats-Unis qui peuvent avoir des retombées de colonialisme (en Amérique centrale) ou qui témoignent de l'incapacité de Washington à imposer une solution négociée (Proche-Orient). Ce clivage très net dans l'attitude vis-à-vis de la politique américaine par rapport à l'URSS et par rapport au tiers-monde laisse à penser que la volonté du gouvernement français d'avoir une diplomatie solidaire des Etats-Unis sur les problèmes Est-Ouest, mais critique sur les questions Nord-Sud, est assez bien reçue, sinon comprise, par l'opinion en général. Elle l'est beaucoup moins bien par les communistes, ce qui ne saurait surprendre, mais même par les personnes de sensibilité socialiste qui ont tendance à se montrer très réservées vis-à-vis de la politique soviétique de M. Reagan.

Diverses questions ont été posées par la SOFRES sur la société américaine. La réponse concernant la cohabitation des nationalités et des races aux Etats-Unis a un intérêt direct pour la situation intérieure française : 50 % des personnes interrogées pensent en effet que la coexistence des races et des nationalités est «plutôt un atout» pour la société américaine, et 25 % seulement pensent que c'est «plutôt un handicap» ; un résultat qu'il faudra garder à l'esprit dans le

débat intérieur sur l'immigration et l'insertion des étrangers, même si parmi les personnes considérant une société multiraciale comme un atout, certaines pensent sans doute que ce qui est vrai pour les Etats-Unis ne l'est pas nécessairement pour la France.

Les hommes ont, sur ce sujet, une attitude plus ouverte que les femmes, de même que les jeunes par rapport aux personnes âgées de plus de cinquante ans. Mais le clivage est surtout culturel : plus les gens ont un niveau d'instruction élevé, plus ils sont nombreux à considérer comme un atout la cohabitation des nationalités et des races.

Normalisation franco-américaine

La SOFRES s'est aussi intéressée aux relations entre la France et les Etats-Unis, au modèle américain et aux risques d'«américanisation». 62 % des personnes interrogées estiment que les relations franco-américaines sont «à peu près les mêmes» depuis l'élection de M. Mitterrand à la présidence de la République, ce qui traduit la perception d'une normalisation de ces relations. Le voyage de M. Mitterrand outre-Atlantique au début de cette année y a sans doute contribué, comme le départ des communistes du gouvernement au mois de juillet dernier. La comparaison avec les relations domoies à la même question en 1982 est significative : 10 % des Français pensent que ces relations se sont améliorées (ils n'étaient que 2 % en 1982), ce qui correspond largement à la réalité, alors que la cohabitation des personnes estimant qu'elles sont «moins bonnes» a baissé de dix-sept points. Il y a deux ans, les Français admettaient encore largement le postulat selon lequel les relations entre Paris et Washington ne pouvaient pas être bonnes avec la gauche au pouvoir, a fortiori avec des ministres communistes dans le gouvernement.

Ces bons rapports avec le premier ministre du monde occidental n'ont pas l'indépendance de

la politique extérieure et intérieure française. Ainsi, 29 % seulement des personnes interrogées estiment-elles que la politique étrangère de la France est «totalement ou en grande partie» déterminée par la politique des Etats-Unis et elles ne sont que 13 % à partager cette opinion concernant l'attitude de M. Mitterrand à l'égard du Parti communiste. Même les Français qui se sentent proches du PCF sont plus nombreux à penser que l'influence des Etats-Unis est faible ou nulle dans ce dernier domaine (56 % contre 25 %).

La réaction est exactement inverse en ce qui concerne l'influence américaine dans l'économie, et la préférence partisane ne modifie que de manière marginale cette appréciation. Les Français ne paraissent donc pas penser que les Etats-Unis dictent d'une manière ou d'une autre leur politique à la France, mais que l'implémentation des politiques économiques, l'appartenance à un même système économique, a pour conséquence une influence «naturelle» de la politique américaine sur la politique économique française.

Ce sentiment d'appartenir à un même monde est encore manifeste quand 45 % des personnes interrogées pensent que les Etats-Unis seraient prêts à aider les autres pays occidentaux pour faire face à une aggravation de la crise économique (36 % soit d'un avis contraire). Le discours du gouvernement socialiste sur la responsabilité américaine dans la crise et sur l'«égoïsme» des Etats-Unis qui se refusent à faire baisser le dollar, à réduire leur déficit budgétaire et à diminuer les taux d'intérêt, pour soulager leurs partenaires, ne semble pas avoir d'écho dans l'opinion, en particulier chez les jeunes entre dix-huit et vingt-quatre ans qui sont les plus nombreux à faire confiance aux Etats-Unis. On ne peut pourtant supposer qu'ils réagissent en fonction des vieux souvenirs du plan Marshall.

Cette conviction amplement partagée d'une solidarité du camp occidental est encore mise en relief par la réponse sur l'aide des Etats-Unis en cas d'attaque soviétique sur

l'Europe occidentale que nous avons déjà signalée.

Influence excessive sur la télévision

Elle apparaît aussi dans le domaine culturel, puisqu'une majorité (relative) des personnes interrogées par la SOFRES pensent que l'influence américaine ne pose pas de problèmes concernant le cinéma, le langage, la musique, les vêtements, la publicité, la cuisine. Seule exception : les programmes de télévision pour lesquels 45 % des Français jugent l'influence américaine «excessive». Les plus nombreux à penser que l'influence culturelle ne pose pas de problèmes se recrutent dans la tranche d'âge comprise entre vingt-cinq et trente-quatre ans (sauf pour la télévision) et parmi les cadres supérieurs et les professions libérales, mise à part encore une fois la télévision : 54 % des Français appartenant à cette catégorie professionnelle y jugent «excessive» l'influence américaine.

Les deux dernières questions posées par la SOFRES avaient une évidente consonance de politique intérieure française puisqu'elles concernaient les idées «ultra-libérales» qui se développent aux Etats-Unis - diminution du rôle de l'Etat au détriment de la solidarité - et l'application en France de la politique économique et sociale de M. Reagan (voir l'article d'Alain Rollat). La réponse est à la fois nette et ambiguë : 47 % des personnes interrogées (contre 27 %) veulent une nette réduction de l'intervention de l'Etat, mais 41 % contre 28 % ne souhaitent pas qu'on applique la politique de M. Reagan. Le libéralisme oui, le «reaganisme» non.

DANIEL VERNET.

Le sondage effectué pour le Monde et Antenne 2 par la SOFRES a été réalisé, du 18 au 24 octobre 1984, sur un échantillon national de mille personnes représentatif de l'ensemble de la population française âgée de dix-huit ans et plus.

II. - LES RELATIONS FRANCO-AMÉRICAINES

Question : Pensez-vous que dans les domaines suivants la politique de la France est déterminée par la politique des Etats-Unis : totalement, en grande partie, en faible partie ou pas du tout ?

	La politique économique de la France	La politique étrangère de la France	L'attitude de M. Mitterrand à l'égard du Parti communiste
Totalement	5	4	3
En grande partie	37	25	10
En faible partie	28	33	19
Pas du tout	11	18	41
Sans opinion	19	22	27
	100 %	100 %	100 %

Question : Si la sécurité de la France était gravement menacée par une attaque militaire soviétique en Europe de l'Ouest, pensez-vous que les Etats-Unis viendraient à notre défense ?

	Rappel avril 1980 (1)	Novembre 1984
OUI	68	79
NON	12	9
Sans opinion	18	12
	100 %	100 %

(1) Enquête France de province/SOFRES.

Question : En cas d'aggravation de la crise économique, pensez-vous que les Etats-Unis seraient prêts à aider les autres pays occidentaux à y faire face ?

	ENSEMBLE	PRÉFÉRENCE PARTISANE			
		PC	PS	UDF	RPR
OUI	45	28	38	62	55
NON	36	64	44	22	28
Sans opinion	19	18	17	16	16
TOTAL	100 %	100 %	100 %	100 %	100 %

Question : On parle beaucoup actuellement des idées «ultra-libérales» qui se développent aux Etats-Unis. Vous-même pour la France, êtes-vous...

	... plutôt favorable à une nette réduction de l'intervention de l'Etat, même si c'est au prix d'impôts et de cotisations sociales élevées	... plutôt favorable au maintien de l'intervention de l'Etat, même si c'est au prix d'impôts et de cotisations sociales élevées	Sans opinion
TOTAL 100 %	47	27	26

PROFESSION DU CHEF DE FAMILLE				
- Agriculteur, salarié agricole	100 %	49	11	40
- Petit commerçant, artisan	100 %	69	12	19
- Cadre supérieur, profession libérale, industriel, gros commerçant	100 %	65	23	12
- Cadre moyen, employé	100 %	45	37	18
- Ouvrier	100 %	40	26	34
- Inactif, retraité	100 %	45	28	29

PRÉFÉRENCE PARTISANE				
- Parti communiste . . .	100 %	31	44	25
- Parti socialiste	100 %	36	41	23
- UDF	100 %	56	19	25
- RPR	100 %	68	17	17

Question : Souhaitez-vous qu'en France on applique la politique économique et sociale menée aux Etats-Unis par M. Reagan ?

	ENSEMBLE	PRÉFÉRENCE PARTISANE			
		PC	PS	UDF	RPR
OUI, le souhaite	28	7	18	35	49
Non, ne le souhaite pas	41	62	57	32	23
Sans opinion	31	31	25	33	28
	100 %	100 %	100 %	100 %	100 %

Question : Diriez-vous que l'influence de la culture américaine en France est excessive, insuffisante ou ne pose pas de problème en ce qui concerne :

	Excessive	Insuffisante	Ne pose pas de problèmes	Sans opinion
- Le cinéma 100 %	38	2	48	14
- Le langage 100 %	28	3	55	14
- La musique 100 %	42	3	45	10
- Les vêtements 100 %	18	2	68	12
- La publicité 100 %	34	1	52	13
- Les programmes de télévision 100 %	45	4	42	9
- La cuisine 100 %	9	1	78	14

III. - LES ETATS-UNIS DANS LE MONDE

Question : Dans l'ensemble, avez-vous une opinion très bonne, plutôt bonne, plutôt mauvaise ou très mauvaise de la politique des Etats-Unis dans le monde ?

	Rappel novembre 1977 (1)	Rappel novembre 1982 (2)	Novembre 1984
Très bonne	1	2	5
Plutôt bonne	46	28	35
Plutôt mauvaise	20	38	29
Très mauvaise	4	13	9
Sans opinion	30	19	22
	100 %	100 %	100 %

(1) Enquête Louis Harris.

(2) Enquête France de province/SOFRES.

	ENSEMBLE	OPINION PAR PRÉFÉRENCE PARTISANE			
		PC	PS	UDF	RPR
Très bonne ou plutôt bonne	40	15	28	51	65
Plutôt mauvaise ou très mauvaise	38	60	62	28	25
Sans opinion	22	25	20	21	10
TOTAL	100 %	100 %	100 %	100 %	100 %

Question : Plus précisément, jugez-vous que la politique des Etats-Unis est positive ou négative en ce qui concerne :

		Positive	Négative	Sans opinion
L'attitude à l'égard de l'Union soviétique	100 %	34	31	35
L'Amérique centrale (Nicaragua, Salvador, etc.)	100 %	13	48	41
Le Proche-Orient (conflit israélo-arabe)	100 %	25	33	42
L'implantation des fusées Pershing en Europe de l'Ouest	100 %	33	33	34

I. - LA SOCIÉTÉ AMÉRICAINE

Question : Si vous étiez électeur américain, pour qui voteriez-vous aux prochaines élections : Walter Mondale ou Ronald Reagan ?

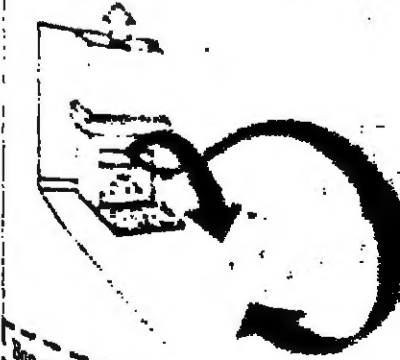
		Walter Mondale	Ronald Reagan	Sans réponse
TOTAL	100 %	25	38	37
SEXE				
- Homme	100 %	28	39	33
- Femme	100 %	22	37	41
AGE				
- 18 à 24 ans	100 %	23	42	35
- 25 à 34 ans	100 %	25	37	38
- 35 à 49 ans	100 %	27	37	36
- 50 à 64 ans	100 %	29	36	36
- 65 ans et plus	100 %	18	40	42
PROFESSION DU CHEF DE FAMILLE				
- Agriculteur, salarié agricole	100 %	25	25	50
- Petit commerçant, artisan	100 %	17	51	32
- Cadre supérieur, profession libérale, industriel, gros commerçant	100 %	29	46	25
- Cadre moyen, employé	100 %	28	37	35
- Ouvrier	100 %	22	36	42
- Inactif, retraité	100 %	25	38	36
PRÉFÉRENCE PARTISANE				
- Parti communiste	100 %	36	18	46
- Parti socialiste	100 %	38	24	38
- UDF	100 %	20	51	29
- RPR	100 %	15	62	23

Question : Vous savez que la société américaine comprend des citoyens issus de plusieurs nationalités et plusieurs races. Estimez-vous que c'est plutôt :

	Bonne	PAR NIVEAU D'INSTRUCTION			
		Primaire	Secondaire	Tertiaire	Supérieur
Un atout car elle a plus de dynamisme que les autres sociétés	60	35	47	55	77
Un handicap car elle manque d'unité	25	28	31	25	14
Sans opinion	25	37	22	20	9

مكتبة الشامل

LA BEAUTÉ DU FEU RENTABILISÉ



Maîtriser l'énergie

AMÉRIQUES

RENCONTRES AUX ÉTATS-UNIS

La conversion d'une fille de «la bonne classe moyenne»

Lorton (Virginie). — Nancy Sage finit à la hâte de retoucher une partition pour son fils. Officier à la retraite, son mari, géant à l'œil doux, regarde, en tenue de jogging, un match à la télévision. La maison familiale, cachée derrière les arbres d'une route campagnarde, est confortable et chaleureuse. L'air est maintenant fini et il ne faut que trois coups de volant pour — catastrophe ! — retrouver le match sur l'écran géant d'un restaurant champêtre mais boursé de jeux électroniques.

Nuque droite, cheveux gris coupés court et grande anneau doré aux oreilles, Nancy Sage a deux vies. Avant que son mari ne quitte l'armée, il y a près de quinze ans, elle était républicaine, et pas du genre ouvert. Tout comme ses parents de «la bonne classe moyenne», elle «haïssait» les démocrates et se voyait encore, dans les premiers temps du Watergate, croiser le fer en faveur de Richard Nixon. Bien qu'aujourd'hui elle n'est nullement embarrassée de ce passé, fruit naturel, selon elle, d'une enfance où le doute n'avait pas de place.

«Quand vous grandissez, dit-elle, dans un pays si vaste, où tant de gens pensent comme vous et comme tout le monde autour de vous, il est très difficile d'imaginer qu'il y ait d'autres manières de voir les choses. J'avais sur la société, poursuit-elle, ce regard des riches qui disent aux autres : «Nous nous occupons de vous», et je n'ai jamais vraiment réalisé, jusqu'à mon séjour en Europe, qu'on ne parle pas anglais partout.»

Ce n'est pourtant ni l'Allemagne, où son mari était cantonné, ni le Vietnam, où il a combattu, qui ont provoqué le tournant. C'est d'avoir commencé à travailler comme institutrice. Avec douze ans d'ancienneté, elle gagne 28 000 dollars par an, le gros morceau du revenu familial. Elle ne se plaint pas (c'est un salaire particulièrement bon dans ce métier), mais les débuts ont été difficiles et elle a découvert pile-mêle le syndicalisme, le féminisme, les relations avec les élus locaux et tous les groupes de pression mêlés à la vie sociale, les batailles politiques et,

De notre envoyé spécial

au bout du compte, le Parti démocrate.

Son syndicat, la puissante National Education Association, l'une des bêtes noires des milieux conservateurs, est un pilier de la campagne de M. Mondale, et Nancy Sage ne voit là que logique. «Les enseignants sont en contact avec les réalités», et ces réalités, explique-t-elle, donnent tort aux républicains.

La querelle scolaire

Le désir de M. Reagan d'accorder un abaissement d'impôt aux parents qui préfèrent à l'école publique des institutions religieuses privées ne lui semble pas, par exemple, relever du tout de l'équité. «En fait, dit-elle, cela ne fait qu'aider les familles aisées, les seules vraiment concernées par le problème. On en arriverait vite à deux systèmes scolaires, le bon et le mauvais, et à une ségrégation contraire aux intérêts des enfants, qui ont besoin de connaître l'ensemble de la société, d'apprendre à connaître le vie, qui n'est pas un cocon.»

Membre de l'Eglise épiscopale, elle est responsable dans sa paroisse de l'école du dimanche (le catéchisme), car, dit-elle, «ma foi est profonde et très importante pour moi». Elle n'en est pas moins totalement opposée au rétablissement, voulu par les républicains, de la liberté d'organiser des écoles dans les écoles publiques. «Dans notre région, dit-elle, il y a des bouddhistes, des musulmans, des juifs et des chrétiens de toutes les dénominations. Chacun peut prier partout, mais à l'école aucune prière ne ferait l'unanimité, et il n'y a aucune nécessité de risquer qu'un seul enfant ne fût ou qu'un seul, se sente différent dans sa classe.»

De sa période républicaine, elle a conservé un fond de méfiance vis-à-vis de l'Etat fédéral, mais cela ne la rapproche pas pour autant de M. Reagan. Mieux vaut, explique-t-elle, de «bonnes législations fédérales» que pas de légis-

lation du tout — et mieux vaut notamment des aides sociales dispensées par l'Etat que leur rétrocession par «un simple» Reagan espérant peut-être, dit-elle, que la charité prendrait le relais des crédits sociaux, mais cela n'a pas été le cas.

Bien au contraire, elle a vu diminuer le nombre des repas scolaires subventionnés, dont dépendait l'équilibre alimentaire de beaucoup d'enfants, et, si elle était d'accord avec M. Reagan pour supprimer les aides sociales incluses, elle n'admet pas que des familles «qui ont réellement besoin» en soient privées. A un autre moment de la conversation, Nancy Sage notera que sa propre famille ne peut plus, sous M. Reagan, prétendre à des bourses universitaires et que cela va poser un problème pour les études de ses enfants.

«Comme femme de militaire, poursuit-elle, je serais la dernière à négliger les besoins de la défense et à accepter le risque que nos soldats se trouvent en position d'infériorité. Je sais aussi que le fermier est important, mais on ne peut s'enfermer dans son coin comme nous le faisons en ce moment. Il faut qu'il y ait des échanges, que les gens apprennent à se connaître pour vaincre la peur. Il faut négocier, car il y a trop d'armes des deux côtés, et les risques de guerre seraient beaucoup moins grands si l'argent des armes servait à aider le tiers-monde, à élever ses enfants et à promouvoir le contrôle des naissances là où domine la misère.»

L'amour de l'apple-pie

Un coup de colère contre l'incroyable «plate-forme» du Parti républicain, qui voudrait faire interdire l'avortement, et elle enchaîne : «J'aime l'Amérique, l'apple-pie (1), la liberté, notre style de vie, j'aime être américaine et ne changerai pour rien au monde. Mais cette propagande tout en rose des républicains, à mille lieues des réalités, non, c'est trop !»

dit que tout va bien et se mieux, cela leur convient parfaitement car ils ne veulent entendre parler d'aucun problème. Mais cette évolution la choque.

«C'est pour cela que ce nouveau patriotisme ne me satisfait pas. Il y a dans le monde des enfants qui meurent de faim, et je veux que nous y soyons sensibles au lieu de seulement profiter de nos jolies maisons, en toute tranquillité.»

«Vous savez, dit-elle soudain, comme pour s'excuser, je ne suis pas si libérale que cela. Je ne veux pas d'un système de santé socialisé ou devoir m'inscrire sur des listes pour obtenir un logement. A cela, je dis non !» Et puis, elle n'aime vraiment pas du tout tel extrémisme noir («Il me terrifie»), dont M. Jesse Jackson avait refusé de se démarquer durant sa campagne. La sénateur Kennedy lui-même la laisse apparemment réticente, mais, «vous savez, Mondale est moins libéral que lui».

Qu'a-t-elle pensé du débarquement à la Grande ? «Nos amis militaires étaient enthousiastes, mais moi, je ne sais pas si c'était vraiment nécessaire, si un autre Cuba menaçait, si c'était une opération de relations publiques. En fait, je n'aime pas beaucoup cette politique du «grand frère», car je ne suis pas certaine que nous devions envoyer des troupes en Amérique latine pour dire : «Voilà les solutions», alors qu'il n'est pas prouvé que nous les avons.»

Nancy Sage est si peu raciste que son «espoir fondamental» est que les mariages entre Blancs et Noirs se multiplient afin que la société américaine arrive à réellement intégrer tous ses citoyens. Son fils aîné n'aime guère les démocrates. Son mari, qui était un «républicain libéral», est devenu conservateur depuis qu'elle-même est démocrate. Parallèlement, il est devenu si féministe depuis qu'elle travaille qu'il admire M. Mondale d'avoir choisi une femme comme colistère et «peut-être» votera pour elle.

BERNARD GUETTA.

(1) Apple-pie : la tarte aux pommes, qui est par excellence le dessert américain.

Emmanuel Lévinas loue cet essai à la fois pour son brillant et sa profondeur, sa culture philosophique et littéraire, sa finesse de jugement. Ajoutons-y l'humour, denrée rare en philosophie pure.

M.C., Le Monde



Claude Morali
Qui est moi aujourd'hui ?
Préface
Emmanuel Lévinas

304 p.
98 F

FAYARD

CHEMINÉES LA BEAUTÉ DU FEU RENTABILISÉE.

Nouveau procédé révolutionnaire, les foyers récupérateurs de chaleur MAITRISENERGIE doublent la chaleur de votre pièce.

Pourquoi ? Parce que MAITRISENERGIE vous permet d'optimiser votre combustible avec moins de déperdition de chaleur.

Facile à installer dans toutes les cheminées, le procédé MAITRISENERGIE chauffe l'air ambiant de votre pièce et vous assure 2 fois plus de chaleur, au moindre coût.

En effet alors qu'une cheminée ordinaire ne fonctionne que par radiation les foyers MAITRISENERGIE transmettent 50 % de leur puissance calorifique par radiation et 50 % par convection.

Pour vous permettre d'en savoir plus, nous édisons gratuitement une brochure que nous tenons à votre disposition.



Bon pour une documentation gratuite.

Je désire recevoir gratuitement et sans aucun engagement une documentation complète sur le procédé MAITRISENERGIE.

Nom et adresse complète

TEL.

N° du département de la maison concernée par le problème de chauffage.

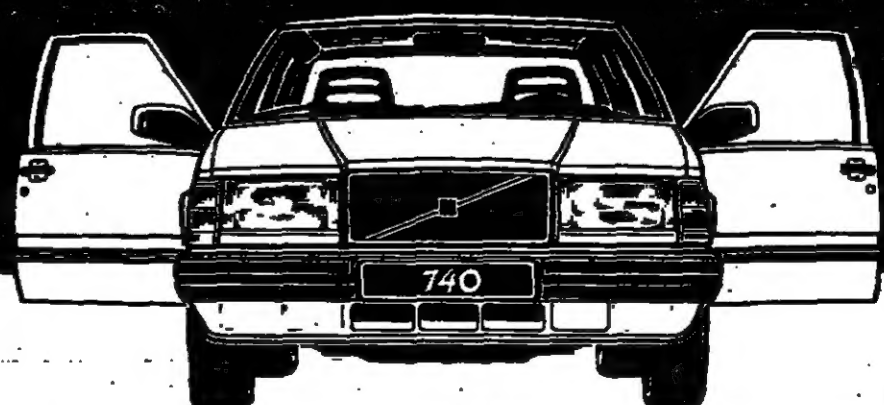
Remettez ce bon à Maitrisénergier 75/77, c. du Dr-Vaillant 78210 St-Cyr-l'École.

Maitrisénergier
Bureaux à Paris, Arles, Rennes et Agen.

(Publicité)
UN SEMESTRE aux USA
Pour tous niveaux, Bac, Dipe, Maîtrise, Doctorat :
Immersion linguistique en préparation d'un B.A., d'un Master ou d'un Ph.D., dans une grande université de l'Etat ou de Californie. Formule incluant cours, hébergement, repas. Départ JANVIER. Doc contre 5 timbres.
UNIVERSITY STUDIES IN AMERICA, Inc.
U.S.A.-French Office, 57, rue Charleville, 92200 Neuilly, 722.94.34.

COPIES COULEURS PROFESSIONNELLES
sur papier Ilford Cibachrome ou sur film
ETRAVE 38, AV. DAUMESNIL PARIS 12^e ☎ 347.21.32

La nouvelle Volvo 740.



Découvrez les nouvelles Volvo 740. 8 versions de 8 à 11 CV. Essence, Turbo, Diesel, Turbo Diesel. Des motorisations performantes et un équipement exceptionnel en série. Venez les essayer chez votre concessionnaire, Volvo 740 : à partir de 99.800 F (prix de la 740 GL ou 1.784).
Modèle présenté : Volvo 740 GL. Consommations : 6,8 l à 90 km/h, 9,1 l à 120 km/h, 12,1 l en ville (normes CEE).

VOLVO

75 - PARIS 5^e - Garage Soufflot, 179, rue Saint-Jacques - Tél. : 329.51.41 ■ 75 - PARIS 8^e - Volvo Paris, 138, av. des Champs-Élysées - Tél. : 225.60.70 ■ 75 - PARIS 13^e - Ets Le Calvez, 6, rue Vulgus - Tél. : 535.98.69 ■ 75 - PARIS 15^e - Garage Saint-Charles, 45, rue Saint-Charles - Tél. : 577.32.21 ■ 75 - PARIS 16^e - Volvo Paris, 72-76, rue de Longchamp - Tél. : 727.47.37 ■ 75 - PARIS 16^e - Volvo Paris, 54-56, av. de Versailles - Tél. : 524.43.61 ■ 75 - PARIS 17^e - Volvo Paris, 112-114, rue Cardinet - Tél. : 766.50.35 ■ 75 - PARIS 19^e - Garage des Ardennes, 35, rue des Ardennes - Tél. : 203.30.75 ■ 75 - PARIS 20^e - Garage des Grands Champs, 58, rue des Grands Champs - Tél. : 373.73.62 ■ 77 - LAGNY-SUR-MARNE - Ets Mousset, 79, rue du Gal Leclerc, Pomponne - Tél. : 007.24.20 ■ 77 - VAL-LE-PENIL/MELUN - Automobiles Paris-Sud, 112, route de Nangis - Tél. : 437.80.43 ■ 78 - ELANCOURT - Elancourt Automobiles, Centre Artisanal des Quatre Arbres, rue du Fonds des Roches - Tél. : 062.00.76 ■ 78 - MANTES-LE-VALE - M. Bais Automobiles, 51, route de Houdan - Tél. : 477.12.12 ■ 78 - PORT MARLY - Royal Auto, 8, route de Saint-Germain - Tél. : 958.61.13 ■ 78 - SARTROUVILLE - Garage de l'Avenue, 140, rue Maurice Berteaux - Tél. : 913.49.92 ■ 91 - CORBEIL-ESSONNE - Garage Européen, 112, bd J. Kennedy - Tél. : 038.92.05 ■ 91 - MASSY - Garage Gambetta, 24, rue Gambetta - Tél. : 920.25.80 ■ 92 - ASNIÈRES - Inter Garage Saire, 43-45, av. d'Argenteuil - Tél. : 793.35.68 ■ 92 - BOIS-COLOMBES - Garage Ford, 45-49, rue Jean-Jaures - Tél. : 242.40.75 ■ 92 - CHATILLON-SOUS-BAGNEUX - Garage Quest-Auto, 73, av. Marcel Cachin - Tél. : 655.37.37 ■ 92 - NANTERRE - Clemenceau Automobiles, 95-97, av. Georges Clemenceau - Tél. : 724.37.34 ■ 92 - NEUILLY-SUR-SEINE - Volvo Paris, 16, rue d'Orléans - Tél. : 747.50.05 ■ 93 - DRANCY - D.R.A.E., 45, rue Marcelin Berthelot - Tél. : 831.40.32 ■ 93 - GAGNY - Garage du Lac, 15 à 19, av. du Château - Tél. : 330.48.78, Expo. 102, av. Paul-Vaillant-Couturier, Neuilly-sur-Marne - Tél. : 388.05.09 ■ 93 - LIVRY GARGAN - Sapal, 23 à 29, av. J. J. Rousseau - Tél. : 383.57.74 ■ 93 - SAINT-DENIS - LAPR, 45, bd Aristote-France - Tél. : 820.71.87 ■ 94 - CACHAN - Garage Rousseau, 51, av. Anside-Brand - Tél. : 665.74.51 ■ 94 - CHOISY-LE-ROU - Garage de Choisy, 73, av. d'Artoisville - Tél. : 890.80.97 ■ 94 - NOGENT-SUR-MARNE - Garage Martineau, 156, bd de Strasbourg - Tél. : 876.62.66 ■ 94 - SAINT-MAUR-VALENTIN - Garage de l'Alma, 28, rue de l'Alma - Tél. : 885.89.89 ■ 94 - VILLEJUIF - B. Linder Automobiles, 10, rue Jean-Jaures - Tél. : 726.12.93 ■ 95 - MONTIGNY-LES-CORMEILLES - Garage du Centre, 19-25, bd Border - Tél. : 997.11.96 ■ 95 - PONTAISE - Sté Sogel, 10, rue Séré-Dépin - Tél. : 032.55.55.

AMÉRIQUES

LES ÉLECTIONS AU NICARAGUA

Un succès pour les sandinistes

(Suite de la première page.)

Partout, dans la capitale, à León, la libération, à Grenade, fief du conservatisme, à Matagalpa, dans les montagnes du nord, à Jinotega, Nueva Segovia, Jalapa et Ocotal, le long de la frontière du Honduras, sur le littoral atlantique (où les Miskitos espéraient désormais fermement obtenir un statut particulier après la récente visite de Brodwin Rivera, leur chef), à Rivas, au sud. Partout, ils ont sagement attendu leur tour : un seul électeur à la fois était admis dans le bureau de vote, généralement gardé par un militaire des unités spéciales du ministère de l'Intérieur, kalachnikov à la main.

Il n'est pas non plus hésité à s'exprimer dans les files d'attente, à faire comprendre leur angoisse, à affirmer leur militantisme ou au contraire sans s'agiter se sont engagés, sur la nécessité du vote, sur les recommandations faites les jours précédents, de porte à porte, par les membres des comités de défense sandinistes, sur le caractère secret ou non du « vote », sur l'avenir, sur tout, qui les préoccupe. A Masaya, un président de bureau, jeune sandiniste, est sorti un moment avec eux dans la rue : la voix chargée d'émotion, il demande : « Dites, vous croyez qu'après ça nous allons avoir la paix... ? »

Une jeune femme répond en riant et en levant le bras vers le ciel brillant. « J'ai voté pour lui, pour Dieu... » Un commerçant, un homme d'âge mûr, dit : « Pour qui faut-il bien que je vote ? Je veux avoir du pain... ». A la porte d'un bureau, sur une chaise, une militante, le fusil en travers des genoux, lit la *Prensa*, le journal d'opposition. Une femme, son « livret civique », la main, déclare : « Si je ne vote pas, on le saura. Et comment trouverai-je du travail après... ? ». Son voisin, sandiniste, répond sans acrimonie : « Ton vote est secret. Mais c'est un devoir patriotique... »

Dans l'intérieur, plus qu'à Managua, les murs des villes et des villages portent les traces contradictoires d'une campagne ambiguë, incomplète, mais marquée malgré tout par une explosion de liberté. A Estelí, dans le nord, les slogans des militants du Parti libéral indépendant ont chassé les consignes sandinistes des murs encore criblés d'écrits des combats de 1979 : « Nous sommes libéraux, pas de communisme ici... ». Le mouvement d'action populaire marxiste, léniniste, qui trouve les sandinistes « trop mous » et qui réclame « tout le pouvoir pour le peuple », a barbouillé les vénérables murailles de León.

A Grenade, superbe cité coloniale au pied du volcan Mombacho, les libéraux - qui se présentent malgré leurs déficiences de dernière minute - ont retourné à leur avantage un slogan sandiniste : ils ont écrit sur les façades ocre : « *Aquí, allá, el PLI vencerá* » (Ici et là, le PLI - et non le Front - vaincra). A Grenade, comme ailleurs, les murs ont la parole et aussi de l'humour : les sandinistes ont « récupéré » le PLI (Parti libéral indépendant) en transformant le sigle en BLI (Bureau de lutte anti-guérilla).

La grande majorité des bureaux ont été constitués sans la présence d'observateurs des cinq ou six petits partis (1), concurrents aux côtés du Front sandiniste. « Nous les avons attendus, disaient les présidents. Ils ne sont pas venus. Nous n'y sommes pour rien... ». A la clôture du scrutin, le dépouillement, en revanche, a été public. Les résultats, transmis et révéler à la centrale électorale nationale, ont ensuite été communiqués au centre national de Managua. Un grave point d'interrogation : le « livret civique » sera-t-il rendu aux électeurs avec une estampille, prouvant qu'ils ont voté ? Les dirigeants ont « bon gré mal gré » répondu à ce « détail » intéressant. Les sandinistes, peu nombreux, qui ont préféré ne pas répondre aux appels pressants des autorités en faveur d'un « vote massif ». Ce qui intéressait les dirigeants de Managua - Daniel Ortega nous l'a confirmé à la veille du scrutin, - c'était une participation aussi importante que possible, bien plus qu'un score spectaculaire en faveur du Front sandiniste. Un taux d'abstention élevé aurait renforcé la Coordination démocratique dans ce « dialogue national » que les commandants affinent vouloir poursuivre après le 4 novembre.

« Les élections ? C'est une farce... Ces jeunes jouant au baseball dans les rues désertes de Grenade étaient catégoriques et méprisants. « J'ai pleuré d'émotion en voyant les gens voter », affirmait au contraire Sandra, militante sandiniste de base et diplômée en psychologie de l'université de Managua. Son compagnon est sur le front du nord, volontaire, et « c'est très dur, disait-elle, j'ai peur. Pourquoi nous voyons bientôt la paix... »

Deux images contradictoires d'un Nicaragua où les jeux, décidément, ne sont peut-être pas encore faits...

MARCEL NIEDERGAANG.

(1) Le Parti libéral indépendant a renoncé, in extremis, à participer au scrutin, de sorte que son sigle n'a pas été inscrit sur les bulletins de vote. Comme sa décision de retrait n'a pas fait l'unanimité au sein de ses dirigeants, on peut penser que, s'il a des élus, ceux-ci siègeront ?

AL-YOM ASSABEH Hebdomadaire politique et culturel en langue arabe publié à Paris Rédacteur en chef: BELAL AL-HASSAN Dans le numéro d'aujourd'hui: La Révolution algérienne 30 ans après

Siège: 80, rue de Valenciennes 75017 Paris Tél: 788.04.23

AL-YOM ASSABEH Hebdomadaire politique et culturel en langue arabe publié à Paris Rédacteur en chef: BELAL AL-HASSAN Dans le numéro d'aujourd'hui: La Révolution algérienne 30 ans après

Siège: 80, rue de Valenciennes 75017 Paris Tél: 788.04.23

AL-YOM ASSABEH Hebdomadaire politique et culturel en langue arabe publié à Paris Rédacteur en chef: BELAL AL-HASSAN Dans le numéro d'aujourd'hui: La Révolution algérienne 30 ans après

Siège: 80, rue de Valenciennes 75017 Paris Tél: 788.04.23

AL-YOM ASSABEH Hebdomadaire politique et culturel en langue arabe publié à Paris Rédacteur en chef: BELAL AL-HASSAN Dans le numéro d'aujourd'hui: La Révolution algérienne 30 ans après

EUROPE

Solidarité est réapparu au grand jour le temps des obsèques du père Popieluszko

Pologne

Le prêtre a été torturé avant d'être tué

sa liberté et son identité nationale. Le Père Bogucki a donné l'assurance que les messes mensuelles « pour la patrie » qui avaient fait la renommée du père Popieluszko continueraient à être célébrées.

« Nous n'oublierons jamais »

L'hommage a été prononcé par le cardinal Gamp, primat de Pologne, qui semblait très ému. « Le sacrifice du père Jerzy », a-t-il déclaré, « était nécessaire pour que les Polonais ne se rencontrent plus autour du cercueil d'un martyr, mais autour d'une table, pour un véritable dialogue que l'Eglise a toujours souhaité et encouragé ».

« Nous osons espérer, a-t-il ajouté, que ce sacrifice sera le dernier et que personne dans notre patrie ne portera plus atteinte à la vie

d'autrui sous prétexte que l'enseignement qu'il prêche déplaît. »

Après l'office, ce fut au tour de M. Lech Walesa, président de Solidarité, de prendre la parole, sous les ovations, tandis que des fanfares prenaient l'allure d'un extraordinaire témoignage d'adhésion aux idéaux du syndicat dissous. « Solidarité vit, parce que tu as donné ta vie pour lui. Nous ne nous soumettrons jamais à la terreur », lance M. Walesa, d'une voix bouleversée. Une clameur l'interrompt : « Solidarnosc ! Solidarnosc ! », tous les bras se lèvent pour faire le V de la victoire - le geste devenu depuis le coup de force de décembre 1981 le symbole du refus de l'écrasement du syndicat. « Nous jurons sur le cercueil du père Jerzy que nous n'oublierons jamais son sacrifice », reprend M. Walesa, et la foule répond en écho : « Nous le jurons... »

Le cercueil du prêtre, encadré d'une haie d'une cinquantaine de drapeaux frappés du sigle de Solidarité, est ensuite mis en terre dans le jardin de l'Eglise, à l'endroit précis où le prêtre lui-même avait disposé une grande croix de fleurs à la mémoire de Grzegorz Przemyk, le lycéen de dix-neuf ans, mort des suites de coups reçus dans un commissariat de Varsovie en mai 1983.

Les obsèques se sont déroulées en présence de membres du corps diplomatique, mais la représentation officielle s'est montrée fort discrète. Aucun membre du gouvernement n'était présent à la cérémonie. M. Zemon Komender, vice-premier ministre, n'étant là, semble-t-il, qu'en temps que président de l'association catholique gouvernementale PAX. Des représentants de la municipalité et du Conseil d'Etat étaient aussi venus, mais les organes officiels d'information n'ont pas fait état de leur présence, se bornant à indiquer que « des milliers de Varsoviens » avaient assisté aux obsèques. La radio a retransmis l'hommage du primat.

Après la cérémonie, la foule, obéissant aux consignes, s'est dispersée dans le calme. Quelques milliers de personnes se sont cependant spontanément agglutinées autour de M. Walesa, qui a eu du mal à quitter les lieux, tandis qu'un cortège de cinq mille personnes, essentiellement des jeunes gens, a défilé jusque dans le centre de la ville, criant à l'attention des brigades de la police de choc (ZOMO) qui les observait sans réagir : « Ne battez pas vos frères pour de l'argent. Certains lancent des pierres de montagne en direction des policiers, un geste déjà souvent observé au cours de ce type de manifestation.

La passivité de la police, la réapparition en force, au sein d'une foule énorme, des banderoles de Solidarité, ont pu laisser croire, le temps de cette journée de deuil, que la Pologne était revenue plusieurs années en arrière à l'époque précédant l'instauration de l'état de guerre. Cette étrange sensation se trouvait encore confortée dimanche, autour de l'église Saint-Stanislas, entourée de fleurs et de banderoles. Des milliers de personnes continuant, au lendemain des funérailles, de défiler devant la tombe du père Popieluszko.

J. K.

Avec les Polonais de Paris

« Sanguis martyrum, semen christianorum » (Le sang des martyrs est la semence des chrétiens). Cette citation de Tertullien a été le leitmotiv de la messe célébrée, samedi 3 novembre, dans l'église polonoise de Paris, à la mémoire du père Jerzy Popieluszko. Phrase latine pour une messe chrétienne exceptionnelle, ment en latin, comme pour marquer l'universalité de l'événement.

Phrase commentée au début de la cérémonie par le prêtre polonais chargé des migrants, qui condamnait la messe avec huit prêtres, lorsque l'un d'eux, se priant pour que le sang du martyr profuse aussi à ceux qui, séduits par une idéologie athée, ont osé assassiner un prêtre. « Phrase développée dans l'hommage du père français, qui dit : « Il ne s'agit pas de la canonisation d'un héros, mais le sang de ce martyr doit être une semence pour nous, les chrétiens appelés à reprendre le flambeau de la défense de la vérité et de la justice ».

La communauté polonoise de Paris, qui se pressait dans la vieille église ronde, de la rue Saint-Honoré, n'était qu'un faible

écho de la marée humaine qui submergeait Varsovie pour les obsèques du prêtre, mais l'émotion était aussi intense. Surtout lorsque, à l'offertoire, des jeunes gens ont déposé une grande banderole avec le mot, rouge sur fond blanc : « Solidarnosc ! »

Enfin, qui a redoublé lorsque, à la fin de l'office, tous ont entonné la vieille hymne religieuse : « Dieu sauve la Pologne ! » Et les larmes ont coulé. Certains pensaient-ils à l'oraison funèbre prononcée par le père Popieluszko, en mai 1983, pour un jeune lycéen battu à mort par la police, et à ces paroles : « Une rivière de larmes s'est mise à couler, qui a irrigué l'arbre de Solidarité, un arbre qui, dans ce pays, avait commencé à se faner... » ?

On avait beau multiplier, pendant la messe, les appels au pardon et non à la vengeance, les assistants ne pouvaient oublier une autre phrase de l'hommage de Solidarité : « Le jour venu, le sang versé demandera justice à Dieu ».

A. W.

URSS

DEUX MOIS APRÈS SON LIMOGEOGE

Le maréchal Ogarkov signe un article dans une revue de l'armée

Moscou (AFP). - Le maréchal Ogarkov, depuis il y a deux mois de ses fonctions de vice-ministre de la défense et de chef d'état-major général, a signé un article dans une revue communiste des forces armées où il rend hommage à Joseph Staline, qui a dirigé « avec fermeté et habileté » l'armée rouge pendant la deuxième guerre mondiale.

L'article, mis sous presse le 3 octobre, est signé « Nikolai Ogarkov, maréchal de l'Union soviétique », sans aucune précision sur les fonctions de l'auteur. C'est le 6 septembre dernier que le chef de l'état-major général des forces armées soviétiques avait été officiellement remplacé par son premier adjoint, le maréchal Akhromiev, mais le 12 octobre il avait fait une réapparition à Berlin-Est à l'occasion d'un entretien avec M. Honecker, chef du parti et de l'Etat est-allemand. Cette audience avait été annoncée la première page du quotidien de la RDA, *Neues Deutschland* (la parole est aux fonctionnaires), mais cette audience n'avait pas été signalée par la presse soviétique.

Dans son article, le maréchal Ogarkov développe, entre autres, la thèse selon laquelle l'arme nucléaire

a « remis en question l'utilité de la guerre comme moyen d'atteindre un but politique ». Les calculs des stratèges d'outre-Atlantique concernant la possibilité de mener une guerre nucléaire limitée n'ont aucun fondement, écrit-il. Toute utilisation limitée des moyens nucléaires conduirait inévitablement à l'utilisation de l'arsenal nucléaire total des deux parties.

[D'après son remplacement, le maréchal Ogarkov a été successivement nommé directeur de l'académie des sciences militaires, chef de l'état-major, selon des confidences recueillies dans l'entourage de M. Romanov, membre du Politburo, au cours d'un voyage en France en octobre, comme un « commandement limité » de l'URSS. Dans les deux cas, il s'agit d'une importante réhabilitation d'attributions par rapport aux fonctions de chef de l'état-major général. Toutefois, les réapparitions successives du maréchal Ogarkov donnent à penser que son limogeage est peut-être en fait une certaine manière de se retirer de la scène militaire et que, en tout cas, l'intérêt continu de s'exprimer. Il s'agit d'un retour de 7 novembre sur la scène politique, après avoir été l'un des principaux responsables militaires pendant la guerre civile soviétique.]

DIPLOMATIE

LA VISITE EN FRANCE DE M. VON WEIZSACKER, PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FÉDÉRALE

Sous le signe de la construction européenne

Le président de la République fédérale d'Allemagne, M. Richard von Weizsäcker, était attendu ce lundi 5 novembre à Paris pour une visite officielle de cinq jours en France. Ce sera sa première visite officielle en France depuis sa prise de fonctions le 1^{er} juillet dernier. Elle devrait fournir l'occasion de réaffirmer la réconciliation franco-allemande, déjà soulignée le 22 septembre à Verdun par le président Mitterrand et le chancelier Kohl. Le président de la République fédérale entend placer ce séjour en France essentiellement sous le signe de la construction européenne, sur les plans politique, scientifique et culturel, ce dont témoigne le programme de la visite.

M. von Weizsäcker devrait être accueilli dans l'après-midi à Orly par

M. Mitterrand, avec lequel il aura un entretien à l'Élysée. Il rencontrera ensuite le président du Sénat, M. Alain Poher, et assistera dans la soirée au dîner offert en son honneur à l'Élysée par M. Mitterrand. Mardi, M. von Weizsäcker, accompagné par les deux premiers secrétaires de sa visite, se rendra en affaires étrangères, M. Genscher, sera reçu par M. Chirac à l'Hôtel de Ville et dînera avec le premier ministre, M. Fabius. Il doit, les jours suivants, se rendre à Grenoble, où il rencontrera des chercheurs français et allemands de l'Institut Langevin de la SNIAS ; et à Lille, où il se rendra dans la maison natale du général de Gaulle et sera reçu par l'ancien premier ministre, M. Mauroy.

Italie

ANCIEN MAIRE DÉMOCRATE-CHRÉTIEN DE PALERME

M. Vito Ciancimino a été arrêté pour participation à la Mafia

De notre correspondant

Rome. - Ancien maire démocrate-chrétien de Palerme et l'un des personnages les plus puissants de la Sicile, M. Vito Ciancimino a été arrêté samedi 3 novembre. De lourdes accusations pèsent sur cet homme qui, sans être au-dessus de tout soupçon, étant donné les rumeurs circulant de longue date sur son compte, n'en était pas moins ce qu'on appelle un « intouchable » bénéficiant des plus hautes protections politiques. Il est inculpé de participation à association criminelle, de la Mafia, et d'exportation illégale de capitaux à l'étranger. Arrêté à son domicile de Palerme, M. Ciancimino a été transféré dans une prison de Rome, la police estimant qu'il n'était pas en sécurité dans celle de la capitale sicilienne.

Des appels d'offres truqués

Il semble, en effet, que l'ancien maire de Palerme sache beaucoup de choses et que certains pourraient désormais avoir intérêt à l'éliminer. Selon la police, M. Ciancimino a, notamment, des liens étroits avec la Cosa Nostra aux États-Unis et, en particulier, avec le clan des Bonanno qui règne sur New-York. Il est accusé, en outre, de recyclage de millions de dollars provenant du trafic de la drogue. Il aurait, enfin, été en contact avec Salvatore Lamberti, un des assassins du colonel des carabinieri Russo.

Agé de soixante ans, Don Vito, comme on dit à Palerme, a milité plus de trente ans dans les rangs de la démocratie-chrétienne sicilienne et il s'est constitué un véritable empire financier, notamment par le jeu des appels d'offres truqués. Déjà, la commission anti-mafia, dans un de ses rapports au parlement datant de 1976, affirmait : « Au cours des cinq années (de 1958 à 1963) pendant lesquelles M. Ciancimino fut assesseur aux travaux publics, la spéculation immobilière a atteint un niveau particulièrement élevé ». Quatre mille licences de travaux furent, par exemple, concédées à des

retraités qui n'avaient rien à faire avec la construction.

L'arrestation de M. Ciancimino est la conséquence des aveux faits depuis l'été par Tommaso Buscetta, le chef de l'un des clans de la criminalité organisée sicilienne, dont les révélations ont permis, entre autres, au début d'octobre, l'arrestation de trois cent soixante-six suspects. Buscetta aurait notamment fourni des informations sur les liens existant entre Don Vito et le clan des Corleonesi, et conduit à la découverte d'un énorme trafic d'exportation de devises investies aux États-Unis, au Canada et en Suisse. Une enquête à Montréal a permis de vérifier ses dires. A la suite des premières révélations de Buscetta, Ciancimino avait été placé en résidence surveillée début octobre à Paris. Il était retourné à Palerme au début de la semaine pour préparer sa défense. Son arrestation indique que les enquêteurs du plus haut niveau de la Mafia : ses connexions politiques.

Fils d'un coiffeur, Don Vito a passé son enfance à Corleone, le petit pays où sont nés les grands mafiosi, Luciano Liggio et Totò Riina. Adolescent, il est allé travailler aux États-Unis, ce qui lui permit, de retour en Sicile, d'être interprète des forces américaines. Il s'inscrivit à la démocratie-chrétienne en 1948 et, en 1958, devint assesseur aux travaux publics de Palerme. Une de ses sociétés bénéficiait notamment des appels d'offres des chemins de fer nationaux jusqu'à l'annulation du contrat en 1970 : la police avait, en effet découvert, que son associé faisait partie de la Mafia, ce qui n'empêcha pas M. Ciancimino de devenir maire en 1971, une fonction qu'il conserva quelques mois. Grâce à ses amitiés politiques et à son empire financier, l'arrogant Don Vito était l'un des personnages les plus puissants de la Sicile. Il avait quitté le parti démocrate-chrétien mais conservait « ses hommes » au conseil municipal de Palerme.

PHILIPPE PONS.

السبع
الشعب
السياسية ثقافية تصدر من باريس
رشيد التحرير: نبال الحزن
في عدد اليوم:
٣٠ سنة
على الثورة
الجزائرية

AL-YOM ASSABEH
Hebdomadaire politique et culturel
en langue arabe publié à Paris
Rédacteur en chef:
BELAL AL-HASSAN
Dans le numéro d'aujourd'hui:
La Révolution
algérienne
30 ans après
Siège: 80, rue de Valenciennes
75017 Paris
Tél: 788.04.23

Les socialistes et la modernisation

La première phase de la préparation de la convention nationale du PS, qui doit se tenir les 15 et 16 décembre, sur le thème « modernisation et progrès social », est en passe de s'achever avec le dépouillement, centralisé à Paris, des questionnaires adressés aux quelque six mille sections du parti. Environ 1 500 sections auront renvoyé le questionnaire rempli,

contre 1 000 lors de la précédente expérience comparable (pour l'élaboration du projet socialiste de 1980).

Les « questions fermées » (réponses par oui ou par non, ou en cochant une case) seront traitées par ordinateur. Les réponses aux « questions ouvertes » (qui reprennent sous une forme plus élaborée et moins rigide les thèmes

des questions fermées) doivent être étudiées par une commission nationale, composée à la proportionnelle des courants, qui aura pour tâche d'élaborer un texte — lequel sera à son tour soumis à la base — ou plusieurs, en cas de désaccords politiques.

Pour M. Dominique Strauss-Kahn, membre du secrétariat national du PS chargé des études

et responsable, à ce titre, de l'opération, ce questionnaire, « expression de la démocratie dans le parti » avec « les difficultés de gestion » que cela suppose, avait pour but de « prendre la température sur un sujet chaud » dans le parti et a été « globalement bien accueilli ».

« C'est l'angoisse... »

Lorsque le premier secrétaire du PS, M. Lionel Jospin, a lancé l'idée de cette convention pour la mi-décembre, son objectif était de donner « du grain à moudre » aux militants afin que le parti sorte d'une léthargie devenue alarmante. Le débat autour du questionnaire aura apporté, à l'évidence, « il était temps », souligne nombre de socialistes, — une bouffée d'oxygène. Même un accueil favorable, de nombreux militants ont fait leur réapparition dans les sections à cette occasion.

D'après les « sondages » que nous avons pu effectuer dans les sections du parti, à Paris et en province, notamment grâce à l'enquête de nos correspondants à Lille, Lyon et Nantes, un accueil favorable, une présence active dans les sections le jour du débat, ont coexisté, dans les profondeurs du parti, avec des réactions critiques, voire de rejet, qui ont pu aller jusqu'à un boycottage de facto : quinze militants sur cent soixante-dix pour participer au débat, dans telle ville de l'Est, pas de militants du tout dans telle autre section voisine, rapatriés au fil de cette région, durement touchée par les restructurations industrielles.

Bien qu'il soit hasardeux de prétendre tirer des conclusions globales de constatations partielles, il semble que les sections qui sont restées étrangères, ou franchement hostiles, aux débats de cette première phase se comptent parmi les sections les plus ouvrières, les plus critiques étant celles des régions les plus touchées par la crise. Constatation, si elle est confirmée, assez peu surprenante, dans la mesure où, traditionnellement, les sections provinciales, plus que les sections parisiennes, spécifiques à plus d'un titre, sont en prise directe sur les réalités locales et moins portées aux débats relativement abstraits.

« Et nos gosses ? »

Ainsi, au-delà des réserves sur la forme exprimées un peu partout (délais beaucoup trop courts, réponses d'un simplisme caricatural induites par le système des « questions fermées », auxquelles les militants ont parfois refusé de répondre), ce questionnaire n'a-t-il guère suscité de débats chez les socialistes du Nord ? Peu coutumiers de ces méthodes de travail, les socialistes de cette région attendent, en outre, du parti plus de réponses que de questions, explique un responsable fédéral : « Les militants ont besoin de comprendre ; dans les réunions, on parle de la politique économique et sociale du gouvernement et pas du questionnaire, bien que ce soit finalement le même sujet. »

Lorsque le débat s'est engagé, dans les sections à dominante

ouvrière, il semble s'être ouvert le plus souvent sur l'expression angoissée de militants désarmés, face à une réalité largement perçue à travers l'équation : modernisation = licenciements, même si l'idée de la nécessaire modernisation a fait, bon gré mal gré, son chemin dans le parti.

Nantes : un ouvrier de la métallurgie du fer-blanc : « La modernisation, c'est l'angoisse, je la vis depuis quarante ans, et c'est toujours le même résultat. Dans mon entreprise, on est quatre-vingts aujourd'hui, à partir en préretraite, mais on ne sera pas remplacés, sinon par la machine. Et nos gosses, alors ? Comment cela va-t-il se terminer ? La modernisation est peut-être inévitable, mais personne ne propose une solution, un espoir. » Villeurbanne, un ouvrier « solitaire » : « Vous allez moderniser avec des énarques. La même école de pensée conduit aux mêmes échecs. » Un autre : « Le Japon ? C'est un système fasciste industriel. Si c'est pour prendre ses vacances quand on est malade, pour faire sa gym en disant « Merci, patron », alors, la modernisation, non merci. » Nantes de nouveau, et un membre de la CGT : « Les travailleurs ont peur de la modernisation parce qu'ils n'y sont pas associés. Le slogan « Citoyens dans l'entreprise » les fait sourire. »

Ces militants, dont certains reprochent au gouvernement de ne pas faire une « appréciation correcte » des « dégâts » que la modernisation entraîne, sur le plan social, individuel et humain, renouent parfois à l'interdiction d'expliquer une politique à laquelle eux-mêmes ont du mal à adhérer. « Entre ce qui disparaît et ce qui va naître, il y a nécessairement un délai », souligne le premier secrétaire fédéral de Loire-Atlantique. C'est pourquoi il est difficile de dire aux travailleurs de la Navale d'arrêter de construire des bateaux sans leur dire ce qu'on va leur proposer à la place. »

Moins touchés dans leur chair, mieux armés pour jongler avec les mots, les « intellectuels » entrent plus volontiers dans le débat : « La modernisation n'est pas un mot de notre langage, mais on s'y rallie », résume un militant d'une section parisiennaise qui, comme d'autres, relève le caractère d'exercice imposé du questionnaire. M. Strauss-Kahn préfère, pour sa part, rappeler qu'après tout il s'agit pour le parti de donner son avis sur l'axe essentiel choisi par le gouvernement pour le IX^e Plan.

A l'évidence, dans les débats, les plus fabiusiens des socialistes, qui « collent » avec une sorte de soulagement au discours moderne et rassembleur du premier ministre — « En 1981, nous n'avons pas épousé la France ! » s'écrit un historien

parisien — se distinguent de ceux qui mettent en garde contre une approche « apolitique » de la modernisation.

« On risque la fuite en avant »

Paris. Un militant rocardien de la section du troisième arrondissement rappelle « la nécessité, parfois, d'assumer le refus de la modernisation ».

Villeurbanne. Un conseiller général : « Le risque [...], c'est de voir une société qui évolue de plus en plus vite aller vers le cauchemar de la course sans but, après la technologie. Même si on n'a pas le choix, même si l'on va aller, on risque la fuite en avant. »

Tous courants confondus, des militants soulignent, comme ce mauriste de la section « XV^e-Volontaires » de Paris : « A des questions neutres, il nous appartenait de donner des réponses de socialistes. » Des membres du CERES renchangent parce qu'on oublie les nationalisations, qu'on sous-estime le rôle du Plan...

Difficile de résister, face à la modernisation, ni « cyniques » ni « résignés », selon la formule d'une militante parisiennaise (le Monde du 27 octobre). Difficile de prendre soi-même la mesure des choses, même quand les socialistes sont « aux affaires ». Les sections parisiennes sont à peu près les seules à permettre la confrontation entre les militants de base et ceux des cabinets ministériels. Le dialogue vaut parfois le détour.

Paris, un soir d'octobre à la section « XV^e-Volontaires ». Quatre grands thèmes dans le questionnaire. Quatre commissions ont travaillé et soumettent leurs textes au vote de la section. Textes socialistes, généraux et parfois marqués d'un certain angélisme. Il y est, bien sûr, question de lutte contre le chômage, contre l'apparition d'une société duale. Un « homme de cabinet » du ministère de l'Industrie s'agit sur son siège, finit par prendre la parole. « La société duale, explique-t-il en substance, mais on n'y va pas, on y court ! Nous la construisons tous les jours, avec beaucoup d'efficacité. Le traitement social du chômage ? Des pressions sectorielles massives (l'allusion aux syndicats est plus que transparente) ont bloqué la mise en application de la solidarité nationale. » Suivent, pour

faire bonne mesure, quelques coups de masse sur l'ampleur des suppressions d'emplois en cours, notamment dans les entreprises nationales. Pour un peu, à chaque mot qu'il prononce, on entendrait se déchirer le dernier paravent d'illusions dans le cœur des militants... Difficile, vraiment, d'être fidèle à soi-même.

Une autre section parisiennaise qui, elle, raconte-on, a refusé la présence de journalistes à ses débats. Un militant peu connu soumet un texte au vote de ses camarades. Ministre et secrétaire de section en tête, la section, quasi unanime, refuse de voter. Le texte s'avère être un extrait de la motion de synthèse du congrès socialiste de Bourges-Bresse de 1983...

JEAN-LOUIS ANDRÉAN.



*Revalorisation générale pour les cotisations de la gamme « 24 ». La cotisation ne progresse que de 7,25%. La différence restera votre pouvoir d'achat.

Gagnez en 85 comme ils ont gagné en 84.

Capital Epargne-Retraite

1984, 45 000 sociétaires des Mutuelles du Mans, symbolisés ci-dessus, ont bénéficié d'une distribution d'excédents à double détente qui entraîne :

- une augmentation importante de 14,47% du capital par rapport au montant de 1983,
- une prise en charge d'une partie de la cotisation épargne du sociétaire limitant l'augmentation de celle-ci à 7,60% par rapport à 1983.

Aujourd'hui, comme eux et avec eux, profitez de ces avantages exceptionnels grâce aux nouvelles dispositions prises pour 1985.

En effet, pour vous aussi un capital de 100 000 F. d'épargne retraite souscrit avant le 1^{er} janvier 1985, vaudra un an plus tard : 114 030 F. (+ 14,03% d'augmentation) alors que l'accroissement de la cotisation correspondante sera volontairement limité à 7,25% (la différence est prise en charge par les Mutuelles du Mans).

Un gain immédiat pour une prévoyance à long terme. La preuve est faite : sur les produits de la gamme 24 Epargne Retraite, les Mutuelles du Mans renforcent dès aujourd'hui votre pouvoir d'achat de demain.

Renseignez-vous. **Souscrivez maintenant !**



les mutuelles du mans

M. Motchane (PS) : l'accroissement des prélèvements obligatoires est un des impératifs de la solidarité

M. Didier Motchane, membre du secrétariat national du PS et animateur du CERES, écrit notamment, dans l'éditorial du numéro de novembre de la revue *En jeu* :

« Trois uns de gouvernement de la gauche n'ont pas effacé de la mémoire des Français l'échec de leurs prédécesseurs. Giscard, Chirac et Barre sont aujourd'hui les buttés-témoins d'une indigence historique tellement achevée qu'elle n'inspire qu'un seul recours : l'impossibilité de faire déchanter un pays que la gauche aurait vraiment désenchanté. (...) Telle est la différence entre l'alternance et l'alternance, et le risque de la masquer sous une fausse symétrie. Quand la gauche commence de mesurer son action aux valeurs et aux critères dont la récusation est sa raison d'être, elle a déjà commencé de cesser d'exister. (...) D'aucuns diront que ce constat exclut la volonté de rassembler. C'est tout le contraire. La gauche ne rassemblera rien, et surtout pas elle-même, dans la résignation, la médiocrité et l'abdication. Le véritable réalisme se moque du réalisme, (...) qui confond le constat et l'acquiescement. »

« Le véritable réalisme, souligne M. Motchane, consiste d'abord à ne pas se tromper de modernité. Entre le « changer la vie » de Rimbaud et le conformisme de l'individualisme

standardisé, entre l'invention et l'imitation, il faut choisir. »

« Le véritable réalisme consiste à reconnaître que la « malédiction du progrès technologique » est un problème politique. Et que l'économie n'est pas une culture hors sol de la société. »

« Le véritable réalisme refusera de moderniser, sous le nom de nouvelle pauvreté, la misère. Ce qui doit conduire la gauche à reconnaître dans l'accroissement des prélèvements obligatoires un des impératifs de la solidarité. (...) Suicidaire est la gauche qui accepte de laisser désorganiser l'organisation collective et la puissance publique. »

« Le véritable réalisme consiste à éviter de rapprocher ou de laisser rapprocher aux syndicats à la fois leur « corporatisme » et leur « politisation ». (...) Sans l'existence d'un projet politique développant la démocratie, comment le syndicalisme pourrait-il dépasser l'horizon des intérêts catégoriels, dont la défense est le début de sa raison d'être ? »

« Le véritable réalisme pour la gauche ne consiste pas à diaphaner la droite la promesse de renflouer la nef des fous de la croissance et de la crise. Mais à savoir que, pour pouvoir vraiment changer de cap, il faut parfois changer d'équipage. »

N. DE PALERNE
é arrêté
Mafia

POLITIQUE

Le président du RPR chasse sur les terres du Front national

Dans son entretien avec *Libération*, le 30 octobre, M. Jacques Chirac s'était montré enclin à s'allier de plus en plus sur les positions radicales de M. Jean-Marie Le Pen, en reprenant à son compte les arguments généralement employés par le président du Front national sur les conséquences de l'immigration et la psychologie sécuritaire. Il y avait ajouté une autre convergence, en dénonçant les effets de la loi de 1975 sur l'interruption volontaire de grossesse, votée par le Parlement, alors qu'il était premier ministre.

Dimanche, le président du RPR a persévéré dans cette voie en liant, comme le fait le chef de file de

l'extrême droite, la baisse de la natalité en France à l'augmentation actuelle et future du nombre des immigrés, ces « hommes du Sud ».

Quand M. Chirac oppose la diminution du nombre des naissances en France à l'explosion démographique des pays africains, quand il souligne que, si ce déséquilibre persiste, il y aura bientôt « quatre fois plus d'hommes au sud de la Méditerranée qu'au nord », il dit exactement la même chose, non dans la forme, mais dans le fond, que M. Le Pen. L'idée sous-jacente, désormais commune, est que la France pourrait subir un génocide par substitution sous le

nombre de ses « envahisseurs ». Les thèmes xénophobes de l'extrême droite n'en sont que davantage banalisés.

Bien qu'il s'en défende, le président du RPR cherche, de toute évidence, à donner des gages à son électeurat potentiel, que le schéma du président du Front national continue de séduire. Il le fait au risque d'accroître le courant dont bénéficie son rival, puisqu'il contribue à accréditer l'argumentaire de celui-ci. Paradoxalement, l'indifférence tacite de M. Chirac survenant au moment où M. Le Pen doit mettre quelques bâtons à son propre discours, afin d'apparaître plus modéré devant les surenchéris

simpistes de ses alliés du courant catholique intégriste, qui se réclament de la « Révolution nationale », exaltée en 1940 par Philippe Pétain.

Raison de plus pour saluer le courage de M. Pierre Joxe, qui n'hésite pas à rompre avec la démagogie ambiante en exhumant une vieille promesse socialiste (lire pages 1 et 12). Le ministre de l'Intérieur estime à juste titre que la meilleure façon de favoriser l'intégration des immigrés à la communauté nationale serait peut-être de leur accorder droit de vote aux élections locales.

ALAIN ROLLAT.

M. JACQUES CHIRAC AU « CLUB DE LA PRESSE » D'EUROPE 1

« Dans trente ans, il sera impossible d'empêcher les hommes du Sud de monter vers le Nord »

M. Jacques Chirac a déclaré au « Club de la presse », à propos de l'IVG : « En 1974, nous nous trouvions dans une situation à la fois inacceptable et dangereuse, où un très grand nombre de femmes, dans des conditions lamentables, allaient se faire avorter en France ou à l'étranger (...). Il fallait donc faire quelque chose (...).

« J'ai moi-même approuvé cette loi. Pendant cinq ans, elle a été en expérimentation. J'ai observé que, petit à petit, au lieu de mettre en valeur tous les moyens que l'on avait prévus pour dissuader les femmes d'avorter dans toute la mesure du possible, on avait au contraire mis en œuvre une pratique qui permettait de considérer que l'avortement était une chose banale, normale, ordinaire, au fond, et on a achevé cette évolution en considérant que l'avortement devait être remboursé par la Sécurité sociale. Je dis : attention (...).

« Lorsque l'on veut nous dire que c'est si strictement encadré qu'il n'y a rien de la natalité et sur la fécondité, c'est un argument qui heurte le bon sens. Ce que je demande donc, ce n'est pas qu'on revienne sur la loi de 1975, dans la mesure où on reviendrait alors aux excès antérieurs, mais que l'on engage une véritable politique qui, dans le cadre du nécessaire effort pour développer la natalité dans notre pays, permette de dissuader autant que possible les femmes de se faire avorter et leur donner par conséquent une autre voie de sortie, ce que l'on ne fait pas aujourd'hui.

« (...) Des témoignages de savants incontestables considèrent que, dans la baisse de la natalité, 30, 35, 40 % sont imputables aux pratiques de contraception et d'avortement. Au lendemain du vote de la loi de 1975, il y a eu une chute de l'ordre de 10 % pendant les dix-huit mois suivants et, au lendemain de la loi qui a institué le remboursement de l'IVG, la chute de la natalité a été de 15 % (...).

« Dans trente ans, il y aura quatre fois plus d'hommes au sud de la Méditerranée qu'au nord. Il sera alors impossible d'empêcher les hommes du Sud de monter vers le Nord, si nous ne redonnons pas notre natalité. Autre exemple : dans cinquante ans, 30 % de la population allemande aura plus de soixante ans. Nous serons dans la même situation quatre ou cinq ans plus tard, si nous ne faisons rien.

M. Chirac précise : « Je suis tout à fait défavorable au remboursement de l'IVG par la Sécurité sociale, sans aucun plafond de ressources, de surcroît. Il est néanmoins évident que, dans certains cas, le remboursement s'impose. On peut alors avoir recours à l'aide sociale (...).

Interrogé sur son attitude à l'égard de M. Reagan, le président du RPR explique : « Si être réagien, c'est souhaiter la victoire de M. Reagan aux élections américaines, alors je vous dis : oui, je suis réagien (...). Je le suis simplement parce que je pense qu'il est de l'intérêt de l'Europe et de la France que l'effort de redressement économique et surtout militaire des Etats-Unis soit poursuivi pour notre sécurité et pour notre développement économique (...).

« Si vous faites allusion à la théorie et à la politique économique, du président Reagan, alors je vous réponds non, pas du tout. M. Reagan a un certain nombre de conceptions et un certain nombre de pratiques qui ne sont absolument pas applicables dans notre pays.

« (...) En particulier, il fonde sa politique sur l'existence d'un déficit budgétaire très important. Je dis simplement le contraire pour la France. Dans toutes mes interventions sur le plan économique, je dis : il faut réduire et supprimer le déficit budgétaire. M. Reagan diminue de façon importante - c'est peut-être possible aux Etats-Unis - les dépenses de solidarité sociale. Je ne suis pas partisan non plus de cette politique.

« Autrement dit, je n'ai en aucun cas le sentiment que l'on puisse appliquer les méthodes de M. Reagan en France, tout simplement parce que la France n'est pas les Etats-Unis. Je dirai la même chose

pour la politique de M. Thatcher.

M. Chirac a enfin déclaré : « On nous cache tout actuellement, la réalité du déficit budgétaire, la réalité de l'endettement, la réalité des entreprises publiques. La situation est à la fois suffisamment préoccupante et suffisamment cachée, c'est-à-dire qu'on ne nous dit pas la vérité, qu'on truque en permanence

Surenchère et sang-froid

On pouvait s'y attendre : une bonne partie du « Club de la presse » d'Europe 1, retransmis pour la première fois par Canal Plus, dimanche soir 4 novembre, a été consacrée au problème de l'avortement. M. Jacques Chirac, invité de cette émission, avait provoqué la surprise en proposant une restriction de l'application de l'interruption volontaire de grossesse dans une interview à *Libération*, le mardi 30 octobre.

Cette innovation, que le président du RPR avait seulement furtivement évoquée aux Journées parlementaires de son mouvement fin septembre à Port-Barcarès, a entraîné des réactions essentiellement défavorables. Il s'est donc efforcé de justifier son attitude par la baisse, qu'il juge tout à fait inquiétante, de la natalité en France. et particulièrement en Europe. et particulièrement en France. Il convient donc, selon lui, de « mettre tout en œuvre pour dissuader les Françaises de recourir à l'IVG ».

M. Chirac estime qu'on ne peut lui reprocher, sur ce sujet, une attitude démagogique, puis, que son point de vue est réputé à contre-courant du sentiment dominant de l'opinion. A moins que l'on estime, avec M. René Monory, premier vice-président du CDS, qui était le même jour l'invité du « Grand jury RTL-le Monde », que M. Chirac ait été incité à prendre l'offensive sur ce terrain par la surenchère

de l'extrême droite. Le président du RPR s'en défend, naturellement, en affirmant que « dans l'état actuel des choses », la majorité « cohérente » pour 1986 ne devrait pas comprendre le Front national de M. Le Pen.

M. Chirac, manifestement, n'aime pas qu'on l'associe au leader de l'extrême droite. Mais il apprécie encore moins, au point de perdre son sang-froid, qu'on le soupçonne de s'inspirer de M. Reagan ou de M. Thatcher.

Et pourtant, le président du RPR avait naguère exprimé une admiration certaine pour la politique de ce président des Etats-Unis et pour la fermeté du premier ministre britannique.

Révélateur du projet de constituer, en collaboration avec M. Giscard d'Estaing et M. Barre, une sorte de « commission de bilan » de l'actuel gouvernement pour mettre en lumière ce qui, selon lui, est caché à l'opinion, M. Chirac, curieusement, s'est montré bien pessimiste pour l'avenir de son camp, n'hésitant pas, à l'encore, à aller à contre-courant de l'optimisme ambiant, en reconnaissant que « l'opposition est encore loin d'avoir gagné ». A moins que ce paradoxe apparent veuille être une incitation pour cette opposition à ne pas relâcher la pression.

ANDRÉ PASSERON.

LES « RÉFLEXIONS POUR DEMAIN » DE M. BARRE

« Les temps que nous vivons requièrent des hommes de principes »

Mardi 7 novembre, deux jours après le passage de M. Raymond Barre à l'« Heure de vérité » sur Antenne 2, sera mis en vente le dernier ouvrage de l'ancien premier ministre : *Réflexions pour demain*. Dans ce livre qui, à l'origine, devait être un recueil des principes intervenus de M. Barre au cours de ces trois dernières années - interventions groupées par thèmes pour mieux faire apparaître la « continuité d'une pensée » et le « contenu d'une politique » - sont venus s'ajouter deux autres chapitres, consacrés l'un à une analyse du « changement des esprits » depuis 1981, qui permet de dégager « une problématique pour la France », l'autre à une « esquisse critique de l'héritage » et des « contraintes » auxquelles devra faire face le prochain gouvernement.

Cet ensemble de « réflexions » met en évidence les « principes » auxquels « entend rester fidèle » M. Barre. « Les temps que nous vivons requièrent (...) des hommes de principes plus que des hommes de circonstances », écrit notamment l'ancien chef du gouvernement.

Ces principes guident l'élaboration d'une « stratégie pour la France », une stratégie « d'indépendance et de progrès, fondée sur la liberté, la responsabilité et la solidarité des Français ». « C'est elle, remarque M. Barre, qui me paraît pouvoir rassembler les Français de toutes opinions et de toutes conditions qui entendent servir l'intérêt national. Elle ne cherche pas à réunir des Français partisans, mais des Français qui, quel que soit leur parti, acceptent de s'élever au-dessus d'une vue étroite et partielle de l'action politique. »

« Elle suit une voie, ajoute M. Barre, qu'à la veille de quitter le pouvoir, le 25 avril 1983, le général de Gaulle indiquait aux Français : « Faire en sorte, quoi qu'il arrive, que le progrès soit développé, l'ordre assuré, la monnaie défendue, l'indépendance maintenue, la paix sauvegardée, la France respectée. »

Le député du Rhône note avec satisfaction que les Français, du fait de l'expérience socialiste, se sont trouvés engagés dans « la plus utile cure de désinvolture que l'on pouvait imaginer ». Mais si « le leçon de choses est en cours », elle n'a pas encore porté tous ses fruits, observe M. Barre, qui dénonce les « dangers » de ce qu'il appelle la

« danse macabre, la paix sauvegardée, la France respectée. »

Libre. Il préfère s'en tenir à la définition de grands « objectifs » qu'il énumère et détaille : « Favoriser un renouveau démographique (...); offrir aux jeunes Français un système d'éducation et de formation leur permettant d'accéder à des emplois répondant à leurs aspirations et à leurs besoins (...); promouvoir une société de liberté et de responsabilité (...); réformer l'Etat (...); pour faire en sorte qu'il soit au service de la

France. » Il préfère s'en tenir à la définition de grands « objectifs » qu'il énumère et détaille : « Favoriser un renouveau démographique (...); offrir aux jeunes Français un système d'éducation et de formation leur permettant d'accéder à des emplois répondant à leurs aspirations et à leurs besoins (...); promouvoir une société de liberté et de responsabilité (...); réformer l'Etat (...); pour faire en sorte qu'il soit au service de la

France. » Il préfère s'en tenir à la définition de grands « objectifs » qu'il énumère et détaille : « Favoriser un renouveau démographique (...); offrir aux jeunes Français un système d'éducation et de formation leur permettant d'accéder à des emplois répondant à leurs aspirations et à leurs besoins (...); promouvoir une société de liberté et de responsabilité (...); réformer l'Etat (...); pour faire en sorte qu'il soit au service de la

France. » Il préfère s'en tenir à la définition de grands « objectifs » qu'il énumère et détaille : « Favoriser un renouveau démographique (...); offrir aux jeunes Français un système d'éducation et de formation leur permettant d'accéder à des emplois répondant à leurs aspirations et à leurs besoins (...); promouvoir une société de liberté et de responsabilité (...); réformer l'Etat (...); pour faire en sorte qu'il soit au service de la

France. » Il préfère s'en tenir à la définition de grands « objectifs » qu'il énumère et détaille : « Favoriser un renouveau démographique (...); offrir aux jeunes Français un système d'éducation et de formation leur permettant d'accéder à des emplois répondant à leurs aspirations et à leurs besoins (...); promouvoir une société de liberté et de responsabilité (...); réformer l'Etat (...); pour faire en sorte qu'il soit au service de la

France. » Il préfère s'en tenir à la définition de grands « objectifs » qu'il énumère et détaille : « Favoriser un renouveau démographique (...); offrir aux jeunes Français un système d'éducation et de formation leur permettant d'accéder à des emplois répondant à leurs aspirations et à leurs besoins (...); promouvoir une société de liberté et de responsabilité (...); réformer l'Etat (...); pour faire en sorte qu'il soit au service de la

France. » Il préfère s'en tenir à la définition de grands « objectifs » qu'il énumère et détaille : « Favoriser un renouveau démographique (...); offrir aux jeunes Français un système d'éducation et de formation leur permettant d'accéder à des emplois répondant à leurs aspirations et à leurs besoins (...); promouvoir une société de liberté et de responsabilité (...); réformer l'Etat (...); pour faire en sorte qu'il soit au service de la

France. » Il préfère s'en tenir à la définition de grands « objectifs » qu'il énumère et détaille : « Favoriser un renouveau démographique (...); offrir aux jeunes Français un système d'éducation et de formation leur permettant d'accéder à des emplois répondant à leurs aspirations et à leurs besoins (...); promouvoir une société de liberté et de responsabilité (...); réformer l'Etat (...); pour faire en sorte qu'il soit au service de la

France. » Il préfère s'en tenir à la définition de grands « objectifs » qu'il énumère et détaille : « Favoriser un renouveau démographique (...); offrir aux jeunes Français un système d'éducation et de formation leur permettant d'accéder à des emplois répondant à leurs aspirations et à leurs besoins (...); promouvoir une société de liberté et de responsabilité (...); réformer l'Etat (...); pour faire en sorte qu'il soit au service de la

France. » Il préfère s'en tenir à la définition de grands « objectifs » qu'il énumère et détaille : « Favoriser un renouveau démographique (...); offrir aux jeunes Français un système d'éducation et de formation leur permettant d'accéder à des emplois répondant à leurs aspirations et à leurs besoins (...); promouvoir une société de liberté et de responsabilité (...); réformer l'Etat (...); pour faire en sorte qu'il soit au service de la

France. » Il préfère s'en tenir à la définition de grands « objectifs » qu'il énumère et détaille : « Favoriser un renouveau démographique (...); offrir aux jeunes Français un système d'éducation et de formation leur permettant d'accéder à des emplois répondant à leurs aspirations et à leurs besoins (...); promouvoir une société de liberté et de responsabilité (...); réformer l'Etat (...); pour faire en sorte qu'il soit au service de la

Le PFN se donne un nouvel état-major pour tenter de renaître de ses cendres

La Part des forces nouvelles (PFN), réduit à néant ou presque par la percée électorale du Front national, avec lequel il rivalisait depuis 1974, et confronté à sa propre impuissance depuis son échec dans sa tentative de participation au scrutin européen, va-t-il renaître de ses cendres ? Réunis en conseil national dans les Vosges, les 4, 5 et 6 août, pour tirer les enseignements de ce bilan « globalement catastrophique », les principaux animateurs parisiens de cette formation, qui aspirait naguère à devenir le « fer de lance » de l'opposition nationaliste,

s'étaient montrés sceptiques quant aux chances d'une telle résurrection. Plusieurs d'entre eux avaient proposé d'opter pour un sabotage du PFN et un ralliement négocié au parti de M. Jean-Marie Le Pen. Cette option ayant été rejetée par les deux tiers environ des délégués présents au camp des Vosges, le bureau politique et le conseil national avaient été dissous après que divers reproches eurent été adressés à l'état-major sortant, animé principalement par MM. Roland Hélie, Roger Girard et Jack Marchal. C'est la section PFN de Strasbourg, l'une des plus organisées et des plus homogènes, qui avait pris l'initiative de préparer, comme prévu, le sixième congrès national du parti.

Ces assises ont eu lieu dimanche 4 novembre, à Bagnollet, et, dans leur grande majorité, les quelques quatre-vingts délégués du PFN ont décidé de « reconstruire le parti » en se donnant un nouvel état-major, dont le secrétaire général est désormais assuré par un pharmacien biologiste strasbourgeois de vingt-neuf ans, M. Dominique de Briel, membre du parti depuis 1977. Ce choix a été approuvé à l'unanimité. Le nouveau comité directeur du parti, placé sous la présidence du général Félix Bussion, du cadre de réserve, comprend cinq autres membres : MM. Francis Bonnet, quarante-neuf ans, agent territorial à Hyères; Philippe Dupouy, vingt ans, étudiant, président fondateur de l'Union des jeunes nationalistes d'Orléans; Didier Roche, vingt-quatre ans, étudiant à Lyon; Alain Rondanini, cinquante ans, technicien, qui fut le premier élu local du PFN à la municipalité d'Aix-en-Provence; Richard Rouget, vingt-cinq ans, ancien responsable national du GUD (Groupe union défense), et Michel Vindguerra, trente et un ans, chef d'entreprise à Strasbourg. L'ensemble de ce comité, qui ne comprend plus les principaux dirigeants de l'ancien bureau politique, a été élu à l'unanimité moins quatre voix.

Cette nouvelle équipe, qui préconise un retour aux sources modérées du parti, définies en 1974, militera surtout pour un nationalisme européen, en cherchant à mettre en valeur ses propres orientations plutôt qu'en se déterminant par rapport au Front national. Elle affirme vouloir œuvrer également à l'émergence d'un « grand mouvement nationaliste européen » et certaines convergences la rapprochent déjà des orientations du Mouvement nationaliste révolutionnaire (MNR), dont le leader, M. Jean-Gilles Malliarakis, était, d'ailleurs, dimanche, à Bagnollet, le seul invité extérieur au PFN.

A. R.



« politique littéraire » qui a lancé le mode du « libéralisme » et d'une « forme particulière », le « libéralisme à la française », tandis que M. Mitterrand esquissait les contours d'un « projet de société d'économie mixte » qui aurait, lui aussi, besoin d'une « sérieuse mise au net ». « Le danger du libéralisme à la mode, explique notamment M. Barre, est qu'il risque de provoquer par certaines outrances, un phénomène de rejet des thèses libérales, alors que celles-ci s'avèrent fécondes pour l'avenir. »

L'ancien premier ministre se refuse à élaborer un programme : « Devant la situation à laquelle nous faisons face demain un pouvoir issu de l'alternance, rien ne lui sera plus utile que d'avoir l'esprit et les mains

nation et qu'il respecte la société au lieu de mettre la nation à son service et remodeler la société à sa convenance (...); développer une économie compétitive (...); assurer le progrès social (...); maintenir le rang et l'influence de la France dans le monde (...).

La réalisation de tels objectifs, précise-t-il, suppose « la continuité dans l'action, c'est-à-dire l'efficacité et la stabilité de l'exécutif jouissant de la confiance de l'opinion et soutenu par une majorité parlementaire cohérente et responsable ». L'occasion pour M. Barre de rappeler son hostilité à toute idée de cohabitation, et à toute réduction du mandat présidentiel.

Abordant la « question de l'héritage socialiste », l'ancien premier

* Réflexions pour demain, de Raymond Barre. Hachette, coll. Pluriel, 473 p., 41 F.

POLITIQUE

La mort de Boris Souvarine

(Suite de la première page.)

Il rencontre alors Léon Trotski à Paris chez les socialistes internationalistes pacifistes. Il polémiqua, dans le *Populaire*, avec Lénine, encore inconnu, qui répond au jeune homme par une « Lettre ouverte à Boris Souvarine ».

Lorsque éclate la révolution de février 1917, il passe résolument du pacifisme au bolchévisme et, dès la fondation de la III^e Internationale en mars 1919, il fonde, avec Fernand Loriot, un comité réclamant l'adhésion de la SFIO ; il sera bientôt secrétaire aux affaires internationales du comité français pour la III^e Internationale et lancera l'organe de ce comité, le *Bulletin communiste*.

La fondation du PCF

En mai 1920, arrêté avec d'autres militants syndicalistes et socialistes en grève, sous le prétexte d'un « complot contre la sécurité de l'Etat », il ne pourra pas assister en décembre au congrès de Tours, mais il rédige, de la Santé, la motion majoritaire qui aboutira à la fondation du PCF et il devient l'un des vingt-quatre titulaires du comité directeur.

« La partie vraiment sérieuse du congrès, la discussion approfondie de la fameuse résolution, fut donc lieu à la Santé, avant Tours, écrit-il soixante ans plus tard (2). Tours où se donna le libre cours le besoin de peiner, de se priver à des efforts de tribune et à des schèmes pathétiques, sans la moindre conséquence pour la résolution festive déjà mise au point : elle fut votée, comme prévu, sans y changer un iota, par une ample majorité convaincue d'avance. » Souvarine est de la race

des meneurs ; il croit fermement alors en la justesse des positions de Lénine — quitte à polémiquer avec lui quand il n'est pas tout à fait d'accord. Il saura, même absent, faire adopter son point de vue.

Député auprès du comité exécutif de l'Internationale communiste (le Komintern), Boris Souvarine vient à Moscou pour la première fois en 1921 au troisième congrès de l'Internationale ; il siège au secrétariat et au présidium de 1921 à 1924, date à laquelle il est exclu pour avoir pris la défense de Trotski contre Staline. Le Parti français le soutient pourtant et, en janvier 1924, alors que Lénine vient de mourir, il entre au bureau politique. Il en sera exclu l'année suivante par ceux qui ne veulent pas entrer en conflit avec le Komintern ; Cachin, Doriot, Vaillant-Couturier, Trautman.

Revenu définitivement en France en 1925, il ne retournera plus à Moscou, mais gardera, autant que faire se peut, des liens avec les « bolchévistes français » encore en URSS : Pierre Pascal, le chrétien engagé « au communisme » (3), beau-frère de Victor Serge, mort en juillet 1963 à quatre-vingt-trois ans, et Marcel Body (4). Il resta, un temps, correspondant à Paris de l'Institut Marx-Engels jusqu'à la liquidation de son ami David Riazanov. En 1929, il rompt avec Trotski, alors exilé en Turquie (5).

Une extraordinaire biographie de Staline

Toute sa vie, il se consacre à déconstruire Staline et à faire comprendre comment la révolution a été trahie. Autodidacte génial, d'une culture prodigieuse, qu'il ne cessera jusqu'à son dernier jour d'approfondir, il avait une capacité de travail phénoménale. Exclu de tous les groupes officiels, il poursuivra seul la publication du *Bulletin communiste* jusqu'au milieu des années 30. Il ne voulait pas abandonner cette feuille qu'il avait créée.

Son activité est insaisissable : il crée en 1930 le *Cercle communiste démocratique*, qui se réunit au café du Bal-Air, à Montparnasse et fonde diverses revues : *la Critique sociale* (1931-1934), *l'Observateur des Deux-Mondes* (1948) une « lettre d'information » qu'il écrit à son retour des Etats-Unis, où il a passé la guerre, à l'intention de quelques lecteurs « pour réfuter les idées reçues de l'époque » que le « terrorisme intellectuel interdisait d'exprimer dans la presse sous la IV^e République », le *Contrat social* (1957-1966). Il participera fidèlement à

Est-Ouest depuis sa fondation en 1959, apportant sans cesse des éléments d'information et de polémique dans ce bi-mensuel voué à l'anticommunisme.

Boris Souvarine restera dans l'histoire grâce à son extraordinaire biographie de Staline, écrite de 1930 à 1935, sur commande d'un éditeur américain, Alfred Knopf... qui renonce à la publier, les Etats-Unis ayant, entre-temps reconnu officiellement l'Union soviétique. L'ouvrage (quelque cinq cents pages au vitriol, mais superbement documentées et claires) fut publié juste avant la guerre chez Plon, avec beaucoup de difficultés, la gauche comme la droite refusant les aveux de ce prophète armé uniquement de son savoir et de son intelligence. De son mauvais caractère aussi.

Il faudra attendre 1977 (Souvarine a quatre-vingt-deux ans !) pour que soit rééditée cette somme stalinienne, grâce à Gérard Lalloué aux éditions Champ libre. Staline n'est alors l'homme d'ombre des historiens et des « stalinologues ». Souvarine n'avait rien perdu de son mordant et de son acuité, et le livre était augmenté d'un après-propos, et d'un avant-propos passionnant dans lequel il n'hésite pas à dire ce qu'il avait dit, l'année des procès de Moscou. André Malraux pour justifier le refus de la publication de Staline chez Gallimard : « Je pense que vous avez raison, vous, Souvarine et vos amis, mais je suis avec vous quand vous serez les plus forts... »

Desiderat, par excellence, Souvarine, lui, n'aura jamais voulu être « avec les plus forts » : il l'affirmait encore, et sans ambiguïté, dans son avant-propos de 1977 : « Rédiger des leçons apprises par cœur, répéter des formules abstraites sans rapports avec la réalité, c'est ce qui me semble anormal. » Il se donnait pour devise : « Suivre son chemin et laisser dire les gens ! » Il préparait une nouvelle édition « augmentée » de son *Staline*. On peut penser qu'il aurait trouvé normal que Staline, le fils du monstre, décide finalement de rejoindre son père...

Jusqu'au bout...

Car il a travaillé jusqu'au bout, ce petit homme intrépide, qui, malgré une vue défaillante, jouissait de toutes ses qualités intellectuelles. Il avait même commencé à écrire son autobiographie — une commande des éditions Fayard — dans le désir de clarifier l'histoire, à l'aide de souvenirs personnels et des documents qui lui restaient. Actif jusqu'au dernier jour, il tient les journaux, les livres, répondait au courrier à l'encre

noire, avec une belle écriture qui ne tremblait pas. Mercredi, à l'hôpital, après l'infarctus, il s'interrogeait, avec sa femme, sur les conséquences de la mort d'Indira Gandhi.

Cet homme trop discret, admiré d'un cercle restreint de spécialistes de l'URSS et d'antistalinistes, nous avait pourtant laissé le temps de reconnaître son intelligence politique et sa clairvoyance. Il est mort symboliquement le soir de la Toussaint, sans attendre son quatre-vingt-neuvième anniversaire, le jour de cette révolution d'Octobre où il prétendait voir un coup de force militaire ratifié par la paix de Brest-Litovsk. Décidément, Boris Souvarine n'a pas fini de faire parler de lui.

NICOLE ZAND.

- (2) *La Presse* du 6 décembre 1980 : « La vérité sur le Congrès de Tours », par Boris Souvarine.
- (3) Pierre Pascal, *Mon Journal de Russie*, 4 tomes. L'Age d'homme, 1975-1982.
- (4) Marcel Body, *Un plan en plus de Staline*. Hachette, 1981.
- (5) *Controverses avec Trotski*, 1929, publié dans *Contributions à l'histoire du Komintern*. Decca, 1965.

BIBLIOGRAPHIE SUCCINCTE

- *Éloge des bolchevistes*. Librairie du Populaire, Paris, 1918.
- *La Troisième Internationale*. Ed. Clarté, Paris, 1919.
- *Hommage à la République soviétique fédérative des Soviets de Russie*. Ed. Clarté, Paris, 1919.
- *Vers l'autre flamme. Le Russe rue* (sous la signature de Panait Istrati). Ed. Rieder, 1929. Rééd. Christian Bourgois, 1980.
- *Staline. Aperçu historique du bolchévisme*. Plon, Paris, 1936. Rééd. Champ libre, 1977.
- *La Peine de mort en URSS* (textes et documents). Librairie du Travail, Paris, 1936.
- *Biens de la terreur en URSS* (faits et chiffres). Librairie du Travail, Paris, 1936.
- *Dernières Entretiens avec Babel*. In : *Revue Contrepoint*, n° 30, Été 1979.
- *Panait Istrati et le communisme*. Ed. Champ libre, 1981.
- *Autour du Congrès de Tours*. Ed. Champ libre, 1981.
- *Pierre Pascal et le Sphinx*. In : *Revue d'études slaves*. Mélanges Pierre Pascal, 1982.
- *La Critique sociale* (1931-1934). Réimpression, Ed. de la Différence, 1983.

Une chance unique pour votre enfant : une année scolaire aux Etats-Unis

Votre enfant, garçon ou fille, est âgé de 15 à 17 ans. Vous souhaitez lui donner toutes les chances de réussite scolaire et professionnelle, lui faire connaître un autre monde, une autre culture.

Offrez-lui de vivre une expérience exceptionnelle : une année scolaire complète (août 85 à juin 86) dans un collège américain, au sein d'une famille américaine.

Outre l'acquisition et la maîtrise de la langue américaine, ce séjour sera un facteur d'épanouissement et de maturité.

Renvoyez dès aujourd'hui le coupon ci-dessous dûment rempli à EF, 9 rue Duphot 75001 Paris ou téléphonez-nous au (1) 261 50 22. Vous recevrez immédiatement notre brochure d'information.

Vous y trouverez une description détaillée de la vie des étudiants dans

leur nouvelle famille, de l'enseignement dans une High School, des loisirs, des voyages, de la préparation que nous assurons avant le départ, et de bien d'autres aspects de ce programme.

Fondation américaine à but non lucratif, Educational Foundation for Foreign Study est réglementée par le Département d'Etat de Washington et enregistrée en tant que programme officiel d'échange par l'United States Information Agency (U.S.I.A.)

Ce Programme inclut le voyage au départ de PARIS jusqu'au lieu de séjour, les journées de préparation aux ETATS-UNIS, un contact permanent avec notre correspondant local pendant toute l'année.

Si vous habitez la province, appelez-nous au : **NUMERO VERT 16.06.33.12.96**



☐ Votre brochure « Une année scolaire aux Etats-Unis »

☐ Votre brochure « Séjours linguistiques Piliers et Stages en Grande-Bretagne, en Allemagne et aux Etats-Unis »

☐ Votre brochure « Cours d'anglais en Grande-Bretagne et aux Etats-Unis » (activités à partir de 15 ans)

NOM : _____

ADRESSE : _____

CODE POSTAL : _____ VILLE : _____

Educational Foundation for Foreign Study

ef

La Fondation est représentée en France par : EF Ecole Européenne de Vacances 9 rue Duphot 75001 PARIS Tél. (1) 261 50 22

ET ONNAN MAIS VRAI



PEUGEOT 305
545F PAR MOIS
LES DOUZE PREMIERS MOIS

Le réseau Peugeot Talbot vous propose une location avec promesse de vente et bien sûr le rachat immédiat de votre voiture actuelle aux conditions générales de l'orgue.

Dépôt de garantie initial : 14.393 F pour la 305 (égal à l'option d'achat final).

— 12 mensualités de 545 F la 1^{re} année
— 12 mensualités de 860 F la 2^e année
— 36 mensualités de 1.060 F les 3 années suivantes. Coût total d'acquisition : 69.413 F.

Offre valable jusqu'au 5 décembre 84 chez tous les concessionnaires Peugeot Talbot affichant l'opération, sous réserve d'acceptation du dossier par Loca Din ou Locasovac.

Modèle présenté : Peugeot 305 - Année modèle 85. Tarif juillet 84 : 50.500 F - sans Corse.

Les mensualités pour tout autre modèle 305 (hors véhicules utilitaires) seront déterminées en fonction du prix du véhicule choisi.

RESEAU PEUGEOT TALBOT

Le Monde

société

Un entretien avec M. Pierre Joxe

AU CONGRÈS DU SYNDICAT DES AVOCATS DE FRANCE

La colère des « périphériques »

De notre envoyé spécial

Aix-en-Provence. — On s'est presque crispé le chignon à la fin du congrès du Syndicat des avocats de France (SAF) à propos de la question de la multipostulation dont la profession bruisse depuis des mois, et qui risquait d'entraîner, lundi 5 novembre, la démission des conseils de l'ordre des barreaux de Créteil, Bobigny et Nanterre. Actuellement, les avocats parisiens qui défendent un client devant un de ces trois tribunaux périphériques peuvent le faire sans passer par l'intermédiaire d'un confrère d'un de ces barreaux. Ils bénéficient du système de la multipostulation. Cela signifie qu'ils peuvent non seulement assister leur client lors de l'audience, mais aussi faire les actes de procédure, contrairement à ce qui se passe lorsqu'ils prennent en charge une affaire en province.

Ce système devait prendre fin le 31 décembre 1984, mais M. Laurent Fabius a décidé de le pérenniser. Les avocats des tribunaux périphériques considèrent cette décision comme une menace, car la postulation, c'est-à-dire le suivi de la procédure, serait pour eux une source de

revenus. Sans ce « droit de péage », ils risquent, affirment-ils, de sombrer économiquement ou d'être envahis par les avocats parisiens.

On a beaucoup débattu de cette question au congrès du SAF et, à force de discussions nocturnes, on croyait être arrivé à un compromis, lorsqu'un terme de manœuvres et de contre-manœuvres à propos desquelles ils se sont traités de « stellions », les participants ont voté un texte condamnant la décision de M. Fabius. Ce vote a apparemment effrayé les Parisiens. Il place en tout cas en porte-à-faux deux militants, en vue du SAF, M. Henri Leclerc, membre du conseil de l'ordre de Paris, qui approuve la décision du premier ministre et M. Paul Bouszies, ancien président du Syndicat, qui espère ne faire être dans quelques jours membre de ce conseil.

Les adhérents parisiens du SAF réclamaient, lundi matin, une nouvelle assemblée générale et menaçaient de démissionner du syndicat si celle-ci n'avait pas lieu.

I.L.E.

AU CONGRÈS DE L'USM A AVIGNON

M^{me} Georgina Dufoix privée de discours

De notre correspondant

Avignon. — « Nous n'avons plus rien à nous dire. Nous nous retrouverons plus tard, en 1986 ! » Le docteur Philippe Sopena, président de l'Union syndicale de la médecine (USM), dont le congrès était réuni depuis le 1^{er} novembre au Palais des papes d'Avignon, se levait et quittait la salle, suivi par les deux cents congressistes. De la tribune officielle, M^{me} Georgina Dufoix, ministre des affaires sociales et de la solidarité nationale, voyait la salle se vider sans un cri, dans un silence impressionnant.

Avant appris que le ministre, venu présider la séance de clôture du congrès en ce dimanche 4 novembre, n'apportait pas la bonne nouvelle, c'est-à-dire la reconnaissance de la représentativité de l'USM, les praticiens refusaient de l'écouter. Dans la brève allocution prononcée à l'arrivée du ministre, déposée dans des traditionnelles formules de politesse, le docteur Sopena n'avait pas manqué ses mots : « Quand on est au gouvernement, il existe une seule alternative, le débat. Vous ne l'avez pas choisie. Vous trouvez qu'avec notre effectif de 2 200, nous ne sommes pas assez nombreux. Depuis 1981, en dépit des promesses, ce que vous faites n'est rien d'autre

que la continuité. Votre décision va dans le sens de toute une série de réajustements. D'ailleurs, c'est vous qui êtes à l'origine d'une loi inique, vous avez dit non au regroupement familial ».

Choqué, le ministre veut intervenir. M^{me} Georgina Dufoix se lève, réclame le micro pour s'exprimer. « Non, madame, vous parlez à votre tour », réplique le docteur Sopena. Mais, lorsque le « tour » du ministre arrivera, la salle sera vide.

Ce sera malgré tout l'occasion pour M^{me} Georgina Dufoix de faire devant la presse une mise au point : « Il n'est pas question d'interdire le regroupement familial pour les immigrants, mais de faire en sorte que leur arrivée soit planifiée... » « Je venais, a-t-elle poursuivi, faire une proposition pour associer ce syndicat aux débats sur la convention et je la maintiendrai ; je reconnais la qualité des travaux réalisés par ce syndicat. Mais il représente peu de monde : pas question de signer avec des gens qui ne représentent pas l'ensemble du secteur médical ». Puis, M^{me} Georgina Dufoix quitte la salle déserte. Les travaux avaient tourné court.

JEAN LECLERC.

APRÈS LA « MARCHÉ DES BEURS »

Les « rouleurs » de l'égalité ont pris le départ

Onze mois après la « marche des Beurs », qui avait rassemblé à Paris, le 3 décembre 1983, de la Bastille à Montparnasse, quelque 60 000 personnes résolues à lutter contre le racisme (le Monde date du 4-5 et du 6 décembre 1983), plusieurs dizaines de jeunes gens de toutes origines — Africains, Antillais, Maghrébins, Portugais, Italiens et Français — ont quitté, durant ce dernier week-end, cinq grandes villes de France (Brest, Marseille, Roubaix, Strasbourg et Toulouse), pour converger à bicyclette vers Paris, où ils sont attendus le 1^{er} décembre.

Baptême « Convergence 84 pour l'égalité », l'opération s'achèvera par un grand festival interculturel. Le choix du moyen de transport des « rouleurs » n'est pas fortuit : comme l'affirmait une pancarte vue l'an dernier lors de la première marche, « la France, c'est comme une mobylette : pour avancer, il lui faut du mélange ».

Nos correspondants dans ces cinq villes assistent au départ des groupes. Ils étaient dix à quitter Brest, rapporte Gabriel Simon, à qui José, un jeune Portugais, a déclaré que cette action avait pour but de « rappeler aux habitants de la France que la construction historique de ce pays s'est faite par l'apport de populations extérieures ». Selon notre correspondant, le faible nombre d'immigrés résidant dans le Finistère (environ 7 000 pour une population de 800 000 personnes) explique qu'une centaine de

Brestois seulement soit venus assister au départ.

A Marseille, Jean Contrucci estimait à un millier le nombre de manifestants venus encourager la dizaine de garçons et de filles qui s'apprêtaient à mettre le cap sur Aix-en-Provence, leur première étape. A Strasbourg, Jacques Fortier a compté onze « rouleurs », dont une jeune femme, Zineb, qui lui a déclaré « n'avoir pas peur de tous ces kilomètres », et « espérer que cette marche va faire bouger les gens ». Mais une cinquantaine seulement de badauds étaient venus assister au départ.

Georges Sueur était à Roubaix, choisie, explique-t-il, en raison de la forte implantation d'immigrés dans l'agglomération, ce qui pose de redoutables problèmes de cohabitation. A Toulouse, Gérard Vallès a noté que, si le programme de la manifestation annonçait un débat avec les élus, ceux de gauche, bien que soutenant officiellement l'initiative, n'ont pas montré le bout de leur nez et que ceux de la droite s'étaient eux aussi abstenus, remarquablement silencieux qu'ils sont depuis l'annonce de cette marche.

Un jeune Maghrébin lui a nettement exposé son point de vue sur la question : « CGT, CFDT, PS, ou PC, rien à foutre ! On ne veut pas que se soit politisé, on ne veut pas se faire récupérer, on n'est pas assez forts pour cela... ». La petite escouade a mis le cap sur Auch.

■ Inondations à la Martinique : traits mortels. — Les pluies torrentielles qui tombent sur la Martinique depuis cinq jours ont provoqué la mort de trois personnes. Les

dégâts matériels sont importants : routes coupées, canalisations d'eau rompues, cultures et habitations endommagées. Il y a quelques dizaines de sans-abri. — (AFP).

(Suite de la première page.)

« C'est pourquoi je réserve l'annonce du détail de mes propositions concrètes aux députés, ce lundi. Rattraper le retard pris l'autorise pas à faire l'économie de la discussion ».

— Comment expliquez-vous ce retard ?

« Les questions de police n'ont pas été traitées méthodiquement au cours des vingt-cinq dernières années. C'est le plus remarquable paradoxe de notre société : pendant toute la période où la France s'industrialisait, c'est la police rurale — c'est-à-dire la gendarmerie — qui a bénéficié d'une politique systématique de recrutement, de formation, d'équipement, ce qui l'a conduite à un point d'achèvement remarquable. Mais cela ne concerne que vingt millions de Français ! »

« Dans le même temps, la police nationale, la police de villes, qui concerne plus de trente millions de

citoyens, qui traite les trois quarts des affaires judiciaires, bénéficie, pour des effectifs, comparables, de crédits d'équipement quatre fois moins importants. J'en ai pris la mesure depuis cet été. C'est stupéfiant ».

« C'est ainsi : la France urbaine a parachevé son service de police rurale ! Sans doute est-ce parce que l'on ne s'est pas réellement préoccupé des conditions de la vie urbaine. Aujourd'hui, on subit, dans les villes, le double effet de l'urbanisation mal maîtrisée et de la crise économique imprévue. Inversement, dans les campagnes, coïncident une excellente programmation policière et une diminution de la population ! »

« Là où le besoin était le moins criant, les statistiques le prouvent — on a fait le maximum. Là où il est le plus intense, où il est encore intensifié par la crise, on en a fait moins. On a même reculé à certains égards... »

« A nous de doter la France d'un bon service de police en milieu urbain, comme il existe en zone rurale. C'est possible en cinq ans et en commençant dès l'année qui s'ouvre. Les personnels n'attendent que cela, il y a qu'à lire la presse syndicale ».

Chaque policier tué est un cas particulier

— Avez-vous vraiment le temps ? Les échéances électorales approchent et se jouent en grande part sur la sécurité. Et certains, même dans votre famille politique, sont tentés de réclamer des mesures spectaculaires, pour paraître au plus pressés.

« Je ne cherche rien de spectaculaire, car je crois que rien ne peut l'être en ce domaine. Rattraper un tel retard suppose du temps. Et il ne sert à rien de trépaner. Ce qui est efficace et significatif, c'est de traiter la modernisation de la police nationale de façon méthodique, en prenant certaines mesures immédiates et en engageant rapidement, dans les semaines à venir, une programmation des moyens à mettre en place sur quelques années, de façon à atteindre le niveau de qualité qui est celui de certaines polices étrangères et, dans certains domaines, de notre gendarmerie. Nous le pouvons d'autant mieux aujourd'hui que les bases ont été jetées par mon prédécesseur, Gaston Defferre ; l'amélioration du recrutement, l'accent mis sur la formation des personnels, le développement des moyens informatiques, la mise à niveau des effectifs... »

« Les effectifs, justement. Ne serait-il pas plus simple, face à l'insécurité, d'augmenter le nombre de policiers ? »

« Il a été créé près de dix mille emplois de policiers en trois ans, sur la base d'un recrutement amélioré. Le problème est, aujourd'hui, non pas l'augmentation des effectifs mais leur meilleure utilisation... »

« Tout d'abord, les policiers doivent être affectés à des tâches de police. Ils doivent être libérés des tâches indus, non policières... Ensuite, il faut leur donner les moyens matériels leur permettant d'effectuer au mieux leur travail. Il faut s'attacher à la modernisation des locaux, développer leurs équipements techniques... »

« Enfin, tous ces éléments doivent être réunis dans une ambition collective des fonctionnaires de police pour leur professionnalisation, pour une meilleure considération sociale de leur métier... »

« A gauche, l'indiscipline des policiers est souvent redoutée. Par vous aussi ? »

« D'une façon générale, les fonctionnaires de police sont disciplinés quand on leur explique l'usage. Sans doute, certains recrutements précipités opérés dans le passé et une formation longtemps insuffisante — ce n'est plus le cas — expliquent-ils le comportement de quelques éléments... »

« Pour ma part, je mets la discipline au premier plan. Pas seulement à l'égard des instructions reçues mais aussi au plan de la tenue, de la bonne tenue, de l'appareil correcte. Je suis tout à fait décidé à ce que le personnel policier en tenue travaille en tenue, à ce que ce soit un moyen visible d'expression de l'autorité de l'Etat. Des habitudes contrairement avaient parfois été prises. Elles devront changer... »

« Des rumeurs annoncent une amnistie des syndicalistes sanctionnés après les manifestations policières du 3 juin 1983. Vrai ou faux ? »

« Je réfléchirai à cela... le moment venu. Plus je constaterai des tentatives de manipulation de l'opi-

nion dans un sens contraire à la discipline, plus ce moment tardera à venir... »

« Trois policiers tués en service depuis votre entrée en fonctions. Mauvaise série ou preuve de l'insuffisante protection, notamment juridique, des policiers ? »

« Je me refuse à parler en termes statistiques sur ces décès. Chaque policier mort en service est un cas particulier qui, sur le plan individuel, concerne une famille, et, sur le plan du service public, le fonctionnement d'une administration. Personne ne me fera mélanger ces deux dimensions. Et je m'opposerai avec la plus grande vigueur — à ceux qui voudraient provoquer la confusion entre le deuil d'une famille et les problèmes d'organisation de la police, j'ai le plus grand mépris pour ceux qui tentent de telles manipulations... »

« Pour le moment du moins, 1984 n'est pas une année où le nombre de pertes policières serait plus élevé que les années précédentes... »

« Mais la sécurité des policiers passe en partie par l'observation scrupuleuse de règles d'intervention qui doivent, dans certains cas, être privilégiées, canalisant le courage, l'audace, l'initiative. A partir d'études précises de quelques cas, j'en parlerai à froid, loin des passions. Quant à leur production juridique, le premier ministre est déjà intervenu en souhaitant des sanctions particulièrement sévères contre ceux qui portent atteinte à tout agent public, quel qu'il soit, et pas seulement à un policier... »

« Au-delà je suis, pour ma part, favorable à une aggravation, je dirai même une « exagération », de la législation sur les armes, leur commerce, leur exposition, leur utilisation, leur transport. Quelque soit le moyen utilisé, on détient une arme dans des conditions irrégulières, on doit faire l'objet de procédures judiciaires. Aucun argument prétendument économique par exemple ne m'enlèverait la conviction que l'achat et la détention d'une arme sont une source de risque pour la société... »

Droit de vote pour les immigrés

« Après l'arrêt de la Cour de cassation à propos des contrôles d'identité, les syndicats de policiers parlent de vide juridique, d'une entrave à leur mission quotidienne... »

« Cette question ne se pose pas en termes d'opposition entre le ministre de la justice et celui de l'intérieur. Il s'agit plutôt d'un conflit entre le respect des libertés individuelles et l'exigence de sécurité. Dans la réalité, cela relève d'une combinaison entre la loi, la jurisprudence et la pratique policière. Il faut arriver à définir les conditions dans lesquelles, pratiquement, la loi est nécessaire, les contrôles d'identité sont indispensables. La discussion n'a pas toujours été menée comme elle aurait dû l'être, les tendances législatives antérieures ayant fait peser une suspicion sur tout ce qui concerne les contrôles policiers... »

« Le fait d'avoir à pipé une pièce d'identité n'est pas en soi une atteinte à la liberté individuelle. Alors que le fait de priver la police de moyens de contrôle rapide peut conduire à des atteintes à la liberté individuelle, à un droit fondamental : la sûreté... »

« Vous avez été président de la commission Immigrés de la Ligue des droits de l'homme. Or cette dernière a critiqué certaines mesures répressives prises récemment par le gouvernement à propos de l'immigration. Contradiction ? »

« Non. Je suis convaincu que la France est parfaitement capable d'assimiler ou d'intégrer la quasi-totalité des étrangers qui y vivent actuellement. C'est déjà fait pour bon nombre d'entre eux, directement ou indirectement par l'intermédiaire de leurs enfants, qui votent ou vont voter aux élections. A titre personnel, mon point de vue reste celui du programme socialiste en ce domaine : le droit de vote, après un certain délai de présence ininterrompue, pour les immigrés aux élections locales serait un facteur d'intégration très puissant... »

« L'opinion française n'y est pas prête. Mais plus les jeunes immigrés, ceux de la seconde génération, deviendront électeurs, plus cette question se banalisera. C'est inévitable... »

« Inversement, la France n'est pas en état de recevoir plusieurs centaines de milliers d'étrangers par an dans les années qui viennent. C'est l'intérêt des immigrés qui vivent en France et qui ont le droit d'y vivre tranquillement, que les frontières deviennent bien plus franches... »

Propos recueillis par EDWY PLENEL.

EN BREF

Hold-up dans deux grands magasins : trois morts

Deux convoyeurs de fonds et un malfaiteur ont été tués et un second gangster, grièvement blessé, au cours des deux attaques à main armée qui ont eu lieu, samedi 3 novembre, presque simultanément dans deux grands magasins de Paris et de Châteaufort, aux environs de Beaupré (Doubs).

Ces deux affaires portent à une quinzaine le nombre de hold-up meurtriers commis en France depuis le début de l'année, et dont ont été victimes, notamment, convoyeurs de fonds, policiers, commerçants, employés et clients de banques.

Vers 18 h 05, deux convoyeurs de fonds qui emportaient une partie de la recette de la Samaritaine ont été attaqués par deux malfaiteurs armés. La fusillade qui a alors éclaté a causé la mort d'un des convoyeurs, M. Marcel Lizon, soixante ans, et de l'un des agresseurs. Le second gangster blessé a été arrêté. Une attaque comparable a été commise, samedi, dans un centre commercial de Châteaufort (Doubs) où deux malfaiteurs armés se sont emparés de la recette de l'hypermarché Mammouth et tué un convoyeur de fonds, M. Pierre Deschamps, quarante ans, blessant grièvement le collègue de ce dernier. Les deux agresseurs ont réussi à s'enfuir avec environ 1 million de francs.

L'assassinat de Grégory : l'attribution du principal témoin est contestée

L'enquête sur l'assassinat de Grégory Villemain, quatre ans et demi, jeté pieds et poings liés dans la Volage le 16 octobre à Doccia (Vosges), pourrait bien avoir progressé au cours du week-end. Un homme, âgé de vingt-six ans, M. Bernard Laroche, avait été gardé à vue pendant vingt-quatre heures, du mercredi 13 octobre au jeudi 14 novembre (le Monde du 2 novembre). Sur la foi d'expertises graphologiques, les enquêteurs pensaient qu'il s'agissait du « corbeau » qui avait revendiqué par lettre l'assassinat. Mais ils avaient dû le relâcher : sa jeune belle-sœur, âgée de douze ans, avait assuré l'avoir vu, à l'heure du crime, en train de jouer avec son fils en descendant du car scolaire. Or, selon les témoignages de certains de ses camarades et du chauffeur, la jeune fille aurait raté le car ce jour-là. Mais le « témoin numéro un » n'avait toujours pas été de nouveau interrogé lundi 5 octobre, en fin de matinée.

■ Plainte en diffamation des écologistes. — Les Verts (Confédération écologiste-Parti écologiste) annoncent avoir déposé une plainte en diffamation contre le mouvement Nouvelle solidarité et l'Institut Schiller, qui, dans le Monde du 18 octobre, avaient publié un placard de publicité intitulé « Un 1933 vert en Allemagne ? Mobilisons-nous contre la menace rouge-verte en Europe » (1). Les Verts estiment que « détournement de succès des Verts en Europe dérangeant », mais que les « limites à la colonie » ont été franchies avec cette publicité qui constitue, selon eux, un « véritable appel à la violence ».

(1) L'année 1933 a été marquée en Allemagne par l'arrivée de Hitler au pouvoir, l'incendie du Reichstag, les pleins pouvoirs donnés à Hitler et l'interdiction progressive des partis et des syndicats.

Lisez

Le Monde

docteurs et documents

GENTLEMAN-DEALER

Un ressortissant britannique âgé de cinquante-six ans, M. Edgar Bowden, qui serait un ancien professeur d'Oxford, a été inculpé le 2 novembre d'importation, transport et détention irrégulière de produits stupéfiants et écroué à Dijon. Il était en possession de 1 200 kilos de résine de cannabis.

La drogue était répartie dans cent quarante-trois conteneurs en zinc, dissimulés dans l'épaveur de la cloison du camping-car de M. Bowden. C'est un début d'incendie dans les circuits électriques du véhicule, alors qu'il roulait en Côte-d'Or sur l'autoroute du Sud, et l'intervention des pompiers et des gendarmes, qui ont « trahi » l'ancien professeur. Celui-ci avait convoyé, depuis le Népal, se carpignon, évalués à 50 millions de francs. Le camion pourrait être ultérieurement conduit à l'école des douanes de La Rochelle, pour servir aux travaux pratiques des apprentis douaniers.

Un comité contre les extraditions

La création d'un comité contre les extraditions vient d'être annoncée par des personnalités qui « condamnent unanimement la décision (...) prise par le gouvernement français à l'encontre de trois militants français ». Ces personnalités appellent que la gauche s'attache à ce qu'il y a quelques années, à un projet d'espace judiciaire européen, voulu par M. Valéry Giscard d'Estaing, et constatent, aujourd'hui, que le gouvernement « bafoue » les principes au nom desquels ses représentants combattaient ce projet. Elles « s'engagent à réaffirmer leur opposition irréductible à toute extradition dès lors que nul ne peut douter du caractère politique des mobiles auxquels on obéit ceux dont l'extradition est demandée ».

Ont notamment signé cet appel : M^{me} Simone de Beauvoir, et MM. Claude Bourdet, Georges Casalis, François Chatelet, Gilles Deleuze, Jean-Jacques de Felice, Francis et Pierre Halbwachs, Henri Leclerc, Henri Lefebvre, Henri Nogues, Georges Montaron, Jacques Pans de Bollardière, Philippe Sollers, Pierre Vidal-Naquet, Jean-Pierre Vigier. Les signatures sont à adresser à M^{me} Antoine Comte, 48, rue de Rivoli, 75004 Paris.

PIERRE JOXE

et la Sécurité des Français

EUROPE MATIN 8 H 00

Mardi 6 Novembre

Europe 1

مكتبة الأصيل

« Sommet culturel » franco-allemand

La République fédérale d'Allemagne est favorable à une proposition française visant à organiser un « sommet culturel » bilatéral, a déclaré le 31 octobre le porte-parole du gouvernement ouest-allemand, M. Peter Bismack. Ce sommet avait été suggéré par M. Jack Lang, ministre délégué à la culture, au cours des consultations qui ont eu lieu l'autre semaine à Bad-Kreuznach. Des personnalités artistiques des deux pays participeraient à cette rencontre et envisageraient notamment des projets de bibliothèques européennes et de service de télévision européen transmis par satellite, a ajouté M. Bismack.

Score en baisse pour Belmondo

Il y a eu « 263 446 » spectateurs en première semaine, dans cinquante salles de Paris et de la région parisienne, pour *Joyeux Piqueux*, le nouveau film de Jean-Paul Belmondo. Rappelons que, l'été dernier, dans le même temps, avaient respectivement totalisé 456 000 et 469 000 entrées entrées, faisant du comédien le recordman du bon office français. Entre le 24 et le 31 octobre, Jean-Paul Belmondo a été dépassé par Michel Blanc et Gérard Laroche dans *Marchés à l'aveugle* : 274 386 entrées dans cinquante-quatre salles, pour la deuxième semaine d'exploitation.

Les Américains achètent américain

Une première de William de Koenig, de la série intitulée « Deux Femmes », a été vendue, jeudi 1^{er} novembre, 198 millions de dollars (environ 16,5 millions de francs) lors d'une vente chez Christie's. C'est un record pour une œuvre contemporaine et un artiste vivant. Le porte-parole de la salle des ventes new-yorkaise a refusé de préciser les noms du vendeur et de l'acheteur ou cette peinture, une huile sur papier datant de 1953. Au total, cinquante-cinq œuvres ont été vendues au cours de cette vente pour une somme totale de 6,6 millions de dollars (environ 60 millions de francs) et qui constitue également un record pour l'art contemporain. Parmi les autres œuvres vendues une toile de Sam Francis a atteint 770 000 dollars. Un *Michael* 275 000 dollars et un *Pollock* de 1941, 374 000 dollars.

« Beaux-Arts Magazine » et les expositions

Beaux-Arts Magazine vient de publier trois numéros consacrés à « hors série », sur Watteau, le Douanier Rousseau et Kandinsky, après ceux consacrés à Bonnard et à Chagall. Ces numéros de soixante pages sont destinés à l'exposition des expositions, au Grand Palais ou au Centre Pompidou, et proposent, outre une abondante iconographie en couleur, des articles de bon niveau, souvent signés notamment par les commissaires des expositions. Ainsi Michel Hoog pour Douanier Rousseau, Pierre Rosenberg pour Watteau. Chaque hors série est vendu 45 F sur les lieux d'exposition et dans les kiosques.

Les affiches de cinéma restent abordables

Après une période de forte inflation, le marché des affiches de cinéma paraît retrouver des dimensions plus abordables. Au cours d'une vente de quelques centaines d'affiches du cinéma mondial, le 30 octobre, à Dronot, les prix n'ont en effet pas dépassé 2 000 F (*Pontassia*, de Walt Disney), les tirages français restant pour leur part en dessous de 1 000 F (*Le Pile*, de Pustelnik, de Marcel Pagnol).

Norman Foster construira à Nîmes

L'architecte anglais Norman Foster, a été choisi pour construire le futur Centre d'art contemporain-médiatique de Nîmes, en face de la Maison Carrée, à la place du théâtre municipal détruit par les flammes il y a trente-deux ans.

Norman Foster, âgé de quarante-neuf ans, auteur entre autres de l'immeuble de la Hongkong and Shanghai Bank, était en concurrence avec trois autres candidats : le Parisien Jean Nouvel, l'Argentin Cesar Pelli et l'Américain Frank Gehry. Le futur bâtiment sera de conception « classique » en pierre de pays, marquant le verre au métal. Son originalité réside notamment dans la réalisation d'un atrium sur toute la longueur de l'édifice lui donnant ainsi lumière et vue sur la Maison Carrée.

MUSIQUE

CONGRÈS ET CONCERTS

Les compositrices au grand jour

La quatrième congrès international Femmes et Musique, qui vient de se tenir à Paris, fait suite à ceux de New-York (1980), Los Angeles (1982) et Mexico (1984) : le prochain aura lieu à Atlanta, et l'on ne peut que se réjouir du succès d'une entreprise dont le but est de rappeler que la création musicale n'est pas seulement l'affaire des hommes. Lorsqu'on se penche d'un peu près sur l'histoire de la musique on n'a aucun doute à ce sujet : les compositrices sont nombreuses, on les compte par centaines, tandis que leurs homologues masculins se comptent par milliers (1). Si l'on est cultivé on doit pouvoir citer de mémoire deux cents compositrices et vingt compositrices, si on ne l'est pas on donnera une dizaine de noms et l'on s'écouillera (on s'indignera) de ne pas y trouver de femme.

Cela étant admis, il faut faire quelques correctifs : jusqu'à la fin du dix-huitième siècle, la composition fait partie des études musicales, on voit qu'une femme qui joue d'un instrument compose aussi naturellement qu'un homme ; il est rare qu'elle compose autant et de façon aussi éclatante qu'Elizabeth Jacquet de La Guerre (1666-1729), dont une tragédie lyrique fut représentée à l'Académie royale de musique en 1694, mais ce ne sont pas les préjugés qui s'y opposent.

La dix-neuvième siècle introduit une division très nette entre les professionnels et les amateurs, autant qu'entre les interprètes et les compositeurs, à ce point que Liszt ne réussira jamais à se débarrasser de sa réputation de virtuose. Dans ce contexte, compte tenu des préventions qui empêchent une femme d'être prise au sérieux, on ne peut que constater que la composition musicale est une profession artistique, on compte surtout des compositeurs amateurs ou virtuoses, et que, dans un cas comme dans l'autre, n'est guère favorable à la création d'une œuvre solide et durable. Il y a toutefois des exceptions, et lorsqu'on évoque les œuvres, trop rares, de Fanny Mendelssohn, de Clara Schumann ou de Louise Farrenc, et certaines pages d'Augusta Holmès ou de Cécile Chaminade, il est impossible de parler sans mauvaise foi d'amateures (2).

Au vingtième siècle, la différence s'estompe encore puisque, en 1913, le Grand Prix de Rome sera décerné pour la première fois à une femme, Lili Boulanger. Depuis, le nombre des compositrices professionnelles a fait que croître, mais, face au risque de voir doubler le nombre des compositeurs postulant à l'immortalité (les places sont rares), une argumentation pseudo-historique a tenté de démontrer que les femmes n'étaient pas dotées pour la création musicale, puisque aucune n'avait réussi à s'imposer (3).

Les choses ne sont encore là, dans les esprits, car, pratiquement, en France du moins, on n'a pas l'impression que la situation des compositrices soit beaucoup plus défavorable que celle de leurs collègues masculins. Cette année, l'Institut a désigné deux femmes qui séjourneront à la Villa Médicis : l'une, Suzanne Girard, n'est ce qu'un début de sa carrière ; l'autre, Kimi Seto, a donné de nombreuses preuves de son talent.

Dans ce contexte, le principe d'un congrès comme celui-ci, réunissant toutes les formes d'expression musicale : jazz, chanson, musique électroacoustique, théâtre musical, création contemporaine, assorti de colloques, d'ateliers et de déférences-recontres, peut sembler anachronique dans sa volonté de prouver, par un effet de masse, ce qu'on ne saurait plus contester sérieusement. Une telle accumulation de manifestations, d'un intérêt inégal, avait, en outre, de quoi intimider.

Devant l'impossibilité de rendre justice même à une faible partie de ce qui s'est fait de bon au cours de ces journées, la sagesse ordonnait au

critique de se tenir à bonne distance ; mais lorsque la curiosité s'en mêle, comment résister, par exemple, à l'occasion d'aller écouter au Centre Pompidou l'Atelier-musique de Ville-d'Avray, qui se produit trop rarement à Paris et qui fête cette année son douzième anniversaire de bons et loyaux services rendus à la cause de la création contemporaine ? Placé sous la direction du compositeur Jean-Louis Petit, cet ensemble de six musiciens, tous solistes réputés, accomplit discrètement une tâche de décentralisation dont bénéficient des créateurs de tendances aussi diverses que possible.

Des œuvres de sept compositrices figuraient au programme de ce concert ; on retiendra particulièrement *Remember* de Betsy Jolas, pour alto et violoncelle, d'une grande subtilité allée à une netteté d'écriture singulière, une page vive et concentrée pour violoncelle seul d'Edith Lejet, *Séquence*, dédiée à Jacques Winderker qui n'en a peut-être pas encore joué le jaillissement, et *Rideaux bleus*, pour cinq instruments, de Michèle Reverdy qui, après un début un peu systématique, dévoile peu à peu des espaces inépuisables d'écouter une maîtrise

assez rare du discours et du temps musical. L'interprétation, attentive à la qualité d'atmosphère qui se dégage de cette partition, en rendait les moindres nuances.

GÉRARD CONDÉ.

(1) Dans son *Répertoire chronologique* et *ethnique* publié l'an dernier (GREM, 22, rue de la République, 94160 Saint-Mandé), Hélène Herminet a recensé dix mille compositeurs notés du XII^e au XX^e siècle, parmi lesquels figurent environ cinq cents compositrices.

(2) Dans le prolongement de ce congrès, la firme Calliope entreprend une collection de disques consacrée aux compositrices ; dans un premier temps elle a réédité deux albums doubles, consacrés l'un à Clara Wieck-Schumann, l'autre à Fanny Mendelssohn-Hensel, en attendant, si le public suit, d'aborder Elizabeth Jacquet de La Guerre, Alma Mahler, Michèle Reverdy, Pauline Viardot, Claude Arrieu, Germaine Tailleferre... (Arpège-Calliope, 14, rue de la Justice, 69204 Coligny).

(3) Marcel Vissac, au terme de dix années de recherches, vient d'achever une thèse sur les femmes et la musique ; il lui reste à trouver un éditeur pour que son travail connaisse le retentissement que mérite un sujet si mal connu.

CINÉMA

« LA CORDE », d'Alfred Hitchcock

Champagne pour tous et pour le cadavre

A la voir aujourd'hui, *La corde* (Rope), tourné en 1948 en Amérique par Sir Alfred Hitchcock, est un film glorieux, et rare. Dernier de la série des films bloqués par Hitchcock comme pour faire grincer leur cote, il nous arrive avec la fausse légende d'un film d'une seule pièce, d'une seule prise.

Partant d'une pièce de théâtre, Hitchcock n'est ni le premier ni le dernier à se poser le problème de ce genre d'adaptation : faut-il rester à l'intérieur ou rajouter des extérieurs, accentuer l'effet de huis-clos ou descendre dans la rue pour déjouer les tentatives des protagonistes, et la version du spectateur ? Non seulement Hitchcock décide de ne pas sortir et de rester dans le studio, toutes fenêtres fermées, orné par des lettres lumineuses géantes, faisant bouger de faux nuages, mais il ne sort pas du film.

En 1948, le film ne pouvait se tourner d'une seule traite — et il le pourrait aujourd'hui encore difficilement, à moins d'être du théâtre filmé. On entendait donc du théâtre du cinéma que les coutures entre les prises soient explicites, dynamiques, ironiques, relèvent du suspense lui-même, acceptent l'effacement, laissent figurer d'effacement ou d'horripilation ; qu'elles soient si invisibles qu'on les recherche en vain et qu'un moindre brio du dialogue ou surmont les subtilités ; ou au contraire qu'elles soient si soulignées qu'elles mettent la puce à l'oreille sur tel ou tel rapport, présence ou passage d'objet, fond ou obsessionnel en spirale sur un motif particulier. Ou soient, dernière solution, carrément gratuites, mais sublimement : juste les facettes d'un génie qui s'efforce à réussir quelque

chose d'infaisable. Que l'image saute, par exemple, au moment où seute le bouchon de champagne.

Or les solutions cherchées et trouvées par Hitchcock, déjouent toutes attentes de ces différents points de vue : piétras, irrégulières ; soit les longues prises plaquant du nez dans la tâche presque noire d'un complet-veste, soit elles se recroissent sur une classique étrangeté de visage. Elles ne sont déterminées que par la longueur des bobines.

Bizarrement, Hitchcock s'est posé et a résolu des problèmes de forme spécifiques à l'histoire : beaucoup plus profondément, à l'intérieur des séquences, comme par hasard, au détour d'un faux-mouvement de caméra. Car il reste la forte histoire d'un couple de jeunes hommes qui s'amusent à en zigzaguer un troisième, seulement pour le vice, parce qu'un professeur de philosophie leur a tourné la tête avec des divagations nietzschéennes, qui précèdent de peu les théories nazies du surhomme. Brandon et Philip n'ont été David que parce qu'il est « vieux-jeu », « terme », plus riche qu'eux et aussi plus sûr, nous le fait sentir, lui. Les films d'Hitchcock ont souvent grossièrement commenté l'histoire (*Lifeboat*, *Le Rideau déchiré*). Par raffinement les meurtriers invitant les parents de la victime à venir dîner au-dessus du cadavre de leur fils. Tout le dialogue ne tient qu'à ce lugubre quiproquo.

Quand Hitchcock veut nous faire frémir à l'idée que la bonne de la maison va enfin retirer la nappe du coffre où le cadavre a été enfoui, il tire une grande force de l'immobilité soumise et de la position du cadre. Quand le professeur de philosophie revient dans l'appartement pour raconter et dénouer le crime qu'il n'a pas vu mais imagine, les déplacements de caméra sont les stations d'une mise en scène qui l'ouverture du film contredit. Ces moments-là sont vertigineux. Mais le film entier ne tient pas le coup en regard.

HERVÉ GUIBERT.

* Voir les grandes reprises.

■ **BERTOLUCCI EN CHINE.** — Le cinéaste italien Bernardo Bertolucci (*Le Conformiste*, *Le Dernier Tango à Paris*, 1966, etc.) va tourner en Chine ses sept ans de la vie de l'empereur Pao-Yi, le dernier représentant de la dynastie Mandchoue. Les autorités du pays ont donné leur accord, a annoncé le 3 novembre le ministre chinois de la culture, M. Zhai Meng, en visite à Venise.

■ **L'ILLUSION.** — REPORTEUR. — La première représentation de *Illusion*, mise en scène de Giorgio Strehler, à l'Odéon-Théâtre de France est reportée, pour cause de mise au point technique, du 6 au 7 novembre, à 20 h 30. Les billets vendus pour le 6 peuvent être échangés pour toute autre date aux guichets du théâtre.

La publicité du film « Ave Maria »

A la suite de la publication dans le *Monde* d'une annonce de publicité concernant le film *Ave Maria*, l'Association Saint-Pie X nous demande, en vertu de droit de réponse prévu par l'article 13 de la loi du 29 juillet 1981, de publier le texte qui suit :

« Dans le cadre de la publicité, concernant le film *Ave Maria*, que vous avez publiée dans votre numéro 12 368, du 31 octobre 1984, vous avez inséré un avis qui met en cause notre association. Cet avis laisse entendre à vos lecteurs que le seul motif d'interdiction « du visuel pour l'affichage » est celui que vous avez extrait du jugement rendu le 23 octobre 1984, en état de référé, par le tribunal de grande instance de Paris, jugement confirmé par la première chambre de la cour d'appel de Paris, le 26 octobre suivant. Par cet extrait, incomplet, et, par là-même, fallacieux, vous tentez de tourner en dérision le plaidoyer et le juge. Il est donc nécessaire que vous reproduisiez les vrais motifs de la décision rendus, afin que vos lecteurs, informés par vous, fassent de l'être par vous, puissent juger, en connaissance de cause :

« Attendu que le film *Ave Maria* a pour thème le comportement de certaines sectes religieuses, dans leurs relations temporelles avec une humanité habitée par la foi et

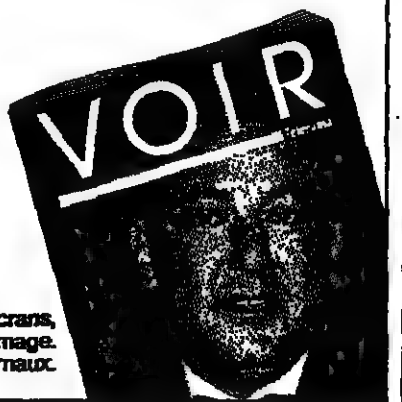
le mysticisme, mais aussi guerrière par l'intolérance et la cupidité. « Qu'au cours des débats, à l'audience, il a été indiqué que ce film — qui ne se veut pas blasphématoire — ne comporte aucune séquence représentant l'image d'objets des affiches incriminées. « Attendu que, dans ces conditions, cette image, dont le caractère symbolique (histoire d'un « martyr ») n'est ni clairement annoncé ni immédiatement perceptible, et qui pourrait tout aussi bien recouvrir une œuvre cinématographique de caractère « très spécial », se constitue qu'une forme de raccrochage publicitaire.

« Attendu qu'en cet état, la représentation du symbole de la croix, dans des conditions de publicité tapageuse et en des lieux de passage public forcé, constitue un acte d'intrusion agressive et gratuite dans le tréfonds intime des croyances de ceux qui, circulant librement sur la voie publique, et se recherchant aucun contact ou colloque singulier avec une œuvre ou un spectacle éternisé, se voient — hors de toute manifestation de volonté de leur part — nécessairement et brutalement confrontés à une manifestation publicitaire et commerciale, constatable et trompeuse, constitutive, en tout état de cause, d'un trouble manifestement illicite. »

DEPARDIEU : « UN CAMION AVEC UN MOTEUR DE SOLEX »

L'expression est de Piat et, contrairement aux apparences, n'a rien de péjoratif. C'est le titre de l'interview-miroir de Depardieu face à ses photos. Dans le numéro *Voix* de novembre.

Le magazine de tous les écrans, les aventures de l'image. Chez votre marchand de journaux.



Achetez à Belle Plagne en multipropriété *

Exemple de prix pour un studio/2 pièces - 4 personnes
1 semaine en janvier : de 17.000 F à 37.500 F
Vacances de Noël : de 67.500 F à 108.000 F
2 semaines en été : de 19.500 F à 44.000 F
* Tarif Résidence Béril septembre 1984

A Belle Plagne, station d'une conception originale en plein cœur du domaine skiable de La Plagne, investissez dans une formule actuelle : la multipropriété. Vous achetez seulement le temps que vous désirez passer à la montagne. Vous n'avez plus à subir la course aux locations. L'appartement est parfaitement entretenu sans que vous ayez à vous en soucier. Vous n'avez pas de capital important à investir. Enfin, c'est un capital vacances transmissible à vos enfants.

* Société d'habitat à temps partagé.

À la Plagne

toute la montagne en 10 stations
Pour tous renseignements, téléphonez à
(1) 727.62.82

renvoyez ce bon à la Maison de La Plagne, 92, avenue Kléber, 75116 Paris.

DEMANDE D'INFORMATIONS GRATUITES

520
Veuillez me faire parvenir, sans engagement, une documentation gratuite.

☐ multipropriété ☐ séjour hiver

Nom _____ Prénom _____

Adresse _____

Ville _____

Code Postal _____ Tél. _____

SPECTACLES

RADIO-TÉLÉVISION

Lundi 5 novembre

PREMIÈRE CHAÎNE : TF 1

20 h 35 Cinéma : Cousin, cousine.
Film français de J.-C. Tacchella (1975), avec M. C. Barrault, V. Lacombe, M.-P. Fais, G. Marchand, G. Garcin (Rediffusion).
Un homme et une femme dont les mariages sont des échecs s'éprennent l'un de l'autre et échangent leur situation comme un défi du bonheur contre l'hypermotivité. Cette comédie de mœurs satirique et tendre d'humour noir a remporté un succès commercial inattendu et conquis le public américain.
22 h 10 Étoiles et toiles.
Émission de Frédéric Mitterrand et Martine Jousado.
Un hommage aux studios Universal, avec des interviews de Rock Hudson et de Walter Hill ; portrait de D. O'Sheehy, réalisateur d'Autant en emporte le vent.
23 h 05 Journal.
23 h 25 C'est à l'ira.
23 h 30 Cinénotant.

DEUXIÈME CHAÎNE : A 2

20 h 35 Magazine : l'heure de vérité.
Animé par F.-H. de Virville, réal. J.-L. Leriche.
Le Républicain Barthelemy, ancien premier ministre, répond aux questions d'Alain Delon et d'Albert de Roy (A 2), et de Serge July, directeur de « Libération ».
21 h 50 Le petit théâtre.
« Chagrin d'amour », de Sacha Guitry.
Production INA, réal. D. Gheorghiu.
Le poète Florian, Martin, et compositeur, M. Bertin ont des arts et des artistes, et Sophie Arnould, frondeuse diva... Les marivaudages du divin Guitry.
22 h 20 Téléfilm : Amour, rue de Lappe.
Production INA, réal. D. Gheorghiu.
Une intrusion dans la « famille » de la rue de Lappe : égarés venus d'Auvergne ou du Maghreb, jeunes en rupture de bon qui se retrouvent dans les bistrots de la rue pour parler de tout... et de rien. Un univers chaleureux et isolé que l'on découvre avec bonheur.

23 h 20. Journal

23 h 35. Bonsoir les clips.

THROISIÈME CHAÎNE : FR 3

20 h 35 Cinéma : Eaux profondes.
Film français de M. Deville (1981), avec J. Huppert, J.-L. Trintignant, C. Benedetti, B. Binoche, P. Clément.
Un fabricant de parfums établi dans l'île de Jersey semble tolérer les aventures amoureuses de sa femme, mais laisse entendre qu'il a tué un de ses amants de passage. Mise en scène suggestive, raffinée, inquiétante de la psychologie des profondeurs selon un roman de Patricia Highsmith. Michel Deville a dirigé admirablement la relation perverse et mystérieuse du couple Isabelle Huppert-J.-L. Trintignant.
22 h 05 Journal.
22 h 30 Théâtre.
23 h 15 Vidéo à la chaîne.
23 h 20 Prélude à la nuit.

FR 3 PARIS ÎLE-DE-FRANCE

17 h 5, Humour-humour : 17 h 10, Flamenco : 17 h 25, Un peintre au quotidien : 17 h 45, Chansons-puzzle : 17 h 55, Histoire d'un : 18 h 5, Dessin animé : Inspector Gadget (et à 18 h 55) : 18 h 30, Sports : 19 h, Feuilleton : L'Age heureux : 19 h 15, Informations : 19 h 50, Atout PIC.

FRANCE-CULTURE

20 h 30 La Mosche, de Henri Weitzmann.
21 h 30 Musique : Latitudes, musiques traditionnelles.
22 h 30 Nuits magiques : « Ça nuit son cours ».

FRANCE-MUSIQUE

20 h 30 Le temps du jazz : les inédits de l'âge classique.
20 h 30 Concert (en direct de l'église Saint-Vincent de Marais) : œuvres de Vivaldi, Locke, Purcell, Farina, Couperin, Daquin, Marais, Rebel, par The Academy of Ancient Art, dir. et clavier C. Hogwood, sol. S. Preston, flûte, C. Mackintosh, violon...
23 h Les soirées de France-Musique : Les Boody.

Mardi 6 novembre

PREMIÈRE CHAÎNE : TF 1

11 h 20 TF1 Vision plus.
11 h 50 La une chez vous.
12 h Feuilleton : Gorri le diable.
12 h 30 La bouteille à la mer. Nana Moustouri.
13 h Journal.
13 h 45 A pleine vie.
13 h 50 Série : Enquête en direct : 14.45, Cse chers disparus : Pierre Lacroix : 15.00 Rapides : chronique d'une famille française : 15.55 Les choses du mardi : Soirées militaires de 14-18.
17 h 20 Histoire naturelle. Pas-on encore chasser en Sologne ?
17 h 55 Mini-journal pour les Jeunes.
18 h 30 Les 17 jours dans les nuages.
18 h 30 Série : Dans avec moi, Feuilleton brésilien.
19 h 15 Émissions régionales.
19 h 40 Coccinelle.
20 h 30 D'accord pas d'accord (INC).
20 h 35 Les grandes expéditions de l'équipe Cousteau.
Les dragons des Galapagos. Consultation de Mecs volants : pour les 17 jours dans les nuages, l'un des nouveaux épisodes de la série Les dragons de la Cayenne les ont suivis jour et nuit...
21 h 55 Brèves.
Émission de José Artur et Clément Garbino.
Le dernier numéro de ce magazine de l'actualité théâtrale de ce soir : « Le Dix-neuf », « Les Temps difficiles » d'E. Bourdieu, « Don Juan », etc.
22 h 25 Présentation de la soirée spéciale « Élections américaines ».
TF1 organise une nuit spéciale à l'occasion des élections aux États-Unis. L'entente est ouverte de 0 h à 9 heures le mercredi matin (diffusée à 0 h 40).
23 h 35 Cinéma : Les Hommes du désert.
Film américain d'A.-J. Pakula (1976), avec D. Hoffman, R. Redford, J. Warden, M. Balsam, H. Holbrook, J. Roberts (Rediffusion).
Deux journalistes du « Washington Post » mènent une enquête sur le complot de la prise de pouvoir de l'Amérique. Ils découvrent une affaire d'État. La reconstruction minutieuse de la vie d'un grand journal américain est plus forte que l'analyse politique des événements qui ont amené la chute du président Nixon. Joués par des vedettes, les reporters sont devenus des héros hollywoodiens.

est géré par sa liaison avec une « cover-girl » trop amoureuse. Dans cette libre adaptation d'un roman de Frédéric Marceau, le conflit des sentiments et de l'arrivée en exécution. On s'intéresse surtout à l'interprétation d'Alain Delon en jeune loup de la politique.
22 h Débat : Grandeur et servitude de la vie publique.
Goût du pouvoir, sincérité, vie publique et vie privée des hommes politiques. Quel rôle jouent sur eux le développement des médias ? Avec les journalistes Catherine May, Jean Perrot, Philippe Tesson, René Audrieu, l'historien Pierre Miquel et le romancier Frédéric Marceau.
23 h Journal.
23 h 30 Bonsoir les clips.

THROISIÈME CHAÎNE : FR 3

17 h Télévision régionale.
Programmes autonomes des douze régions.
19 h 55 Dessin animé : Lucky Luke.
20 h 5 Les jeux.
20 h 30 D'accord pas d'accord (INC).
20 h 35 Cinéma : le Bossu.
Film français d'A. Huet (1959), avec J. Marais, Bourvil, S. Selma, F. Chateau, J. Le Poulain, P. Camille (Rediffusion).
A Paris, sous la Régence, un bonsoir joue un curieux rôle dans la lutte d'un chevalier errant qui veut faire rendre sa mère et sa fortune à une héritière dépossédée par un quelconque homme d'État. L'imagination fantastique de Paul Féval est réduite, ici, à des images et une intrigue assez plates. Seul, Jean Marais a du panache.
22 h 20 Journal.
22 h 50 Vidéo à la chaîne.
22 h 55 Musiclubs. « Playback », de Jacques Loussier.

FR 3 PARIS ÎLE-DE-FRANCE

17 h 5, Drôles d'histoires : 17 h 12, Paire de bofs : 18 h 10, Albert Camus : 18 h 55, Dessin animé : Inspector Gadget : 19 h, Feuilleton : L'Age heureux : 19 h 15, Informations : 19 h 50, Atout PIC.

FRANCE-CULTURE

7 h Le goût de jour : semaine chinoise.
8 h 15 Les experts internationaux.
8 h 30 Les chemins de la connaissance : le vin dans sa culture (à 10 h 30 : cherchez la voie).
9 h 5 La matrice des autres : troubadours et contes populaires de Turquie.
10 h 30 Musique : miroirs (et à 17 h).
11 h 10 L'école des parents et des éducateurs : être ou ne pas être dans l'école.
11 h 30 Feuilleton : La San Felice.
12 h Panorama.
13 h 40 Instantané, magazine musical.
14 h Un livre, des voix : « La Volcanaria », de Marie-Thérèse Humbert.
14 h 30 L'ancien combattant alcoolique ou crime en plume à l'étranger, de Henry Miller.
15 h 30 Les mœurs du cinéma : Steven Spielberg ou les séductions de l'aventure.
17 h 10 Le pays d'ici : en direct de Seine-et-Marne.
18 h Subjectif : Agora.
19 h 30 Perspectives scientifiques : M. Tomkins explore l'atome ; la joyeuse troupe des électrons.
20 h 30 Musique : Diagonale, ou l'actualité de la chanson ; « Libre-parcours variés ».
21 h Jean Tardieu, l'artisan de la langue ; l'homme de l'artère-morte.
22 h 30 Musique : Diagonale, ou l'actualité de la chanson ; « Libre-parcours variés ».
23 h 30 Nuits magiques : qui c'est Fanny ? Les oreilles d'Amman ou les juifs du papa.

FRANCE-MUSIQUE

6 h Musique légère.
7 h 10 Actualité de disque : à 8 h 45, En fanfare.
9 h 5 Le matin des musiciens : « Capriccio ».
12 h 5 Concert : œuvres de Gesualdo, Poggioli, Bach, Rameau, Haendel par Noëlle Spieth, clavier.
13 h 32 Répères contemporains.
14 h 30 Les enfants d'Orphée : un dimanche à la campagne.
15 h Musique et musiciens du Nord : redécouvrir André Cluytens ; à 16 h 30, profil d'Albert Roussel.
16 h 30 Concert (en direct du Palais des Congrès) : œuvres de Brahms, Dugarc, Loewe, par L. Baumann, baryton, C. Ivaldi, piano.
19 h 15 L'imprévu.
20 h Le temps du jazz : les inédits de l'âge classique.
20 h 30 Concert « Don Quichotte », de R. Straus, « Atmosphères », de Ligeti, « Taras Bulbas », de Jancsek par l'Orchestre national de France, dir. G. Kubas, sol. H. Dorrien, violoncelle.
23 h Les soirées de France-Musique : Jazz-club.

TRIBUNES ET DÉBATS

LUNDI 5 NOVEMBRE

- M. François Guillaume, président de la FNSEA, est l'invité de l'émission « Face au public », sur France-Inter, à 19 h 15.
- M. Raymond Barre, ancien premier ministre, participe à « L'heure de vérité », sur A 2, à 20 h 35.

SUPERHERO (A. v.a.) : Paramount City Triomphe, 9 (502-45-70). - V.I. : Rét. 2 (236-83-93) ; UGC Montparnasse, 6 (574-94-94) ; Paramount Opéra, 9 (742-56-31).

STAR WAR LA SAGA (A. v.a.), LA GUERRE DES ÉTOILES, L'EMPIRE CONTRE-ATTAQUE, LE RETOUR DU JEDI : Escorial, 13 (707-28-04) ; Balzac (v.a., v.l.), 8 (561-10-60).

SUDDEN IMPACT (LE RETOUR DE L'INSPECTEUR HARRY) (A. v.l.) : Opéra Night, 2 (236-82-55).

LE TARTUFE (Fr.) : Cinécha, 6 (633-10-82).

TOP SECRET (A. v.a.) : Forum-Orient Express, 14 (234-42-26) ; Saint-Michel, 5 (563-79-17) ; UGC Ermitage, 6 (563-16-16) ; V.I. : UGC Rodière, 6 (575-94-94) ; Paramount Opéra, 9 (742-56-31) ; Paramount Montparnasse, 14 (579-92-46) ; Convention Saint-Charles, 12 (579-92-46).

LA TRICHE (Fr.) : Cinécha, 6 (633-10-82).

LES TROIS TOITS DE BANGKOK (Fr.) : UGC Montparnasse, 6 (563-16-16) ; V.I. : UGC Rodière, 6 (575-94-94) ; Paramount Opéra, 9 (742-56-31) ; Paramount Montparnasse, 14 (579-92-46) ; Convention Saint-Charles, 12 (579-92-46).

UN AMOUR DE SWANN (Fr.) : Calypso, 17 (380-03-11).

UN DIMANCHE À LA CAMPAGNE (Fr.) : Lacombe, 6 (544-42-34) ; Paris Lésins Bowling, 18 (066-64-68).

LE VOL DU SPHÈRE (Fr.) : Paramount Opéra, 9 (742-56-31) ; Paramount Montparnasse, 14 (579-92-46) ; Convention Saint-Charles, 12 (579-92-46).

VOIS ENTRE REVE ET REALITE (Fr.) : Calypso, 17 (380-03-11).

UN BON PETIT DIABLE (Fr.) : Calypso, 17 (380-03-11).

Les grandes reprises

ALIEN (A. v.a.) : Cinéclat Victoria, 1 (509-94-14) ; République Cinéma, 11 (505-51-34) ; Espace Galt, 14 (327-95-46).

ALICE DANS LES VILLES (A. v.a.) : 14 Juillet Paroisse, 6 (326-98-00).

L'AMÉRICAIN (A. v.a.) : Réflexe Quartier Latin, 9 (326-84-65) ; Action Française, 6 (544-42-34) ; Montparnasse, 14 (579-92-46) ; Action La Fayette, 9 (329-78-89).

L'ARNAQUE (A. v.a.) : Réflexe à l'Est, 17 (327-44-21).

LES ARSINOÏTES (A. v.l.) : Napoléon, 17 (267-43-42).

L'ASCENSEUR (A. v.l.) : Napoléon, 17 (267-43-42).

AU FIL DU TEMPS (A. v.l.) : 14 Juillet Récital, 6 (326-98-00).

L'AUBERGE (A. v.l.) : 14 Juillet Récital, 6 (326-98-00).

LES AVENTURES DE L'ARCHE FÉDÉRALE (A. v.l.) : Capit, 2 (308-11-69).

BARBERousse (A. v.a.) : Saint-Lambert, 19 (552-91-68).

BARRY LYNDON (Angl. v.a.) : Grand Palais, 19 (554-46-85) ; Réflexe à l'Est, 17 (327-44-21).

BOULEVARD (Fr.) : Opéra Montparnasse, 14 (579-92-46).

BLADE RUNNER (A. v.a.) : Studio Galand, 9 (354-72-11).

BLANCHE-NEIGE (A. v.l.) : Napoléon, 17 (267-43-42).

LE CRATÈRE QUI VENAIT DE L'ÉTRANGER (A. v.l.) : Napoléon, 17 (267-43-42).

LES CHASSEURS ROUGES (A. v.a.) : Balzac, 9 (561-10-60).

CE PLAISIR QU'ON DET CHARNEL (A. v.a.) : Champ, 2 (354-51-60).

LA CINQUÈME COLONNE (A. v.a.) : Action Christiane, 6 (326-98-00).

LA CORDE (A. v.a.) : Forum-Orient Express, 14 (234-42-26) ; Réflexe Média, 9 (633-25-97) ; Action Christiane, 6 (326-98-00) ; Récital Lésins, 13 (563-16-16) ; Georges-V, 8 (562-41-46) ; Action La Fayette, 9 (329-78-89) ; 14 Juillet Récital, 11 (357-90-81) ; Paris-Beaugrenelle, 19 (575-78-71) ; V.I. : Paramount Montparnasse, 14 (579-92-46) ; UGC Opéra, 9 (742-56-31) ; Montparnasse Palais, 14 (326-12-06).

LE CRI (A. v.a.) : Studio Bertrand, 7 (783-64-66).

LES DAMNÉS (A. v.a.) : Champ, 2 (354-51-60).

DE L'AUTRE CÔTÉ DE L'IMAGE (Fr.) : Grand Palais, 19 (554-46-85).

DÉLIVRANCE (A. v.a.) : Réflexe à l'Est, 17 (327-44-21).

LE DERNIER TANGO À PARIS (A. v.a.) : Saint-Ambroise, 11 (700-89-16).

LES DEUX SONT TOMBÉS SUR LA TÊTE (A. v.l.) : Capit, 2 (308-11-69).

DON GIOVANNI (A. v.a.) : Champ, 2 (354-51-60).

EMMANUELLE (Fr.) : Paramount City Triomphe, 9 (502-45-70).

LES ENFANTS DU PARADIS (Fr.) : Grand Palais, 19 (554-46-85).

L'ENIGME DE KASPAR HAUSER (A. v.a.) : Saint-Ambroise, 11 (700-89-16).

L'ÉTAT DES CHOSES (A. v.a.) : Saint-Ambroise, 11 (700-89-16).

EXALTE (A. v.l.) : Opéra Night, 2 (236-82-55).

FAME (A. v.a.) : André-Bazin, 19 (337-74-39).

LA FEMME FLAMÉE (A. v.a.) : Grand Palais, 19 (554-46-85).

FARRUCQUE (Fr.) : Opéra Montparnasse, 14 (579-92-46).

FRANKENSTEIN JUNIOR (A. v.a.) : Studio Bertrand, 7 (783-64-66).

GLORIA (A. v.a.) : Saint-Michel, 5 (563-79-17).

L'HOMME AU COMPLET BLANC (A. v.a.) : Grand Palais, 19 (554-46-85).

HOTEL DU NORD (Fr.) : Studio Bertrand, 7 (783-64-66).

L'IMPOTANT C'EST D'ARRIVER (Fr.) : Grand Palais, 19 (554-46-85).

J'AI LE DROIT DE VIVRE (A. v.a.) : Opéra Saint-Germain, 6 (222-87-23) ; Opéra Montparnasse, 14 (579-92-46).

JÉSUS DE NAZARETH (Fr.) : Grand Palais, 19 (554-46-85).

LAURA (A. v.a.) : Action Christiane, 6 (326-98-00) ; Mélo Mahon, 17 (380-03-11).

LAWRENCE D'ARABIE (A. v.a.) : Récital, 19 (552-91-68).

LIQUID SKY (A. v.a.) : Cinéclat, 6 (633-10-82).

LA LÉGENDE DU GRAND JUDO (A. v.a.) : République Cinéma, 11 (505-51-33).

LIJI MARLEEN (A. v.a.) : Rivoli, 6 (327-44-21).

LA MAIN AU COLLET (A. v.a.) : Saint-Michel, 5 (563-79-17).

MALEVIT (Fr.) : Récital, 19 (552-91-68).

MÉKING L'ENCHANTEMENT (A. v.l.) : République Cinéma, 11 (505-51-33).

METROPOLIS (A. v.a.) : Studio de la Harpe, 9 (544-42-34) ; Calypso, 17 (380-03-11).

MIDNIGHT EXPRESS (A. v.l.) : Capit, 2 (308-11-69).

LA MORT EN CHAIR (Fr.) : Lésins II, 9 (354-42-34).

NORVILLE (A. v.a.) : Lésins II, 9 (354-42-34).

NUAGES FLOTTANTS (A. v.a.) : Récital, 19 (552-91-68).

LA NUIT DE VALENTE (Fr.) : Cinéma Présent, 19 (203-02-35).

L'OMME D'UN DOUTE (A. v.a.) : Action Christiane, 6 (326-98-00).

ORANGE MÉCANIQUE (A. v.a.) : Studio Galand, 9 (354-72-11).

DI LE
THEATRE EUROPE
du 6 nov. au 31 déc.
L'ILLUSION
de Pierre Corneille
mise en scène : Giorgio Strehler
décors : Enzo Frigerio - costumes : Luisa Spinatelli
musique : Lorenzo Carci
Production du Théâtre de l'Europe avec
Marc Delsaert, Gérard Desarthe, Gérard Herold,
Nathalie Nelli, Hugues Quester, Nada Strancar,
Henri Vinogeu.
Odeon Théâtre National - 325 70 30

A PARTIR DU 6 NOVEMBRE/THÉÂTRE GÉRARD-PHILIPPE DE SAINT-DENIS 243.00.59

Le Jeu de l'Amour et du Hasard
Marivaux/Girons
Théâtre de la Reprise II

POUR LES SALLES VOIR LIGNES PROGRAMMES

DU TRÈS GRAND CINÉMA !
(Le Figaro)
GREYSTOKE
LA LÉGENDE DE
TARZAN
SEIGNEUR DES SINGES
Distribué par WARNER-COLUMBIA FILM
ATTENTION HORAIRES SPÉCIAUX

DEUXIÈME CHAÎNE : A 2

10 h 30 Antipops.
12 h Journal et météo.
12 h 10 Jeu : l'académie des neufs.
12 h 45 Journal.
13 h 30 Feuilleton : Les amours des années 50.
13 h 45 Aujourd'hui la vie.
14 h 50 Série : Timide et sans complexe.
15 h 40 Reprise : La chasse aux trésors.
16 h 45 Le journal d'un idiot. De L. Berlot.
Édition 1980 : les États-Unis deviennent cette année-là la première puissance mondiale, succédant à l'Angleterre. La France, elle, pousse ses pions en Afrique.
17 h 45 Récit A2.
18 h 30 C'est le vie.
19 h 50 Jeu : Des chiffres et des lettres.
19 h 15 Émissions régionales.
19 h 40 Le théâtre de Bouvard.
20 h Journal.
20 h 30 D'accord pas d'accord (INC).
20 h 40 Les dossiers de l'écran : la Race des espièges.
Film français de P. Granier-Deferre (1973), avec A. Delon, S. Rome, J. Moreau, C. Rich, J.-M. Bory, L. Seigner (Rediffusion).
Un jeune député appartenant à un parti de gauche, mène des intrigues pour obtenir un portefeuille ministériel. Il

COMMUNICATION

UN CANAL DE PLUS

Petits fours et vidéo-clips

Quelques instants d'émotion, des balbutiements. Dimanche 4 novembre, 8 heures, M. André Rousselet, président de Canal Plus (et du groupe Havas), cherche un peu ses mots pour souhaiter la bienvenue aux téléspectateurs. Les premières images sont légèrement embuées. La quarantième chaîne de télévision prend vie. Et, comme pour toute naissance, la famille a des airs quelque peu empruntés. Heureusement, Gérard Depardieu était là, en invité, il n'avait pas le trac, lui. Une vraie bouffée de décontraction.

La voilà enfin, cette télé du matin sur Canal Plus. A quoi ressemble-t-elle ? On en a eu une certaine idée. Encore que les programmes à venir ne correspondent pas exactement à celui qui a été montré : des flashs d'actualité ultrarapides (peu d'images, c'est dommage), un bon bulletin météo illustré de cartes plus parlantes que celles auxquelles on est accoutumé, la gymnastique douce, des petits « trucs » culinaires, des chanteurs « hautement branchés ».

Bref, ça patron-minet, deux heures de télévision d'ambiance, à l'américaine, avec une succession d'émissions qu'on pouvait lécher et reprendre à tout moment. Même la surface de l'écran portait la marque d'outre-Atlantique : au bas de l'image — ce qui le rendait d'autant plus insupportable en permanence, l'heure et les titres des émissions en cours. Et les productions françaises, alors ?

ANITA RIND.

Pri-vé

La vieille garde du service public était là, Pierre Sabbagh et Catherine Langlois en tête. Les cadets aussi, avec Christine Ockrent, François-Henri de Virieu... Et même les benjamins : Marie-Christine Dehousse, mademoiselle forme sur TF1, avait à l'antenne un air gourmand pour la première télévision privée. On en croquerait bien de ce gâteau-là ! Et toutes ces vedettes qui déclinent : concurrence, compétition, émulation.

André Rousselle, le grand patron, rayonne. Philippe Ramond tire sur sa pipe. Pierre Lescure mâche du chewing-gum. Les princes d'un jour de la fête du show-biz, du ciné et des médias flottent dans la mer d'invités qui se bousculent au res-de-chassée de la tour Olivier-de-Serres. Et des jeunes, beaucoup de jeunes, qui vous donnent à ce lever de rideau de la démodopolisation un petit air branché.

Les deux ministres présents, Georges Filloud, Jack Lang le col de chemise ouvert, font assaut de modestie. Jacques Chirac sur le devant de la scène, devant les journalistes du « Club de la presse », que la main de l'Etat (socialiste) pèse encore sur ce nouveau canal, on n'y croit plus guère. Pri-vé ! Il nous glècherait presque la joie d'avoir enfin un surcroît d'images.

Des mécontents, il y en a pourtant. Tous ceux qui n'ont pas eu de chance avec le réglage de leur poste

pour obtenir la quatrième chaîne, en clair ou en décodé. C'est rageant, quand on a fait tout ce qu'il fallait pour être parmi les premiers au niveau de la nouvelle télévision.

Y.A.

« PRATEZ CANAL PLUS »

Les promoteurs des « télévisions libres » par voie hertzienne ne saluent pas la naissance de Canal Plus à l'unisson des milieux politico-médiatiques. Pour M. Michel Fieschi, l'un des animateurs d'Antenne 1 (saïssie en son temps), les récentes déclarations de M. Georges Filloud, secrétaire d'Etat chargé des techniques de la communication, montrent que « les ondes restent la chasse gardée de l'Etat, des municipalités et des oligopolistes internationaux de la communication ».

Une seule solution : « prater activement Canal Plus par tous les moyens » et « multiplier les expériences de télé libres ». « La télé du Président et de ses copains (service public et Canal Plus), la télé de Monsieur le maire (le câble), la télé des rois et des princes (RTL-TV, Télé-Montecarlo), la télé supranationale (par satellite), c'est très bien mais ça ne suffit pas. Nous voulons la libre circulation des images et la liberté d'expression audiovisuelle. Nous l'avons », conclut M. Michel Fieschi.

CARNET

Naissances

M. et M^{me} Jean RIGOTARD ont annoncé la naissance de leur petit-fils.

Marilène,

chez Mlle et M^{me} Brousse, 22, rue d'Estienne-d'Orves, 92130 Issy-les-Moulineaux, le 22 octobre 1984.

Décès

M^{me} Maurice Dujan, M. et M^{me} Dujan-Ortiz et leurs enfants, M^{me} et M^{me} Dujan-Lacour et leurs enfants, M. et M^{me} Duris et leurs enfants, M^{me} Dominique Dujan, Les familles Dujan, Dayan, Benadon, Charité, ont la douleur de faire part du décès de

Maurice DUJAN, conseiller honoraire à la cour d'appel de Versailles.

Obseques : église des Gonaards, Versailles, mardi 6 novembre, à 9 h 30. 9, rue Furo-de-Chagny, 78-Versailles.

M^{me} Jean Ehrmann, Ses enfants Jean-Pierre, Michel, René, Ses petits-enfants, font part du décès de

M. Jean EHRMANN,

survenu le 2 novembre à l'âge de quatre-vingt-deux ans. 81, avenue de Villiers, 75017 Paris.

L'UER de philosophie, Le personnel, ses collègues et ses amis de l'université de Provence ont la douleur de faire part du décès de

Bernard FAUQUET, maître de conférences,

survenu le 27 octobre 1984, à Aix-en-Provence.

M. et M^{me} Michel Gatot, M^{me} Maurice Soliman, M. et M^{me} Louis Tournisien, M^{me} Pierre Malheire, Ses enfants, Ses vingt-quatre petits-enfants et descendant arrière-petits-enfants, Les familles Vigoureux, Vandroux, ont la douleur de faire part du décès de

M^{me} Aimé GATEL,

née Raymond Vigoureux, survenue le 1^{er} novembre 1984 dans sa quatre-vingt-cinquième année.

Le service religieux sera célébré le 6 novembre, à 14 h 30, en l'église Saint-Martin-Madeleine de Massy, suivi de l'inhumation dans le caveau de famille à La Garenne-Colombes (92).

8, avenue Nationale, 91300 Massy, 54, rue Despech, 92000 Antenne.

M. Christophe Heckly, Les familles Heckly, Litzner, Klein, Schrey, ont la douleur de faire part du décès de

M^{me} Etienne HECKLY,

née Elisabeth Schrey, survenue le 31 octobre 1984, dans sa soixante-quatrième année.

La cérémonie religieuse sera célébrée en l'église Saint-Pierre-Saint-Paul, place Hérold à Courbevoie, le mardi 6 novembre, à 10 h 30.

Cet avis tient lieu de faire-part. 15, rue Armand-Silvestre, 92400 Courbevoie.

Ses amis ont le regret de faire part du décès de

M^{me} Alice Valéri JAHIER,

écrivain, survenue à Paris, le 23 octobre 1984.

A tous ceux qu'il a connus à Paris et en France, Le Centre de l'université de Californie

à la profonde tristesse d'annoncer la mort d'un de ses étudiants,

John M. LARSON,

survenue dans un accident de train en Angleterre, le 23 octobre.

1, place de l'Odéon, Paris-6.

On nous prie d'annoncer le décès de

M. Guy de LESMADEC,

survenu subitement le 25 octobre 1984 à l'âge de cinquante-deux ans.

De la part de Sa mère, M^{me} Thérèse de Lesmadedec, Son épouse, M^{me} Guy de Lesmadedec, née Michelle de Boyes, Ses filles, Anne et Guénelle, Son frère, sa belle-sœur, M. et M^{me} Michel Maurin et leurs enfants.

Les obseques ont eu lieu dans la plus stricte intimité, à Garches, le 27 octobre.

Cet avis tient lieu de faire-part. 9, sente des Quatre-Chemin, 92380 Garches. 7, résidence la Lisière du Golf, 92380 Garches. Le clos Argis, 64210 Grathary.

M^{me} de Manile, M. et M^{me} Bruno de Manile, Ses frères et sœurs, François, Cécile et Anne de Manile, ont la douleur de faire part de la perte cruelle qu'ils viennent d'éprouver en la personne de

docteur François de MAULDE, décédé le 22 octobre à Montauban.

16, boulevard Garibaldi, 82000 Montauban. 4, rue Michel, 32006 Paris.

On nous prie d'annoncer le décès, survenu le 31 octobre 1984 à son domicile, de

Robert SCHULMANN, dit Friepay,

Agé de soixante-deux ans.

Les obseques ont eu lieu dans l'intimité.

De la part de M. et M^{me} Jean Schumann, M. et M^{me} Claude Schumann et leurs enfants, Et de M^{me} Paulette Berro et Jeanne Dénureau,

14, rue Rougemont, 75009 Paris.

M. et M^{me} Robert Besson, M. et M^{me} Paul-Daniel Spillmann, Paul-Louis et Vincent Spillmann, M^{me} Thérèse Perreau, fidèle et dévouée amie de la famille, ont la douleur de faire part du décès de

M^{me} Jacques SPILLMANN,

née Marie-Anne Furet,

Les obseques ont eu lieu dans la plus stricte intimité.

1 bis, avenue de Breteuil, 75007 Paris.

Remerciements

M^{me} Ida Bloch, M. François Jacob, Pierre Jacob et Marie-Noëlle de Robozinski, Odile et Bernard Jacob-Gottlieb, Laurent et François Jacob, Henri Jacob,

dans l'impossibilité de répondre à chacun des très nombreux témoignages d'amitié et d'affection reçus à l'occasion du décès de

Lise JACOB,

remercient tous ceux qui se sont associés à leur douleur de trouver ici l'expression de leur reconnaissance.

Anniversaires

Pour le quarantième anniversaire du décès de

docteur Jacques PODRABINEK-BERNACKI,

une pensée affectueuse de la part de ceux qui l'ont connu et aimé.

Services religieux

La Confrérie laïque de Paris communique qu'une cérémonie, présidée par M. René-Samuel SIRAT, grand rabbin de France, à la mémoire des soldats morts pour la France, sera organisée le

Jeudi 8 novembre 1984 à 18 h 30,

à la synagogue, 44, rue de la Victoire, 75009 Paris, par le Comité du souvenir et des manifestations nationales.

Messes anniversaires

Madeleine DELBREL nous quittera il y a vingt ans.

Une messe anniversaire sera célébrée le dimanche 11 novembre, à 16 heures, en l'église Saint-Dominique, 18, rue de la Tombe-Lescure, Paris-14^e, M^{me} Saint-Jacques.

Tous ceux qui ont connu Madeleine personnellement ou à travers ses écrits sont cordialement invités.

Soutenances de thèses

DOCTORATS D'ÉTAT

Université Toulouse-II, jeudi 8 novembre à 9 heures, salle 1159, UER de lettres modernes, M. Vénis de Gilles Kochanowski : « Identité des Romains Chavés (sigas de l'Europe). Assimilation ou intégration ? ».

Université Paris-II, vendredi 9 novembre à 16 heures, salle des fêtes, M. Bernard Salvador : « Les procédures d'instruction pénale en droit anglais et français ».

Pompes Funèbres Marbrerie

CAHEN & C^{ie}

320-74-52



"QUAND ON ME CHERCHE, ON ME TROUVE..."

EUROSIGNAL: GARDEZ LE CONTACT

Vos activités vous appellent à de fréquents déplacements. Il peut être important que l'on puisse vous joindre immédiatement, à tout moment, partout en France et en Allemagne Fédérale.

Avec Eurosignal, c'est désormais possible : Vous attribuez à chacun de vos correspondants permanents un des quatre numéros d'appel possibles. Votre correspondant compose sur son téléphone le numéro que vous lui avez communiqué. Instantanément vous en êtes averti par un signal sonore et lumineux sur le récepteur Eurosignal, où que vous soyez. Même en voiture. Vous savez alors qui cherche à vous joindre. Vous n'avez plus qu'à rappeler à partir d'un poste téléphonique.

Avec Eurosignal, complètement efficace du téléphone, vous vous déplacez l'esprit libre.

Pour un renseignement ou un conseil, appelez-nous en composant le **NUMERO Vert Appel Gratuit 16-36-30-25**.

Pour une location, un achat ou un abonnement, passez à votre Agence Commerciale des Télécommunications : son adresse est sur votre facture téléphonique et dans les pages bleues de l'annuaire.



le patron le standard l'atelier la maison

TELECOMMUNICATIONS

Le Monde

ECONOMIE

REGAIN D'ACTIVITÉ DANS LES PAYS SCANDINAVES

Des résultats encourageants pour redorer le blason du « modèle suédois »

L'analyse en forme de premier bilan qu'on lira ci-dessous de l'action menée par le gouvernement d'Olof Palme depuis son retour au pouvoir (après la victoire électorale des sociaux-démocrates suédois en septembre 1982), bien qu'écrite par des auteurs favorables à cette nouvelle expérience, met en lumière, à côté d'incontestables réussites (le rétablissement spectaculaire de la situation des entreprises notamment), le caractère précaire des résultats obtenus. En témoignent les nouvelles mesures — relèvement des taxes sur l'alcool, le tabac, les voyages à l'étranger et hausses du prix de l'énergie et de l'électricité — annoncées le 23 octobre dernier pour freiner la consommation et prévenir la détérioration attendue pour 1985 d'une balance des paiements qu'on pouvait croire revenue quasiment à l'équilibre.

Les autres pays scandinaves et notamment le Danemark et la Finlande bénéficient, comme la Suède, d'une reprise économique favorisée elle aussi, par le développement des échanges avec le monde extérieur.

A leur retour aux affaires, les sociaux-démocrates furent confrontés avec une situation qui s'était profondément dégradée pendant la deuxième moitié des années 70. Cette dégradation pouvait être particulièrement observée dans trois domaines essentiels (voir nos graphiques), le chômage, les finances publiques et les échanges ex-

érieurs et ce malgré les dévaluations d'août 1977 et de septembre 1981.

Les conséquences de ces dévaluations étaient l'endettement public, qui était passé de 80 milliards de couronnes en 1976 à 377 milliards en 1982, ce qui représentait 60 % du PNB. L'importance de la dette publique réduisait considérablement la marge de manœuvre du nouveau gouvernement en interdisant toute politique de relance qui ne fût que prioritaire pour le cercle vicieux de l'endettement, des taux d'intérêt élevés et d'une faible croissance économique.

Dès octobre 1982, le gouvernement mit en exécution un certain nombre de mesures destinées à favoriser une croissance forte qui permettrait à la fois de réduire les déficits des finances publiques (par une augmentation des recettes budgétaires) et des échanges extérieurs (par une augmentation des exportations) et à moyen terme de combattre le chômage. La dévaluation de 16 % de la couronne suédoise et les différentes mesures prises pour améliorer la compétitivité des entreprises devaient donner à l'industrie suédoise l'aide nécessaire pour reconquérir les parts de marché perdues pendant les années 70 et, par là-même, susciter cette forte croissance.

La dévaluation de 16 %

La dévaluation de 16 % mettait un terme à la surévaluation de la couronne suédoise avant octobre 1982. Plusieurs études suédoises montrent qu'une revalorisation de la couronne avait eu lieu après 1974, et ce malgré une augmentation des coûts et des prix plus rapide en Suède que

par BO SODERSTEN (*) et YVES BOURDET (**)

chez ses partenaires commerciaux (l'Allemagne est le premier client et fournisseur de la Suède). Deux raisons historiques expliquent cette revalorisation et la surévaluation qui s'en est suivie. Tout d'abord l'appartenance de la couronne au « serpent » monétaire européen entre 1973 et août 1977 et la dépendance avec le mark qui en résultait. Ensuite, le fait que le système mis en vigueur pour succéder au « serpent » soit la coopération à un panier de monnaies dans lequel le mark jouissait d'un rôle important. Les deux dévaluations d'août 1977 et de septembre 1981

ne freinèrent que momentanément cette revalorisation de la couronne et, en 1982, une surévaluation de 15 % environ existait au vu de la différence d'évolution des coûts salariaux entre la Suède et ses principaux concurrents entre 1973 et 1982.

Une dévaluation ne peut réussir que si elle s'accompagne d'une série de mesures visant à contenir l'augmentation des coûts et des prix, sous peine de voir l'effet stimulant de l'opération sur les exportations disparaître. Un programme de lutte contre l'inflation fut ainsi mis en place avec un blocage des prix pendant les six premiers mois après la dévaluation et un contrôle durant les six mois suivants. Le gouvernement

intervint également pour modérer la hausse des coûts salariaux en favorisant une décentralisation des négociations salariales. Parallèlement, le mécanisme de financement du déficit budgétaire fut modifié pour le rendre moins inflationniste ; pour ce faire, le gouvernement s'efforça de le faire financer un peu plus par les ménages et un peu moins par le système bancaire (un recours au système bancaire augmenta la masse monétaire et est inflationniste alors que le recours à l'épargne privée contribue à l'élevage des taux d'intérêt mais n'a pas d'effet direct sur les prix).

D'autre part, pour s'attaquer au déficit budgétaire, le gouvernement désigna un grand nombre de dépenses publiques et diminua le volume des subventions et des aides aux industries en crise. Cependant, en ce domaine, le gouvernement suédois s'arrêta en chemin, de par des effets sur l'emploi d'une forte diminution des dépenses budgétaires qui ne serait pas relayée par une croissance industrielle créatrice d'emplois.

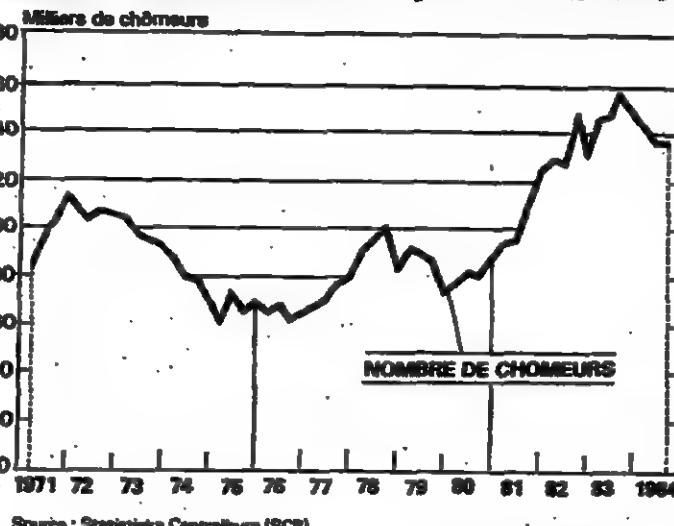
Les effets de la politique économique menée par le gouvernement suédois après octobre 1982 ne devaient pas tarder à se faire sentir. Dès 1983, la progression rapide des exportations engendra une croissance de 2 % alors que la consommation intérieure baissa de 1,5 % (en 1981 et 1982, la PNB avait baissé de 0,8 et 0,1 %). Les résultats obtenus jusqu'à présent donnent à penser qu'en 1984 la croissance économique se situera entre 3 et 3,5 % alors que la consommation intérieure n'augmentera que modérément. Du coup, la balance commerciale a de fortes chances de redevenir excédentaire dès cette année.

La croissance de l'économie suédoise en 1983 et 1984 a également permis d'augmenter les recettes publiques et, combinée à une plus grande discipline budgétaire, d'arrêter la dérive des finances publiques en inversant la tendance observée depuis 1976 (voir graphique). En 1984, les besoins de financement des administrations publiques ne dépasseront pas 4 % (en 1982, le PNB (moins 7 % en 1982), ce qui permet à la Suède de rejoindre la moyenne constatée dans les autres pays de l'OCDE.

La situation de l'emploi est souvent le problème le plus inquiétant pour une économie en voie d'assainissement. La dévaluation a engendré une forte reprise des exportations, mais les effets sur l'emploi se sont fait attendre car il y avait des capacités de production inemployées dans l'industrie suédoise. C'est seulement à partir du quatrième trimestre de l'année dernière qu'une légère amélioration s'est fait sentir, comme le montre le graphique. Depuis, on assiste à une lente diminution du nombre de chômeurs officiels, qui devrait se situer à 130 000 à la fin de l'année, soit 3,2 % de la population active, avec beaucoup plus de forces en même temps qu'il s'agit de faciliter la formation des jeunes et le recyclage professionnel, espère le gouvernement, à porter leurs fruits en 1985. C'est-à-dire qu'elle n'est pas encore produite de résultats tangibles.

(*) Professeur d'économie à l'université de Lund (Suède), député social-démocrate, membre de la commission des finances du Parlement suédois.
(**) Enseignant et chercheur en économie à l'université de Lund.

Chômage : légère amélioration depuis l'automne 1983



Source : Statistiska Centralbyrå (SCB).

IL Y A VINGT ANS, LA CFDT SE « DÉCONFESSONNALISAIT »...

Les mutations continuent

LA CFDT paraît parfois à certains observateurs tellement imprévisible qu'ils oublient d'où elle vient. La centrale de M. Edmond Maire se veut toujours l'héritière de la CFCTC, née en 1919 — et c'est ainsi qu'elle va tenir en 1985 son 40^e congrès —, mais il n'y a que vingt ans qu'elle s'appelle la Confédération française démocratique du travail. Cet événement est produit les 6 et 7 novembre 1964 lors d'un congrès extraordinaire qui réunit 2600 délégués représentant 4000 syndicats au Palais des sports à Paris... A l'époque, Benoît Frachon, secrétaire général de la CGT, avait jugé que ce congrès n'avait pas été « utile à l'unité ouvrière ». Et M. André Bernad, déjà secrétaire général de FO, avait estimé, visionnaire en l'occurrence, que « les idées développées dans la CFDT peuvent préfigurer un engagement politique du mouvement syndical ».

Déjà, au lendemain de la seconde guerre mondiale, les militants « minoritaires » regroupés autour de la Reconstruction, avec M. Paul Vignaux et le SGEN, s'étaient efforcés de déloger la CFCTC de l'« obédience chrétienne », obtenus une première victoire au congrès de 1947. La formule selon laquelle la centrale entendait, dans l'article premier de ses statuts, « inspirer dans son action de la doctrine sociale définie dans l'encyclique Rerum novarum » avait alors été remplacée par une référence à la « morale sociale chrétienne ». Au fil d'une histoire tourmentée, les minoritaires, devenus progressivement majoritaires, n'ont eu de cesse d'aller plus loin pour aboutir à une réelle « déconfessionnalisation » ou « laïcisation » de la CFCTC, permettant d'accueillir dans le syndicat, aux côtés des chrétiens, les socialistes et les « humanistes » et, selon l'expression de M. Desamps, de « détruire les barrières entre les chrétiens et les laïques ».

« L'apport de l'humanisme chrétien »

En 1964, au moment du congrès extraordinaire, le métallurgiste Eugène Desamps est secrétaire général de la CFCTC depuis trois ans. Chrétien militant, il entend mener la « laïcisation » en douceur, sans casse, pour éviter une scission et l'inévitable perte d'adhérents qui s'ensuivrait. Avant même l'ouverture des débats, et de la chimie, un amendement présenté par les syndicats alsaciens pour mentionner dans le préambule des statuts « les apports des différentes formes de l'humanisme dont l'humanisme chrétien » est retenu. Il ne peut s'agir là, écrivent aussi dans le Monde MM. Edmond Maire, alors secrétaire de la Fédération des produits chimiques, et Jacques Juillard, du bureau du SGEN,

que de la constatation d'une donnée historique, qui ne saurait en aucun cas remettre en cause la nouvelle orientation de la CFCTC. D'emblée, dans son discours, M. Desamps souligne « la valeur de la doctrine chrétienne » et ajoute : « Nous n'avons pas d'arrière-pensée politique, mais nous avons une pensée politique ».

Rien n'y fera pourtant et la transformation de la CFCTC en CFDT se jouera dans l'affrontement. Les adversaires de la déconfessionnalisation, MM. Sauty et Bonnaud, chez les mineurs, et M. Tessier, chez les employés, voyaient dans ce changement de sigle l'amorce d'une radicalisation politique, s'inquiétant de l'absence de condamnation du marxisme. « Les nouveaux statuts, avait lancé M. Jacques Tessier, ne manquent pas assez nos distances avec le marxisme ni avec le matérialisme qui s'enlève dans un épilogue à courte vue ». « La CFCTC, avait déclaré M. Jean Bonnaud, n'est pas un rassemblement de chrétiens apeurés par leur foi, mais d'hommes qui veulent faire du syndicalisme selon certains principes et construire une certaine forme de société. Nous refusons d'aller dans ce sens franchement socialiste ». M. Bonnaud, aujourd'hui président de la CFCTC, devait rester très fidèle à cette démarche.

Le 7 novembre 1964, les partisans de la « laïcisation » l'emportèrent nettement avec 14 198 mandats pour (70,11 %), 6 051 mandats contre et 26 bulletins blancs. Aussi les minoritaires, réunis au Musée social, conduits par MM. Sauty, Tessier et Bonnaud, faisaient « action » et décidaient de « maintenir » la CFCTC en « se réclamant ouvertement des exigences de la morale sociale chrétienne ». Une fédération, celle des mineurs, et plusieurs syndicats d'employés et de fonctionnaires constituaient alors l'ossature de la « nouvelle » CFCTC baptisée jusqu'en 1971 « CFCTC-Sauty » ou « CFCTC maintienne », qui rassemblait de 8 à 10 % des adhérents. Les syndicats chrétiens d'Alsace devaient, pour leur part, rester à la CFDT.

Il devait s'ensuivre une période difficile non pour la CFDT, qui conservait l'essentiel de ses adhérents, mais pour la « CFCTC maintienne », qui se trouva devant le défi de reconstruire une confédération en se voyant contestée dans sa représentativité par sa « sœur » séparée. Le différend se poursuivait devant les tribunaux jusqu'à ce que, en avril 1970, le Conseil d'Etat confirme la représentativité de la « CFCTC maintienne » et que le 11 janvier 1971 un compromis élaboré sous les auspices du tribunal de grande instance de Paris mette fin au contentieux immobilier et autorise la CFCTC de MM. Tessier et Bonnaud à utiliser

seule ce sigle. Entre ces deux organisations, le « péché originel » de 1964 a laissé bien des séquelles, et il faudra attendre le 29 mai 1981 pour que MM. Maire et Bonnaud aient une rencontre « officielle » qui n'est d'ailleurs pas de suite.

Un tour d'orbite

Vingt ans après, tant la CFDT que la CFCTC ont de bonnes raisons de ne pas regretter les choix faits un certain week-end de l'automne de 1964. Même si elle est encore loin de l'ambition de M. Maire de devenir la première organisation syndicale, la CFDT a occupé pendant près de vingt ans un bon deuxième plan dans le paysage syndical. Elle est surtout devenue un acteur indispensable dans le débat social, qu'il s'agisse des événements de mai 1968 hier ou des restructurations aujourd'hui. Mais quel chemin parcouru en vingt ans ! Un tour d'orbite.

Six ans après la « laïcisation », la CFDT opte, à son 35^e congrès d'Isoy-le-Moulinieux en mai 1970, pour le socialisme démocratique et autogestionnaire, s'affirmant davantage comme une voie alternative au PC et à la CGT. Dans son texte d'orientation, adopté par 64 % des mandats, M. André Jeanson définit les « trois piliers » de la société à construire : la planification démocratique de l'économie, la propriété sociale des moyens de production et l'autogestion dans les entreprises. Le « socialisme démocratique » apparaît timidement dans un congrès des 1955 — à la faveur d'une résolution minoritaire — s'inscrit en lettres d'or sur le fronton de la CFDT. Dès lors, celle-ci devait accentuer son engagement politique, des « assises du socialisme » en 1974 à la stratégie de l'« union des forces populaires » en 1976. La perspective d'une victoire de la gauche politique apparaissait alors vraisemblable.

Le recentrage

La « dérive » de la politisation ne devait cesser qu'en 1978 avec le recentrage du rapport Moreau devant émettre la « réajustement ». Une réajustement confirmé par deux congrès en 1979 et en 1982 et justifié par le rapport présenté par M. Edmond Maire au conseil national du 25 avril 1984. Le secrétaire général de la CFDT s'était alors livré à un toilettage presque iconoclaste des « trois piliers » de 1970. Une actualisation : « La stratégie de la CFDT s'efforce de faire converger pour une émancipation solidaire les luttes sociales nécessairement diversifiées conduites en fonction des conditions salariales élargies qui marquent notre époque. (...) L'autogestion n'est pas une construction juridique, un modèle d'organisation sociale, c'est avant

tout une démarche d'appropriation par les individus et les groupes de leur avenir. (...) Le mouvement ouvrier est d'abord anticonformiste, avant d'entrer dans une catégorie politique. Il en est de même pour la CFDT ».

La CFDT de 1964 et de 1970 semblait avoir trouvé sa voie, celle d'un syndicalisme disputant la conception du socialisme à une CGT enracinée dans la démarche du PC. La CFDT de 1984 cultive le régionalisme et le syndicalisme, réhabilite l'entreprise et la négociation, se situe toujours à gauche mais en se voulant pluraliste et en se remettant perpétuellement en question. « C'est une stratégie de réajustement qu'il nous faut mettre en œuvre », écrit M. Maire dans son rapport d'avril, avec beaucoup plus de force, en même temps qu'il nous faut approfondir ce que doit être un syndicalisme de la mutation qui donne au travail d'importance à la proposition et à l'expérimentation qu'à la contestation ».

Une CFCTC bien maintenue

De la « laïcisation » à la réajustement en passant par la politisation puis la dépolitisation, la CFDT a fait un chemin considérable, même si sa démarche n'est pas toujours suivie et comprise par ses propres adhérents. Même si, depuis l'arrivée de la gauche au pouvoir, elle n'a empêché ni une érosion de ses effectifs ni de sévères déceptions électorales comme aux élections à la Sécurité sociale du 19 octobre 1983. De son côté, la CFCTC s'est non seulement maintenue, mais, malgré une implantation qui reste faible dans les entreprises, elle s'est affirmée. En 1964, lorsqu'elle a refusé la transformation en CFDT, la CFCTC prétendait représenter 150 000 adhérents. Aujourd'hui, elle annonce 250 000 cotisants réguliers et continue à progresser. En 1962, la CFCTC avait recueilli aux élections à l'assurance-maladie, 20,9 %. En 1983, CFDT et CFCTC totalisaient 30,68 % dont 12,3 % pour la centrale de M. Bonnaud.

La CFCTC d'aujourd'hui se présente toujours comme la centrale chrétienne — les statuts de la CFDT mentionnent toujours ce qui nourrit le « complexe » de certains militants : « l'apport de l'humanisme chrétien » — mais paradoxalement, et malgré l'existence de traditions liées et d'un petit noyau plus idéologique, elle s'est déconfessionnalisée. Non dans son sigle mais dans sa démarche et surtout dans son recrutement (largi au-delà des chrétiens). Chrétienne oui, mais pas seulement chrétienne. Vingt ans après, CFDT et CFCTC ont donc fait la démonstration qu'elles avaient chacune leur place sur l'échiquier syndical.

MICHEL NOBLECOURT.

Informatique franco-norvégienne

QUE l'on ne s'y trompe pas : la création d'une filiale commune entre le fabricant de mini-ordinateurs norvégien Narak Data et le groupe français, qui prévoit l'accord signé entre les deux firmes le 29 octobre dernier (le Monde du 1^{er} novembre), dépasse le cadre strict d'un rapprochement entre deux firmes. Considéré comme « exemplaire » à Oslo, il s'inscrit dans une double volonté fermement affirmée des pouvoirs publics norvégiens de développer les technologies de pointe, et d'implanter l'industrie nationale sur le marché français et, au-delà, européen.

De même que les secteurs à développer ont été limités à quelques domaines-clés où existent les compétences techniques — parmi lesquels figure l'industrie de l'informatique ou de base d'informatique — de même les partenaires ont été soigneusement choisis. En tête viennent la Suède et l'Allemagne fédérale, avec qui les collaborations vont déjà bon train, mais aussi la France actuellement au septième rang des partenaires commerciaux, et avec qui les échanges se limitent pratiquement au secteur pétrolier.

La toute récente Fondation franco-norvégienne, qui pourrait financer des projets bilatéraux, devra couvrir dans ce sens. Mais les entreprises norvégiennes, soutenues par leur ministère de l'Industrie, multiplient déjà les contacts avec les Français. L'année 1985 pourrait donc bien être une période-clé pour les collaborations entre les firmes des deux pays.

A peine la société Norsk Data s'est-elle présentée à ses fins que les responsables de Tandberg déclaraient que l'événement de leur production de terminaux pour micro et mini-ordinateur « passe par la France ». L'entreprise songe à s'associer avec un distributeur français « de grande taille » (les noms de Matra et de CIT-Alcatel sort, entre autres, prononcés) ou encore à s'installer dans l'Hexagone.

Pénétrer le marché français, telle est encore la volonté affirmée chez Eldak, fabricant de matériel de gestion de documents graphiques ou encore chez Syscon, spécialiste d'équipements de création et de reproduction de cartes de haute précision, où l'on souhaite y « faire, dès le début de 1985, le prochain investissement important, seul ou avec un partenaire ».

C'est une autre option, celle des contrats bilatéraux, qu'a choisi Simrad. Cette firme spécialisée dans les techniques hydro-acoustiques et la détection de cibles portées et rapides, négocie actuellement avec Thomson-CSF un accord portant sur la production de sonars pour la détection de sous-marins. L'entreprise norvégienne trouverait à l'occasion de se diversifier. Quant au groupe français, maître d'œuvre du projet, il pourrait ainsi accéder au marché norvégien des sonars militaires, estimé à environ 1 milliard de francs.

ELISABETH GORDON.

OBSERVATIONS ET DIAGNOSTICS ÉCONOMIQUES

DIRECTEUR DE LA PUBLICATION : JEAN-MARCEL JEANNERET

REVUE (trimestrielle)

- Des chroniques de conjoncture française et étrangère
- Des prévisions quantitatives
- Des études de politique économique.

Dans le numéro d'octobre :

- Différentiel de croissance entre les États-Unis et l'Europe
- Politique budgétaire et fiscale française depuis 1975
- Stocks, profits et autofinancement en France de 1980 à 1982
- 24 pages de graphiques en couleur commentés, comparant productions, prix, salaires, taux d'intérêt, cours des changes, commerce extérieur de 1979 à 1984 et croissance du PNB et de ses emplois depuis 1972 dans huit pays occidentaux.

LETTRÉ (mensuelle)

Dans le numéro d'octobre :

- Impacts macroéconomiques du budget de 1985
- Mérites psychologiques du budget de 1985
- Essai de la marge pour l'investissement américain.

ABONNEMENTS TARIFS 1984	LETTRÉ 10 n°/an	REVUE 4 n°/an	REVUE et LETTRÉ
Institutions, entreprises...	125 F	220 F	300 F
Particuliers	60 F	140 F	280 F

Observatoire français des conjonctures économiques (OFCE)
68, quai d'Orsay, 75007 Paris

Les chantiers navals finlandais font recette grâce à Moscou

DANS le centre d'Helsinki se dresse un grand bâtiment lumineux dont les tendances de la météo : vert signalé pluie et humidité, jaune, beau temps. S'il existait des indicateurs analogues pour l'état de santé de l'économie finlandaise et notamment pour la construction navale, l'un des secteurs les plus importants, ils seraient à coup sûr au jaune. Alors que tous les chantiers navals européens se débattaient dans des difficultés inextricables, licenciements des ouvriers, fermeture des ateliers, réclame des subventions budgétaires et des avances bancaires, la Finlande, qui n'a que cinq millions d'habitants, tire son épingle du jeu, accumule les commandes, affine ses technologies, multiplie les innovations et tient tête aux géants du Japon ou de Corée du Sud.

Les statistiques régulièrement publiées par l'OCDE (la Finlande fait partie de cette Organisation depuis 1969) sont éloquentes. Alors que de janvier à juin de cette année l'ensemble des dix pays de la CEE ont engrangé pour 948 000 tonnes de commandes, la seule Finlande a pris 535 000 tonnes. Son carnet de commandes est non seulement confortable en valeur absolue mais il s'étale jusqu'en 1986. Au total, au 30 juin, l'ensemble du carnet de commandes des chantiers finlandais atteignait presque un million de tonnes. Il s'agit, au surplus, presque toujours de navires très spécialisés qui impliquent une technique très élaborée, aussi bien dans les formes des coques, les aménagements intérieurs, les systèmes de propulsion ou de maintenance des marchandises.

Quatre entreprises principales font partie de groupes très diversifiés : Wärtsilä, Valmet (nationalisé), Rauma-Repsol et Holming — construisent des navires en chantier, dans la mesure du possible, à se spécialiser dans les « créniaux » où elles peuvent être les meilleures et éviter la concurrence « finno-finlandaise ».

Trois raisons principales expliquent le succès (car il faut bien parler de succès en comparaison de la conjoncture déprimée qui sévit ailleurs en Europe) des constructeurs finlandais.

• Une technologie toujours en évolution. Ainsi Wärtsilä met actuelle-

ment en point un robot pour la soudure des tôles et la fabrication des coques qui pourra faire chaque jour le travail de dix salariés. Coups en collaboration avec le fabricant de machines à souder Kemppi et le bureau d'expertise en automatisation Rosenlew, il pourra assembler des sections de navires de 15 mètres de long et commencera à fonctionner en juin 1985. Valmet pour sa part vient de terminer un ordinateur électronique pour mesurer la consommation d'énergie des moteurs.

• La spécialisation dans des navires où ils ont une expérience reconnue : brise-glaces, navires de recherches géophysiques ou océanologiques, yachts luxueux et grands paquebots de croisière, cargos conçus pour la navigation en mer Arctique ou sur les fleuves et les lacs sibériens, bateaux porte-barges, navires transporteurs de gaz, plateformes de forage ou d'exploitation

pétrolière, navires catamarans porte-grains.

Tous ces navires, impliquant une forte valeur ajoutée, entrent (mais pour combien de temps encore ?) peu ou pas du tout dans le champ de concurrence des chantiers d'Extrême-Orient. D'où la possibilité de demander aux armateurs des prix qui non seulement couvrent les coûts de revient mais permettent de dégager des bénéfices.

• Le matelas de sécurité qu'offrent les commandes en provenance d'URSS constitue la troisième et la principale explication. Depuis la signature en 1948 du traité de coopération avec l'URSS, les relations économiques et commerciales entre Helsinki et Moscou ont toujours été étroites et actives. Dans un pays où, selon les chiffres fournis par l'Institut économique Finlands, 32 % du PNB est exporté, 26 % du commerce extérieur concerne les échanges avec l'URSS. La quasi-totalité du pétrole

consommé (ainsi que du charbon) vient d'URSS, et la Finlande « paye », si l'on peut dire, ses importations d'énergie en vendant des navires aux Soviétiques, dont la flotte marchande ne demeurant connaît une expansion qui inquiète les experts occidentaux.

Les plans d'équipement soviétiques renouvelés tous les cinq ans consacrent un large volet industriel, et par conséquent maritime, qui intéresse au plus haut point le gouvernement. M. Sorsa, le premier ministre, a fait, fin septembre, un voyage à Moscou pour signer avec les Soviétiques l'accord quinquennal qui détermine pour la période 1986-1990 les contrats de livraison d'équipements. La Finlande vendra pour quelque 34 milliards de francs de navires à l'URSS. « Ces plans sont pour nous très intéressants, commente un dirigeant d'un chantier. Ils nous permettent de planifier nos approvisionnements et les différentes phases de construction des navires. On peut éviter les dents de scie ».

Pragmatiques et neutres

Mais pragmatiques et neutres — et ils y tiennent ! — les Finlandais « jouent sur les deux tableaux ». Quand les commandes soviétiques tardent à être confirmées, les chantiers navals vont « chasser » du côté des armateurs occidentaux, essentiellement scandinaves. Quand l'économie européenne s'essouffie, ils poussent Moscou à accélérer ses commandes. Et ce qui est vrai des navires l'est de l'ensemble des secteurs économiques. La Finlande n'a pas été la dernière à profiter de la reprise de l'économie américaine puisque de janvier à juin les exportations vers ce pays ont augmenté de 150 % !

Il reste que 60 % à 70 % des commandes des chantiers finlandais sont destinées à des compagnies frappées de la faillite et du marteau. C'est beaucoup, et peut-être risqué de dépendre à ce point d'un seul client dont la politique commerciale, naturellement, peut fluctuer au gré des évolutions politiques entre l'Est et l'Ouest.

Mais pour l'instant, ce sont là des craintes qu'à Helsinki, ou Turku, les grands ports de Finlande, on considère comme théoriques. La productivité s'améliore, les commandes arrivent et alors que dans les autres chantiers il faut fermer des ateliers et inventer des formules alibis pour cacher le chômage, ici l'on embauche. Chez le numéro un, Wärtsilä, par exemple, où les chantiers navals comptent pour 64 % dans le chiffre d'affaires de l'ensemble du groupe, le personnel travaillant dans les docks ou les halls d'assemblage est passé de 9 400 personnes en 1982 à 9 902 fin 1983 (8 440 en 1980). Les ventes ont augmenté de 58 %. Même son de cloche chez Valmet : « 1985 devrait être une bonne année, c'est pourquoi il nous faut embaucher ».

Pas de subvention directe

Wärtsilä a acquis une réputation mondiale dans la construction des brise-glaces, des paquebots, des car-ferrés toujours plus gros et plus hauts, dont la flotte, en Baltique et dans toute la Scandinavie en général, se renouvelle à un rythme rapide. Fin septembre, le carnet de commandes total — 6,5 milliards de marks finlandais, soit 9,5 milliards de francs — comptait 23 navires dont 12 pour les Soviétiques. Plusieurs font partie de séries de deux ou trois navires identiques, ce qui se traduit par un allègement des frais d'études et d'assemblage et qui améliore la productivité.

Deux nouveaux brise-glaces seront livrés aux Soviétiques et un (le *Korja* 2) à l'administration de la

La construction européenne en chute libre

La construction navale européenne a subi une « chute sans précédent » de sa position sur le marché mondial en 1983. C'est ce qu'indique un rapport de la Commission européenne qui vient d'être publié à Bruxelles. Les chantiers de la CEE n'ont obtenu que 11 % des commandes mondiales de navires en 1983, alors que leur part avait, jusqu'à présent, toujours dépassé les 17 %.

Ces chiffres ne font que confirmer la gravité de la crise que traverse la construction navale européenne, et qui tient entre autres à la baisse de l'activité maritime mondiale, qui entraîne une surcapacité considérable de la flotte.

L'Europe subit également de plein fouet la concurrence des pays d'Extrême-Orient, et notamment de la Corée du Sud : ce pays a en effet attiré 14 % des commandes mondiales en 1983. La Corée et le Japon ont, à eux deux, pris 64 % des commandes mondiales en 1983 (contre 50 % en 1982). Aussi la Commission, qui met-elle fin à cette politique d'expansion à outrance,

souhaite-t-elle que la Corée se joigne à une « discipline internationale » des constructeurs.

Si la production de navires dans la CEE a augmenté de 6 % en 1983 (atteignant 2,7 millions de tonnes de jauge brute compensée, TJB), ce volume a néanmoins baissé de 48 % par rapport au début de la crise qui touche depuis 1976 la construction navale.

Il convient également de tenir compte de l'insuffisante compétitivité des chantiers européens (à cause notamment des charges salariales et sociales). Les armateurs de la Communauté n'ont d'ailleurs pas vu la moitié de leurs commandes auprès des chantiers de la CEE en 1983, les armateurs grecs étant les moins « européens » des Dix : les commandes représentaient en moyenne 70 % au cours des années antérieures.

La Commission indique enfin que l'emploi dans les chantiers navals de la CEE a diminué de 9 % en 1983. Depuis 1976, les effectifs ont diminué de près de moitié.

Paris-Colombo un avant-goût du Paradis



Vendredi et dimanche, partez vers le Paradis

Deux fois par semaine, venez découvrir le luxe de notre service, en route vers Colombo. Dégustez nos vins, choisissez votre thème, même en classe économique, et laissez-vous séduire par le service chaleureux qui n'appartient qu'à ceux qui volent en Paradis.



Consultez votre agence de voyages ou Air Lanka à Paris, 9 rue du 4 Septembre, Paris 75002, Tél. 297.63.44.

Garanties

« K »

La seule aide dont bénéficient les chantiers finlandais est un système de garanties à l'exportation qui est applicable, d'ailleurs, à toute la branche de la métallurgie et de la mécanique lourde.

Appelées garanties « K », elles sont accordées par l'Institut des garanties à l'exportation. Les entreprises reçoivent des remboursements en cas de hausse imprévue des frais intérieurs, suite d'un certain taux d'inflation. Les remboursements dus au titre des garanties « K » pour la construction navale se sont élevés entre 1976 et 1981 (dernière période connue) à 1 220 millions de marks (1,8 milliard de francs), dont 80 millions seulement en 1981.

LES PLUS GROS CARNETS DE COMMANDES D'EUROPE

Volume des carnets de commandes en juin 1984 (en millions de tonnes de jauge brute compensée)

	TONNAGE TOTAL	DONT TONNAGE A L'EXPORTATION
Total CEE	948	948
dont France	362	139
RFA	819	364
Danemark	685	234
Pays-Bas	434	74
G.R.	439	114
FINLANDE	535	693
Total Europe occidentale	5 240	2 394
Japon	7 727	6 308

* Source : OCDE.

EN TÊTE AUSSI POUR LES NOUVEAUX ORDRES REÇUS

Commandes nouvelles enregistrées entre janvier et juin 1984 (en millions de tonnes de jauge brute compensée)

	TONNAGE TOTAL	DONT TONNAGE A L'EXPORTATION
Total CEE	948	259
dont France	58	29
RFA	353	81
Danemark	201	116
Pays-Bas	149	31
G.R.	106	0
FINLANDE	535	471
Total Europe occidentale	1 740	797
Japon	2 836	1 884

* Source : OCDE.

L'Institut supérieur d'informatique organise deux stages

- Techniques avancées de programmation appliquées à la gestion.
- Conception et développement de systèmes informatiques industriels.

Durée : 4 mois + stage de deux mois en entreprise.
Niveau : BAC + 2 (les candidats subissent un test d'aptitude).
Prochaine rentrée : 3 décembre 1984.

Entrée à : INSTITUT SUPÉRIEUR D'INFORMATIQUE
Université PARIS SUD
Bâtiment 234 - 91405 ORSAY CEDEX

isa l'étoffe des managers

Vous avez cette étoffe : dimension personnelle, aptitude à la décision, volonté de réaliser. Essentiel.

Vous avez, déjà, un diplôme de l'enseignement supérieur et/ou une responsabilité en entreprise. Important.

Mais un manager doit, aussi, être un vrai « professionnel ».

Formation et entraînement intensifs sont alors indispensables.

ISA, en 18 mois, vous donne toute votre envergure.

Réunions d'information, avec le Directeur de ISA et des Anciens ISA :

PARIS - mardi 8 nov. et jeudi 15 nov. à 18 h 30

Corde France-Amérique - 9, rue Franklin-Roosevelt 84

INSTITUT SUPÉRIEUR DES AFFAIRES

78350 JOUY-EN-Josas - Yvelines (956.80.00 POSTE 475 01)

(956.24.28 LIGNE SPÉCIALE D'INFORMATIONS)

CENTRE D'ENSEIGNEMENT SUPÉRIEUR DES AFFAIRES (HEC-ISA-CFC)

CHAMBRE DE COMMERCE ET D'INDUSTRIE DE PARIS

LES PAYS SCANDINAVES

Des résultats encourageants pour redorer la blason du « modèle suédois »

(Suite de la page 17.)

Les résultats obtenus depuis deux ans montrant que la voie choisie par la social-démocratie suédoise après son retour au pouvoir est la bonne. Mais la gravité de la situation suggère que le chemin sera long pour retrouver une croissance respectueuse des grands équilibres et que le sort du modèle suédois dépendra de la solution apportée à trois problèmes. Les années 70 nous ont enseigné que l'état-providence et une économie sans croissance ne font pas bon ménage.

En Suède, cela s'est traduit par un énorme déficit budgétaire et une impressionnante dette publique qui a tendance à croître deux fois plus vite que le PNB. La politique actuelle a

permis de contenir l'accroissement de cette dette. Seule une plus grande rigueur budgétaire, dont les effets sur l'emploi seraient compensés par une forte croissance du secteur privé, permettra à terme de renverser la tendance et d'assainir les finances publiques.

Le système des conventions collectives

L'extrême ouverture de l'économie suédoise sur l'extérieur (la Suède exporte 30 % environ de son PNB) rend la politique économique très dépendante de la conjoncture mondiale. La reprise de l'économie américaine, allemande et anglaise en 1983 et 1984 a eu un effet positif sur les

exportations suédoises et a contribué au succès de la politique économique.

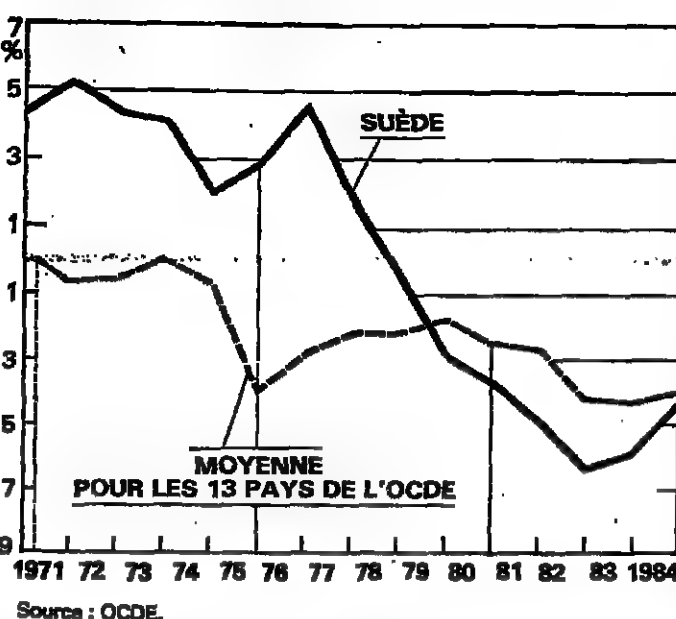
Un environnement moins favorable devrait compliquer la tâche du gouvernement et pourrait hypothéquer le redressement entamé depuis 1982. En raison des nuages annoncés pour l'économie mondiale en 1985, les instituts de conjoncture ne sont pas très optimistes et prévoient pour l'année prochaine une croissance plus faible (entre 1,8 et 2,7 %), un léger déficit commercial (6 milliards de couronnes) et une augmentation du chômage qui pourrait retrouver son niveau de 1983 (3,5 %).

La troisième problématique à résoudre concerne le mécanisme de formation des salaires et son influence sur les prix. Une des raisons de l'échec des dévaluations de 1977 et 1981 tient aux fortes augmentations de salaires et de prix constatées pendant les années 70. Pour éviter que cela ne se reproduise, il faudrait réviser le mécanisme de formation des salaires qui s'est avéré mal adapté aux années 70 et inflationniste. En effet, le système de conventions collectives centralisées, qui réunit le patronat (SAF) et les organisations syndicales (LO et TCO), garantit une augmentation uniforme des salaires indépendamment des différences de productivité entre les branches et les secteurs de l'économie. Cela s'est traduit dans la réalité par une répercussion, sur les branches à faible productivité, des hausses de salaires accordées dans les branches où la productivité augmentait rapidement.

L'effet inflationniste de ce qu'on appelle en Suède une politique salariale solidaire est évident. Seule une révision de ce système, qui rapprocherait l'augmentation des salaires de l'évolution de la productivité au niveau des branches, peut permettre de résoudre ce problème. La décentralisation des négociations salariales, encouragée par le gouvernement depuis octobre 1982, va dans ce sens. Cela a favorisé le ralentissement de l'inflation, qui sera ramenée à 6 % cette année, alors que, en perte des effets de la dévaluation, elle avait été de 9 % en 1983. Pour l'année prochaine, les instituts de conjoncture tablent sur une nouvelle baisse qui devrait faire retomber à 4 % le rythme annuel de la hausse des prix en Suède.

Coup d'arrêt à la dérive des finances publiques

● Besoin de financement des administrations publiques (Etats, collectivités locales et Sécurité sociale).



Source : OCDE.

En conclusion, nous soulignerons le rôle décisif joué par le taux de change dans le redressement d'une économie largement ouverte sur l'extérieur ; avec une monnaie surévaluée, aucun déséquilibre des

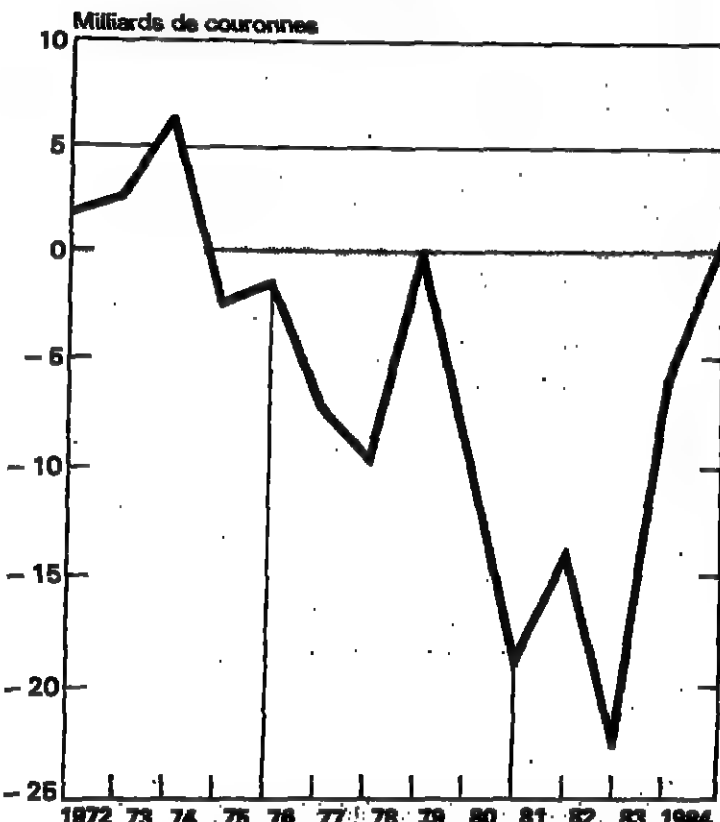
échanges extérieurs ne peut être corrigé. Un second aspect de la politique du nouveau gouvernement a consisté en un certain nombre de mesures visant à favoriser une plus grande mobilité sur le marché du travail et à rendre plus libérale la politique de crédit ; cela afin de faciliter l'adaptation de l'industrie suédoise à la nouvelle donne internationale et lui permettre de bénéficier au maximum de la reprise.

En troisième lieu, dans une société où les grandes organisations occupent une place de plus en plus importante, un grand effort a été accompli pour s'assurer leur concours à l'œuvre de redressement. Enfin, pour obtenir le soutien d'une grande partie de la population à la politique de rigueur, il importait de l'accompagner de plusieurs mesures sociales financières par une taxation des profits exceptionnelle due à la dévaluation et des gains purement spéculatifs, et par un relèvement temporaire de l'impôt sur les grandes fortunes.

BO SODERSTEN
et YVES BOURDET.

Retour à l'équilibre extérieur grâce à la poussée des exportations

● Solde de la balance commerciale.



Source : Statistiska Centralbyrån (SCB).

FORUM POUR LE DEVELOPPEMENT ECONOMIQUE
12.17 NOVEMBRE 1984
VENISSIEUX

Contacts : Mairie (04 76 72 50 01) poste 715

Bibliographie

« Les finances de l'Europe »

de DANIEL STRASSER

LES affaires budgétaires se trouvent depuis longtemps au centre du débat européen. Le budget est le fidèle reflet du développement de la construction européenne, ainsi d'ailleurs que de ses contradictions et de ses insuffisances.

C'est ce que montre de façon complète mais aussi claire et précise M. Daniel Strasser, directeur général des budgets à la Commission de Bruxelles, dans son livre *Les finances de l'Europe*. Il s'agit de la troisième version d'un ouvrage publié en 1975 et, depuis, complété, mis à jour et revu en fonction d'une actualité de plus en plus riche (1). Ce livre a été traduit en huit langues.

On connaît les données les plus actuelles : les « ressources propres » de la Communauté telles qu'elles avaient été fixées en 1970 sont épuisées. Le débat politique tourne autour de leur augmentation et, par voie de conséquence, de leur affectation. Que veulent faire les Européens ensemble ? Le conflit budgétaire, on le découvre dans l'ouvrage, leur a donné l'occasion de repenser la question, d'opérer les arbitrages dans une Communauté qui ne s'était jamais interrogée sur la manière la plus judicieuse de répartir les ressources, inévitablement limitées.

Pour l'anecdote, il n'est pas indifférent de savoir que M. Strasser a été pendant huit ans le plus proche collaborateur de M. Christopher Tugendhat, vice-président britannique de la commission chargée des affaires budgétaires. Ils avaient tous les deux, l'Anglais et le Français, la lourde obligation de trouver la voie moyenne entre des intérêts bien souvent contraires. Le répit budgétaire auquel les Dix sont en train de parvenir prouve qu'ils ont largement réussi dans cette tâche. L'un des deux principaux acteurs de l'entreprise n'était-il pas parmi les mieux placés pour en décrire les péripéties ?

PH. LEMAITRE.

(1) *Les finances de l'Europe*, 660 pages, chez Fernand Nathan, Paris ; éditions Labor, Bruxelles, RTL éditions.

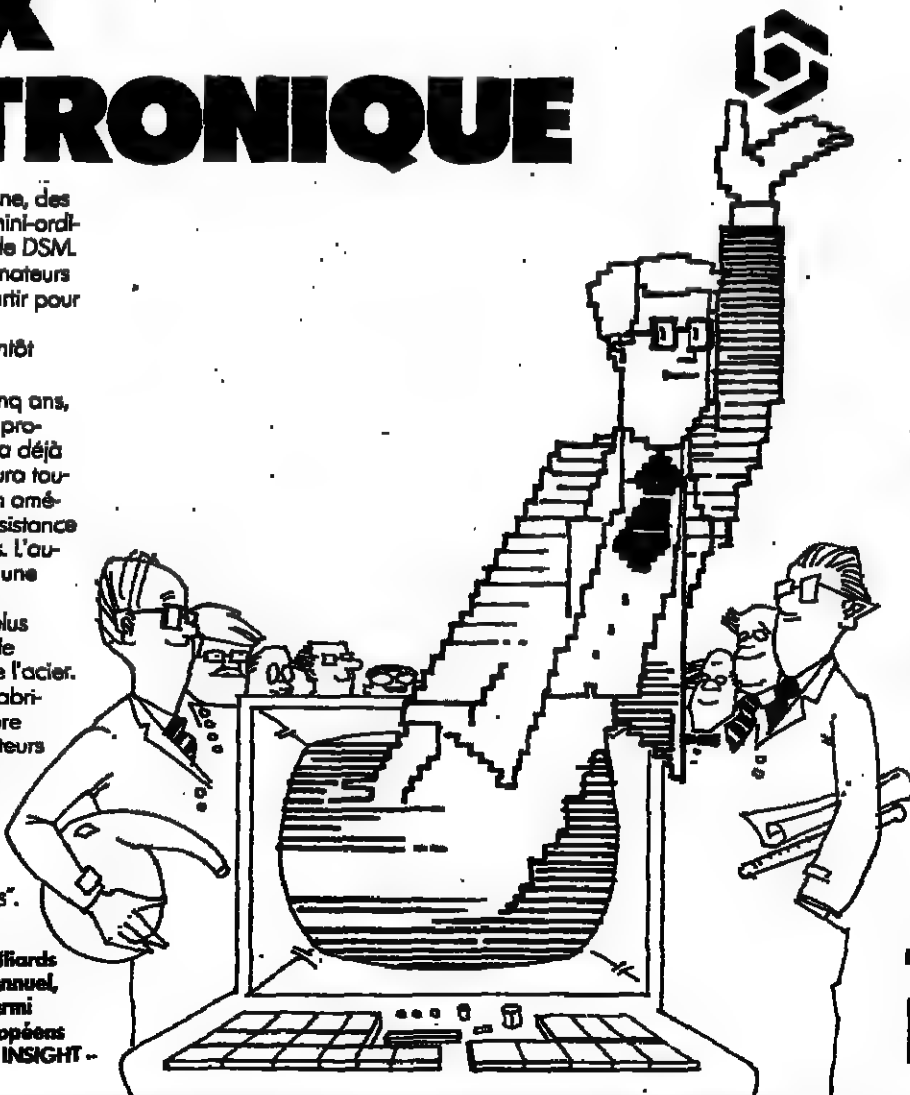
DSM dans le match de l'innovation :

LES "PROS" DE LA CHIMIE FONT EQUIPE AVEC CEUX DE L'ELECTRONIQUE

Vous n'ignorez pas que DSM dispose dans son secteur "Chimie" d'équipes de recherche créatives et d'importants sites industriels, en Europe et dans le monde, où s'implantent, année après année, de nouveaux laboratoires, de nouvelles usines. Mais avez-vous conscience qu'une partie de ces établissements travaille pour vous ? Pour vous qui vous intéressez à l'informatique, puisque leur activité est largement orientée vers l'industrie électronique, avec les gaines, câbles, pièces et produits originaux de DSM, qu'il s'agit de polyéthylène, de PVC, de caoutchouc synthétique. Dans les caoutchoucs synthétiques, une heureuse surprise : un produit de DSM aux caractéristiques exceptionnelles le Kelinoll par sa protection contre l'inflammation et sa résistance aux agents corrosifs. En électronique, nombreuses sont les pièces en polypropylène, en nylon amélioré (procédé RIMI) et en ABS. Pour l'informatique, la bureautique tout particulièrement, DSM a mis au point de nouveaux plastiques ABS. L'un d'entre eux, le VE 31, a un point d'inflammation largement retardé.

Déjà, en Grande-Bretagne, des coffres, des claviers de mini-ordinateur sont en produits de DSM. Et d'Allemagne, des ordinateurs habillés de VE 31 vont partir pour les Etats-Unis. En France, c'est pour bientôt peut-être... Pour plus tard, environ cinq ans, DSM vous prépare deux produits étonnants. L'un, qui a déjà une marque, le Stanyl, aura toutes les qualités d'un nylon amélioré, avec en plus une résistance aux températures élevées. L'autre, encore anonyme, est une fibre de polyéthylène "superstrong", deux fois plus résistante que les fibres de carbone, dix fois plus que l'acier. N'envisage-t-on pas de fabriquer à partir de cette future fibre des coffres d'ordinateurs à l'épreuve des balles... Comme vous le voyez, DSM pense à vous en mettant sur le marché des produits spéciaux "en avance sur leur temps".

Avec l'équivalent de 60 milliards de F. de chiffre d'affaires annuel, DSM occupe le 7^e rang parmi les groupes chimiques européens (Classement de CHEMICAL INSIGHT - Septembre 1984).



CARTE D'IDENTITE DU GROUPE DSM

A l'origine, Houllières d'Etat néerlandaises ; aujourd'hui, DSM, Groupe à vocation internationale, implanté en

Europe de l'Ouest (siège social à Heerlen, Pays-Bas), mais aussi dans d'autres parties du monde.

SEPT GRANDS SECTEURS :

Engrais :	ammoniac, urée, engrais azotés, phosphatés et mixtes, etc.
Produits chimiques :	acrylonitrile, caprolactame, phénol, mélanine, méthanol, intermédiaires organiques, produits de la chimie fine, etc.
Plastiques :	éthylène, polyéthylène bd et hd, PVC, polypropylène, ABS, caoutchoucs synthétiques, etc.
Résines :	pour peintures, plastiques renforcés, encres, adhésifs tactiles, etc.
Energie :	gaz naturel, pétrole, charbon.
Transformation des plastiques :	emballages, articles ménagers, produits techniques, etc.
Construction :	briques, tuiles, éléments en béton, céramiques, etc.

En termes de chiffres d'affaires et d'effectif, l'activité principale est la chimie dont 85 % des ventes sont réalisées dans la Communauté Européenne. Au total : 28.000 employés dont les 2/3 aux Pays-Bas. Chiffre d'affaires global de l'ordre de 22 milliards de florins.

DSM EN FRANCE

Producteur européen, DSM dispose en France de moyens de production, de stockage et d'assistance pour :

- les plastiques, produits chimiques et résines,
- les engrais,
- les produits en matières plastiques,
- les matériaux de construction.

Pour toute information :
DSM-FRANCE
immeuble Périssud
5 rue Lejeune
92120 MONTRouGE



UNE EQUIPE DE "PROS" DE LA CHIMIE

LA CONJONCTURE EN FRANCE

Croissance molle...

LES producteurs et les détaillants ne sont pas d'accord : les premiers pensent que l'activité reprend ; les seconds envisagent l'avenir avec circonspection, comme les consommateurs.

La stagnation des achats des ménages se poursuit : elle est confirmée par les enquêtes auprès des commerçants et des consommateurs. Les ventes des détaillants sont faibles (voir graphique). Ils se montrent prudents dans leurs commandes et ne prévoient pas, pour les prochains mois, de raffermissement de la demande.

Investissement et exportation

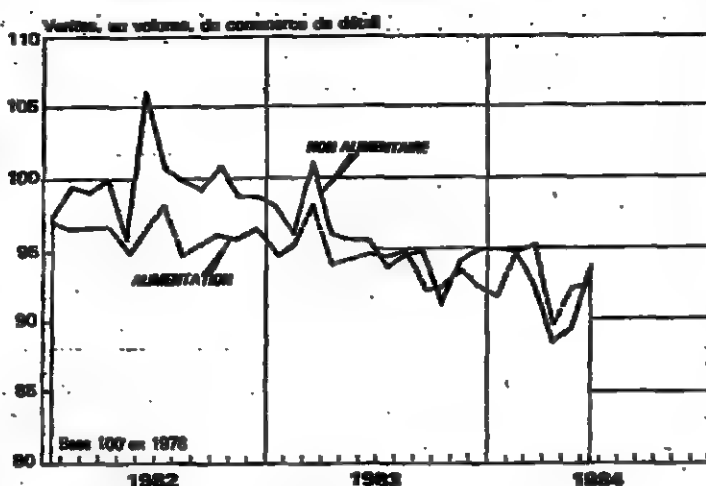
Si le mois de septembre a été plutôt satisfaisant chez Carrefour, les perspectives d'activité sont plus floues : « On sent que la gestion est serrée et les commandes s'effectuent au jour le jour. Les produits alimentaires de base se vendent très bien. Cela n'empêche pas un maintien des ventes de produits alimentaires de luxe. En revanche, le photo-ciné son traverse une période difficile. »

Pour CETELEM, l'organisme spécialisé dans le crédit à la consommation, « c'est l'incertitude. Les ventes d'automobiles ont été très mauvaises en septembre, mais le succès enregistré par le Salon de l'occasion qui se tient en même temps que le Salon de l'automobile assure d'une bonne fin d'année dans ce secteur ». Néanmoins, les immatriculations en 1984, seront sans doute inférieures de 10 % à celles de 1983.

Les industriels, eux, font preuve d'un plus grand optimisme : les enquêtes de conjoncture de l'INSEE et de la Banque de France montrent une amélioration des perspectives d'activité. Cette amélioration est liée à la reprise des investissements et au maintien de la demande étrangère à un niveau élevé. On observe aussi une reconstitution des stocks depuis le début de l'année chez les grossistes et les industriels. Tous les secteurs vont, dans le même sens, sauf, bien entendu, les industries de biens de consommation, qui prévoient une stagnation de leurs ventes.

La production semble ainsi assurée de progresser jusqu'à la fin de l'année (voir graphique). Le risque, c'est qu'elle plafonne ensuite à cause de l'importance des stocks si la

Détailants : chiffre d'affaires en baisse (1)



(1) Après correction de l'indice de l'inflation.

demande n'est pas suffisamment fournie.

En ce qui concerne les salaires et les prix, les enquêtes sont convergentes : dans un contexte de désinflation qui touche tous les pays industrialisés, la France a engagé un processus de ralentissement des coûts.

Les coûts salariaux

Dans les grandes entreprises, la société mère indique le plus souvent la fourchette de hausses de salaires à respecter mais « les négociations se déroulent de plus en plus au niveau de la filiale. Les accords conclus au niveau du groupe tendent à disparaître », nous déclarait dernièrement un responsable d'un grand groupe nationalisé.

On est loin de la façon dont se concluaient dans les années 70 les accords de salaires. Le partage des gains de productivité se faisait alors largement au bénéfice des salariés.

Ce n'est plus le cas aujourd'hui : de la mi-1983 à la mi-1984, les gains de productivité horaire ont augmenté de 3,3 % pour l'ensemble de l'économie : 1,4 % pour le tertiaire et 5,6 % pour l'industrie, avec des pointes à 10 % pour les industries d'équipement ménager. Durant la même période, le pouvoir d'achat des salaires horaires n'a guère progressé (voir graphique).

Aussi, compte tenu de la baisse de l'emploi et de la stagnation des cotisations sociales, le coût salarial unitaire n'augmente que de 4,9 %. Le coût unitaire total est un peu supérieur (6,2 %) en raison, principalement, de l'augmentation des prix des matières premières et des consommations intermédiaires qui subissent l'ascension du dollar. Ces pourcentages restent néanmoins très supérieurs à ceux enregistrés par nos principaux concurrents, Italie exceptée.

La modération des coûts unitaires permet la remontée du taux de marge, essentiellement dans les

entreprises non individuelles (voir graphique). Ainsi elles sont plus à même de développer leurs investissements (+3 % en un an) dans un contexte de croissance faible. Le strict maintien du pouvoir d'achat a également ralenti les importations et incité les entreprises à accroître les exportations.

Le commerce extérieur s'est ainsi amélioré, mais les résultats mensuels sont tributaires des brusques variations du dollar, de la comptabilisation de grands contrats (aéronautique, agro-alimentaire, énergie) et du niveau des stocks d'énergie, qui est actuellement très bas (environ quatre-vingt-dix jours de consommation).

Stabilisation du taux d'épargne

Mais le statu quo en matière de pouvoir d'achat est-il compatible avec une consommation soutenue ? La réponse à cette question dépend essentiellement du niveau du taux d'épargne.

Depuis un an et demi, les ressources des ménages plafonnent. Ils ont jusqu'à présent puisé dans leur épargne pour maintenir leur niveau de consommation. Ce délai d'adaptation arrive désormais à son terme.

Peu de pouvoir d'achat, pas de nouvelle baisse du taux d'épargne : la consommation, dans ces conditions, ne progresserait que faiblement et ne tirerait pas l'économie. La croissance en 1984 serait alors de l'ordre de 1,5 % mais ralentirait en 1985. La contribution de la consommation à cette croissance faiblirait. En revanche, la reprise persistante des investissements des entreprises contribuerait à la croissance, tout comme le commerce extérieur. La reconstitution des stocks devrait exercer en 1984 une influence fortement positive, qui s'atténuerait par la suite.

Les embauches limitées aux petites entreprises du tertiaire

Les buts poursuivis en matière de stagnation de la demande intérieure et de désindexation des salaires sont en passe d'être atteints. Pour autant, la baisse relative des salaires permettra-t-elle de relancer l'emploi des jeunes ?

Leur rémunération est abaissée par le biais des réglementations. Il existe aujourd'hui une kyrielle de mesures favorisant l'embauche des jeunes chômeurs : contrats emploi-formation, stages alternés, jeunes volontaires, etc.

Or les statistiques sont nettes : les entreprises qui utilisent ces possibilités sont concentrées dans le tertiaire (hôtellerie, restauration, réparation automobile, commerces). Et, parmi elles, ce sont surtout les petites qui les utilisent.

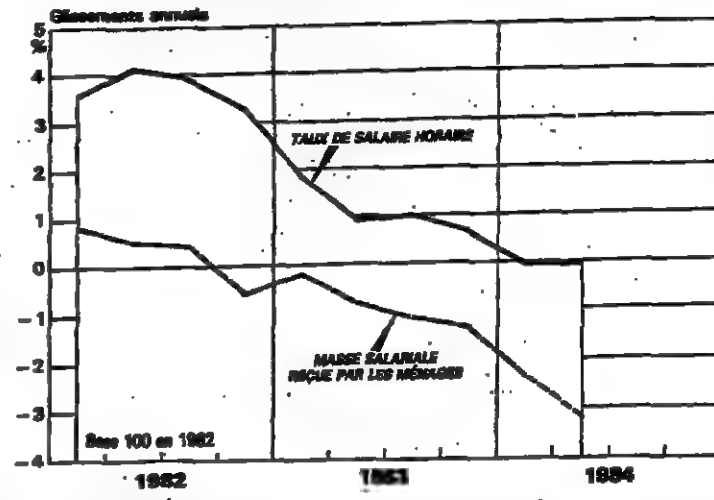
Dans l'industrie et les grandes entreprises, les avis sont unanimes : pas de personnel supplémentaire en perspective, jeune ou moins jeune. Au contraire, elles essaient de réduire leur personnel : chômage partiel, préretraite, quand ce n'est pas licenciement.

En revanche, les services chargés du placement des jeunes reçoivent

de la part des collectivités locales et des associations des offres d'emplois qui entrent dans le cadre des travaux d'utilité collective. Mais ces embauches ne vont-elles pas réduire les embauches de type professionnel ? De toute manière, les stages ou autres contrats n'assurent pas l'emploi. Comme nous le confiait un spécialiste de la formation profes-

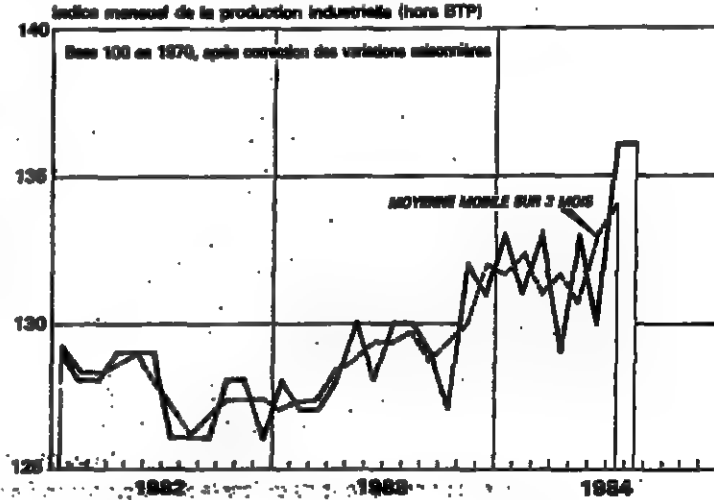
sionnelle : « 80 % des jeunes qui ont bénéficié d'un contrat emploi-formation trouvent du travail, mais seulement 20 % des stagiaires 16-18 ans. C'est toujours le même problème : ceux qui sortent de l'appareil scolaire sans au moins le CAP ont très peu de chance de trouver un emploi. Les stages, pour eux, servent de remise à niveau. »

Pouvoir d'achat : la baisse

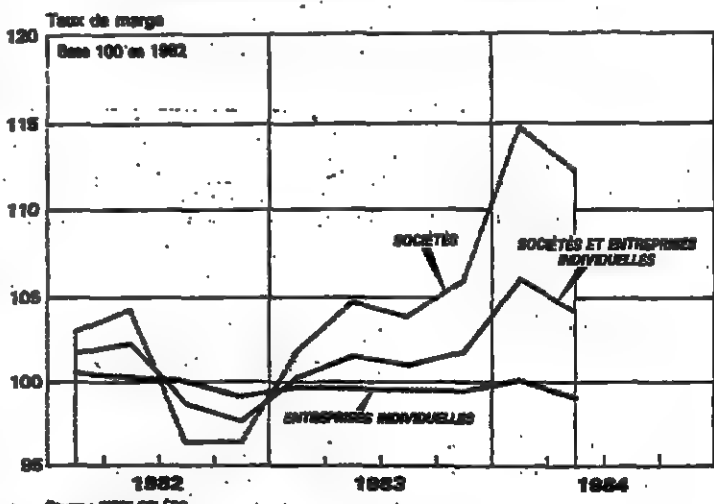


La baisse du pouvoir d'achat de la masse salariale provient essentiellement de la baisse des effectifs salariés. Le glissement est calculé comme la variation du pouvoir d'achat d'un trimestre rapporté au même trimestre de l'année précédente.

Production : mieux pendant la rigueur qu'avec la relance



Entrepreneurs individuels (1) pas d'amélioration des bénéfices pour eux



(1) Commerçants, membres des professions libérales, agriculteurs.

12 mois sur 12

COURS

HUBERT LE FÉAL :

DÉPASSER

LE TRAC,

S'AFFIRMER

DANS LA

PAROLE.

documentation

sans engagement

387 25 00

TABLEAUX DE BORD

Statistiques mensuelles (corrigées des variations saisonnières)	Septembre 1984	3 mois (en termes annuels)	Un an
Production industrielle (hors STP) base 100 en 1970 (voir 1984)	136	+ 9,3 %	+ 4,6 %
Indice de prix (base 100 en 1980) valeurs brutes	151	+ 6,9 %	+ 7,1 %
Demandeurs d'emploi (en millions)	2 399,3	+ 6,1 %	+ 14,9 %
Solde commercial FAB/FAB en milliards de francs	+ 0,5	- 3,6 *	- 28,4 **
Immatriculations de voitures neuves (en milliers)	146,1	1968,4 *	1839,8 **

SOURCES : GSI-ECO d'après INSEE, ministère du travail, ministère du commerce extérieur, chambre syndicale des constructeurs automobiles.

* : cumul annuel.
** : cumul.

FAB : franco de bord.

Comptes nationaux trimestriels en volume (2 ^e trimestre 1984)	Evolution (en %) depuis	Un trimestre	Un an
Produit intérieur brut marchand	- 0,4	+ 1,3	
Importations	+ 0,1	+ 3,0	
Consommation des ménages	- 0,4	+ 0,4	
Investissements des entreprises	+ 1,5	+ 3,0	
Investissements logements	- 1,6	- 7,3	
Dépense publique totale	+ 0,5	+ 1,7	
Exportations	- 1,9	+ 1,6	

Compte d'Epargne en Actions Unifrance
Une épargne qui allège vos impôts.

Au Crédit Agricole, vous pouvez concilier avantages fiscaux et rentabilité de vos placements financiers grâce au Compte d'Epargne en Actions Unifrance.

Le Compte d'Epargne en Actions Unifrance vous permet de bénéficier d'une réduction d'impôts égale à 25 % de vos investissements

en actions françaises (sous réserve du respect des conditions légales et dans la limite de 14.000 F pour un couple, 7.000 F pour une personne seule).

Grâce à la gestion professionnelle des portefeuilles, vous bénéficiez de plus, d'une rentabilité intéressante.

Renseignez-vous dans votre bureau du Crédit Agricole.



Le bon sens près de chez vous.

Crédit Agricole.



	La ligne	La ligne TTC
OFFRES D'EMPLOI	80,00	106,74
DEMANDES D'EMPLOI	27,00	32,02
IMMOBILIER	80,00	71,18
AUTOMOBILES	60,00	71,18
AGENDA	60,00	71,18
PROP. COMM. CAPITALX	177,00	209,92

ANNONCES CLASSEES

	La ligne	La ligne TTC
ANNONCES ENCADREES	51,00	60,48
OFFRES D'EMPLOI	15,00	17,79
DEMANDES D'EMPLOI	39,00	46,25
IMMOBILIER	39,00	46,25
AUTOMOBILES	39,00	46,25
AGENDA	39,00	46,25

* Dégressifs selon surface du nombre de parutions.



GROUPE FRANCAIS DE CONSTRUCTION MECANIQUE
parmi les leaders mondiaux de sa spécialité
recherche pour sa filiale ALLEMANDE
(environ 300 personnes)

UN DIRECTEUR INDUSTRIEL

Cette recherche actuellement menée en Allemagne, peut intéresser un JEUNE INGENIEUR français 30/35 ans ayant une expérience de la production et un niveau de connaissance de la langue allemande minimale et parfaite par la pratique.

Poste basé dans le nord de l'Allemagne. Rattachement au Directeur de la filiale en coopération étroite avec le service technique du Groupe en France.

Merci d'adresser dossier de candidature avec photo et prétentions s/réf. 51480 à PROJETS 12 rue des Pyramides 75001 Paris qui fera suivre en toute discrétion.

Directeur financier

300.000 F

Paris - La filiale française d'un important groupe britannique, spécialisé dans les véhicules commerciaux et fourgonnettes, recherche son directeur financier. Basé dans la banlieue nord de Paris et placé sous l'autorité immédiate du directeur général, il sera responsable de tous les problèmes financiers et comptables, du développement informatique et de la trésorerie de cette filiale. Agé de 30 ans minimum, le candidat devra être diplômé de l'enseignement supérieur, et particulièrement motivé par ce type de fonction. Une expérience des comptabilités française et anglaise dans un environnement multinationnel, ainsi que l'aptitude à travailler intensivement en anglais et en français seront exigées. A une compétence technique de premier ordre devant également s'ajouter le sens des affaires et celui de la direction des hommes. De bonnes perspectives d'évolution au sein de ce groupe de dimension mondiale pourront être envisagées soit dans le secteur financier, soit vers une direction commerciale et/ou générale. La rémunération annuelle brute de l'ordre de 300.000 francs sera assortie d'une voiture de fonction. La société dispose d'un vaste éventail de dédommagement. Ecrire en anglais en précisant la référence B/5818M.

PA

3, rue des Graviers - 92521 NEUILLY Cedex - Tél. 747.11.04

Lille - Lyon - Nantes - Paris - Strasbourg - Toulouse

Directeur secteur médico-social

Franche-Comté - Cette association reconnue d'utilité publique exploite cinq établissements représentant 450 lits et 650 salariés. Elle recherche pour son siège social, situé en Franche-Comté, son futur directeur général. Il aura pour missions d'organiser et de veiller à l'application des décisions du conseil d'administration dans les différents établissements et d'assurer la gestion administrative et financière de l'association, et notamment la gestion du personnel, les relations avec les partenaires sociaux et l'application des dispositions prévues dans le cadre des conventions collectives et de la législation en vigueur. Il devra, en outre, entretenir des relations régulières avec les organismes extérieurs (administration et établissements bancaires notamment). Ce poste s'adresse à un candidat diplômé de l'enseignement supérieur (BNSP ou équivalent) ayant acquis au cours de sa formation ou d'une première expérience professionnelle d'une dizaine d'années, une bonne connaissance de la gestion des établissements de secteur médico-social. La rémunération sera fonction de la formation et de l'acquis professionnel du candidat, ainsi que de son expérience et de son potentiel de valeur. L'un des établissements étant situé dans le sud de la France, des déplacements réguliers et de courte durée sont à prévoir. Ecrire à M. BONNEFOY en précisant la référence A/3646M.

PA

76, Bd du 11 Novembre - 69100 VILLEURBANNE - Tél. (7) 893.90.43

Lille - Lyon - Nantes - Paris - Strasbourg - Toulouse

Soyez bien!

Tout simplement comme les femmes et les hommes passionnés par l'informatique et qui intègrent Digital, le deuxième groupe informatique mondial.

Ils sont bien parce qu'ils trouvent chez Digital une communication facile, le goût du dialogue, le sens de l'efficacité et une prise en compte de leurs aspirations...

Dirigez des projets de développement Télécom - Réseaux

Vous possédez une bonne connaissance du secteur télécom, une expérience de plusieurs années acquise dans une activité de type engineering : vous exercez depuis au moins 3 ans des fonctions de management de projets en phase de conception et de réalisation.

Vous parlez l'anglais.

Nous vous proposons de diriger le département engineering (environ 10 personnes) de notre unité d'Anney spécialisée dans la mise au point de produits télécom-réseaux destinés à servir nos clients européens.

La réussite à ce poste peut permettre une évolution vers une fonction de management général.

Basé à Anney, votre champ d'action sera l'Europe.

Soyez bien : prenez contact avec Simon SALOIN sous Réf. 117M Digital Equipment France
Département des Ressources Humaines et Développement - 2, rue Gaston Grémieux
BP 136 - 91004 EVRY Cedex.

N° 2 mondial de l'informatique

digital

LYON

Directeur Ventes France

JEC

Fabricant de postes de travail à vocation bureautique et de systèmes de classement (un des produits est leader sur le marché). La Société est en développement en FRANCE et à l'export (35 %). Elle a de très bons résultats. Vous aurez en charge un réseau de distributeurs de qualité qui ont besoin de l'appui technique du fabricant et d'être bien formés aux produits, des vendeurs jusqu'aux monteurs. Le rapport qualité-prix, l'image de la Société et les

moyens mis en œuvre permettent un développement important : votre objectif. Vous aimez « le terrain », la négociation, les relations rapides, analyser les situations, progresser, démontrer. Vous avez acquis une expérience commerciale dans un secteur voisin. Cette expérience, valorisant vos études supérieures, vous permet aujourd'hui de prendre une responsabilité plus large. Merci d'écrire à Françoise GAUTIER qui vous assure toute discrétion (référence UCM).

SCHNEIDER RECRUTEMENT

55 montée de Choulens
69323 Lyon Cedex 05.

SYNDICAT INTERCOMMUNAL Région Parisienne 10-50.000 habitants rattachés

SECRÉTAIRE GÉNÉRAL

Ecrire sous n° T 088.921 M Régie-Presses, 7, rue de Montessuy, Paris (7^e).

Association loi 1801 spécialisée dans les voyages et échanges internationaux en France et à l'étranger recherche :

DIRECTEUR(Trice)

compétences en gestion expérimentées dans le domaine des activités touristiques. Aptitude à animer une équipe (16 personnes) et connaissance du milieu agricole souhaitées.

Adresser curriculum vitae sous n° T 088.921 M Régie-Presses, 7, rue de Montessuy, Paris-7^e.

Des usines aux champs

Filiale française du n°1 mondial de l'alimentation animale, notre société s'appuie sur la qualité rigoureuse de nos produits et la gamme des services offerts à notre clientèle.

Dans le cadre de notre ligne de production «Aliments du Bétail», nous recherchons un

DIRECTEUR D'USINE

Il assure l'exécution des programmes de fabrication, avec un souci constant du respect de la qualité et de l'amélioration de la productivité. En tant que Chef d'Établissement, il est responsable du choix et de l'animation des hommes, ainsi que des relations sociales.

C'est un ingénieur de formation généraliste ou, de préférence, spécialisé en agro-alimentaire (BNTIA, EMBANA, Méunerie, ...) qui peut se prévaloir d'une première expérience réussie dans un domaine similaire. Il dispose d'excellentes qualités de management et une aptitude marquée à la gestion.

L'anglais courant est indispensable. Merci de nous adresser C.V., photo récente et rémunération actuelle sous la référence 408 197 M (à mentionner sur l'enveloppe).

Division Industrie
BERNARD KRIEF CONSULTANTS
115, rue du Bac - 75007 PARIS

INGENIEUR, CERTES, MAIS AUSSI HOMME DE COMMUNICATION

Fabricant français d'appareils de chauffage industriels à l'industrie et à l'export, nous commercialisons nos produits dans le monde à travers cinq filiales et trente agents export.

Ainsi, nous créons le poste de

DIRECTEUR DE L'ASSISTANCE TECHNIQUE

Dans notre filiale aux États-Unis.

Generaliste d'excellent niveau, numéro deux dans cette filiale, vous êtes un homme efficace et brillant, prêt à vivre à proximité de Washington. Jouant un rôle déterminant dans notre développement et dans la satisfaction clients, vous serez responsable de :

- la mise en œuvre de notre technologie et du service après-vente ;
- la formation technique de nos vendeurs et de nos agents agréés ;
- l'information orale et écrite des prescripteurs importants, des organismes officiels, de la presse et des leaders d'opinion.

Adresser lettre manuscrite - C.V. - photo et salaire actuel sous Réf. 1654.

Le diplôme de notre université sera votre atout.

CONSEIL EN RECRUTEMENT

France Giney 99 4398 21051 DUMY Cedex

RÉSULTATS

Une stratégie pour gagner

SAINT FRERES

DIRECTEUR TECHNIQUE

Responsable de la direction et de l'animation de la production (quatre activités : tissage, tissage, tissage, tissage), il entreprend au-delà des problèmes quotidiens de gestion, le remodelage de l'usine et la mise en œuvre d'une nouvelle organisation en développant notamment les activités de programmation et d'ordonnement. De formation supérieure (Ingénieur AM, Bachelier de Chimie...), c'est un véritable leader capable de prendre l'initiative de la fonction technique et de production. Ses qualités humaines, ainsi que son expérience du terrain lui permettront de mener à bien des projets ambitieux dans un contexte de grande autonomie. Le poste est situé à proximité d'Amiens. Merci de nous adresser C.V., photo récente et rémunération actuelle sous la référence 410 012 M (à mentionner sur l'enveloppe).

BERNARD KRIEF CONSULTANTS
115, rue du Bac - 75007 PARIS



INSTITUT DE RECHERCHES Chimiques

INGÉNIEUR CHIMISTE

Basé dans un pays d'Afrique Noire pour y mener des recherches d'application sur la récolte et les produits semi-finis dans le domaine du caoutchouc naturel.

- Connaissances nécessaires en chimie organique, génie chimique, informatique ;
- Anglais courant indispensable ;
- Spécialisation économique appréciée ;
- Expérience expatriation Afrique non souhaitée ;
- Bonne présentation.

Envoyer C.V. et photo à : I.R.C.A., 42, rue Scheller, 75116 PARIS.

emploi international

des opportunités à l'étranger

ORGANISATION FRANÇAISE DE VOYAGES recherche :

DÉLÉGUÉ(E)

PERMANENT AU SÉNÉGAL

Il/elle devra être de nationalité française et résider déjà à DAKAR

Ecrire à MONDIAL TOURS 8, rue Kappler, 75116 Paris.

Société minière située à MADAGASCAR recherche :

INGÉNIEUR MINES

OU BYS

ÉLECTROMÉCANIQUE.

Tél. pour rd-va (1) 544-29-78.

ANNONCES CLASSEES

TÉLÉPHONÉES

555-91-82

CONSTRUCTION MACHINES TEXTILES - TROYES (10)

La compétence pour diriger nos études, l'innovation, l'anticipation, la réflexion pour conduire notre développement.

32 ans minimum, ingénieur grande école diplômé, vous bénéficiez d'une expérience professionnelle de 5 ans au moins dans la direction d'un Bureau d'Etudes concevant et réalisant des biens d'équipements industriels (machines spéciales, machines outils, commandes numériques), utilisant le CAO ou le DAO et process industriels fortement automatisés. Leader mondial de la construction de machines textiles spéciales (180 personnes - 71 M.F. CA, dont 46 % à l'export - part de marché française 90% contre 60% du marché international - 9% du CA en recherche appliquée). Nous recherchons aujourd'hui notre

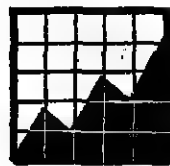
DIRECTEUR DES ETUDES RECHERCHE ET DEVELOPPEMENT

Devant la Direction Générale Technique, il dirige, anime, organise notre Bureau d'Etudes (20 personnes). Il conçoit, définit et promeut la technologie de nos matériels à construire et leurs applications. Il recommande les orientations nouvelles, détermine les normes de qualité rigoureuses, s'assure de leur respect dans le souci constant de la rentabilité. Merci de nous adresser votre C.V. manuscrit détaillé avec photo et salaire actuel sous réf. 6010 HM à notre Conseil.

17, rue Courmeaux 51054 REIMS CEDEX
58, av. de Wagram 75017 PARIS.

MEMBRE DE LA CHAÎRE SYNDICALE DE L'INDUSTRIE EN RECRUTEMENT

MORENO CONSULTANTS
Recrutement Structures et Communication



DIRECTIONS . DIRECTIONS

Fonctions Nationales et Internationales

Compagnie Aérienne

300.000+

Notre entreprise spécialisée dans le transport à la demande (fret et passagers), emploie plus de 400 personnes. Basé à Orly, notre Directeur Financier et de Gestion en assurera les missions classiques. Rattaché à la Direction Générale, vous participerez étroitement à la gestion de l'entreprise, sous l'aspect des prévisions, du suivi de l'exploitation et du contrôle. Financier confirmé, ayant plusieurs années d'expérience, vous devez aussi posséder une formation grande école. Une bonne aptitude à la communication vous permettra d'évoluer dans notre entreprise. Envoyez en toute confidentialité lettre et CV à Gérard Pont, 15 Rue du Louvre PARIS 1^{er}, sous la Réf. 41139.

nervet pont conseil

Une société de dimension internationale (CA 140 MF, 250 personnes), filiale d'un important groupe et spécialisée dans la conception, l'intégration, l'installation et la maintenance de réseaux modernes de télécommunications recherche son

Directeur administratif et financier

pour participer à sa croissance et au développement d'une activité de pointe. Assisté de deux collaborateurs, vous animez et dirigez une équipe de 50 personnes réparties dans 15 pays en Europe, en Afrique et au Moyen-Orient en conservant la responsabilité de l'ensemble de la fonction. Engagé par Londres, vous êtes provisoirement détaché au siège à Paris. De formation Ecole Supérieure de Commerce (option finance comptabilité), vous connaissez la comptabilité française et avez une expérience de plus de 5 ans qui vous a permis d'acquies une grande ouverture d'esprit, un sens de l'international (bilingue anglais-français) et une aptitude certaine aux relations humaines à tous niveaux. Nous vous remercions d'écrire, en précisant votre souhait de rémunération, sous réf. 2691 à ERNST & WHINNEY Conseil, 150 Bd Haussmann - 75008 Paris, qui étudiera votre candidature avec soin et discrétion avant de vous répondre.

Ernst & Whinney Conseil

emplois internationaux

et établissements d'Etat

CAMEROUN - YAOUNDE

Un important établissement bancaire recherche

UN INGENIEUR EN INFORMATIQUE

Il aura la responsabilité d'une équipe constituée de deux analystes et dix pupilles (matériel IBM 34). Le candidat de nationalité camerounaise sera diplômé d'une grande école. Il possèdera une expérience professionnelle de plusieurs années. Merci d'adresser lettre manuscrite et CV sous référence 511 à :

BAILLY CONSEIL
128 Bd Haussmann
75008 PARIS

emplois internationaux

Cette classification permet aux sociétés nationales ou internationales de faire publier pour leur siège ou leurs établissements situés hors de France leurs appels d'offres d'emplois.



emploi régionaux emploi régionaux emploi régionaux emploi régionaux

Traitement de Surfaces

INGENIEUR METHODES

Orléans

Un important groupe français, de notoriété internationale, recherche pour l'un de ses établissements (Effectif : 1200 personnes), spécialisé dans la fabrication d'équipements de grande série, un jeune ingénieur Méthodes, pour son unité de Traitement de Surfaces (usinage, peinture, décoration, ...), employant 170 personnes. Rattaché au Responsable de l'unité, et en étroite collaboration avec lui, il aura en charge l'élaboration des temps et des prix de revient, la définition des nouveaux produits, la gestion des investissements, et devra être rapidement à même de faire des propositions visant à l'amélioration de la productivité, et ce, en relation étroite avec les différents services (études, fabrication, ...), de l'unité. Nous souhaitons rencontrer pour ces postes, à Orléans, un jeune professionnel des Méthodes, de formation ingénieur (Centrale, AM, ENSI, ...) et possédant impérativement justifié d'une première expérience professionnelle, acquise dans le traitement de surfaces, en méthodes ou en production. La réussite à ce poste suppose un esprit inventif, à un sens constant de rentabilité. La taille du groupe autorise de réelles perspectives d'évolution. Merci d'adresser lettre de candidature, CV complet, photo et rémunération actuelle, sous référence M 1/1204 B, à :

EGOR INDUSTRIE
8, rue de Bern, 75008 Paris.
ou
EGOR OUEST-ATLANTIQUE
15, rue Charles Monselet, 44000 Nantes.

PARIS LYON NANTES STRASBOURG TOULOUSE
MILANO PERUGIA ROMA VENEZIA DUISSELDORF LONDON MADRID TOKYO MONTREAL

egor

Ouest de la France

Ingénieur Recherche Développement

Améliorer la connaissance du comportement d'emballages en contact avec différents produits afin d'en optimiser la durée de vie par :
- étude des phénomènes de corrosion,
- détermination des durées de vie.
Animer une petite équipe de techniciens, c'est la mission que vous propose cette société figurant parmi les leaders mondiaux de son domaine d'activité. Afin de répondre toujours plus vite et de façon qualitative aux exigences des clients et aux contraintes des marchés, elle crée le poste d'ingénieur R & D.

De formation ingénieur chimiste ou équivalent, débutant ou justifiant d'une première expérience R & D dans l'industrie agro-alimentaire ou dans un domaine connexe, le candidat participera à des tâches variées au sein d'une équipe très compétente et motivée. La pratique de l'anglais est vivement souhaitée. Le poste est basé dans une région agréable de l'Ouest de la France.

Merci d'adresser CV complet, lettre manuscrite, sous réf. M 515 J, à Etienne Simonnet, OC Conseil, 15 rue du Louvre 75001 Paris, à qui nous avons confié cette recherche.

OC conseil
Ressources humaines

AKOREM 198

Orléans

INGENIEUR SERVICES GENERAUX

Cette entreprise industrielle, employant plus d'un millier de personnes et filiale d'un important groupe international, est spécialisée dans la fabrication d'équipements de grande série. Renforçant ses structures, elle crée aujourd'hui le poste de Responsable des Services Généraux. Rattaché au Directeur Général, et en étroite collaboration avec lui, il assurera l'ensemble des responsabilités de l'entretien central (moyens lourds, chauffage, fluides, distribution électrique, ...), des bâtiments et travaux neufs, des énergies, des services généraux (transports, gardiennage, nettoyage, ...) et de la sécurité de l'unité. Nous souhaitons rencontrer un ingénieur diplômé (homme ou femme), homme de terrain et personnalité affirmée, âgé de 30 ans au moins, et possédant justifié d'une première expérience de la fonction, acquise de préférence en production métallurgique. Le praticien retenu devra être un amateur d'hommes, percevant sa mission en termes d'économies d'énergies, d'organisation et de gestion des ressources. La taille du groupe autorise, à terme, de réelles perspectives d'évolution. Merci d'adresser lettre de candidature, CV complet, photo et rémunération actuelle, sous référence M 1/1204 A, à :

EGOR INDUSTRIE
8, rue de Bern, 75008 Paris.
ou
EGOR OUEST-ATLANTIQUE
15, rue Charles Monselet, 44000 Nantes.

PARIS LYON NANTES STRASBOURG TOULOUSE
MILANO PERUGIA ROMA VENEZIA DUISSELDORF LONDON MADRID TOKYO MONTREAL

egor

Ingénieur Electricité/Automatisme

«Un poste de Responsable dans la Formation»

Notre institut dans le Val de Loire recherche le Responsable de son service maintenance d'équipements électriques, électroniques, automatiques et robotiques. Responsable de son budget, il gère et coordonne l'activité des animateurs, assure personnellement quelques heures de cours, répond de la bonne marche et de la rentabilité du service (5 à 15 personnes), ouvert au commercial, il doit pouvoir concevoir les formations nécessaires aux entreprises. Outre un diplôme d'ingénieur valorisé par quelques années d'expérience, notre futur responsable doit posséder une bonne maîtrise de l'anglais et accepter de se déplacer à l'étranger. Adressez votre dossier de candidature complet à notre Conseil sous référence 84/41/181/PG.

DOMINIQUE LELUOIS

1 rue Grécourt - BP 1522 - 37015 Tours Cx

Etablissement financier

crédit - crédit-bail - location

recherche dans le cadre de l'expansion de son secteur entreprises

CRÉDITMAN

Basé au siège social dans une grande ville universitaire Ouest.

Esprit d'analyse, goût des contacts, sens de l'adaptation et du travail en équipe seront les premiers atouts pour réussir dans la fonction.

Formation souhaitée : Type E.S.C. - Licence

Débutant ou première expérience

Perspectives de carrière ouvertes.

Envoyer lettre manuscrite, C.V., photo + prétentions sous n° T 068.895 M, REGIE-PRESSE 7, rue de Montessuy, PARIS-7.

BANQUE PRIVÉE SUD-OUEST

Nous sommes une Banque Privée ayant son siège dans une grande ville du SUD-OUEST

et des agences à Paris

Filiale d'une banque privée française d'importance nationale nous recherchons pour assurer notre développement

2 JEUNES EXPLOITANTS DÉBUTANT (E) S de formation supérieure

(H.E.C., E.S.S.E.C., Sup de Co, Des Banques)

Envoyer lettre manuscrite, C.V. détaillé et photo AGENCE HAVAS, sous réf. 6.487 54, cours du Chapelle-Rouge, 33075 BORDEAUX Cedex.

Une importante société française spécialisée dans la construction de biens d'équipement renforce ses équipes technico-commerciales en intégrant des

Jeunes ingénieurs grandes écoles

Après une période de formation aux techniques et aux procédures de la Société, ils se verront confier progressivement la prise en charge complète de projets tant en France qu'à l'étranger. Les ingénieurs recherchés, débutants ou ayant une première expérience industrielle (2-3 ans), devront avoir un réel potentiel de manager. Ils sont assurés de trouver une structure favorable à un développement de leurs capacités. La connaissance de l'anglais est indispensable.

Les postes à pourvoir se situent dans la métropole Nord. Les candidatures adressées sous la référence 2180/LM seront examinées confidentiellement par Daniel LANDEAU.

HAY Manager

50, bd de Paris
59100 ROUBAIX
T. (20) 73.71.70

UN DES PREMIERS CABINETS FRANCAIS D'AUDIT ET DE CONSEIL

MEMBRE D'UN RESEAU INTERNATIONAL

recherche pour son bureau de LYON

auditeurs et fiscalistes

Les candidats recrutés auront une formation supérieure et une première expérience de 3 à 5 ans, acquise de préférence dans un Cabinet d'Audit ou d'Expertise Comptable. Une bonne connaissance de la langue anglaise est indispensable.

Les perspectives d'évolution de carrière dans ce Cabinet International, employant en France plus de 600 professionnels, sont particulièrement intéressantes.

Envoyez votre CV en indiquant un N° de Tél. à Jeannine Vallet - HELIOS STRECO DURANDO Rhône Alpes BP 39 - 69811 TASSIN CEDEX.

REPRODUCTION INTERDITE



emplois régionaux · emplois régionaux · emplois régionaux · emplois régionaux

SOCIÉTÉ DE BIENS D'ÉQUIPEMENT DESTINÉS AUX INDUSTRIES DE L'ÉNERGIE NUCLÉAIRE ET DE LA PÉTROCHIMIE
recherche

Ingénieur chimiste spécialisé élastomères et si possible plastomères

Pour : - assurer la fonction recherche et développement.
- superviser l'unité de production située dans le BORDELAIS.
Une expérience de la formulation et de la mise en œuvre des élastomères techniques est indispensable.
Anglais souhaités.

Ecrire avec C.V., photo et prétentions : **Société AMRI - Service du Personnel**
"Les Mercuriales" 40, rue Jean-Jaurès, 93176 BAGNOLET CEDEX

Une importante société industrielle recherche pour l'une de ses usines situées en région rouennaise :

Responsable bureau d'études travaux neufs

Rattaché au directeur des services techniques, il anime une équipe de cinq personnes, définit et suit les actions de la sous-traitance. Dans le cadre d'un très important plan d'investissement il est, de plus, le correspondant privilégié du groupe ingénierie chargé de la modernisation des bâtiments et matériels des établissements du groupe. Ce poste conviendrait à un ingénieur électromécanicien, âgé de 30 ans au moins, possédant une expérience d'encadrement et de gestion acquise dans une entreprise de production. La rémunération annuelle, fonction des compétences du candidat, sera de l'ordre de 220.000 francs. Ecrire à **PEL LESAGE** en précisant la référence **A/2584M**.

Responsable logistique

Rattaché au directeur de l'usine, et en liaison étroite avec les services achats, ventes et financiers, il a la responsabilité de la gestion de l'ensemble des flux matériels, depuis les matières premières jusqu'aux produits finis (stockage, ordonnancement, planning). Ce poste s'adresse à un candidat de formation supérieure (école d'ingénieurs ou de gestion), justifiant d'une expérience logistique d'au moins cinq ans acquise dans un environnement industriel, excellent organisateur et bon négociateur, dominant les problèmes de gestion informatique. La connaissance de l'anglais est nécessaire. La rémunération annuelle, fonction des compétences et du potentiel du candidat, sera de l'ordre de 250.000 francs. Ecrire à **S. AUBRY** en précisant la référence **A/2585M**.

PA

3, rue des Graviers - 92521 NEUILLY Cedex - Tél. 747.11.84

Lille - Lyon - Nantes - Paris - Strasbourg - Toulouse

Informatique de gestion pour un Chef de Projet à Lyon

Au sein d'un grand groupe industriel, notre établissement lyonnais regroupe une activité de haute technologie en fort développement. Ce qui nous amène à réaliser l'informatisation de nos systèmes de gestion.

Dans une petite structure qui évoluera progressivement, vous participerez à la réalisation des applications adaptées à l'évolution du centre : vous définirez le cahier des charges en relation avec les utilisateurs, concevrez des procédures adaptées, mettiez en place l'outil informatique approprié et assurerez le contrôle de réalisation.

Ingénieur, de formation type INSA (option informatique) ou IMAIGÉ, vous possédez une première expérience de ce type de fonction. Vous vous sentez à l'aise dans les relations humaines et vous êtes doté d'un bon esprit de synthèse.

La connaissance du matériel IBM, système CICS - VSAM sous OS/VS 1 (et éventuellement MVS) est souhaitable. Merci d'adresser votre candidature en précisant votre rémunération actuelle, sous réf. 1017, à Média-System, 93 rue Edouard Bellet, 69002 Lyon, qui transmettra. Discretion assurée.

Société chimique internationale située dans le département du Haut-Rhin (Région frontalière)

recherche pour la création d'un centre de production de pigments organiques

DIRECTEUR D'USINE

Ingénieur Chimiste ou Arts et Métiers, ayant au moins 5 années d'expérience dans la fabrication de pigments organiques et intéressé par la gestion et les contacts humains.

Ce poste est rattaché à la Direction Générale

INGÉNIEUR CHIMISTE

Ayant 5 à 7 années d'expérience dans la chimie de pigments organiques. Il sera responsable du laboratoire de contrôle de qualité et de développement des procédés de fabrication. Un organisme ayant l'aptitude d'assimiler rapidement la technicité des pigments organiques peut convenir.

RESPONSABLE ADMINISTRATIF ET COMPTABLE

Ayant 4 à 6 années d'expérience et de responsabilité dans un service de comptabilité. Il sera responsable de la comptabilité générale et analytique, bilan, paie. Un diplôme Supérieur de Gestion est souhaitable.

Tous ces postes nécessitant une bonne pratique de la langue anglaise, en particulier pour les postes de secrétaires. Les places proposées offrent une rémunération attractive et une opportunité pour contribuer au succès d'une nouvelle expansion.

Adresser C.V. sous n° T 068.922 M. REGIE-PRESSE
7, rue de Montesson, PARIS-7^e.

RESPONSABLE DES ACHATS

Ayant 5 à 7 années d'expérience dans les achats de produits chimiques et intermédiaires de préférence dans le domaine des pigments organiques. Des connaissances en chimie seraient appréciées et un diplôme Supérieur de Commerce est souhaitable.

SECRÉTAIRES DE DIRECTION

Ayant au minimum 3 années d'expérience et possédant le BTS.

Equipementier aéronautique

Toulouse - Cet équipementier aéronautique (300 millions de francs de chiffre d'affaires, 1.000 personnes), est filiale d'un important groupe industriel français. Dans le cadre de son développement constant, il recherche, pour son établissement de TOULOUSE (300 personnes), 3 collaborateurs :

Responsable contrôle essais

Rattaché au responsable contrôle qualité, il animer une équipe de 15 techniciens et aura pour objectif d'assurer la conformité des produits en terme de performances et de développer et accroître la fiabilité des procédés de contrôle de conformité. Il participera à l'élaboration de la politique d'assurance qualité en liaison avec le B.E., les méthodes et l'atelier auprès de qui il déclenchera et suivra la mise en place d'actions correctives. Enfin, il cherchera constamment à améliorer la productivité de son service. Nous recherchons un ingénieur confirmé ayant de bonnes connaissances en électronique et mécanique. Il aura une expérience minimum de 3 à 5 ans dans l'aéronautique ou la mécanique fine à un poste technique d'encadrement (production, méthodes, qualité...). De bonnes connaissances de l'anglais lu et écrit sont nécessaires. Ecrire à **M. FABRE** en précisant la référence **A/17057M**.

Responsable des méthodes

Il prendra en charge la réorganisation et la direction du service méthodes (17 personnes). Dépendant du directeur de production, il aura pour mission de définir les temps, les moyens (machines, outillages, hommes), les procédés et processus de production et de montage les plus rentables. De formation ingénieur mécanicien (ENI, INSA, AM...), il aura une solide expérience, si possible au sein d'un service méthodes ou d'industrialisation. Des connaissances en électronique sont souhaitables. Ecrire à **Arlette BIEBUYCK** en précisant la référence **A/17058M**.

Ingénieur électronicien

Directement rattaché au responsable du service support technique et chargé de la liaison après-vente / B.E., il assurera la validation de procédures de tests et de recherche de pannes sur calculateurs numériques et analogique embarqué. Il encadrera une équipe de techniciens pour la documentation technique des produits, et assurera la formation du personnel technique des compagnies aériennes utilisatrices. Ce poste évoluera vers l'étude d'une informatisation des données et des procédures de tests ainsi que vers des interventions directes en clientèle. Nous recherchons un jeune ingénieur électronicien (ENSEI, ENSICA). Une première expérience de travaux d'études ou de support technique serait appréciée. De bonnes connaissances en informatique constitueront un atout supplémentaire. L'anglais courant est indispensable. Ecrire à **M. FABRE** en précisant la référence **A/17059M**.

Pour ces postes, la rémunération sera essentiellement fonction de l'expérience et des caractéristiques des candidats recrutés.

PA

71 bis, allée Jean-Jaurès - 31000 TOULOUSE - Tél. (41) 63.70.63

Lille - Lyon - Nantes - Paris - Strasbourg - Toulouse

responsable logistique de distribution

NANTES

Notre société (450 pers.) occupe une position de **LEADER SUR LE MARCHÉ FRANÇAIS**, avec une croissance de 20 % l'an. Nous sommes performants, compétitifs et... nous nous portons bien ! Aujourd'hui, nous recherchons l'homme capable de mettre en place et d'assurer notre logistique de distribution (gestion des stocks et expédition).

RATIONALISER, ORGANISER, PLANIFIER, toutes les actions relatives à la distribution de nos produits (vers les dépôts et les clients) sera votre principale mission. Votre objectif : garantir une distribution physique performante en ayant le souci constant d'améliorer le service, d'optimiser les stocks et de rentabiliser les moyens de transport.

Dans notre stratégie de développement, votre rôle en tant qu'opérationnel et fonctionnel est déterminant. Pour cette raison, nous vous demandons une formation **INGÉNIEUR** et une expérience d'au moins 5 ans, soit similaire, soit de la gestion de production.

Volontaire, pragmatique, vous êtes un homme de terrain mais aussi un homme d'idées, ouvert, possédant un excellent sens relationnel.

Si vous souhaitez participer activement à notre développement, contactez-nous en adressant C.V., lettre man., prétentions sous réf. 3899 à Organisation et Publicité, 8, rue Rosera d'Artois 44000 NANTES, qui transmettra.

FISCALISTE

180 km NORD DE PARIS
société d'expertise comptable en expansion continue grâce à la qualité de ses travaux, recherche, pour renforcer ses structures, un **FISCALISTE**.

Le candidat, homme ou femme, doit posséder une formation supérieure (maîtrise de droit avec option fiscale, IEN ou équivalent) avec une expérience minimum de 3 ans dans un poste similaire ou dans une administration.

Dans la clientèle composée de PME, PMI, il devra, dans un cabinet de taille humaine, assurer un rôle de conseil fiscal et à terme de conseil juridique, tant au niveau de cette clientèle qu'au niveau des collaborateurs.

Adresser votre C.V., manuscrit, photo et prétentions sous n° 8.887 le Monde Pub. service annonces classées, 8, rue des Italiens, Paris-8^e.

SOCIÉTÉ PROVENÇALE

recherche

ADJOINT AU CHEF DU PERSONNEL

- 25 ans minimum ;
- Formation école de commerce ou juridique avec 4 à 5 ans de pratique dans la fonction personnel ;
- Expérience en relations sociales, droit du travail et connaissances en informatique temps réel.

160.000 F +
Salaire sous réf. 386 / M à SWEETS,
8, rue du Delta,
75008 PARIS qui transmettra.

NICE, ÉCOLE DE FRANÇAIS

pr études étrangères recherche

PROFESSEUR

Exp. pratique VF et DUV exigée, parlant bien l'anglais, plein temps, poste permanent.

Salaire sous le n° 068.883 M
REGIE-PRESSE
7, rue de Montesson, Paris-7^e.

Bretagne et pays de Loire
Fédération de Coopératives Agricoles
Agrée pour la Révision
recherche

DIPLOMÉ(E)S ENSEIGNEMENT SUPÉRIEUR

Agro, grandes écoles de commerce, maîtrises de gestion, MSTCF pour audits de gestion

Adresser C.V. et prétentions à : **C.C.A.O.F.**
B.P. 654, 35008 RENNES.

développer la communication et la gestion du personnel adaptées à notre croissance

Votre rôle sera de créer et de mettre en place vos outils de gestion et de communication nécessaires à la préparation de l'avenir compte tenu de la stratégie définie par le directeur des ressources humaines.

Dans ce cadre vous aurez également la responsabilité de la mise en place et du développement des outils informatiques (H.P.).

Nous sommes un laboratoire pharmaceutique filiale d'un groupe international leader. Le poste est basé à 100 km à l'Ouest de Paris.

Si vous désirez participer à ce recrutement, envoyez votre C.V. sous la référence 717-04 à notre Conseil :

ONOMA

26, rue de Berri 75008 PARIS
(confidentialité, réponse assurée)

ATTACHE DE DIRECTION HF
Financement des entreprises

La S.D.R. FICARDIS a pour vocation de financer le développement des entreprises implantées dans les trois départements de l'OISE, de l'AINES et de la SOMME.

Responsable du département de l'Oise, l'Attaché de Direction recherché aura pour mission d'assurer les relations avec les entreprises, d'analyser leurs besoins et leurs projets d'investissements, d'établir les dossiers et de monter les plans de financement.

Formation supérieure grande école (X, ECP, REC, ESSEC, ESC...) ou universitaire de niveau équivalent. Expérience minimum de 3/5 ans dans la profession bancaire (secteur entreprises) ou dans un organisme financier spécialisé dans les prêts aux entreprises. Résidence Amiens.

Adresser CV détaillé sous réf. 242/1 BM à

France Sud 22, rue Saint-Augustin 75002 Paris

Nous prions les lecteurs répondant aux « ANNONCES DOMICILIÉES » de vouloir bien indiquer lisiblement sur l'enveloppe le numéro de l'annonce les intéressant et de vérifier l'adresse, selon qu'il s'agit du « Monde Publicité » ou d'une agence.



emplois régionaux emplois régionaux emplois régionaux emplois régionaux

CAP AU NORD : L'ACIER DE DEMAIN C'EST DE L'INFORMATIQUE



Notre métier ? Des aciers de très haute compétition
Nos applications ? L'informatique de pointe à tous les niveaux
Nos matériels : IBM 308 X ; 43 XX
Nos systèmes : DOS/VSE, VM/CMS, MVS
Nos réseaux : CICS, SNA (infocentre et micros)

JEUNES INGENIEURS INFORMATIENS

de grande école ou Miage

Dans un contexte très performant,
vous prendrez la responsabilité du développement d'applications en informatique de :
• Gestion • Gestion de Production • Process
Débutants ou 1ère expérience devenez Chefs de Projets
à Dunkerque, Montataire, Isbergues ou Valenciennes.

Votre évolution ? A la mesure de la nôtre avec en plus l'acquisition de la connaissance industrielle.

Merci d'adresser
votre dossier de candidature,
lettre manuscrite,
CV et photo s/rét. 1103



Service Recrutement
N. Le BAGOUSSE
Immeuble Ile de France
92070 Paris la Défense Cedex 53

Une nouvelle sidérurgie est en train de naître

SOCIÉTÉ D'ENDUCTION
pour l'Est de la France
INGÉNIEUR CHIMISTE
pour un poste de fabrication et
de développement.
Expérience appréciée.
S.r.l. n° 8.551 le Méridien pub.
service ANNONCES CLASSES,
5, rue des Italiens, 75009 Paris.

Le Bureau de recherches
géologiques et minières
établissement public
à rayonnement international,
recherche un (une)

COMPTABLE
pour ses services
d'ORLÈANS-LA-SOURCE

Adjoint au chef du service
comptable, il participera
à l'ensemble des travaux
de ce service :

• arrêtés des comptes annuels,
établissement du bilan,
rédaction

du rapport comptable,
déclaration fiscale
annuelle des résultats, etc.

Une formation du type DECS
complet est requise,
ou à défaut une maîtrise
de sciences économiques ; la

connaissance de la langue anglaise
est souhaitée ; 2 ans
d'expérience dans des fonctions
semblables avec encadrement
d'une équipe comptable
sont nécessaires.

Une formation complémentaire
en informatique
est indispensable
avec pratique

de la gestion comptable
informatisée.

Adresser lettre de candidature,
c.v., références et préférences
sous référence 84-45
au SRGM/DEP-APT
B.P. 8009
48060 ORLÈANS CEDEX.

Contrôleur de gestion

250.000 F

Adjoint au directeur administratif et financier - Cette entreprise de 1500 personnes, filiale d'un important groupe, implantée en Bourgogne produit et commercialise des composants électroniques. Elle recherche son contrôleur de gestion, qui, adjoint au directeur administratif et financier, aura pour mission de synthétiser les données en provenance des usines, des différents services de l'entreprise, et d'établir pour la direction : budgets, comptes d'exploitation... Nous souhaitons rencontrer un candidat diplômé de l'enseignement supérieur (HEC, ESSEC ou équivalent) justifiant d'une première expérience au cours de laquelle il aura exercé une fonction identique en milieu industriel. Il aura, en outre, acquis une bonne pratique de l'outil informatique. Une double formation (ingénieur) serait appréciée. La rémunération sera fonction de la formation et de l'expérience du candidat retenu et pourra atteindre 250.000 francs. Réelles possibilités d'évolution au sein du groupe. Ecrire à PH. BONNEFOY en précisant la référence A/3845M.

PA

78, Bd du 11 Novembre - 69100 VILLEURBANNE - Tél. (7) 893.90.43

Lille - Lyon - Nantes - Paris - Strasbourg - Toulouse

Responsable relations humaines

Le Havre - Membre d'un groupe internationallement réputé, cette société spécialisée dans la fabrication et la commercialisation d'équipements industriels, désire renforcer son potentiel en recrutant un responsable relations humaines basé à son usine du Havre (environ 800 personnes). Dans un contexte d'importance croissante de la fonction, il élaborera, proposera, met en œuvre et anime une politique dynamique, cohérente et réaliste en matière de gestion du personnel et des relations sociales. Réussir les outils nécessaires, il aura tous les contacts pour établir, avec l'aide de son équipe, une action qui portera tant sur les relations avec les partenaires sociaux, que sur la gestion prévisionnelle, la formation, les rémunérations, les aspects juridiques, la communication ou les relations externes. Ce poste intéressera un candidat, âgé d'au moins 35 ans, de solide formation générale, possédant une expérience significative dans les principaux domaines de la fonction personnel, relations et ressources humaines ; d'une durée supérieure à cinq années, elle aura été acquise en établissement industriel et aura révélé des qualités d'organisation, de contact et d'initiative. La rémunération sera à la hauteur des responsabilités proposées. Ecrire à J. HAXAIRE en précisant la référence A/2586M.

PA

3, rue des Graviers - 92521 NEUILLY Cedex - Tél. 747.11.04

Lille - Lyon - Nantes - Paris - Strasbourg - Toulouse

VILLE DU HAVRE

recherche pour ses services ORGANISATION

INGÉNIEURS

appelés à exercer des fonctions de chargés d'études dans le cadre du développement de ses nouvelles techniques de gestion. Ils travailleront en équipe pluridisciplinaire avec des informaticiens et des gestionnaires.

SALAIRE ANNUEL :

- 1^{re} année : 82.000 F net.

- 2^e année : 94.000 F net.

PLAN DE CARRIÈRE ÉVOLUTIF.

Adresser les candidatures à Monsieur le Maire du Havre
B.P. 51, 76004 LE HAVRE Cedex.

Pour tous renseignements, appeler le 16 (35) 22-81-01
portés 246 et 235.

Attaché Commercial

120.000 frs

Une société de courtage, négoce et représentation implantée dans la région de LISIEUX, distribuant à l'échelon national des matières premières industrielles, recrute

UN JEUNE ATTACHE COMMERCIAL

possédant une formation supérieure économique ou commerciale, une première expérience de la vente et la pratique de l'anglais. Il s'agit d'un poste actif nécessitant des qualités de dynamisme et d'imagination pour étendre la clientèle et ouvrir de nouveaux marchés.

Adresser votre dossier de candidature s/rét. 5223
à notre conseil J. de BRESILLON

SEREP 124 bis av. de Villiers
75017 PARIS

LA DIRECTION DES CONSTRUCTIONS ET ARMES NAVALES DE CHERBOURG

recherche des Ingénieurs sur Contrat pour

POSTE 1 : ADJOINT AU CHEF DU BUREAU D'ETUDES INFRASTRUCTURE.

Etudes de rentabilité d'investissements. Elaboration d'une méthode de planification et ordonnancement des études en vue de l'utilisation de moyens informatiques. Etudes relatives à la mise en place de procédés de dessin assisté par ordinateur.

Profil souhaité : Ingénieur ENSI ou équivalent, spécialité mécanique ou électricité - Connaissances en équipement industriel et informatique seraient appréciées.

POSTE 2 : INGENIEUR RESPONSABLE DE L'HYGIENE ET SECURITE DU TRAVAIL.

Définir dans le cadre des directives du Directeur les actions à mener dans les domaines de la prévention des accidents du travail, des maladies professionnelles et de l'amélioration des conditions de travail.

Suivre les actions lancées.
Profil souhaité : Ingénieur ENI, équivalent ou supérieur. Expérience souhaitée de Production. Facilité de contacts avec les différents niveaux de personnels.

POSTE 3 : ADJOINT AU CHEF DE GROUPE - MECANIQUE DE STRUCTURES.

Du centre d'Essais Technique et d'Evaluation. Calcul de structures - Mesures électroniques - Traitements informatiques (BASIC).

Profil souhaité : Ingénieur ENSI - ENI - INSA. Dynamique, esprit volontaire, apte à effectuer des essais dans des conditions difficiles, embarquement pour essais sur sous-marin.

Pour chacun de ces postes, il est proposé une rémunération mensuelle nette de l'ordre de 8 800 F.

Ecrire un adressant curriculum-vitae et en précisant bien le poste demandé à :
DIRECTION DES CONSTRUCTIONS ET ARMES NAVALES
Chef de Section Personnel
BP n° 10 - 50115 CHERBOURG NAVAL.

Contrôle de gestion commerciale

STRAPOR, leader européen de l'aménagement des espaces de bureaux, recherche son responsable du contrôle de gestion commerciale. Rendu compte à la direction du contrôle de gestion, il animera une petite équipe qui assure le contrôle de gestion de l'activité commerciale en France (succursales et concessionnaires). Des missions d'études ponctuelles lui seront également confiées ainsi que la responsabilité permanente de l'amélioration des procédures. Le candidat recherché, âgé de 28 ans au moins, est diplômé de l'enseignement supérieur (ESG) et peut justifier d'une expérience professionnelle de 5 ans environ acquise dans le service exploitation d'une banque ou dans le contrôle de gestion d'une activité de distribution. La pratique de l'anglais est indispensable pour évoluer dans cette fonction. Le niveau de rémunération offert tendra compte de l'expérience antérieure. Le poste est basé à Strasbourg et implique une disponibilité pour des déplacements en général ponctuels. Ecrire à F. WILLIGSECKER en précisant la référence A/6265M.

PA

3, quai Kléber - 67055 STRASBOURG Cedex - Tél. (88) 22.01.54

Lille - Lyon - Nantes - Paris - Strasbourg - Toulouse

S.S.C.I. REGIONALE FILIALE DU CREDIT INDUSTRIEL DE NORMANDIE (GROUPE C.I.C.)

recherche pour Basse Normandie

INGENIEUR COMMERCIAL

• Vous avez une formation à la gestion d'entreprise (ESG ou Sciences Eco.)
• Une première expérience dans la vente de logiciels et/ou matériels informatiques.

• Vous disposerez d'une autonomie au sein de votre secteur géographique pour la réalisation des objectifs à atteindre. (Vente auprès des PME et PMI)
• Après une formation de deux mois auprès du responsable du Département Commercial, vous serez basé à CAEN.

Adresser CV, photo et prétentions à « INFOMAT NORMANDIE »
Immeuble Normandie 1 - 98, av. de Bretagne
76100 ROUEN SAINT-SEVER.

CHEF DE SERVICE EQUIPEMENT ELECTRIQUE INDUSTRIEL NORMANDIE

Notre Société est une des plus importantes Entreprises Normandes spécialisées dans l'étude et la réalisation d'installations électriques et d'automatismes industriels. Elle recherche un INGENIEUR GRANDE ECOLE (E.S.E., I.E.G., ENSEM, etc) pour diriger un service opérationnel. Possédant une expérience technique suffisante, le candidat devra également s'imposer comme :
• gestionnaire de son service, organisé en centre de profits,
• animateur de son équipe de cadres et techniciens, afin d'en assurer le développement et l'évolution.

Adresser lettre de candidature manuscrite, CV, photo sous référence 3350 à
CONTEXTE PUBLICITE, 20, avenue de l'Opéra,
75004 PARIS Cedex 01 qui transmettra.

Nous prions instamment nos annonceurs d'avoir l'obligeance de répondre à toutes les lettres qu'ils reçoivent et de restituer aux intéressés les documents qui leur ont été confiés.

مكتبة النور

Chef de Produit Revêtements muraux contour/Kingfisher

MAIR FRANCE est une société spécialisée dans la commercialisation et la distribution de revêtements grand public sols et murs. Le chef de produit assurera la gestion de gammes complètes de produits dont il développera le volume et la rentabilité, en association avec notre équipe de vente.

Ses fonctions porteront sur :

- le plan marketing : relations avec l'usine, renouvellement de gamme, détermination de nouveaux créneaux.
- les moyens à mettre en œuvre : budgets PLV, presse, promotions...
- les prévisions et le contrôle : budget, reporting, analyse des écarts, actions correctives.

Le poste est basé en proche banlieue Sud-Est, des déplacements courts et assez fréquents en Angleterre et en province sont à prévoir.

Votre formation - type école de commerce - votre expérience - 2 à 4 ans - exercée si possible dans le marketing de produits comparables, votre anglais courant sont vos atouts pour ce poste.

Votre évolution se situera à l'échelle d'un groupe international.

Merci d'adresser votre candidature (lettre, CV et photo) sous la référence XCV/84 M à Patrick LONGUECHAUD - Département Central du Personnel - 8, avenue Delcassé - 75384 PARIS Cedex 08

Unilever
France Services

steria ENTREPRISES

LEADER EN INFORMATIQUE BANCAIRE

lance sur le marché de nouveaux PRODIGES BANCAIRES et poursuit le développement de ses activités BANQUE et TELECOMMUNICATIONS.

Elle propose d'intéressantes opportunités à ses

CHEFS DE PROJETS

Les candidats de valeur :

- ayant acquis une première expérience auprès d'un UTILISATEUR ou d'une SOCIÉTÉ D'INGÉNIEURIE INFORMATIQUE,
- voulant s'intégrer à des équipes compétentes et dynamiques au sein d'une société valorisant les qualités humaines et techniques,

SONT INVITÉS À PRENDRE CONTACT AVEC :

steria C. SOMEK
147, rue de Courcelles - 75017 PARIS

STERIA leur fournira les moyens de leur épanouissement professionnel.

ingénieur d'affaires grande école

Fort de notre expérience en matière de traitement de l'information et de communication, nous intervenons auprès des constructeurs et exploitants en vue de simplifier l'accès à la documentation technique et logistique des matériels.

Agé d'environ 35 ans et ayant acquis un réel bagage technique comme ingénieur d'après-vente, Chef de projet, vous vous sentez capable de seconder le Responsable Commercial de notre département Industrie.

Dynamique et pragmatique, vous avez exercé vos talents de négociateur en participant à la vente de biens d'équipements ou de services et désirez vous épanouir dans un poste à responsabilité.

Votre courrier, avec photo, nous précisera votre intérêt pour ce poste et votre salaire actuel sous la réf. H 1139 à KRENO Consultants 89, rue de la Boétie 75008 PARIS.

KRENO Consultants

IMPORTANT ETABLISSEMENT FINANCIER à PARIS recrute pour son Département Informatique (BM 4381), un

INGENIEUR INFORMATICIEN

de formation Grandes Ecoles

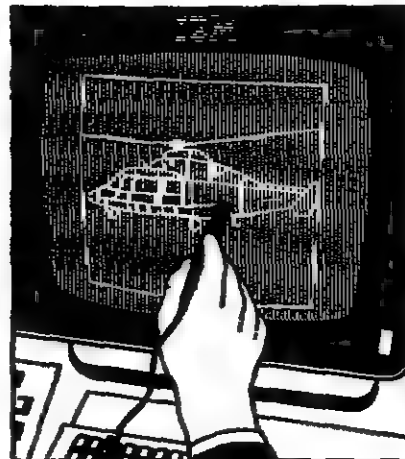
- Il possèdera 5 ans d'expérience professionnelle qui lui auront permis d'acquies une bonne pratique dans la conception et la mise au point de chaînes de traitement, de préférence sur matériel IBM.

- Il participera à l'élaboration de nouveaux projets temps réel et SGBD et devra faire preuve de qualités d'intégration et d'animation d'équipes de réalisation.

Il lui est offert une rémunération compétitive, une formation soutenue et des possibilités de progression.

Adresser curriculum vitae et prétentions sous réf. 5192 à CONTEXTE PUBLICITE, 20, avenue de l'Opéra, 75040 PARIS Cedex 01 qui transmettra.

AVEC NOUS, PORTEZ L'INFORMATIQUE AU CŒUR DE L'ECONOMIE FRANÇAISE



Choisissez l'informatique, pour ne pas manquer le tournant de la troisième révolution industrielle.

L'informatique est aujourd'hui un élément fondamental de la gestion des entreprises, des collectivités. Elle irrigue chaque jour plus en profondeur le tissu industriel, commercial, administratif et social du pays. Les années 80 verront dans le domaine du traitement de l'information, des changements importants.

Nos activités se développent avec les besoins de l'économie...

Elles concernent principalement les systèmes de traitement de l'information, les équipements et services susceptibles d'apporter des solutions aux problèmes, sans cesse plus complexes, des milieux d'affaires, de l'Administration, de la médecine et de nombreux autres secteurs de l'activité humaine.

C'est pourquoi nous recrutons...

De Jeunes Diplômé(e)s d'Ecoles d'Ingénieurs et de Commerce,

à la recherche de leur première situation, ou possédant une expérience professionnelle de 2 à 3 ans, pour leur confier après une formation normalement rémunérée des postes

d'Ingénieurs Technico-Commerciaux, Ingénieurs Commerciaux.

Les candidats doivent être dégagés des obligations du Service National, et avoir une bonne connaissance de l'anglais.

IBM France
le bon départ

Pour leur permettre d'exercer des métiers variés à l'image des applications multiples de l'informatique. Les exemples ne manquent pas.

La banque:

Le personnel qui dispose d'un terminal est investi d'un pouvoir de décision; dégagé de tâches répétitives, il est disponible pour des tâches plus enrichissantes, des rapports directs avec la clientèle. Le client, grâce au guichet libre-service peut retirer de l'argent 24 heures sur 24.

La distribution:

L'introduction de terminaux aux points de vente améliore les opérations de réception des marchandises, de réapprovisionnement, de ventilation des ventes d'une entreprise à succursales. Le scanner holographique IBM lit le code produit, permet la recherche du prix, son affichage sur écran avec désignation de l'article, et l'impression en clair du ticket de caisse.

L'industrie aéronautique:

Des études préliminaires aux essais en vol, interviennent la conception et la fabrication assistées par ordinateur (CFAO).

Comment faire acte de candidature?

Si vous souhaitez rejoindre une entreprise et un secteur en pleine expansion, adressez votre candidature à notre Département Recrutement-Orientations-Conseils 2, rue de Marengo, 75001 PARIS, en mentionnant la référence ICM-6/11. Elle sera traitée avec la plus grande discrétion.

Les candidat(e)s répondant aux conditions de base, seront reçus à Paris ou dans une Direction Régionale. Nous leur rembourserons leurs frais de transport.

Ingénieurs informaticiens

GRANDES ÉCOLES, DOCTORAT, DEA, MAÎTRISE, (0 À 5 ANS D'EXPÉRIENCE)

Syséca : société de services et d'ingénierie informatique de 780 personnes au C.A. de 280 MF, partenaire d'un groupe industriel de taille internationale, vous propose dans le cadre de sa stratégie d'expansion, des postes d'ingénieurs informaticiens, pour exercer votre activité dans les domaines suivants :

■ SYSTÈMES TEMPS RÉEL ■ INFORMATIQUE INDUSTRIELLE ■ LOGICIEL DE BASE ■ SYSTÈMES DE GESTION ■ SYSTÈMES DE COMMUNICATION ■ SYSTÈMES DE GESTION DE BASES DE DONNÉES

Merci d'adresser lettre manuscrite, C.V., photo et prétentions, sous réf. 9609 à GROUPE SYSECA, Service du Personnel - 315, Bureaux de la Colline - 92213 Saint-Cloud Cédex - Tél. 602.70.47.

GROUPE SYSECA

LES NOUVEAUX MERCURIENS

Les PTT recrutent par voie de concours les spécialistes de la communication de demain.

INSPECTEUR PRINCIPAL TECHNIQUE
NIVEAU BAC + 5

Grandes Ecoles d'ingénieurs et de commerce ou Universités options : • Electronique • Informatique • Economie et Gestion Commerciale d'entreprises publiques.

Âgés de moins de 30 ans. Épreuves les 6 et 7 décembre 84.

Cloture des inscriptions le 14 novembre 84. 64 places disponibles. Régions : Nord, Ile de France, Normandie ou Picardie.

Demandez votre dossier d'inscription et renseignez-vous sur les possibilités que vous offre une carrière à la Poste et aux Télécommunications en téléphonant (appel gratuit) au (1) 543.43.43 et (1) 293.44.10

ministère des PTT

OFFRES D'EMPLOIS OFFRES D'EMPLOIS OFFRES D'EMPLOIS OFFRES D'EMPLOIS

Ingénieurs logiciels temps réel

An sein d'un groupe de dimension internationale, cette société est spécialisée dans la conception et la réalisation de systèmes électroniques de pointe, destinés à des applications aéronautiques et spatiales. Deux postes sont à pourvoir dans un service d'étude de systèmes de mesure, systèmes composés de chaînes d'acquisition de mesures reliées à des calculateurs d'acquisition et de traitement de données.

Jeune chef de projet

Il sera à concevoir à partir d'éléments standard, des systèmes de télémesure depuis la réception du cahier des charges jusqu'à la remise clé en main au client. Il sera plus particulièrement chargé de la réalisation de logiciels temps réel en assembleur et fortin, et de la configuration du système. Selon la taille du projet il encadrera un ou plusieurs ingénieurs et programmeurs. Diplômé d'une école d'ingénieurs, il a acquis au cours de 2 à 3 ans d'expérience, la connaissance des calculateurs DEC (VAX ou PDP) dont il maîtrise les systèmes d'exploitation (VMS, RSX et RT 11). Des compétences techniques allées à des aptitudes à l'encadrement d'une équipe lui permettront d'évoluer rapidement vers des responsabilités plus larges. Réf. A/2581M.

Ingénieur débutant

Il participera à l'élaboration de systèmes de télémesure dont il aura à écrire les logiciels temps réel en assembleur et fortin. Il travaillera sur un ordinateur DEC (VAX ou PDP). Selon la taille du projet il pourra être amené à en sous-traiter une partie à des programmeurs. Diplômé d'une école d'ingénieurs avec option informatique, il sera dans un premier temps spécialisé en logiciel. Il pourra ensuite évoluer vers une responsabilité de chef de projet à la fois matériel et logiciel. Réf. A/2582M.

Adresser curriculum-vitae et représentation souhaitée à Brigitte DAUMARIE en précisant la référence choisie.

PA

3, rue des Graviers - 92511 NEUILLY Cedex - Tél. 747.11.84

Lille - Lyon - Nantes - Paris - Strasbourg - Toulouse

T.N.S.C. (Groupe McDONNELL DOUGLAS)

Constructeur de TYMNET, Leader mondial dans le domaine des réseaux de transmission de données recherche des candidats pratiquant couramment l'anglais pour le poste de

Animateur de formation hardware

Intégré dans une petite équipe très dynamique, il sera chargé de la formation technique de notre clientèle européenne sur les matériels et les outils informatiques utilisés pour le contrôle et les opérations des réseaux.

Ce poste évolutif conviendrait à un technicien de haut niveau, ou à un ingénieur ayant déjà acquis une première expérience dans l'activité de formation chez un constructeur de mini-ordinateurs. A terme, il peut déboucher sur une responsabilité plus étendue.

Pour ce poste, TNSC offre :

- une formation aux techniques de pointe dans le domaine de la commutation de paquets, des réseaux à valeur ajoutée et de la télématique,
- une ambiance de travail favorisant les prises de responsabilités,
- des déplacements de courte durée en Europe et aux U.S.A.

Envoyer C.V. + lettre manuscrite avec photo et salaire actuel s'il est TSG-2 à TNSC - 210 bureaux de la Colline - 92213 SAINT-CLOUD

observatoire économique et social



SYNTEC, Chambre syndicale des sociétés d'études et de conseils, recherche l'animateur de son Observatoire Economique et Social en cours de création.

Il aura à s'intégrer à une action professionnelle originale : par la mise en place et la promotion d'un outil statistique performant, il devra répondre aux besoins des professions de l'ingénierie, de l'informatique et du conseil, permettant ainsi de développer l'action de SYNTEC auprès des Pouvoirs publics et de valoriser les services fournis aux adhérents de la Chambre syndicale.

Ce poste convient à un(e) jeune diplômé(e) d'une école type ENSAE ou 3ème cycle d'Economie. Le goût des contacts, le sens du service, associés à une bonne qualité d'expression écrite et orale, permettront à cet animateur de jouer un véritable rôle de "prestataire de services" dans le domaine spécifique du tertiaire supérieur.

Pour ce poste basé à Paris, adresser lettre manuscrite et C.V. sous la référence 0025-M à Marie-Christine GILLES, Sema-Selection, Centre Mère 16/18, rue Barbès 92126 MONTROUGE.

serna selection

Paris - Lille - Lyon - Marseille - Toulouse

IMPORTANT GROUPE CHIMIQUE INTERNATIONAL recherche

JEUNE CADRE COMMERCIAL

Diplômé d'une Grande Ecole de Commerce, débutant ou ayant 2 à 3 ans d'expérience de la vente de produits industriels.

Anglais nécessaire.

Capable de s'intégrer dans une équipe (agence commerciale d'une métropole régionale).

Mobile à terme France ou étranger.

Merci d'adresser C.V., photo et prétentions sous référence 3518 à CONTEXTE PUBLICITE 20, av. Opéra 75040 Paris Cedex 01, qui transmettra.

JEUNE CADRE COMMERCIAL



La Compagnie Française des Convoyeurs (600 personnes)

Pour faire face au développement rapide de notre division LINECAR des chariots élévateurs, nous renforçons nos équipes techniques de haut niveau et recherchons un

Ingénieur chef de projets Responsable d'affaires clés en mains

Vous êtes Ingénieur généraliste et vous avez une bonne connaissance de l'informatique industrielle. Vous avez une expérience de quelques années dans une fonction semblable de «coordinateur» faisant intervenir diverses spécialités techniques sans autorité hiérarchique sur les exécutants... mais avec la totale responsabilité de la meilleure exécution des projets qui vous sont confiés : respect du cahier des charges, des délais, des coûts et des marges...

Vous dépendez du Directeur de Division et vous entretenez les multiples relations fonctionnelles avec les Services Techniques, Devs, Commerciaux et Comptables, afin d'assurer quotidiennement et jusqu'à leur terme le suivi et la gestion d'affaires importantes clés en mains en France, parfois à l'étranger (Espagne et Angleterre principalement). La connaissance de l'Anglais est un atout majeur pour votre réussite.

Merci d'adresser votre dossier complet (lettre manuscrite + C.V. + photo et prétentions) sous réf. P/CFC/LM à Alain CHABANE, Consultant, qui vous garantira toute discrétion.

ARCOREM SRI



Raymond Poulain Consultants

24, rue de la Fédération - 75016 PARIS

Nous intervenons depuis plus de cinquante ans sur des marchés durables, et en bonne santé; nous occupons une place prépondérante en France et à l'étranger (C.A. consolidé: 2,3 milliards). Nous recherchons

L'Adjoint de notre chef Comptable

Votre formation : Ecole de Commerce et/ou DECS et certificat supérieur juridique et fiscal, ou formation équivalente. Connaissances en informatique souhaitées. Expérience en Entreprise : 2 à 3 ans minimum.

Rigueur, Méthode et Organisation, Aptitude au commandement sont des qualités indispensables dans la fonction proposée. Le poste est basé à Paris, mais nécessitera des déplacements en Province auprès de nos établissements décentralisés. Notre groupe, par ses dimensions nationales et internationales, laisse envisager d'intéressantes opportunités.

Nous vous remercions d'adresser votre candidature (lettre manuscrite, C.V. photo et prétentions) sous réf. 927 à CURRICULUM 26, rue du 4 Septembre, 75002 PARIS qui nous la transmettra en toute confidentialité.



Intégrez notre équipe contrôle de gestion

Le développement et l'évolution enregistrés depuis plusieurs années, ont permis à notre Société d'occuper une place de leader sur le marché de l'agro-alimentaire. Pour poursuivre notre croissance, nous renforçons notre service Contrôle de Gestion en intégrant un jeune diplômé.

Au sein de la Direction Financière, il travaillera en étroite collaboration avec le Contrôleur de Gestion. Il prendra en charge des missions variées et enrichissantes : clôtures comptables, analyse des résultats financiers, élaboration et suivi des budgets, maintien des fichiers informatiques sur ordinateur et micro ordinateur.

Agé de 25 ans minimum, il justifie d'une formation comptable supérieure. Il possède un BTS ou un BNCI consolidés par une expérience de 4 à 5 ans dans une fonction similaire qui l'aura familiarisé avec l'outil informatique. Plus que ses qualités techniques, c'est son fort potentiel qui sera déterminant et qui le mènera à terme vers un poste à plus de responsabilités.

Merci d'adresser lettre manuscrite, C.V., photo et prétentions à R. KACZMAREK (Biscuits BELIN) B.P. 99 - 91003 EVRY-CEDEX

PARIS - LILLE - STRASBOURG - LYON - MARSEILLE - AX-EN-PROVENCE - NICE - CANNES - MONACO



Grindlays Bank s.a.

Filiale d'un Groupe International implanté dans 45 pays du Monde

dans le cadre du développement de nos activités sur l'ensemble de notre réseau d'agences en France et à Monaco, nous recherchons

POUR GERER ET DEVELOPPER NOTRE CLIENTELE ENTREPRISES

EXPLOITANTS CONFIRMES H/F

- Si vous êtes :
- de formation supérieure (universitaire, Ecole de Commerce, ...)
- bilingue Anglais/Français.

- Si vous avez :
- une expérience réussie de 4/5 ans dans la fonction,
- 28 ans minimum.

- Si vous souhaitez :
- développer vos connaissances,
- rentabiliser votre investissement,
- rejoindre une équipe dynamique.

Nous offrons de réelles possibilités d'évolution aux Professionnels motivés et performants.

POUR RENFORCER NOS EQUIPES

EXPLOITANTS JUNIORS H/F

- Si vous avez :
- une formation supérieure,
- une bonne maîtrise de la langue anglaise.

- Si vous êtes :
- attirés par les Métiers de la Banque,
- convaincus que la mobilité est un atout important.

Nous vous offrons :
- de tenter une première expérience au Siège ou en Agences avant de vous proposer de nouvelles opportunités.

Adresser lettre manuscrite + C.V. détaillé, photo et prétentions à GRINDLAYS BANK - Recrutements - 99, avenue R. Poincaré - 75016 Paris.

PARIS - LILLE - STRASBOURG - LYON - MARSEILLE - AX-EN-PROVENCE - NICE - CANNES - MONACO

THOMSON-TITN

recherche

INGENIEURS-INFORMATIENS CONFIRMES

possèdent une solide expérience des CALCULATEURS INCREMENTAUX.

Adresser lettre, C.V., photo et prétentions sous référence MLA à : THOMSON-TITN - 5, rue Gustave Eiffel 91420 MORANGIS

leasing

marketing manager

- nos clients sont des groupes importants et sûrs.
- nous sommes spécialisés sur le financement de projets importants (1 à 10 MF).
- votre rôle sera de développer notre clientèle et négocier les contrats.
- vous avez déjà une certaine expérience de la vente de produits financiers et êtes motivés par la possibilité de rejoindre un groupe international en fort développement.

Si vous désirez participer à ce recrutement, envoyez votre C.V. sous la référence 718-16 à notre Conseil :

ONOMA

26, rue de Bessy 75008 PARIS (confidentialité, réponse rapide)

Diplômé d'une école de gestion ou d'ingénieur, vous avez la trentaine. Vous êtes actuellement, ou vous avez été,

spécialiste rémunérations

Vous êtes désireux de rejoindre un grand groupe qui veut optimiser la gestion de son potentiel humain et qui vous permettra, de mettre en pratique, sur un champ très large, votre acquis des années précédentes :

- audit des systèmes de rémunération, de classification et d'évaluation,
- suivi du marché en matière de salaires pour les métiers-clé de l'entreprise,
- harmonisation des pratiques par des actions de conseil aux unités opérationnelles,
- évaluation des tendances des prochaines années en matière de rémunération.

De larges possibilités d'évolution vous sont offertes au sein du groupe où des qualités relationnelles et techniques sont des atouts forts.

Nous vous remercions d'adresser votre dossier de candidature sous la réf. 379, à Jeanne FAIVRE d'ARCIER, JACQUES TIXIER S.A. 7, rue de Logelbach, 75017 PARIS

Jacques Tixier s.a.

MEMBRE DE SYNTEC

مكتبة الأمل

OFFRES D'EMPLOIS

OFFRES D'EMPLOIS

OFFRES D'EMPLOIS

OFFRES D'EMPLOIS

GROUPES INDUSTRIEL D'IMPLANTATION MONDIALE
RECHERCHE DES

Organisateurs confirmés

Rattachée à la Direction Générale, l'équipe que nous vous invitons à rejoindre est chargée d'importantes missions d'organisation interdirectionnelles. Les chefs de projets que nous recherchons ont au cours d'une première expérience d'au moins cinq ans en cabinet conseil mené à bien des interventions : de l'analyse au suivi de la mise en place des préconisations.

Ils travailleront dans une large autonomie, mais en collaboration et concertation avec les utilisateurs concernés et les équipes de la direction de l'organisation.

Vous avez une formation supérieure, une bonne culture informatique, un sens critique positif et un esprit de synthèse, le goût des contacts et le sens de la pédagogie. Ces atouts seront essentiels pour réussir une mission qui vous ouvrira de très larges perspectives d'évolution dans le groupe.

Les candidatures sont à envoyer à : Média-System - 104 rue Réaumur - 75081 Paris Cédex 02 - qui transmettra sous réf. LM 9656.

GROUPES INDUSTRIEL D'IMPLANTATION MONDIALE

recherche pour son département

RESEAU ET SYSTEMES DE TELECOMMUNICATION

INGENIEURS D'ETUDES RESEAUX CONFIRMES

La productivité de nos systèmes d'information et de communication exigent une politique ambitieuse de modernisation et d'extension de nos réseaux informatiques et systèmes de télécommunication.

Parmi d'importants projets télématiques, nous entreprenons la mise en place d'un grand RESEAU PRIVE DE TRANSPORT DE DONNEES, basé sur les techniques de la communication par paquets, destiné à desservir les équipements informatiques et bureautiques de nos principales implantations industrielles et commerciales, en France et à l'étranger.

Pour mettre en place ce nouveau réseau, conduire la migration technique et organisationnelle des réseaux existants et préparer l'introduction de nouvelles applications télématiques, nous recherchons

DES INGENIEURS DE FORMATION GRANDES ECOLES ayant quelques années d'expérience (2 à 5 ans) en réseaux informatiques et transmission de données, pour rejoindre des équipes dans les domaines suivants :

■ l'équipe-projet chargée de la mise en place et de la recette d'un nouveau réseau ; ■ le support technique de l'équipe opérationnelle chargée de l'exploitation et de l'administration du réseau informatique (3725, moyens P.T.T., terminaux, futur réseau de transport) ; ■ les études d'architecture-réseau et d'interconnexion de systèmes.

Pour des cadres ambitieux, motivés par l'application de ces technologies de pointe au sein d'un puissant groupe international, de réelles opportunités d'évolution ultérieures sont offertes dans ce secteur en pleine croissance dans l'entreprise.

Les candidatures sont à envoyer à : Média-System - 104 rue Réaumur 75081 Paris Cédex 02 - qui transmettra sous référence LM 9654

Responsable bureau d'études

Transformation des matières plastiques - Un groupe français spécialisé dans la fabrication de matériel médical à usage unique recherche un ingénieur pour lui confier la responsabilité de son bureau d'études. Placé sous l'autorité immédiate du directeur technique, il prendra en charge la gestion de ce bureau (8 personnes aujourd'hui) qu'il devra renforcer pour répondre à la croissance du groupe. Il sera, dans ce contexte, chargé de définir et développer, en liaison avec le médecin conseil et les services techniques et commerciaux de l'entreprise, des produits nouveaux adaptés au marché, dont il réalisera ensuite des prototypes avant le lancement en production et dont il tiendra à jour les documents techniques. Basé en proche banlieue nord de Paris (10 km du périphérique) ce poste s'adresse à un ingénieur de haut niveau, âgé de 28 ans minimum et possédant au moins 3 années d'expérience acquise au sein du bureau d'études d'une entreprise produisant, si possible, des composants à base de matière plastique en grande série. La compréhension de l'anglais écrit est indispensable. La rémunération annuelle de départ sera essentiellement fonction des compétences présentées. Ecrire à J.M. JACLOT en précisant la référence A/R 9076M.

PA

3, rue des Graviers - 92521 NEUILLY Cedex - Tél. 747.11.04

Lille - Lyon - Nantes - Paris - Strasbourg - Toulouse

Ingénieur chimiste grande école Vendre et faire vendre

Dans un secteur en plein développement, celui des résines, polymères et surtout additifs pour matériaux composites, grâce à l'avance technologique que connaît notre groupe aux USA, nous progressons régulièrement de 20 % par an sur le marché français. Notre équipe commerciale, jeune et dynamique, est composée de plusieurs ingénieurs efficaces et motivés. Pour assurer sa fluidité, permettre à certains d'être promus dans d'autres secteurs, nous cherchons à intégrer de nouveaux ingénieurs de vente.

Nous les voulons compétents au plan professionnel, connaissant l'industrie des peintures, encres et résines, parlant anglais bien sûr, prêts à se déplacer d'un bout à l'autre de l'hexagone quand il le faut mais sans pour autant passer plus de cinq à six nuits par mois hors de leur domicile parisien et surtout possédant de réelles qualités de leadership. En effet nous comptons sur eux pour progresser dans notre groupe et nous voulons pouvoir leur confier des responsabilités de département dans un avenir plus ou moins proche. Fiers de rejoindre une société de grande renommée, ils prendront contact très rapidement avec les conseils en recrutement du cabinet CLEAS sous référence 8468 LM.

CLEAS

6, place de la République Dominicaine - 75017 PARIS.

MEMBRE DE SYNTHEC

Soyez bien!

Tout simplement comme les femmes et les hommes passionnés par l'informatique et qui intègrent Digital, le deuxième groupe informatique mondial.

Ils sont bien parce qu'ils trouvent chez Digital une communication facile, le goût du dialogue, le sens de l'efficacité et une prise en compte de leurs aspirations...

Ils sont bien parce qu'ils travaillent dans un environnement professionnel ouvert, sur des gammes de produits performants (plus de 11 % du C.A. est consacré à la Recherche et au Développement) et parce qu'ils prennent part à des projets d'entreprise particulièrement dynamiques.

Ingénieurs Commerciaux Expérimentés.

Soyez bien : vous possédez une formation commerciale ou technique supérieure, 3 à 5 ans d'expérience commerciale en informatique, la volonté de participer à notre développement sur toute la France et la capacité de prendre rapidement des responsabilités.

Dans le cadre de grands groupes ou de secteurs économiques, vous dialoguez avec "ceux qui décident", vous participerez à leurs plans informatiques et vous leur proposerez une véritable solution.

Soyez bien : faites votre choix entre Paris Nord, Paris Sud, Strasbourg, Lyon et Marseille et prenez tout simplement contact avec le Département

des Ressources Humaines et Développement sous réf. M116
2, rue Gaston Crémieux B.P. 136 - 91004 Evry Cedex

N° 2 mondial de l'informatique

digital

La Chambre Syndicale des Banques Populaires,
Organisme Central de 38 banques régionales recherche un

ANALYSTE-PROGRAMMEUR

sur matériel IBM 4361 - 5 dans un environnement VM - CMS, avec PL1 et APL.

Il développera et mettra en place des applications dans les domaines suivants :

- exploitation de données comptables, financières, statistiques,
- réalisation d'outils interactifs dans un contexte info-centre (y compris aide et conseil aux utilisateurs),
- applications intégrant des terminaux informatiques et bureautiques multifonctions en liaison avec le site central.

Ce poste convient à un candidat possédant DUT, MIAGE... et ayant une expérience d'au moins 3 ans en applications de gestion.

Les candidats sont invités à adresser leur lettre manuscrite avec C.V., photo et rémunération actuelle sous réf. AP 10 à

Banque Populaire

131, av. de Wagram
75847 PARIS CEDEX 17.

IMPORTANTE SOCIETE REGION SUD DE PARIS recherche

INGENIEURS

PROJETS : DEVIS ELECTRICITE ET AUTOMATISMES.

Formation automatismes, électrotechniques.

- 5 ans d'expérience minimum dans l'étude, la conception et la réalisation de systèmes automatisés appliqués à l'industrie.
- définition des fonctionnements et études des cahiers des charges,
- élaboration et chiffrage des dossiers projets intégrant du matériel électromécanique et des configurations complexes d'automates programmables,
- contacts clients.

La connaissance de l'anglais constitue un plus.

Envoyer C.V. détaillé, photo s / réf. 1311 à

SIETAM

42 / 48, avenue du Président Kennedy - 91170 VIRY-CHATILLON

Vous aimez l'immobilier industriel ? Vous souhaitez rejoindre une société de haute technologie ?

Notre ambition est de créer un ensemble industriel de très haut niveau tant par sa qualité de fonctionnement que par sa qualité architecturale. Ce site industriel de plusieurs dizaines de milliers de m² intégrera les différentes fonctions de l'entreprise : fabrication, recherche, stockage, commercial, administration... Vous serez totalement responsable de la réalisation du projet, représentant le maître d'ouvrage, depuis l'étude des besoins jusqu'à la réalisation. Vous réussirez cette mission essentiellement grâce à vos qualités réelles d'autonomie, de créativité et de contact à tous niveaux. Néanmoins, votre formation d'ingénieur grande école, votre anglais

courant, une expérience de 5 ans dans l'élaboration et la réalisation de programmes immobiliers ainsi que la connaissance des techniques du bâtiment vous seront utiles. Vous travaillerez au sein d'une société internationale à dimension humaine qui a la volonté d'investir en France (Nord-Ouest de Paris) et qui base sa croissance sur des produits destinés à des industries variées (du spatial au bâtiment), et intégrant une forte innovation technologique. Envoyez votre C.V. sous réf. 5819 à Média-System, 104 rue Réaumur 75081 Paris Cédex 02, qui transmettra.

Devenez notre chef de projet.

OFFRES D'EMPLOIS

OFFRES D'EMPLOIS

OFFRES D'EMPLOIS

OFFRES D'EMPLOIS

N'apprenez plus à devenir une machine ! Rejoignez l'équipe Macintosh chez Apple



Le succès de Macintosh en France nous conduit à renforcer notre équipe Marketing basée aux ULIS. Nous recherchons deux ingénieurs - hommes ou femmes - ayant de très bonnes connaissances techniques dans les domaines suivants : outils de développement, Pascal, Langage C, Assembleur 68.000, Télécommunications et Réseau.

- Les candidats doivent avoir l'esprit d'initiative, une forte capacité de synthèse et le goût du travail en équipe.
- Ils seront capables d'animer des séminaires de formation ou de présentation technique devant un large auditoire.
- Ils ont une pratique courante de l'anglais lu, parlé et écrit.

INGENIEUR de SUPPORT

Il aura en charge la connaissance technique des logiciels et matériels et la diffusion de cette connaissance au réseau de distribution. De plus, il apportera une assistance technique à la fraction des produits. (R&E BR01/11)

INGENIEUR d'ANIMATION du PROGRAMME de DEVELOPPEMENT

Il aura en charge la gestion des contrats avec les développeurs de logiciels extérieurs à Apple (administration, suivi, logistique). Il présentera et démontrera les outils de développement, évaluera les projets et conseillera les développeurs sur le choix des outils. (R&E BR02/11)



Adressez C.V., lettre manuscrite, photo et présentations (en précisant la référence du poste choisi) à :
Bruno RIVES - Directeur de Produit - APPLE - Avenue de l'Océanie - ZA de Courtabœuf - B.P. 131
91944 LES ULIS Cedex.

Auditeurs seniors...mais autrement.

Professionnel averti, après 3 ou 4 ans dans un grand cabinet d'audit, français, anglais ou américain, vous devriez nous rejoindre pour accélérer votre carrière. Lui donner l'impulsion qui conduit aux responsabilités de manager. Un peu de mobilité dans la filière de votre choix ne peut qu'être favorable... et agréable si elle s'accompagne de moins de déplacements.

Dieu merci, notre cabinet n'est pas le seul de la profession à recruter pour cause de développement. Mais nos structures continuent à préserver de bonnes relations humaines... Nous avons d'excellents collègues, aussi français que nous, mais notre clientèle compte notamment les plus grands noms de l'industrie française. Nous sommes ainsi du côté des sociétés-mères qui consolident. Ce qui ne manque pas d'intérêt professionnel comme vous le savez. Quelques hésitations en anglais ne seraient pas un facteur d'élimination même si la maîtrise de cette langue reste toujours un plus. Plus parisien que d'autres, vous ne vous déplacez en province guère plus que 25 à 30 %. D'ailleurs, nous avons toujours trouvé le temps de faire un maximum de formation... Branchés sur l'informatique, nous en sommes aux micro portables. Et vous ?

Notre direction (des ingénieurs et des économistes de renom international), et nos jeunes managers attachent beaucoup d'importance à vous confier très vite d'intéressantes missions. Pour établir les premiers contacts, en toute confidentialité et en toute indépendance, voulez-vous écrire tout simplement aux conseils en recrutement de SIRCA. Avec nos remerciements. Référence 228 512M.



Sirca

64, rue La Boétie - 75008 PARIS

MEMBRE DE SYNTHEC

développer la vidéo professionnelle en France

La Division "Entreprises" de SONY-FRANCE a acquis une position de leader incontesté en commercialisant la gamme complète des équipements de vidéo professionnelle : caméras, magnétoscopes, téléprojecteurs, systèmes complets de communication, information et formation destinés aux entreprises, administrations et organisations diverses.

Son RESPONSABLE COMMERCIAL contribuera à l'implantation et au développement de la vidéo auprès d'une clientèle représentant un portefeuille de 50 MF. Il analysera le marché des entreprises utilisatrices, les produits et l'organisation de la concurrence, il définira la stratégie à moyen et long terme et fixera les objectifs commerciaux annuels en liaison avec le Directeur du Département. Responsable d'un réseau de distributeurs spécialisés qu'il animera et supportera, il veillera à son adaptation permanente face à l'évolution du marché.

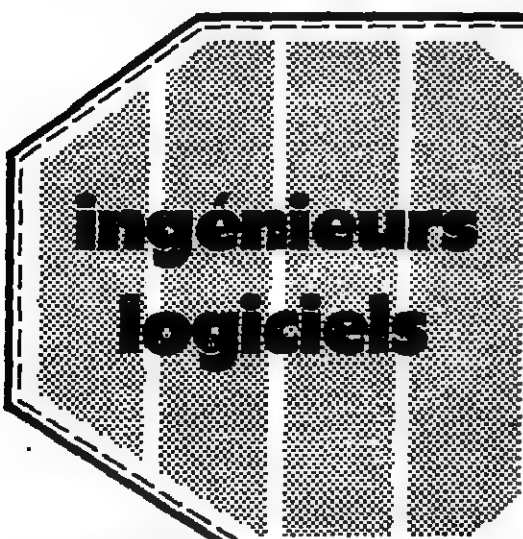
De formation commerciale supérieure, vous avez acquis une expérience réussie de 4 ans environ, dans un poste de responsabilité commerciale, face à des entreprises de biens d'équipement (informatique, bureautique, reprographie...).

Bien sûr, la connaissance des équipements vidéo professionnelle ou de l'électronique serait un "plus".

Avant tout vous avez le sens de la communication, êtes ouvert vers l'avenir et savez dialoguer, négocier et convaincre à tous niveaux.

SONY
ENTREPRISES

Si cette proposition vous intéresse, nous vous remercions d'adresser votre dossier de candidature (lettre manuscrite, C.V., photo et prêt) sous référence PCM au Service Recrutement de SONY-FRANCE - 19, rue Madame de Senzillon - 92110 CLICHY



THOMSON-LOGICIEL PARIS ILE DE FRANCE Division Informatique Industrielle

recherche pour ses activités - microprocesseurs - mini-informatique - bureautique - informatique distribuée, des ingénieurs logiciels connaissant :

- microprocesseurs 8 et 16 Bits
- mini : DEC, SOLAR, MITRA...
- systèmes d'exploitation RMK 86, UNIX, BSK - 11M
- langages : PASCAL, C, ASSEMBLEUR...

Ingénieur grandes écoles ou universitaire, vous intégrerez dans un premier temps des équipes dynamiques, puis vous évoluerez vers des postes de conception et d'encadrement.

Si ces perspectives vous motivent, veuillez pour un premier contact adresser votre dossier de candidature sous référence TLI 34 à THOMSON ANSWARE - 135, rue de la Pompe 75116 PARIS

SOCIETE DE COMMISSAIRES AUX COMPTES recherche ASSISTANTS REVISEURS débutants, DECS complet ASSISTANTS REVISEURS

ayant connu une première expérience (une à deux années)
Ces postes impliquent d'être diplômés de l'Enseignement Supérieur.

- Vous pourrez vous intégrer dans une structure très souple et particulièrement évolutive ;
- Votre activité sera axée sur la Région Parisienne ;
- La variété de vos missions, vous fera bénéficier d'une formation diversifiée préparant au diplôme d'Expertise Comptable.

Adressez vos candidatures à :
Jacqueline GRALL
22, rue de la Banque - 75002 PARIS - 260.05.97

FAIRCHILD

Une Société Schlumberger

FAIRCHILD, société multinationale appartenant au Groupe SCHLUMBERGER, spécialisée dans la fabrication et la commercialisation de semi-conducteurs, recherche pour sa filiale française, située à Montrouge (92) :

1 product marketing and application manager

VOS MISSIONS :
VOUS ASSUREZ L'INTERFACE entre les services marketing des usines (Europe, USA), la force de vente et la clientèle en France : soutien technique, suivi et contrôle des réalisations de ventes/prévisions, établissement des prix de vente. VOUS FORMEZ ET ENCADREZ un ingénieur d'application.

VOS ATOUTS :
Une formation d'ingénieur grande école, une maîtrise parfaite de la technologie des semi-conducteurs, une expérience de 4-5 ans dans une fonction analogue ou comme utilisateur. BILINGUE ANGLAIS. (Réf. 47 615/LM)

1 field application engineer

VOS MISSIONS :
VOUS ASSISTEZ TECHNIQUEMENT la « Product Marketing and Application Manager », en particulier sur le développement d'un produit de haute technologie et d'avenir, dont VOUS ASSUREZ L'INTERFACE entre les services marketing des usines et la force de vente et les clients.

VOS ATOUTS :
Une formation d'ingénieur en électronique, un goût prononcé pour ces technologies de pointe, si possible une première expérience dans un laboratoire ou comme utilisateur, une bonne compréhension de l'anglais. (Réf. 47 616/LM)

NOUS VOUS OFFRONS POUR CES DEUX POSTES :
DES TECHNOLOGIES DE POINTE, UNE ASSISE FINANCIERE importante et une société en expansion; des contacts nombreux (France, Etranger), une structure légère, une dynamique, qui laisse une grande autonomie, de réelles possibilités d'EVOLUTION, des conditions de travail intéressantes (formation en RFA et aux USA) et une rémunération motivante.

Adressez C.V., photo et rémunération, actuelle à MERCURI URVAL - 21, rue Eugène-Flechet - 75017 PARIS, en précisant bien la référence choisie.

Mercuri Urval



La Compagnie de Signaux et d'Entreprises Electroniques réalise des systèmes complets de simulateur de pilotage et de contrôle. Elle recherche pour son Centre d'Etude d'Orsay (91) dans le cadre de développements relatifs à une

architecture multiprocesseurs SM 90

INGENIEUR LOGICIEL DE BASE

pour étudier les logiciels de base autour d'Unix et concevoir les moniteurs temps réel du système. C'est un ingénieur ayant le goût du travail au sein d'une petite équipe très motivée, connaissant les microprocesseurs 16 bits et les systèmes d'exploitation.

INGENIEUR COORDINATEUR

pour diriger l'étude et le développement de cartes fonctions associées au système, participer à l'élaboration des logiciels, suivre les sous-traitants et animer l'équipe de projet. C'est un réalisateur ayant une expérience réelle de développement de calculateurs ou autres systèmes à base de microprocesseurs.

Merci d'envoyer dossier de candidature (lettre, CV, photo et prétentions) à : CSEE - Service du Personnel
17, Place Etienne Pernet - 75738 PARIS CEDEX 15.



Auditeurs confirmés

Le groupe DARTY renforce son service d'Audit Interne et recherche deux Auditeurs confirmés pour rejoindre une équipe de 5 personnes et mener diverses missions d'audit opérationnel auprès de ses filiales.

De formation Ecole Supérieure de Commerce (option finance/comptabilité) + DECS complet, vous avez une expérience de quelques années en cabinet et/ou en entreprise.

Candidat à fort potentiel, votre aptitude aux contacts humains, votre rigueur et votre ouverture d'esprit vous permettent de vous intégrer rapidement et d'évoluer dans un groupe performant.

Nous vous remercions d'écrire, en précisant votre souhait de rémunération, sous réf. 2771 à ERNST & WHINNEY Conseil, 150 Bd Haussmann 75008 Paris, qui étudiera votre candidature avec soin et discrétion avant de vous répondre.



Ernst & Whinney Conseil

OFFRES D'EMPLOIS

OFFRES D'EMPLOIS

OFFRES D'EMPLOIS

OFFRES D'EMPLOIS

Proche Banlieue Ouest

INGENIEURS D'ETUDE

Division autonome d'un grand groupe industriel français, cette unité est spécialisée dans les technologies de pointe : très haute fréquence, électronique. Un développement rapide de son activité, plus de 25 % par an, la conduit à rechercher de nouvelles compétences.

Au sein du département Télécommunications, ils ont pour principale mission l'étude de projets relatifs à la conception de produits et systèmes nouveaux destinés à la protection marine. L'étude débouche sur une proposition, puis les ingénieurs définissent et réalisent les problèmes techniques associés à son exécution.

Pour ces postes à responsabilité, nous souhaitons rencontrer des jeunes ingénieurs diplômés de grandes écoles d'électronique ou d'électricité. Après une première expérience de laboratoire, ils possèdent de bonnes connaissances en électronique et en électromagnétisme.

Des postes peuvent également être proposés à des débutants.

Merci d'adresser lettre de candidature, CV complet, photo et rémunération actuelle, sous réf. M 19881 H, à :

EGOR INDUSTRIE

8, rue de Brest 75008 Paris

PARIS LYON NANTES STRASBOURG TOULOUSE
MILAN PERUBIA ROMA VENEZIA DUISSELDORF LONDON MADRID TOKYO



Instruments de laboratoire

15 km Nord de Paris

Notre PME française est devenue plus importante que sa société mère aux USA grâce à l'ingénierie et à la créativité de son fondateur, à la qualité des équipes techniques qu'il a su mettre en place, permettant de nous maintenir au meilleur niveau technologique et d'innover en permanence dans nos spécialités. Nous recherchons un

Ingénieur chef de projet

électronicien, automaticien ou physicien

Vous serez plus particulièrement chargé de développer les détecteurs et les chaînes de mesure associées aux appareils et systèmes pour chromatographe liquide haute performance.

Vous êtes ingénieur électronicien ou automaticien ou physicien 3^e cycle de l'université et vous avez de bonnes connaissances sur les chaînes de mesure associées à différents types de détecteurs et de capteurs.

Vous intervenerez dans plusieurs projets, soit en tant que spécialiste support technique aux autres chefs de projet, soit en tant que chef de projet vous-même en vous appuyant sur les compétences de vos homologues internes ou externes à l'entreprise.

Capable d'autonomie, vous avez l'esprit d'équipe et vous ne cherchez pas à entrer dans une structure hiérarchisée vous permettant de valoriser vos qualités de chef... seule votre autorité de compétence nous intéresse.

La connaissance de l'anglais constitue un plus appréciable dans votre dossier (lettre manuscrite + C.V. + photo + prétentions) que nous vous remercions d'adresser à Alain CHABANNE, sous la réf. P/IGULM, qui vous garantira toute discrétion.

AFICOREM



Raymond Poulain Consultants

74, rue de la Fédération - 75015 PARIS

AVIONS MARCEL DASSAULT

BREGUET AVIATION

recherche pour leur centre de

VILLAROCHE (Seine et Marne)

INGENIEUR ELECTRONICIEN

Formation ESIEE - ESIEA - Débutant ou maximum 2 ans d'expérience pour étude d'antennes avions, calcul diagrammes.

Merci d'écrire avec CV, photo et prêt. sous réf. 2884 à
CONTESSÉ PUBLICITE 20, av. Opéra
75040 Paris Cedex 01, qui trans.

AVIONS MARCEL DASSAULT BREGUET AVIATION

Equipements électro-acoustiques civils et militaires

Ingénieur d'affaires exportation

Nous sommes la Société ELNO à Argenteuil (Nord-Ouest de Paris). Notre C.A. a été de 60 MF en 1984. Nos clients sont réputés : les Armées, l'Aéronautique, les Ferroviaires, les Fabricants d'équipements... Ils sont exigeants et apprécient nos produits. Les résultats de notre étude de marché à l'étranger justifient la création de ce poste.

Vous avez une formation et une première expérience technique (bureau d'études par exemple) vous permettant de parler le langage de nos clients, ingénieurs et techniciens. Vous avez, bien sûr, le goût des contacts et des voyages (30 % de votre temps). Une expérience dans la vente de produits et à des clients similaires serait très appréciée. Vous serez guidé dans vos débuts par notre Directeur Exportation et devrez rapidement faire preuve d'initiative dans votre secteur. Votre anglais est excellent et vous connaissez une autre langue étrangère.

Merci d'adresser votre dossier complet (lettre manuscrite + C.V. + photo), sous la référence H/AE/LM, à Jean-Pierre CASALIS, qui vous garantira toute discrétion.

AFICOREM



Raymond Poulain Consultants

74, rue de la Fédération - 75015 PARIS

SOCIETE INDUSTRIELLE APPAREILLAGE ELECTRIQUE D'INSTALLATION

recherche

Responsable export cadre

- ayant expérience réussie dans fonctions similaires. Le candidat âgé de 30 ans minimum, devra développer les ventes à l'étranger et assurer les relations avec agents et clients étrangers.
- Basé à PARIS.
- Anglais et allemand courant indispensables.

Ecrire avec C.V., photo et prétentions à
GAUTRON PUBLICITE
sous réf. 1169, 29, rue Rodier - 75009 Paris

Le pétrole, ça se gère et ça rapporte.

Jeune diplômé(e) ESC, Maîtrise de gestion ou DECS, débutant ou première expérience, vous recherchez un poste de gestionnaire polyvalent, proche de l'action, du terrain et des hommes et non pas relégué en tête à tête avec vos listings dans le silence d'un bureau, même moqueté et climatisé.

Filière d'un puissant groupe pétrolier international, nous avons fait le choix d'une structure très décentralisée : 8 directions régionales, autant de centres de profit. Deux d'entre elles sont responsables administratives. Il anime l'équipe comptable, prépare les budgets, analyse les résultats, établit les tableaux de bord, suit les crédits clients, assure la fonction personnel et l'ensemble des contrôles... Ceci en toute autonomie, avec l'assistance ponctuelle du siège. Des attributions variées avec un objectif : faire tourner rond la machine et optimiser les performances de l'équipe.

Vos qualités d'animateur et d'organisateur, votre tonus et votre bonne humeur seront vos atouts pour réussir dans ce poste que nous vous confierons après une période de formation. Votre premier point de chute : Paris, Marseille ou Nancy. Merci d'exprimer votre intérêt sous référence 236 512M aux consultants du cabinet SIRCA. Joindre CV et photo.



Sirca

64, rue La Boétie - 75008 PARIS

MEMBRE DE SYNTHEC

P.M.E. Région Nord

recherche

ADJOINT CONTROLEUR DE GESTION

- implémentation et contrôle de production...
- établissement prix de revient et suivi des stocks.
- Connaissance informatique appréciée.

Ecrire FIRECO - Service Recrutement
93 bis, boulevard Exelmans, 75016 PARIS.

Société d'ingénierie de tout premier plan bénéficie d'un environnement multinationaux interactifs :

IBM - DEC - PRIME - 950 terminaux

recherche

Ingénieur système

Vous êtes ingénieur diplômé d'une grande école et possédez une première expérience sur configuration IBM (MVS, OS/VS 1, QCS) vous serez chargé :

- d'assurer le suivi de nos logiciels de base (multiprogrammation, bases de données, télétransmission),
- d'améliorer nos techniques d'exploitation et en particulier d'assurer notre migration vers MVS,
- d'effectuer les nouvelles technologies de téléinformatique et les évolutions correspondantes du matériel.

Nous vous offrons de nombreuses possibilités de formation complémentaire et d'intéressantes perspectives d'évolution au sein de notre groupe.

Lieu de travail proche banlieue Sud.

Merci d'adresser votre dossier de candidature avec C.V. et photo sous réf. 3924 à Média-System, 104, rue Réaumur 75081 Paris Cedex 02.

Entreprise internationale de Travaux Publics recherche pour son siège social à SACLAY (Essonne) un

JEUNE JURISTE

Une formation mixte, droit Français, common-law est nécessaire, une première expérience de 2 à 3 ans en entreprise ou en Cabinet de Conseil Juridique serait appréciée.

Ecrire avec CV détaillé à :

ENTREPRISE RAZEL Frères
Le Christ de Sacy - BP 109
91403 ORSAY Cedex

IMPORTANTE BANQUE PRIVEE

Filiale d'un Groupe International

renforce

SON DEPARTEMENT GRANDES ENTREPRISES

elle recherche

ATTACHE DE CLIENTELE w/f

- de formation commerciale supérieure (HEC, ESSEC)
- possédant une expérience de trois à cinq ans,
- ayant le sens des contacts,
- maîtrisant parfaitement la langue anglaise pour compléter son équipe dans ce secteur.

Les candidats intéressés sont priés d'adresser leur curriculum vitae à n° 3330 - CONTESSÉ PUBLICITE 20, avenue de l'Opéra - 75040 PARIS Cedex 01, qui trans.

CONTESSÉ TELEMATIQUE : UTILISEZ VOTRE MINUTE (1) 206.10.65

Adjoint administration exportation

Société de biens d'équipement mondialement réputée et de taille humaine recherche, pour proche banlieue Sud, un Adjoint Administration Exportation ayant exercé une fonction commerciale vente pour :

- administration exportation,
- financement export,
- transport métropole et grande exportation.

Langues anglaise et allemande parlées et écrites. Salaire motivant.

Merci d'adresser lettre manuscrite, C.V., photo et prétentions en précisant sur l'enveloppe la référence 3218 LM à



MEDIA BI
9, Bd de Valenciennes 75002 Paris
qui transmettra

Directeur Général d'une société industrielle (850 personnes), basée à 60 km Paris-Sud, je crée le poste de

Chef de personnel

- les relations sociales,
- le recrutement et la formation,
- la gestion et l'administration du personnel.

Pour cela : Les candidats devront nécessairement pouvoir justifier d'une expérience de 3 à 5 ans de la fonction personnel en usine.

Une évolution à moyen terme vers une direction de personnel est prévue pour un candidat de bon potentiel.

La rémunération sera de 200 000 et plus selon l'expérience et le profil des candidats.

Si ce poste vous intéresse, adressez votre C.V., photo + salaire actuel, sous la réf. CP/931, à l'attention de Bernard G. ALLEN qui traitera avec une totale discrétion toutes les candidatures qui lui seront adressées au

CABINET BOTH

Département Sélection Recrutement
3 bis, rue des Ecoles - 75400 CHATOU

Nos activités sont largement tournées vers l'exportation. Notre Directeur financier recherche

un trésorier

Le candidat retenu, issu d'une grande Ecole de Commerce aura acquis une expérience de 4 ans environ dans une banque ou une Société multinationale, et sera bilingue anglais.

Il sera chargé de la trésorerie en francs et en devises, du suivi des changes, du reporting interne et externe, de la mise en place des financements.

Le poste implique de nombreux contacts à haut niveau.

Adresser lettre manuscrite, CV, photo et prétentions sous réf. 5920 à
Lévi Tournay 31, Bd Bonne Nouvelle
75083 Paris Cedex 02
qui transmettra.

SOCIETE D'INGENIERIE PARIS EST,

recherche

CHEF DE DEPARTEMENT

De formation X, Mines, Centrale... il prendra la responsabilité technique et commerciale du département, depuis la préparation des offres et la réalisation des équipements jusqu'à la mise en service et la réception des ouvrages.

32-38 ans, des qualités d'organisation et de méthode seront appréciées. Anglais souhaité.

Envoyer C.V., photo et prétentions sous référence 3196 à
CONTESSÉ PUBLICITE 20, avenue de l'Opéra,
75040 PARIS Cedex 01 qui transmettra.

CONTESSÉ TELEMATIQUE : UTILISEZ VOTRE MINUTE (1) 206.10.65

OFFRES D'EMPLOIS

OFFRES D'EMPLOIS

OFFRES D'EMPLOIS

OFFRES D'EMPLOIS

RESPONSABLE DU MARKETING

Distribution Alimentaire Environ 200.000 F.
La filiale française d'un groupe international, spécialisée dans la prestation de services à l'industrie alimentaire, recherche un Responsable du Marketing. Rattaché au Directeur Général, celui-ci étudiera le marché, définira une politique de marketing cohérente avec la stratégie de la société, établira des plans annuels et les fera exécuter. Il contrôlera la réalisation, il établira des contacts avec la clientèle, il s'occupera personnellement de la promotion et des relations publiques.
Les candidats devront posséder une formation commerciale supérieure, un bon anglais, de grandes qualités de communication et une expérience marketing d'environ trois ans, acquise de préférence dans la distribution ou les industries alimentaires.
Envoyer CV, lettre manuscrite et salaire actuel sous réf. 3228 (mentionner sur l'enveloppe) à Medi-System, 104, rue Pétion 75013 Paris Cedex 02, qui transmettra.

REGION
PARISIENNE

IMPORTANTE SOCIÉTÉ
PRODUITS COSMÉTIQUES
RÉGION PARISIENNE

INGÉNIEUR PHARMACIEN ou ÉQUIVALENT

ayant des connaissances à la fois en Chimie, Biologie, Pharmacologie, Histologie et Statistiques pour conduire des essais cliniques d'évaluation de produits soignés.
Préférence sera donnée aux candidats ayant une expérience dans le domaine.
Une bonne connaissance de l'anglais et des notions d'informatique sont souhaitables.
Adresser C.V. + photo + prêt à C.G.P. (n° V3) 14, rue Jean-Mermoz, 75008 PARIS, qui transmettra.

PARIS. Non-accepter de...
une ou deux fois/semaine, s.v.
monnaie. Tél. 222-10-68.

SATELCOM
International

animateur de formation

Sa mission consistera à participer à l'élaboration de documents de stage et à assurer la formation du personnel commercial et technique des revendeurs installateurs.
Une bonne connaissance des matériels de communication est indispensable.
Lieu de travail : PARIS (déplacements en province de courte durée).
Merci d'adresser lettre manuscrite, C.V. détaillé, photo et rémunération souhaitée sous référence SATELCOM à SATELCOM INTERNATIONAL 69/71, rue du Chevaleret - 75013 PARIS

GRAND GROUPE INDUSTRIEL
recherche
pour une de ses filiales spécialisée
dans la sous-traitance aéronautique
et électronique un

INGENIEUR DIPLOME CONFIRME

Ayant quelques années d'expérience en industrie aéronautique. Anglais apprécié.
Lieu de travail : Sud-Ouest.
Ecrire avec CV et photo s/réf. 3414 à CONTEXTE Publicité 20, avenue de l'Opéra 75040 Paris Cedex 01 qui trans.

BANQUE INTERNATIONALE

(siège social à Paris)
recherche
pour son Département de Crédit
COLLABORATEUR/TRICE
(Niveau Cadre)

pour assister le responsable des recouvrements dans l'analyse, le suivi et la négociation de certains créanciers internationaux litigieux.

Le (la) candidat (e) recherché (e) aura acquis une expérience d'un mois à 5 ans dans le domaine des crédits bancaires internationaux (auto-crédits et engagements par signature) ainsi qu'une parfaite connaissance de l'anglais (parlé et écrit).
Une formation juridique générale serait appréciée, mais n'est pas indispensable.

Envoyer C.V. et prétentions sous n° 8555, le Monde Pub., Service Annonces Classées, 5, rue des Italiens, 75009 PARIS.

IMPORTANTE ENTREPRISE DE BATIMENT
ET DE TRAVAUX PUBLICS
recherche pour VERSAILLES

COLLABORATEUR

- Problèmes immobiliers du groupe (achat et vente de dé-
tail et bureaux 25 % du temps)
- Problèmes sociaux généraux (15 % du temps)
- Recherche et mise au point de projets immobiliers
(à réaliser ou à proposer à d'autres promoteurs
40 % du temps)
- Relations commerciales (20 % du temps)
- Poste de responsabilité : HEC, Sup. de Co, ESSEC
- + de 3 employeurs d'expérience.

Adresser C.V./réf. 11 727 à PIERRE LICHOU S.A.
B.P. 220, 75063 PARIS Cedex 02 qui transmettra.

SIETAM

Importante société spécialisée dans les
installations automatiques de maintenance,
robotique, systèmes de production automatisés
recherche

JEUNES INGENIEURS

DIPLOMES A.M., I.N.S.A. ou EQUIVALENT.
Envoyer C.V., photo et prétentions s/réf. 1309 à
SIETAM
42/48, avenue du Président Kennedy
91170 VIRY-CHATILLON.

LE CENTRE NATIONAL
D'ENSEIGNEMENT
PAR CORRESPONDANCE (ex-CNTE)

Etablissement Public
du Ministère de l'Éducation
(7 centres d'enseignement - 240 000 élèves)

RECHERCHE pour le renforcement de son
potentiel de développement en INFORMATIQUE :

- Un ANALYSTE
- Un RESPONSABLE SYSTÈME
(Expérience G-COS 84 souhaitée.)

Formation universitaire ou équivalente.
Rémunération sur base fonction publique ou cadre
contractuel.

Déplacements métropolitains de courte durée.
Candidature manuscrite, C.V. + photo à :
C.N.E.C. - Tour Paris-Lyon
289-211, rue de Bercy, 75585 PARIS CEDEX 12.

IMPORTANTE
SOCIÉTÉ DE PRODUCTIONS AUDIOVISUELLES
recherche

INGÉNIEUR SYSTÈME RESPONSABLE DU SERVICE INFORMATIQUE

Vous serez à l'origine du Service Informatique. Ce service aura pour mission la mise en œuvre et l'exploitation de matériels informatiques (VAX 750, PDP 11, IBM PC/AT), et l'implémentation du premier système existant de systèmes et de manipulations d'images 3D en temps réel.

Vous êtes attiré par un milieu créatif. Vous êtes issu d'une école d'ingénieurs et parlez couramment l'anglais, vous avez une expérience de 2 à 3 ans en environnement DEC.

Votre poste sera basé à PARIS.
Envoyer curriculum vitae à :
PROSPECTIVE ET DÉVELOPPEMENT
Cedex 1901 - 75819 PARIS BRUNO.

VILLE DE SARCELLES
recrute
par voie de concours des titres

UN OU UNE BIBLIOTHÉCAIRE

CARF lecture publique.
Désir de la ville de Sarcelles.
Durée : 15 déc. 1984.
Envoyer C.V. à M. le Maire,
92000 Sarcelles Cedex.

ENTREPRISE
METALLURGIE FINE
produit barreau Nord-Ouest
recherche

INGÉNIEUR MÉTALLURGISTE

DIPLOME D'É.S.F.
pour son service produit.
Anglais lu, parlé,
écrit couramment.
Poste à pourvoir rapidement.

Adresser C.V. détaillé, photo
(renouveler les prétentions à :
N° M 80.783 BLEU,
17, rue Labat,
92407 Vincennes,
Cedex, qui transmettra.

1^{er} fabricant français
de polymères et revêtements
monocouche pour le bâtiment, filiale
du groupe ELP AQUITAINE,
recherche

JEUNE COLLABORATEUR

Niveau Sciences (Sc., E.S.C. ou
équivalent).
- Soutient rédiger :
- Participation commerciale :
- Bonnes facultés d'analyse et
de synthèse technique ;
- Anglaise courante ;
- Libre de suite.

Adresser candidatures par courrier
et téléphone avec la
clientèle et le réseau de
vente ;
- Promouvoir les produits de
la société en appuyant l'effort
de vente ;
Adm. C.V. man. et prêt à :
LA SEIGNEURIE
20, r. de la République, 93001 Bobigny.

RECHERCHONS PROFESSEURS DE PIANO

Env. C.V. avec photo
Bordeaux sous n° 88.648 M
RÉGIE PRESSE
7, rue de Montesson, Paris-20

RECHERCHONS PROFESSEURS DE PIANO

Env. C.V. avec photo
Bordeaux sous n° 88.648 M
RÉGIE PRESSE
7, rue de Montesson, Paris-20

FORMATEURS

- Français, langue étrangère ;
- Polyvalent, calcul, géométrie,
trigonométrie ;
- Sélection physique et générale.
Téléphone : 728-71-51.

REVISSEURS

COMPTABLES DÉBUTANTS
pour Commissariat aux
impôts.
Env. C.V. prêt et photo à :
CAB. BEAUMONT ROUSSEL,
8, r. Henri-Regault,
La Défense,
92400 Courbevoie.

CONSTRUCTEUR INFORMATIQUE

recherche URGENT
2 INGÉNIEURS
formation IMAGE
spécialisés en :
Tél. pour R-VS 784-74-62.

ING. ELECTRONICIEN

Leader en électronique
pour recherches
Associé loi 1901,
de diffusion et assistance
aux juristes
recherche
recherche compétente en droit
pour études dossier, haute
monnaie espère. Offrir candidature
A.D.V.P.J. 20, rue Alfred-
de-Vigny, 75017 PARIS.

ROUCAIRE
Instrumentation adaptative
recherche

TECHNICIEN DE MAINTENANCE BTS DU DUT

Connaissances l'électronique analogique et logique et ayant
quelques années d'expérience.

La connaissance de l'anglais
(lu) et une grande disponibilité
pour les voyages en province
sont indispensables.

Mécanisation sur 15 mois
+ sursis sociaux.

Adresser C.V. détaillé + photo
+ prétentions à :
78143 Val-de-Villeneuve
Cedex.

LE CENTRE SCIENTIFIQUE
DU BATIMENT
recherche

La connaissance de l'anglais
et commerciale recherche

UN INGÉNIEUR GRANDE ÉCOLE

Porte et Chaudières, Mines,
Centrales... pour effectuer des
recherches et études sur la
THERMIQUE ET LA VENTILATION
DANS LE BATIMENT

Adm. C.V. et tous documents
utilisés à l'École de recherche du
C.S.T.B., Service Technique et
Adm. des Systèmes et des
Enveloppes, 84, av. Jean-
Jaurès, 77428 Marne-la-Vallée
Cedex 2.

RÉDACTEUR CONCEPTEUR

pour documents et catalogues
P.C. dans sociétés dynamiques
de matériels de bureau. D'une
très bonne expérience professionnelle,
il devra être précis,
personnel, organisé et s'insérer
dans une équipe marketing.

Env. C.V. et prétentions
à G. BRUNEAU s.a.
81127 Pélissier Cedex.

RECHERCHONS PROFESSEURS DE PIANO

Env. C.V. avec photo
Bordeaux sous n° 88.648 M
RÉGIE PRESSE
7, rue de Montesson, Paris-20

FORMATEURS

- Français, langue étrangère ;
- Polyvalent, calcul, géométrie,
trigonométrie ;
- Sélection physique et générale.
Téléphone : 728-71-51.

REVISSEURS

COMPTABLES DÉBUTANTS
pour Commissariat aux
impôts.
Env. C.V. prêt et photo à :
CAB. BEAUMONT ROUSSEL,
8, r. Henri-Regault,
La Défense,
92400 Courbevoie.

CONSTRUCTEUR INFORMATIQUE

recherche URGENT
2 INGÉNIEURS
formation IMAGE
spécialisés en :
Tél. pour R-VS 784-74-62.

ING. ELECTRONICIEN

Leader en électronique
pour recherches
Associé loi 1901,
de diffusion et assistance
aux juristes
recherche
recherche compétente en droit
pour études dossier, haute
monnaie espère. Offrir candidature
A.D.V.P.J. 20, rue Alfred-
de-Vigny, 75017 PARIS.

INFORMATIS
INGÉNIEURS RÉSEAUX

Grande expérience technique des
réseaux pour projets ad-
ministratifs.

TRANSFAC-DES-SEAUX
INGÉNIEURS SYSTÈME
Expérience MOTOROLA
89000 et le langage C.

INGÉNIEURS SYSTÈME
Expérience MITRA 128 et le
LTH (projets importants ré-
centement déployés à l'étranger).

2 HOMMES SYSTÈME
- Expérience IBM-MVS.
- Expérience SUN-OUROS.
ANALYSES PROGRAMME

pour projets de gestion
COMOL-DES-DES-SEAUX
26, r. de Valenciennes, 92200
Neuilly-sur-Seine.

Cherche professeur ENT
expérimenté, poste fixe
mi-temps. Ecole St-Michel
TM : 374-78-52.

SOCIÉTÉ ELECTRONIQUE
recherche

TECHNICIENS

De mise au point et mise
serv. de mat. d'automatisme

Formation D.U.T.
- Dépannage des C.M.

Env. C.V. sous réf. 118
SWEETS 8, rue de Del
75008 PARIS, qui transmettra

representation offres

Recherche
V.P. COMPÉTENT
Payé à la commission.
Possibilité être salarié.
Env. C.V. à M. Jean-Louis
84, rue de Valenciennes, 75008
Paris, tél. 374-78-52.

secrétaires

SOCIÉTÉ MÉTALLURGIQUE
PORTE PARIS NORD
recherche

SECRETAIRE DE DIRECTION

La candidate, excellente sténo-dactylo, collaborera à tout ce qui contribue au bon fonctionnement de l'entreprise.

Fonction motivante et variée qui demande le sens du service et de la qualité, et le souci de l'efficacité.

Adresser lettre manuscrite et CV s/réf. 3501 à
Conseil Publicité - 20, av. de l'Opéra
75040 PARIS Cedex 01, qui tr.

Auer recherche

2 secrétaires

bonnes sténo-dactylo confirmées,
esprit d'initiative
POUR SERVICE COMMERCIAL FRANCE
EXPORT (réf. 1)

Anglais, allemand, expérience export exigée.
POUR SERVICE GESTION (réf. 2)

Très bon niveau exigé, relations fournisseurs
personnel, notions comptabilité.

Ecrire avec CV et n° de tél. à M. GRUNBAUM
Société AUER,
14, rue Scandini, 93508 Pantin Cedex.

GLAENZER SPICER

Société française, filiale d'un
important groupe international
de mécanique automobile rech.
pour la Direction des Etudes de
POSSY (78)

SECRÉTAIRE TECHNIQUE BILINGUE ANGLAIS

Formation BTS secrétariat ou
niveau équivalent, bonne sténo-
dactylo. Pratique de l'anglais
technique dans les domaines de
la mécanique auto ou du travail
des métaux.

Expérience souhaitée 2 à 3 ans
minimum.

Rémunération et avantages
sociaux moyens.
Préférence sera
donnée à l'entrepreneur.

Adresser lettre manuscrite, C.V.
photo et prétentions au
CHIEF DU PERSONNEL
GLAENZER SPICER,
10, r. Jean-Pierre-Timbaud,
78301 POSSY.

STÉ DE TRANSPORT
TRANSIT MAINT
recherche

SECRÉTAIRE STÉNOGRAPHIQUE

Téléphone n°-1
Libre de suite. Se p
avec réf. TRANSFAC
rue de Valenciennes, PARIS

BANQUE PRIVÉE FRAI
Groupe International
recherche

Secrétaires
Ayant éventuellement
bonne connaissance de
bons domaines pour sé
dans son secrétariat d'
gestion. Bonne po
d'évolution pour de
de valeur.

Env. C.V., réf. D.
La Société, 75008 P
qui transmettra

SECRÉTAIRE
BILINGUE
800 r. d'Orléans F-92
94 Cachan. Tél. : 66

REPRODUCTION INTERDITE

	La ligne	La ligne TTC
OFFRES D'EMPLOI	50,00	106,74
DEMANDES D'EMPLOI	27,00	32,02
IMMOBILIER	60,00	71,16
AUTOMOBILES	60,00	71,16
AGENDA	60,00	71,16
PROP. COMM. CAPITAUX	177,00	209,92

ANNONCES CLASSEES

	La ligne	La ligne TTC
ANNONCES ENCADREES	51,00	60,48
OFFRES D'EMPLOI	15,00	17,79
DEMANDES D'EMPLOI	39,00	46,25
IMMOBILIER	39,00	46,25
AUTOMOBILES	39,00	46,25
AGENDA	39,00	46,25

formation professionnelle

CYCLES 84/85
Ouverture des inscriptions pour la formation
ANALYSTES-PROGRAMMEURS DE HAUT NIVEAU
Priorité sera donnée aux candidats ayant
NIVEAU BAC + 2 (DEUG ou BTS recommandé).
Base scientifique ou économique.
PROGRAMME: ASSEMBLEUR IBM-COBOL - ANS - DOS - VS - CICS - VSAM - DL1.
Méthode d'analyse, programmation structurée.
PROJET SUR MATERIEL IBM.
Envoyer CV pour recevoir un dossier à l'adresse: Service Admission
18 RUE VIVES TROUIC - 75005 PARIS - TEL. (1) 241 65 66

la carte à microprocesseur
du moyen de paiement
au dossier portable.
IS Institut informatique
11-15 rue Sarrette, 75014 Paris.
TEL. (1) 330.14.99

ACILCO
DEPARTEMENT ETUDES ET FORMATION
Programme national et international
Formation professionnelle en 10 mois et dans
d'ANALYSTE PROGRAMMEUR
sur gros système IBM
Programme national et international
Formet: + INTERVENANTS
Internationaux
Tél. 725-08-18
30, r. de Beaumartin, Paris-18
Nouveaux: STOLLE, GEORGES-V.
Contribuez à l'introduction de la
Bureautique en formant les utilisateurs.
Devenez:
MONITEURS (IGES) BUREAUTIQUE
Une formation professionnelle en 10 mois destinée aux
DEMANDEURS D'EMPLOI
21 ans et + résidents à Paris
depuis 1 an minimum.
Niveau BAC + 2 et expérience professionnelle
RECRUTEMENT IMMEDIAT
BIA, 63, bd des Batignolles
75009 PARIS.
Tél. 284-98-82.

TRANSLATIONS TECHNIQUES
vous l'ALLEMAND
sur traitement de texte.
Cours techniques professionnels
CONTACT DIRECT
H. SCHWARTZ, M.A. 273-04-04.

DEMANDES D'EMPLOI

RESPONSABLE INFORMATIEN
Matériel PDP et VAX
7 ans exp. études, conseils, en-
seignement, réalisation, soutien
technique, gestion, formation.
Etude toutes propositions.
Entre M. ALAIN KOUNIN,
12, rue Paul-Lafarge,
2180 Châtigny-Malsbury.
Cadre comptable DECS,
7 ans exp. études, conseils, en-
seignement, réalisation, soutien
technique, gestion, formation.
Entre M. ALAIN KOUNIN,
12, rue Paul-Lafarge,
2180 Châtigny-Malsbury.
Téléphone: 803-82-32.

CADRE DE DIRECTION
Formation financière comp-
table, gestion des entreprises,
gestion des ressources humaines,
gestion des opérations, gestion
des investissements, gestion
des risques, gestion des
relations publiques, gestion
des relations avec les
autorités, gestion des
relations avec les
clients, gestion des
relations avec les
fournisseurs, gestion des
relations avec les
banques, gestion des
relations avec les
assureurs, gestion des
relations avec les
intermédiaires, gestion des
relations avec les
autres acteurs du
milieu économique.
Entre M. ALAIN KOUNIN,
12, rue Paul-Lafarge,
2180 Châtigny-Malsbury.
Téléphone: 803-82-32.

RESPONSABLE FORMATION
HNE 44 ans, ingénieur + Master
Université de Syracuse
NEW-YORK. Pendant 6 ans
Chef Département au CESI, de-
puis 1975 RESPONSABLE
FORMATION dans une fondation
à la pointe du progrès technol-
gique (1.500 étudiants). Membre
Fédération, cherche
POSTE SIMILAIRE et/ou
DEVELOPPEMENT SOCIAL.
Région marseillaise.
Ecr. n° 3.348 CONTEXTE Pub.,
20, av. Opéra, 75004 Paris
Cedex 01 qui transmettra.

J. H. 27 ans
Diplômé études organisation
gestion ressources humaines,
management-formation, connais-
sances milieu informatique.
Ecr. sous réf. 152.555 à
AGENCE HAVAS
34006 MONTPELLIER.

MA DOUBLE FORMATION
GESTION/INFORMATIQUE
VOUS INTERESSE ?
Chef comptable (DECS) pendant 6 ans.
Je suis responsable depuis 4 ans
de grosses applications sur MINI 6 dans une SSIL
(DPC, DIT, TOTAL, MEURISSE, MINOBA)
RENCONTRONS-NOUS.
Ecrire à REGIE-PRESSE sous n° T 13.774 M
7, rue de Montessuy, 75007 PARIS.

CADRE INFORMATIEN
FORMATION CHAM-ESTRO
Ecole jusqu'à 18 ans en œuvre
IBM, 10-12-13-14-15-16-17-18-19-20-21-22-23-24-25-26-27-28-29-30-31-32-33-34-35-36-37-38-39-40-41-42-43-44-45-46-47-48-49-50-51-52-53-54-55-56-57-58-59-60-61-62-63-64-65-66-67-68-69-70-71-72-73-74-75-76-77-78-79-80-81-82-83-84-85-86-87-88-89-90-91-92-93-94-95-96-97-98-99-100-101-102-103-104-105-106-107-108-109-110-111-112-113-114-115-116-117-118-119-120-121-122-123-124-125-126-127-128-129-130-131-132-133-134-135-136-137-138-139-140-141-142-143-144-145-146-147-148-149-150-151-152-153-154-155-156-157-158-159-160-161-162-163-164-165-166-167-168-169-170-171-172-173-174-175-176-177-178-179-180-181-182-183-184-185-186-187-188-189-190-191-192-193-194-195-196-197-198-199-200-201-202-203-204-205-206-207-208-209-210-211-212-213-214-215-216-217-218-219-220-221-222-223-224-225-226-227-228-229-230-231-232-233-234-235-236-237-238-239-240-241-242-243-244-245-246-247-248-249-250-251-252-253-254-255-256-257-258-259-260-261-262-263-264-265-266-267-268-269-270-271-272-273-274-275-276-277-278-279-280-281-282-283-284-285-286-287-288-289-290-291-292-293-294-295-296-297-298-299-300-301-302-303-304-305-306-307-308-309-310-311-312-313-314-315-316-317-318-319-320-321-322-323-324-325-326-327-328-329-330-331-332-333-334-335-336-337-338-339-340-341-342-343-344-345-346-347-348-349-350-351-352-353-354-355-356-357-358-359-360-361-362-363-364-365-366-367-368-369-370-371-372-373-374-375-376-377-378-379-380-381-382-383-384-385-386-387-388-389-390-391-392-393-394-395-396-397-398-399-400-401-402-403-404-405-406-407-408-409-410-411-412-413-414-415-416-417-418-419-420-421-422-423-424-425-426-427-428-429-430-431-432-433-434-435-436-437-438-439-440-441-442-443-444-445-446-447-448-449-450-451-452-453-454-455-456-457-458-459-460-461-462-463-464-465-466-467-468-469-470-471-472-473-474-475-476-477-478-479-480-481-482-483-484-485-486-487-488-489-490-491-492-493-494-495-496-497-498-499-500-501-502-503-504-505-506-507-508-509-510-511-512-513-514-515-516-517-518-519-520-521-522-523-524-525-526-527-528-529-530-531-532-533-534-535-536-537-538-539-540-541-542-543-544-545-546-547-548-549-550-551-552-553-554-555-556-557-558-559-560-561-562-563-564-565-566-567-568-569-570-571-572-573-574-575-576-577-578-579-580-581-582-583-584-585-586-587-588-589-590-591-592-593-594-595-596-597-598-599-600-601-602-603-604-605-606-607-608-609-610-611-612-613-614-615-616-617-618-619-620-621-622-623-624-625-626-627-628-629-630-631-632-633-634-635-636-637-638-639-640-641-642-643-644-645-646-647-648-649-650-651-652-653-654-655-656-657-658-659-660-661-662-663-664-665-666-667-668-669-670-671-672-673-674-675-676-677-678-679-680-681-682-683-684-685-686-687-688-689-690-691-692-693-694-695-696-697-698-699-700-701-702-703-704-705-706-707-708-709-710-711-712-713-714-715-716-717-718-719-720-721-722-723-724-725-726-727-728-729-730-731-732-733-734-735-736-737-738-739-740-741-742-743-744-745-746-747-748-749-750-751-752-753-754-755-756-757-758-759-760-761-762-763-764-765-766-767-768-769-770-771-772-773-774-775-776-777-778-779-780-781-782-783-784-785-786-787-788-789-790-791-792-793-794-795-796-797-798-799-800-801-802-803-804-805-806-807-808-809-810-811-812-813-814-815-816-817-818-819-820-821-822-823-824-825-826-827-828-829-830-831-832-833-834-835-836-837-838-839-840-841-842-843-844-845-846-847-848-849-850-851-852-853-854-855-856-857-858-859-860-861-862-863-864-865-866-867-868-869-870-871-872-873-874-875-876-877-878-879-880-881-882-883-884-885-886-887-888-889-890-891-892-893-894-895-896-897-898-899-900-901-902-903-904-905-906-907-908-909-910-911-912-913-914-915-916-917-918-919-920-921-922-923-924-925-926-927-928-929-930-931-932-933-934-935-936-937-938-939-940-941-942-943-944-945-946-947-948-949-950-951-952-953-954-955-956-957-958-959-960-961-962-963-964-965-966-967-968-969-970-971-972-973-974-975-976-977-978-979-980-981-982-983-984-985-986-987-988-989-990-991-992-993-994-995-996-997-998-999-1000-1001-1002-1003-1004-1005-1006-1007-1008-1009-1010-1011-1012-1013-1014-1015-1016-1017-1018-1019-1020-1021-1022-1023-1024-1025-1026-1027-1028-1029-1030-1031-1032-1033-1034-1035-1036-1037-1038-1039-1040-1041-1042-1043-1044-1045-1046-1047-1048-1049-1050-1051-1052-1053-1054-1055-1056-1057-1058-1059-1060-1061-1062-1063-1064-1065-1066-1067-1068-1069-1070-1071-1072-1073-1074-1075-1076-1077-1078-1079-1080-1081-1082-1083-1084-1085-1086-1087-1088-1089-1090-1091-1092-1093-1094-1095-1096-1097-1098-1099-1100-1101-1102-1103-1104-1105-1106-1107-1108-1109-1110-1111-1112-1113-1114-1115-1116-1117-1118-1119-1120-1121-1122-1123-1124-1125-1126-1127-1128-1129-1130-1131-1132-1133-1134-1135-1136-1137-1138-1139-1140-1141-1142-1143-1144-1145-1146-1147-1148-1149-1150-1151-1152-1153-1154-1155-1156-1157-1158-1159-1160-1161-1162-1163-1164-1165-1166-1167-1168-1169-1170-1171-1172-1173-1174-1175-1176-1177-1178-1179-1180-1181-1182-1183-1184-1185-1186-1187-1188-1189-1190-1191-1192-1193-1194-1195-1196-1197-1198-1199-1200-1201-1202-1203-1204-1205-1206-1207-1208-1209-1210-1211-1212-1213-1214-1215-1216-1217-1218-1219-1220-1221-1222-1223-1224-1225-1226-1227-1228-1229-1230-1231-1232-1233-1234-1235-1236-1237-1238-1239-1240-1241-1242-1243-1244-1245-1246-1247-1248-1249-1250-1251-1252-1253-1254-1255-1256-1257-1258-1259-1260-1261-1262-1263-1264-1265-1266-1267-1268-1269-1270-1271-1272-1273-1274-1275-1276-1277-1278-1279-1280-1281-1282-1283-1284-1285-1286-1287-1288-1289-1290-1291-1292-1293-1294-1295-1296-1297-1298-1299-1300-1301-1302-1303-1304-1305-1306-1307-1308-1309-1310-1311-1312-1313-1314-1315-1316-1317-1318-1319-1320-1321-1322-1323-1324-1325-1326-1327-1328-1329-1330-1331-1332-1333-1334-1335-1336-1337-1338-1339-1340-1341-1342-1343-1344-1345-1346-1347-1348-1349-1350-1351-1352-1353-1354-1355-1356-1357-1358-1359-1360-1361-1362-1363-1364-1365-1366-1367-1368-1369-1370-1371-1372-1373-1374-1375-1376-1377-1378-1379-1380-1381-1382-1383-1384-1385-1386-1387-1388-1389-1390-1391-1392-1393-1394-1395-1396-1397-1398-1399-1400-1401-1402-1403-1404-1405-1406-1407-1408-1409-1410-1411-1412-1413-1414-1415-1416-1417-1418-1419-1420-1421-1422-1423-1424-1425-1426-1427-1428-1429-1430-1431-1432-1433-1434-1435-1436-1437-1438-1439-1440-1441-1442-1443-1444-1445-1446-1447-1448-1449-1450-1451-1452-1453-1454-1455-1456-1457-1458-1459-1460-1461-1462-1463-1464-1465-1466-1467-1468-1469-1470-1471-1472-1473-1474-1475-1476-1477-1478-1479-1480-1481-1482-1483-1484-1485-1486-1487-1488-1489-1490-1491-1492-1493-1494-1495-1496-1497-1498-1499-1500-1501-1502-1503-1504-1505-1506-1507-1508-1509-1510-1511-1512-1513-1514-1515-1516-1517-1518-1519-1520-1521-1522-1523-1524-1525-1526-1527-1528-1529-1530-1531-1532-1533-1534-1535-1536-1537-1538-1539-1540-1541-1542-1543-1544-1545-1546-1547-1548-1549-1550-1551-1552-1553-1554-1555-1556-1557-1558-1559-1560-1561-1562-1563-1564-1565-1566-1567-1568-1569-1570-1571-1572-1573-1574-1575-1576-1577-1578-1579-1580-1581-1582-1583-1584-1585-1586-1587-1588-1589-1590-1591-1592-1593-1594-1595-1596-1597-1598-1599-1600-1601-1602-1603-1604-1605-1606-1607-1608-1609-1610-1611-1612-1613-1614-1615-1616-1617-1618-1619-1620-1621-1622-1623-1624-1625-1626-1627-1628-1629-1630-1631-1632-1633-1634-1635-1636-1637-1638-1639-1640-1641-1642-1643-1644-1645-1646-1647-1648-1649-1650-1651-1652-1653-1654-1655-1656-1657-1658-1659-1660-1661-1662-1663-1664-1665-1666-1667-1668-1669-1670-1671-1672-1673-1674-1675-1676-1677-1678-1679-1680-1681-1682-1683-1684-1685-1686-1687-1688-1689-1690-1691-1692-1693-1694-1695-1696-1697-1698-1699-1700-1701-1702-1703-1704-1705-1706-1707-1708-1709-1710-1711-1712-1713-1714-1715-1716-1717-1718-1719-1720-1721-1722-1723-1724-1725-1726-1727-1728-1729-1730-1731-1732-1733-1734-1735-1736-1737-1738-1739-1740-1741-1742-1743-1744-1745-1746-1747-1748-1749-1750-1751-1752-1753-1754-1755-1756-1757-1758-1759-1760-1761-1762-1763-1764-1765-1766-1767-1768-1769-1770-1771-1772-1773-1774-1775-1776-1777-1778-1779-1780-1781-1782-1783-1784-1785-1786-1787-1788-1789-1790-1791-1792-1793-1794-1795-1796-1797-1798-1799-1800-1801-1802-1803-1804-1805-1806-1807-1808-1809-1810-1811-1812-1813-1814-1815-1816-1817-1818-1819-1820-1821-1822-1823-1824-1825-1826-1827-1828-1829-1830-1831-1832-1833-1834-1835-1836-1837-1838-1839-1840-1841-1842-1843-1844-1845-1846-1847-1848-1849-1850-1851-1852-1853-1854-1855-1856-1857-1858-1859-1860-1861-1862-1863-1864-1865-1866-1867-1868-1869-1870-1871-1872-1873-1874-1875-1876-1877-1878-1879-1880-1881-1882-1883-1884-1885-1886-1887-1888-1889-1890-1891-1892-1893-1894-1895-1896-1897-1898-1899-1900-1901-1902-1903-1904-1905-1906-1907-1908-1909-1910-1911-1912-1913-1914-1915-1916-1917-1918-1919-1920-1921-1922-1923-1924-1925-1926-1927-1928-1929-1930-1931-1932-1933-1934-1935-1936-1937-1938-1939-1940-1941-1942-1943-1944-1945-1946-1947-1948-1949-1950-1951-1952-1953-1954-1955-1956-1957-1958-1959-1960-1961-1962-1963-1964-1965-1966-1967-1968-1969-1970-1971-1972-1973-1974-1975-1976-1977-1978-1979-1980-1981-1982-1983-1984-1985-1986-1987-1988-1989-1990-1991-1992-1993-1994-1995-1996-1997-1998-1999-2000-2001-2002-2003-2004-2005-2006-2007-2008-2009-2010-2011-2012-2013-2014-2015-2016-2017-2018-2019-2020-2021-2022-2023-2024-2025-2026-2027-2028-2029-2030-2031-2032-2033-2034-2035-2036-2037-2038-2039-2040-2041-2042-2043-2044-2045-2046-2047-2048-2049-2050-2051-2052-2053-2054-2055-2056-2057-2058-2059-2060-2061-2062-2063-2064-2065-2066-2067-2068-2069-2070-2071-2072-2073-2074-2075-2076-2077-2078-2079-2080-2081-2082-2083-2084-2085-2086-2087-2088-2089-2090-2091-2092-2093-2094-2095-2096-2097-2098-2099-2100-2101-2102-2103-2104-2105-2106-2107-2108-2109-2110-2111-2112-2113-2114-2115-2116-2117-2118-2119-2120-2121-2122-2123-2124-2125-2126-2127-2128-2129-2130-2131-2132-2133-2134-2135-2136-2137-2138-2139-2140-2141-2142-2143-2144-2145-2146-2147-2148-2149-2150-2151-2152-2153-2154-2155-2156-2157-2158-2159-2160-2161-2162-2163-2164-2165-2166-2167-2168-2169-2170-2171-2172-2173-2174-2175-2176-2177-2178-2179-2

Paris-football en demi-teinte

L'été dernier, Paris participait à l'émotion générale du football français en célébrant le retour en première division du prestigieux Racing. La capitale disposait enfin de deux clubs ambitieux : le Paris-Saint-Germain, qui visait des objectifs à court terme pour la Coupe de l'UEFA, le championnat et la Coupe de France, et le Racing-Club de Paris, qui se fixait dix ans pour devenir l'un des grands clubs européens. Les Parisiens attendaient déjà avec impatience le derby qui marquerait la première rencontre entre les deux clubs.

Près de quarante mille spectateurs étaient à ce rendez-vous, vendredi 2 novembre, au Parc des Princes. Un rendez-vous manqué par les deux équipes qui ont disputé le derby de la peur, gagné 1 à 0 par le Paris-Saint-Germain (le Monde date 4-5 novembre).

Paris brûle-t-il son football ? Les déboires répétés du Paris-Saint-Germain et du Racing, les convulsions inhabituelles des joueurs pour des entretiens avec les médias, les jours précédant le derby et les concerts de sifflets entendus au Parc des Princes à cette occasion pourraient laisser supposer. Dans les deux clubs, on se refuse toutefois à parler de « crise », mais plutôt de « préoccupations ». Les ambitions, les moyens actuels, les voies choisies pour réussir sont si différents d'un club à l'autre que les éléments de comparaison qui aideraient à mieux juger la gravité de ces préoccupations, se trouvent un peu faussés.

Quelques chiffres aident à mieux situer les deux clubs. Le budget prévisionnel du Paris-Saint-Germain est, cette saison, de 36 millions de francs. Celui du Racing, de 25 millions. Avant le derby, le Racing, qui compte entre mille et mille cinq cents abonnés, avait enregistré une moyenne de onze mille spectateurs alors qu'il table sur quinze mille pour l'ensemble de la saison. Le Paris-Saint-Germain, qui avait battu ses records l'an dernier avec plus de vingt-quatre mille spectateurs par match, mais misait cette année sur une moyenne de vingt mille à cause de la concurrence du Racing, en est aujourd'hui à vingt et un mille.

La différence la plus remarquable se situe peut-être au niveau de la direction des deux clubs, avec, d'un côté, M. Francis Borelli, publicitaire, toujours soucieux de paraître, et de l'autre M. Jean-Luc Lagardère, président-directeur général de Matra et de Hachette, qui refuse les interviews au sujet de son club. « Comme une entreprise, son club reflète souvent la personnalité de celui qui le dirige », explique Serge Guyot, ancien directeur administratif adjoint du Paris Saint-Germain et actuel directeur délégué du Racing. Au PSG, M. Borelli est omniprésent à tous les niveaux de la vie du club. M. Lagardère se contente de fixer les grandes orientations, de prendre les décisions importantes et délègue beaucoup plus ses pouvoirs, même s'il préside, chaque semaine, le comité directeur, assiste à tous les matches et a de fréquents contacts téléphoniques avec l'entraîneur.

Un peu paradoxalement, le Racing, qui réalise de moindres recettes que le PSG et ne fait pas appel à un commanditaire ni aux subventions de la Ville de Paris, est

S'il est exempté de parler de crise, les responsables des deux clubs reconnaissent pourtant leur déshérence et leurs inquiétudes devant les résultats enregistrés depuis le début de la saison. Le Racing Club de Paris se retrouve à l'avant-dernière place et redécouvrirait en deuxième division si le championnat s'arrêtait aujourd'hui.

Le Paris-Saint-Germain revient dans la première moitié du classement, mais à haut point de Bordeaux et de Nantes et il se déplacera, mercredi 7 novembre, en Hongrie pour le deuxième tour de la Coupe de l'UEFA avec un handicap de deux buts contre Videcs. Des résultats médiocres qui pourraient aggraver la défection du public du Parc des Princes.

peut-être le plus à l'abri des problèmes financiers. « Nous sommes intégrés au groupe Matra, dont nous constituons la branche sportive », indique Serge Guyot. Nous contribuons à mieux faire connaître la marque avant le lancement de produits destinés au grand public. Les soucis financiers ne sont d'ailleurs pas plus à l'ordre du jour au Racing qu'au Paris-Saint-Germain, qui a « engrangé » pendant ces deux dernières saisons grâce à ses carrières européennes.

Pas de concurrence

La désaffection du public est plutôt mise sur le compte de la crise économique et des mauvais résultats que sur celui de la concurrence. Au Racing, on fait remarquer qu'il est possible, grâce aux abonnements, d'assister aux trente-huit matches des deux équipes au Parc des Princes pour 700 francs. « On comptait même sur le Paris-Saint-Germain pour nous servir de locomotive et amener les gens au stade », dit Serge Guyot. Hélas ! son mauvais début de saison n'a pas donné aux Parisiens l'envie de voir deux matches par semaine.

Dans les deux groupes, les préoccupations actuelles concernent principalement les équipes et les résultats. « En football, la dynamique est très importante dans la victoire comme dans la défaite », explique Alain de Martigny, l'entraîneur du Racing. On la ressent sur le terrain, mais surtout dans la tête des joueurs, leur état d'esprit, leur réussite. Or, après avoir gagné nos quatre premiers matches au Parc des Princes, nous restons sur six rencontres sans victoire. Un résultat contre le Paris-Saint-Germain nous a permis de nous placer à la deuxième place.

La pente sera d'autant plus dure à remonter que l'effectif est décimé par les blessures, la dernière en date étant celle du meneur de jeu algérien Madjer, opéré des adducteurs ce lundi 5 novembre. Psychologiquement très importante, la victoire du PSG dans le derby n'efface pas tous les problèmes. Au cours d'un entretien avec leur président, les joueurs ont été placés

Un bon atterrissage ?

Pour préserver ses prérogatives, M. Francis Borelli n'a-t-il pas fait une faute en rappelant Georges Peyroche, âgé de vingt-sept ans, à l'attention de l'entraîneur, au moment où le Paris-Saint-Germain se sentait prêt pour viser le titre national ? « Dans d'autres clubs, c'est peut-être l'entraîneur d'abord, reconnaît le président parisien. Par un heureux hasard, le Paris-Saint-Germain s'est un peu identifié à moi. Or je crois beaucoup à l'entraîneur, à son rôle, à son atterrissage. A tous les niveaux, les choix m'appartiennent, et je ne dois pas me tromper sur l'entraîneur, son adjoint, le médecin, l'expert-comptable, le directeur administratif, le libéro ou l'arrière. Nous sommes un club jeune qui repose encore plus sur les hommes que sur ses structures. »

« Je m'entends bien avec mon entraîneur, poursuit-il. Nous formons, je crois, un bon atterrissage. Nous tirons ensemble le carrosse, et il est difficile de savoir dans un atterrissage si les chevaux tirent à l'égalité. M. Peyroche a pris le style du club et parle le même langage que les dirigeants. Si, dans deux ou trois ans, je sentais que le carrosse devenait trop lourd pour nous deux, il sait qu'il devrait se retirer, et je suis sûr qu'il l'accepterait. »

GÉRARD ALBOUY.

« LE PÈRE NOËL 1984 A BESOIN DE VOUS »



SECOURS POPULAIRE FRANÇAIS
COMITÉ DU LIVRE
94, bd Auguste-Blanc - 75013
CCP : 31-711-08 Y La Source

Une place au soleil pour les «ciel et blanc»

Depuis de nombreuses années, les équipes de rugby de la capitale n'arrivent plus à s'installer durablement dans le groupe A de la première division. Depuis trois saisons, le Racing Club de France, sous l'impulsion du président de la section ovale des «ciel et blanc», Jean-Pierre Labro, a développé une véritable stratégie pour y parvenir.

Jean-Baptiste Lafond postulait, l'an dernier, au poste d'entraîneur principal de la capitale. Le Parisien avait séduit les sélectionneurs de la cité d'Antin par ses longs galops plein champ, tranchant les défenses les plus solides comme un coup de rasoir. Puis une blessure, difficile à soigner et longue à guérir, l'a écarté des terrains. Il n'a pu revenir que ces dernières semaines. Le brillant qui avait tant séduit naguère, en moins, Lafond n'a plus la petite étincelle de génie qui faisait exploser sa pointe de vitesse juste dans les en-buts adverses.

La forme est un animal sauvage difficile à apprivoiser. On a bien senti, dimanche après-midi, que Lafond voyait parfaitement ce qu'il fallait faire pour percer les lignes toulousaines. Il y avait, dans son mouvement, les prémisses du geste juste. Mais il subissait, dans son accomplissement, le léger décalage qui donne à la meilleure des intentions le pire des résultats.

Toujours incertaines, contrôlées à distance, démarrages flous : en fait, décidément, ce n'était pas le grand Lafond qui opérait face à l'équipe de Toulouse contre laquelle, précisément, il aurait fallu « serrer les boulons », comme on dit dans le jargon des vestiaires. La troisième ligne parisienne avec Montange, Pouilly et Parineau a dû prendre à sa charge le gros du travail qui, en l'occurrence, était trop gros pour elle.

Dans les vapeurs des douches, Michel Taffery, l'entraîneur des lignes arrière du Racing, le reconnaît : « Même si l'arbitrage ne nous a pas été très favorable, cela ne va pas. Nous n'arrivons pas à trouver le ton juste en attaque. Mais qu'est-ce que le ton juste »

Les coéquipiers de Jean-Pierre Rives, l'ancien capitaine du XV de France, ont cependant fort à faire pour se maintenir parmi l'élite dans une poule où opèrent quelques-uns des plus gros bataillons du Sud-Ouest. La défaite 21 à 12 contre le Stade toulousain, le 4 novembre au stade Jean-Bouin de Paris, devant quelque 6000 spectateurs, en a été l'illustration.

pour une équipe qui vient tout juste de remonter dans le groupe A ? A Colombes, lors du dernier entraînement précédent ce match, l'ancien arrière reconverti entraîneur nous avait présenté la situation de la manière suivante : « Grâce à Jean-Claude Perrin, le coach des perchistes médaillés à Los Angeles, qui est un véritable professionnel de la forme physique, nous avons commencé la saison en très bonne condition. Les avantages qui sont sous la responsabilité technique de l'ancien pilier de l'équipe de France, Robert Paparemborde, ont notamment fait de gros progrès. S'ils n'ont pas la masse de certains packs, ils compensent par leur dynamisme. Paparemborde leur apporte en plus ses connaissances en matière de blocage et de contrôle du ballon. » Il n'y a pas à chercher plus loin la raison des trois victoires du club à l'extérieur contre Aix-sur-Adour et Carcassonne, assez logiquement, mais surtout contre Narbonne, qui est, avec Béziers et Toulouse, l'une des trois équipes les plus dangereuses de la poule.

Des rentrées attendues

La rentrée éventuelle de Paparemborde à l'occasion des prochains matches retour ainsi que celle de l'ancien deuxième ligne nîmois Claude Atcher, devraient encore renforcer le rendement de la mêlée parisienne, rendement qui devrait être aussi accru par le retour d'activité de Jean-Pierre Rives, actuellement blessé à une épaule. La titularisation du Toulousain Gérard Martinaz à la mêlée pourrait aussi favoriser l'épanouissement des lignes arrière : « Ça ne sera pas du tout

la même équipe qui évoluera pendant la seconde partie de la saison. Si nous arrivons à gagner notre match à l'extérieur contre Toulous, nous resterons sans difficulté dans le groupe A la saison prochaine. » Encore faudrait-il gagner les matches à domicile. La fébrilité des trois-quarts est, à cet égard, un sérieux handicap.

« La descente dans le groupe B serait une catastrophe, dit sans détours Taffery. Le club a fait de gros investissements pour prendre une place parmi l'élite. Il faut des résultats. Le Racing commence à attirer régulièrement un groupe important de supporters. Il ne faut pas se décevoir. Les dirigeants se sont arrangés pour que les joueurs n'aient pas d'autre souci que le rugby. Bien entendu, cela n'a rien à voir avec le professionnalisme. On leur a procuré des situations intéressantes dans la région parisienne. Mais il ne faut pas s'y tromper : cela n'intéresse pas Martinaz ou Atcher de jouer dans le groupe B l'an prochain. »

Bref, pour gagner son pari, le RCF est dans la même situation que Jean-Baptiste Lafond : il doit retrouver ses jambes rapidement.

ALAIN GIRAUDO.

● Erban remplace Orso blessé. Au cours du match Nîmes-Nîmes, le 4 novembre, Jean-Charles Orso, qui devait occuper le poste de troisième ligne centre dans l'équipe de France face à la Roumanie, le 10 novembre à Bucarest, s'est fracturé le poignet de la main droite. Les sélectionneurs ont fait appel à l'Agenais Dominique Erban pour occuper ce poste, le Biterrois Jean-Pierre Lacas devenant remplaçant.

LES RÉSULTATS

Alpinisme UNE FRANÇAISE A 5 500 M. <i>En compagnie du guide champion Bernard Muller, Laurence de La Ferté, âgée de vingt-sept ans, a atteint le 20 octobre, l'autre cime du Kangchenjunga, appelée Yalung Kang (8 505 mètres) au Népal, devenant ainsi la première Française à dépasser les 8 500 mètres.</i>	
Automobilisme MONDIALE CHAMPION <i>Volontaire du Rallye de Côte d'Ivoire, qui s'est achevé le 4 novembre à Abidjan, le Suédois Steve Blomqvist est devenu champion du monde des pilotes avec 125 points devant le Finlandais Hannu Mikkola, 101 points.</i>	
Basket-ball CHAMPIONNAT DE FRANCE <i>(Sixième journée)</i> Antibes b. Saint-Etienne 95-83 Stade Français b. Tours 109-93 Monaco b. Mulhouse 81-78 Vichy b. Angoulême 107-90 Limoges b. Caen 107-86 Orléans b. Châlons 108-89 Villeurbanne b. Le Mans 102-84 Classement. — 1. Antibes, Limoges, Stade Français et Villeurbanne, 16 pts ; 2. Le Mans et Orléans, 14 ; 3. Châlons et Vichy, 12 ; 4. Mulhouse, 10 ; 5. Monaco et Tours, 9 ; 6. Angoulême, 8 ; 7. Caen, 7 ; 8. Saint-Etienne, 5.	
Football CHAMPIONNAT DE FRANCE <i>Deuxième division (Treizième journée)</i> GROUPE A Reims b. Angers 1-0 Dunkerque b. Quimper 2-1 Red Star b. Mulhouse 2-0 Abbeville et Orléans 1-1 Bastia b. Amiens 2-0 Stade Français b. Châteauroux 2-0 Caen et Sedan 1-1 Le Havre b. Rennes 1-0 Guingamp b. Valenciennes 1-0 Classement. — 1. Mulhouse et Orléans, 18 pts ; 2. Reims et Quimper, 17 ; 3. Le Havre, Valenciennes et Sedan, 16 ; 4. Bastia, 15 ; 5. Angers, 14 ; 6. Red Star, 13 ; 7. Dunkerque, Quimper et Abbeville, 10 ; 8. Amiens, 9 ; 9. Châteauroux, 7 ; 10. Caen, 6.	
GROUPE B Lyon b. Limoges 1-0 Sète b. La Roche 5-2 Nîmes b. Caen 1-0 Calais-Lens b. St-Etienne 0-0 Thonon b. Béziers 2-0 Martigues b. Montpellier 2-0 Nice et Guingamp 1-1 Le Puy b. Valence 2-0 Grenoble b. Albi 2-1 Classement. — 1. Nice, 20 pts ; 2. Montpellier, 18 ; 3. Thonon, 17 ; 4.	
Hockey-sur-glace CHAMPIONNAT DE FRANCE <i>(Dixième journée)</i> Megève b. Chamonix 10-4 Gap b. Grenoble 7-3 Français volants b. Tours 4-3 Saint-Gervais b. Vichy 5-3 Briançon b. Amiens 6-5 Villard-de-Lans b. Caen 11-3 Classement. — 1. Saint-Gervais, 21 pts ; 2. Grenoble et Megève, 15 ; 3. Français volants, 11 ; 4. Tours et Chamonix, 10 ; 5. Villard-de-Lans et Briançon, 8 ; 6. Amiens, 7 ; 7. Vichy et Caen, 2.	
Rugby CHAMPIONNAT DE FRANCE <i>(Septième journée)</i> GROUPE A Poulle 1 Tyrosse et Aurillac 6-6 St. Toulousain b. Racing CF 21-12 Béziers b. Narbonne 26-22 Carcassonne b. Aix-en-Provence 9-6 Tarbes b. Montauban 9-6 Classement. — 1. Stade Toulousain, 21 pts ; 2. Béziers, 19 ; 3. Aurillac, 16 ; 4. Tyrosse, 14 ; 5. Montauban, Narbonne, Racing CF, Tarbes, 13 ; 6. Aix-en-Provence, Carcassonne, 9.	
Poulle 2 Orléans b. Boucau 21-6 Biarritz b. Romans 16-6 Bègles-Bordeaux b. Valence 28-7 Hyères b. Dax 24-16 Agen b. La Rochelle 39-0 Classement. — 1. Biarritz, 19 pts ; 2. Agen, 17 ; 3. Orléans, 16 ; 4. Dax, Hyères, Boucau, 15 ; 5. Bègles-Bordeaux, 12 ; 6. Romans, Valence, 11 ; 7. La Rochelle, 10.	
Poulle 3 Le Creusot et Lourdes 6-6 Brive b. Angoulême 27-4 La Voulte b. Pau 24-12 Bayonne b. Grenoble 12-9 Bagnères b. Montferrand 12-4 Classement. — 1. Lourdes, Montferrand, 18 pts ; 2. Brive, 16 ; 3. Pau,	
Handball CHAMPIONNAT DE FRANCE <i>(Quatrième journée)</i> St-Martin b. St-Martin 26-15 ACBB b. St-Martin d'Hères 28-18 Ivry b. Dijon 22-19 Saint-Maur b. Paris-UC 22-17 Gagny b. Nîmes 22-19 Classement. — 1. ACBB, 12 pts ; 2. Saint-Maur, Gagny, 11 ; 3. SMUC, 10 ; 4. SMEC, 9 ; 5. Nîmes, 7 ; 6. Ivry et Paris-UC, 6 ; 7. Dijon et Saint-Martin d'Hères, 4.	
15/5. La Voulte, 14 ; 6. Brive, 1 ; Grenoble, Le Creusot, 12 ; 9. Albi, Bagnères, 11.	
Poulle 4 Mont-de-Marsan b. Albi 11-11 Bourgnon b. Toulon 11-11 Nice b. Nîmes 11-11 Perpignan b. Tulle 11-11 Graillet b. Castres 11-11 Classement. — 1. Nice, 21 pts ; 2. Toulon, 19 ; 3. Graillet, M. de-Marsan, 16 ; 4. Bourgnon, 15 ; 5. Perpignan, 13 ; 6. Nîmes, Tulle, 11 ; 7. Albi, Castres, 9.	
Sports équestres MASTERS DE TOULOUS Frédéric Cottier a gagné, le vendredi 4 novembre, le Masters Fédération française des sports équestres organisé entre quatre clubs qui devaient monter successivement chevaux des autres concurrents : Navet a terminé deuxième, Pi Ravier, troisième, et Gilles Barle Bellanda, quatrième.	
Tennis TOURNOI DE STOCKHOLM La finale du Tournoi de Stockholm (250 000 dollars), devait avoir lieu le 3 octobre, mais l'absence de joueurs a entraîné le report de la finale. Le Suédois Wilander a éliminé l'Américain McEnroe (6-3, 6-3) et l'Américain McEnroe a éliminé le Suédois Jarry-6, 7-6, 6-2).	
Volleyball COUPES D'EUROPE Arménie a été battu dans sile (3 sets à 2) par les Finlandais de Lohi 79, en match aller du tour de la Coupe d'Europe des clubs.	
En Coupe confédérale, l'Inde Française s'est imposée devant les par 3 sets à 0, tout en les joueurs de Clamart face marquées de Letoux.	
CHAMPIONNAT DE FRANCE <i>(Quatrième journée)</i> Asnières b. Cannes 3-1 Bordeaux b. Stade Français 3-1 Racing CF b. Sète 3-2 Montpellier b. Grenoble 3-1 Classement. — 1. Montpellier, Asnières, 8 pts ; 2. Cannes, Bordeaux, 6 ; 3. Stade Français, Racing CF, 5 ; 4. Sète, 4.	

Haute au Vol

1 serrure à 5 points

PICARD
+ d'autres marques

Matériel GARANTI 5 ANS

+ 1 blindage acier 15/10"

+ 4 goulons d'acier anti-dégondage

+ 3 cornières anti-pince

à l'extérieur sur le pourtour de la porte

3.600 F TTC

Pose et dépot, comme PARIS-DAULEY

Sté S.P.P.
11, rue Mazarin
92130 Issy-les-Moulineaux
☎ 554.58.08
554.41.95

FACILITES DE PAIEMENT

ski de fond en FINLANDE

Noël et Nouvel An au Paradis de la Neige

Hôtel Ounasvaara (en Laponie)
23 déc.-2 janv.
F. 8.095

La ferme de l'éleveur de rennes (en Laponie)
21-29 déc.
F. 5.530

28 déc.-2 janv.
F. 4.690

Parc d'Aulanko
28 déc.-2 janv.
F. 3.950

demandez la brochure "destination Finlande Laponie" à votre agent de voyages ou

ALANT'S TOURS
5, rue Danielle Casanova
75001 Paris
☎ 296.59.78

PLANS/CONTRECALQUES

COPIES GRAND ET TRES GRAND FORMAT - AGRANDISSEMENT REDUCTION

ETRAVE 38, av. Daumesnil PARIS-12^e ☎ 347.21.32

AFFAIRES

AU SECOND SEMESTRE

Reprise des investissements dans l'industrie

Le président du CNPF, M. Yvon Gattaz, a déclaré que le bénéfice d'exploitation par rapport au chiffre d'affaires en France était insuffisant pour investir. Dans un entretien accordé au quotidien de Dijon, le *Blas public*, il reconnaît, d'autre part, qu'il y a une progression faible mais réelle de l'investissement industriel, mais, ajoute-t-il, « on se trompe sur la signification de cette reprise et sur son ampleur ». Pourtant, plusieurs indices semblent révéler une reprise réelle, tardive certes, et d'une intensité variable selon les secteurs.

Par ailleurs, le président du CNPF, M. Yvon Gattaz, a déclaré, dimanche 4 novembre, sur TF1, qu'il ne « réajustait strictement » du programme économique du RPR, prévoyant notamment la « désaffectation ». Selon l'avis du « patron des patrons », il faudrait revenir sur les ordonnances de début 1982 concernant le travail à temps partiel, le travail intérimaire et les contrats à durée déterminée, sur les lois Auroux, en partie, sans toucher à l'expression des salariés, revenir à la liberté

totale des prix et des changes et à une privatisation au moins partielle du crédit.

M. Gattaz a encore indiqué que la création d'une « école nationale d'exportation » serait « une erreur considérable », et qu'il fallait plutôt « une école de vente internationale ». « Le chômage, a-t-il encore dit, ne peut que s'aggraver en 1985, à moins qu'on ne prenne les mesures de flexibilité » qui font l'objet actuellement de discussions entre le patronat et les syndicats.

L'INSEE n'avait pas tort

La reprise des investissements industriels, tant attendue, se dessine depuis quelques mois. Elle est tardive et sans doute plus faible en moyenne qu'attendue, car très sélective : les industriels font des choix d'équipements très précis. Mais elle est réelle.

Un signe particulièrement significatif est le niveau des commandes de machines-outils, qui s'est gonflé au premier semestre 1984 de 29,6 % par rapport à la même période de l'an passé, selon la chambre syndicale de ce secteur. Alors que, précédemment, c'était l'exportation qui fondait les espoirs, la tendance s'est inversée : les commandes à l'export ont crû de 11,2 % au premier semestre, tandis que celles qui sont destinées au marché intérieur progressaient de 41 %, ce qui représente un chiffre considérable.

● International Distillers acquiert le quart du capital de Cinzano. — Groupe britannique, quatrième producteur mondial de spiritueux avec un chiffre d'affaires de 10 milliards de francs, International Distillers, filiale du groupe Grand Metropolitan, va acquérir 25 % du capital de la société italienne Cinzano. Celui-ci était réparti par moitié entre la famille Cinzano et l'IFI, holding financière de la famille Agnelli (Fiat), qui cédait 25 % à International Distillers. Cinzano a réalisé un chiffre d'affaires consolidé de 300 millions de dollars pour l'exercice 1983-1984.

Au ministère du redéploiement industriel, on se réjouit d'autant plus de cette reprise qu'elle porte sur des achats de machines modernes à commande numérique. « Les 100 millions de francs de crédits de la procédure MECA qui accorde des subventions aux PME (hors d'achats de machines-outils avancées) (5 à 20 % du coût de la première machine), sont épuisés », indique M. Gadonneix, directeur des industries mécaniques du ministère, qui attend une « rallonge » dans le cadre du prochain collectif budgétaire. « La raison en est qu'à partir de mai dernier le nombre de dossiers déposés par les entreprises a littéralement explosé », explique-t-il. Il faut préciser qu'avant mai, les perspectives restaient sombres. Si les commandes de machines-outils ont augmenté au premier semestre, les ventes en France ont, au cours de cette même période, poursuivi leur chute, en l'augmentant même, de -9 %. La reprise date donc du second semestre.

L'INSEE, qui avait créé la surprise en annonçant en juin dernier une reprise de 12 % pour l'année 1984, avait bien « senti le vent ». En revanche, l'Institut ne trompait sans doute sur la date du phénomène et vraisemblablement sur son ampleur. Aujourd'hui, cela semble admis. « On a des signes positifs dans chacune de nos enquêtes mensuelles », dit-on à l'INSEE, « mais il est difficile de faire la part des choses dans les statistiques car, parallèlement,

les grandes entreprises nationales comme EDF ont réduit, elles, leurs programmes d'investissement cette année de 5 à 10 %. C'est la même chose pour le commerce et les services. Si, pour l'ensemble des entreprises, on ne devrait observer une reprise que faible, 0 % à 2 %, dans l'industrie, en revanche, nous conservons nos prévisions de gain de 10 à 12 % ».

La CNPF désormais ne nie plus ce réveil industriel. « Il est exact que certaines de nos fédérations notent une nette amélioration de leurs carnets de commandes : la machine-outil et également les biens d'équipement professionnels, de 19 % en valeur », mais il ajoute : « La reprise est lente, tardive et très inégale selon les types d'industrie ».

M. Gattaz : la progression est faible et insuffisante

M. Gattaz, président du CNPF, a reconnu dans une interview publiée le 3 novembre dans le *Blas public*, qu'on notait « une progression faible mais réelle de l'investissement industriel ». Mais, a-t-il ajouté, « les pouvoirs publics affirment que l'investissement est nettement reparté et qu'il est donc inutile de prévoir la moindre mesure fiscale en sa faveur. Nous, chefs d'entreprise, savons que la progression est faible et insuffisante ».

Le gouvernement a prévu une reprise de 9,8 % en 1984 puis de 8,1 % en 1985 des investissements

industriels dans le cadre du budget (le *Monde* du 4 octobre). Il est en réalité encore difficile d'avancer des prévisions. Vraisemblablement, on observera un décalage de la reprise, qui aura pour conséquence de réduire le chiffre gouvernemental de 1984, mais en revanche de gonfler celui de 1985. Or, qu'il en soit la reprise est là. Après des baisses, en volume, de l'investissement dans l'industrie depuis 1975, et encore de 5,3 % en 1981, de 5,4 % en 1982 et de 5 % en 1983, il s'agit d'une rupture. Dans le bon sens.

M. Gattaz n'a pourtant pas tort d'insister sur la fragilité du mouvement. Si les chefs d'entreprise acquiescent de nouveaux équipements, on ne peut être à cause de perspectives meilleures de leurs marchés. La production industrielle reste faible (voir par ailleurs le *Monde* de l'économie). Aussi, les industriels font vraisemblablement des « investissements de substitution » dont il faut attendre des conséquences négatives sur l'emploi. Ils visent une compensation de productivité par un rajoutement du parc de leurs équipements dont l'âge moyen, il faut le rappeler, est en France de plus de onze ans contre neuf aux États-Unis et huit au Japon (1). Une reprise forte et continue des investissements est absolument nécessaire pour combler le retard accumulé depuis dix ans.

ERIC LE BOUCHER.

(1) Sources : Japan Development Bank.

L'intérêt des Japonais redouble pour la machine-outil française

Le gouvernement laissera-t-il le Japonais Toyota prendre le contrôle de Renault-Somua (HES) au risque de mettre en péril l'entreprise Intelautomatisme qui est le « pôle » constitué dans le cadre du plan de la relance de la machine-outil ? La réponse devrait être donnée dans les semaines qui viennent sur ce dossier épineux, examiné à la fois par le CIRI (1) et par le ministère du redéploiement industriel.

HES est encore, en théorie, une filiale du groupe Schneider. Mais, en 1981, lors de la mise en place du plan machine-outil, le gouvernement décidait que cette société, spécialisée dans les tours, devait rejoindre Intelautomatisme, l'entreprise nouvellement créée à partir de Huré et Graffenstaden, pour constituer l'un des « pôles » nationaux dans ce secteur. Avant que l'opération se concrétise, le gouvernement s'était engagé à assurer les flux de fonds de HES, très déficitaires. Schneider se trouvait donc dégagé de toute responsabilité.

Cette « sortie » s'est révélée habile car l'opération n'est aujourd'hui toujours pas faite et le gouvernement a dû boucher des trous qui s'agrandissent : 13 millions de francs de pertes en 1981, 118 millions en 1982, 239 millions en 1983... soit autant que le chiffre d'affaires cette année-là. Les dirigeants d'Intelautomatisme sont en droit de faire la grimace : d'autant qu'ils connaissent eux-mêmes des déficits : plus de 100 millions en 1983.

Les points ne sont pourtant pas rompus et HES peut toujours rejoindre Intelautomatisme, estime-t-on au ministère du redéploiement industriel.

L'autre solution examinée est une prise de contrôle par Toyota. Le groupe nippon, spécialisé dans les centres d'usinage, détient 35 % d'une filiale commune créée en 1980 avec HES pour fabriquer les matériels en France. Mais cette association fonctionnait très mal.


Aussi quand les conversations s'engageaient avec Intelautomatisme dans le cadre d'une association à trois, Toyota refusait de céder l'exclu-

sivité de la vente de ses centres d'usinage en Europe, comme le lui demandent les Français. En mars les négociations sont rompues. Intelautomatisme se tourne vers Hamat, autre société japonaise plus petite (400 millions de francs de chiffre d'affaires), mais brillante, avec laquelle l'accord est conclu (le *Monde* du 10 octobre). Toyota propose alors de prendre le contrôle de HES dont le dossier a été déposé entre temps au CIRI, ce qui a provoqué la démission de son conseil d'administration. HES est certes un fabricant de tours mais Toyota souhaite l'orienter vers le marché des centres d'usinage... créneau d'Intelautomatisme. D'où les hésitations gouvernementales : laisser entrer Toyota, c'est sauver HES et une partie — une moitié ? — de ses mille deux cents salariés, mais c'est jeter une pierre dans le jardin d'Intelautomatisme. C'est d'autre part accepter un second japonais en France, au moment où l'on critique la Grande-Bretagne pour avoir laissé s'implanter Yamaguchi sur son territoire.

E. L. B.

(1) Comité interministériel de redéploiement industriel.

● Pepsi-Cola abandonne l'usage de la saccharine. — La société américaine Pepsi-Cola USA, vient de décider d'abandonner l'usage de la saccharine, agent sucrant qu'elle utilisait jusqu'à présent dans toutes ses boissons sans sucre, pour la remplacer par le Nutrasweet qui est le nom commercial de l'aspartame. Ce succédané de sucre qui, depuis ces dernières années, connaît un vif succès parmi les consommateurs américains est déjà utilisé par les principaux fabricants de soda, mélangé à de la saccharine dans une proportion de 30 %. Le succès obtenu par son concurrent Coca-Cola avec sa boisson de régime « diet coke » sans sucre, utilisant également un mélange sucrant saccharine-Nutrasweet, a conduit Pepsi-Cola à tenter d'améliorer le goût de son soda à faible teneur en calories. — (AFP.)



ACIERS D'AVANT-GARDE POUR INDUSTRIES INNOVANTES

Une nouvelle génération d'aciers est en train de naître dans les laboratoires et les usines du Groupe USINOR.


Des aciers de plus en plus spécialisés, indispensables à quelques années, capables de rivaliser avec les nouveaux matériaux et de satisfaire les exigences technologiques des industries robotisées modernes.

Parmi les derniers-nés : le Mo10, qui remplace le coûteux titane dans les condensateurs nucléaires, le Monogel, tôle d'acier automobile double face, anti-corrosion d'un côté, prête à peindre de l'autre ou le DW12 QZ, fer blanc haute plasticité qui s'embouteille d'un coup pour faire des boîtes sans soudures.

Aciers de haute pureté, verres métalliques, aciers non conducteurs... Pour les jeunes chercheurs du Groupe USINOR, rien n'est impossible a priori. Le défi est quotidien, la motivation permanente.

Qualité des produits, des procédés, du service : l'avenir de la sidérurgie est dans la qualité. Et les hommes du Groupe USINOR le savent.

Une nouvelle sidérurgie est en train de naître



AFFAIRES

JOHNSON MATTHEY BANKERS DEMANDE LA LIQUIDATION DE CINQ COMPAGNIES DU GROUPE FINANCIER EL SAID

La banque Johnson Matthey Bankers (JMB), filiale de Johnson Matthey PLC, l'un des principaux groupes mondiaux d'affinage et de négoce de métaux précieux, qui avait dû être renforcée au début d'octobre par la Banque d'Angleterre (le Monde daté 7-8 octobre), a déposé devant la Haute Cour de Londres une requête de mise en liquidation visant cinq compagnies du groupe El Said, contrôlé par le magnat américain d'origine pakistanaise, M. Mahmoud Sipra.

En attendant que la Haute Cour examine, le 10 décembre prochain, ce recours, trois de ces compagnies (la firme maritime Eurochem, la compagnie de courtage pétrolier Brook Oil et l'entreprise cinématographique Khyber Horse, toutes trois domiciliées en Grande-Bretagne) ont été confiées à un administrateur judiciaire. Les deux autres sont des compagnies maritimes domiciliées au Libéria : Bulk Ferts et Transgulf Lines Corp. Dans les milieux bancaires, on considère que les prêts consentis à ce groupe, évalués à une cinquantaine de millions de dollars, auraient fortement contribué aux difficultés de JMB.

Le groupe El Said a des ramifications dans de nombreux pays, et ses activités s'étendent à un grand nombre de secteurs (transport maritime, commerce de pétrole et d'autres matières premières, sidérurgie, production cinématographique...). Il possède trois cargos exploités sous pavillon libérien et en avait affrété de nombreux autres, pour le transport de céréales et d'engrais notamment.

Mais M. Sipra a aussitôt réagi auprès de la Cour suprême de New York en réclamant quelque 300 millions de dollars (2,8 milliards de francs) de dommages et intérêts, conjointement à JMB et à la Banque d'Angleterre, au motif de rupture abusive de contrat.

Le deuxième concours international de thèses sur les entreprises multinationales organisé par l'IRM (Institut de recherche et d'information sur les multinationales) attribuera ses trois prochains prix (5000, 6000 et 4000 francs suisses) en septembre 1985. Le règlement des concours peut être obtenu en écrivant à l'IRM, 45-47, rue de Lausanne, 1201 Genève (Suisse).

M. Christian Goux demande une réforme de la fiscalité locale

M. Christian Goux, député (PS) du Var et président de la commission des finances à l'Assemblée nationale, s'exprimant, dimanche 4 novembre au forum de Radio-Monte-Carlo, a regretté « qu'on n'ait pas pu aborder de front le véritable problème qui est celui de la réforme de la fiscalité locale. On sait qu'aujourd'hui l'impôt le plus injuste, celui qui s'abat sur les petites gens, c'est la taxe d'habitation. Or, pour modifier la taxe d'habitation, il faut envisager une réforme de l'ensemble des finances locales ».

Interrogé sur la politique d'austérité actuellement menée par le gouvernement, M. Goux a répondu : « Il faut avoir le courage de dire que les années à venir vont être des années difficiles. Il faut tenir un discours sans complaisance, ne pas se dérober. Je ne suis pas de ceux qui pensent que nous retrouverons facilement la croissance. Les problèmes de la dette, aussi bien intérieure

« AU GRAND JURY RTL-LE MONDE »

« Notre pays est menacé de se scléroser s'il ne fait pas sa mutation » déclare M. Monory

Dans l'émission « Le grand jury RTL-Le Monde » du dimanche 4 novembre, M. René Monory, ancien ministre des finances, a reconnu qu'aujourd'hui le partage de la richesse nationale se faisait dans un sens plus favorable aux entreprises.

« J'ai été le premier à-t-il indiqué à dire que, probablement, dans le passé, nous avons été battus parce que tout le monde pensait qu'on ne donnait pas de pouvoir d'achat. Et moi je pensais qu'on en donnait trop ! Donc je ne suis pas en désaccord sur le ralentissement du pouvoir d'achat, puisqu'il faut payer les matières qu'on importe ».

Mais le sénateur (CDS) de la Vienne n'en conclut pas moins à l'échec des socialistes sur le plan économique : « J'ai dit que le pouvoir avait échoué, n'ai-je déclaré ; je vais citer deux ou trois chiffres. Voici le premier : depuis trois ans, nous faisons 1 % de croissance par an. La première année, en 1981, je n'ai rien dit, parce que la plupart des pays qui nous ressemblent faisaient à peu près la même chose. Ils étaient en période d'assainissement. Mais regardez ce qui se passe maintenant : tous les pays, y compris l'Italie, l'Allemagne, l'Angleterre, les Etats-Unis, le Canada, vont tous faire, en 1984, entre 3 % et 6 % de croissance. C'est considérable (...)

« La deuxième échec, c'est que, lorsque nous étions au pouvoir, nous n'avions pratiquement pas de dettes à l'extérieur, ou des dettes tout à fait supportables. Or, aujourd'hui, attendez-moi bien, nous sommes - je ne dis pas en valeur par rapport à la richesse intérieure, mais en nominal - le troisième pays le plus endetté du monde. Actuellement, notre dette extérieure, tout confondu, s'élève à plus de 70 milliards de dollars. Quelle en est la conséquence ? La conséquence, c'est qu'à partir de 1985, il faudra, chaque année, prendre 2 % de la richesse nationale pour rembourser notre dette, capital et intérêts. Vous vous rendez compte ? Un pays qui est aujourd'hui à 1 % de croissance et qui est obligé de prendre 2 % sur sa richesse pour rembourser les dettes qu'il a contractées ou qu'il a fait contracter à ses satellites depuis 1981, ce n'est pas un pays qui a réussi ».

« Troisième point. J'ai toujours entendu M. Mauroy et M. Mitterrand dire : « 1 600 000 chômeurs, c'est un scandale en France. Voilà qu'extérieure, sont des obstacles à la reprise de la croissance ». Questionné sur les élections de 1986 et sur le programme de la gauche, M. Goux a précisé : « Il ne faut pas discuter de la gauche, de la droite, en se demandant si ce sera profitable pour notre pays ? Ce qui est important, pour que la France continue à être un grand pays demain, il va falloir une cohésion, et d'ici une politique qui soit bonne pour le pays, et pas uniquement une politique dite de gauche ou de droite. Il faut voir ce que pensent les Français, et les Français, je crois, ont profondément envie, premièrement d'un message d'espoir parce que les temps sont difficiles, et je regrette que pour ma part, ce message, nous ne l'ayons pas vraiment délivré dans le cadre d'un plan, et un plan non pas au sens rigoureux, strict, mais un plan pour l'espoir. En même temps ils veulent un message d'espoir tenu par des gens raisonnables, et, en fait, une majorité de raison ».

AGRICULTURE

LA CRISE DE LA VIANDE BOVINE

Des animaux sont égorgés à Guéret

Des éleveurs de bovins et de bovins du centre de la France ont manifesté, samedi 3 novembre, autour de Guéret (Creuse) puis ont rencontré, à Nevers, M. Pierre Bédégovoy, maire de la ville et ministre de l'économie, des finances et du budget. Après avoir barré très tôt le matin les axes Goussier-Bourgnon et Goussier-Montluçon, les agriculteurs ont égorgé une quinzaine de bêtes devant la préfecture de Guéret, devant l'hôtel de ville, et près d'un jardin public. Des carcasses d'animaux ont été déposées aux mêmes endroits. Les forces de l'ordre ne sont pas intervenues. La Société protectrice des animaux, à Paris, a indiqué qu'elle porterait plainte contre X pour cruauté.

C'est évidemment la chute des cours qui provoque la colère des éleveurs. Au cours de l'entretien de Nevers, auquel participaient MM. Louis Collaudin, président de la Fédération nationale bovine, et Raymond Lacombe, secrétaire général de la FNSEA, il fut

demandé un meilleur soutien des marchés au niveau communautaire, le doublement du montant de la prime aux vaches allaitantes, un prêt spécial de conservation du cheptel et des aides de trésorerie. Selon les éleveurs, le revenu brut des exploitants a diminué de 10 % pour la viande bovine et, fin juillet, le prix moyen des gros bovins était à un niveau voisin de celui de 1982.

La France continue ses achats de viande d'intervention (de l'ordre de 7 000 tonnes par semaine). Les stocks de la CEE atteignent 500 000 tonnes. A Bruxelles, on indique que la situation du marché s'est améliorée, les cours de la viande bovine atteignant, fin octobre, 75 % du prix d'orientation, contre 70 % en juillet. La Commission, par ailleurs, n'est pas favorable à un arrêt des importations de viande en provenance des pays tiers, car la CEE sera, cette année, le premier exportateur mondial de viande bovine, avec plus de 700 000 tonnes.

DIS, M. ORDINATEUR, DESSINE-MOI UNE MAISON.

"Tas un plan ?" demande l'Architecte à l'Ordinateur. Et l'Ordinateur lui fait un plan en deux temps trois dimensions. Et l'acheteur transforme à volonté sa maison. A visiter dans Voir.



Le magazine de tous les écrans.
les aventures de l'image.
Chez votre marchand de journaux.

Maintenant partez pour l'Inde plus rapidement et laissez-vous choyer comme un Maharajah.

		Dimanche AI-152	Mercredi AI-164	Vendredi AI-128
Paris	dp.	19 h 15	19 h 50	14 h 50
Francfort	dp.	21 h 40	22 h 05	17 h 10
Delhi	ar.	10 h 30 lundi	10 h 55 jeudi	06 h 00 samedi
Bombay	ar.	13 h 15	13 h 40	08 h 45
		Dimanche AI-155	Mercredi AI-165	Vendredi AI-129
Bombay	dp.	07 h 30	08 h 00	02 h 40
Delhi	dp.	10 h 25	10 h 55	05 h 40
Francfort	ar.	14 h 50	15 h 20	10 h 05
Paris	ar.	17 h 20	17 h 35	12 h 25



Vous vous sentirez déjà en Inde au moment où vous franchirez le seuil de notre Boeing 747, véritable palais volant.

Un cadre exotique vous attend, empreint de couleurs, de motifs et de légendes indiennes.

Nos gracieuses hôtesses en sari vous accueilleront par un traditionnel « namaste », le souhait de bienvenue de notre pays. Elles seront aux petits soins pour vous durant tout le voyage et vous feront vivre la légendaire hospitalité d'un peuple dont la culture raffinée est cinq fois millénaire.

Peu importe la classe choisie : 1^{re} classe ou classe économique : partout, vous serez traités avec la même chaleur et la même diligence.

Pour votre agrément, nous avons sélectionnés d'excellents films et vous proposerons un large éventail de magazines.

En fond musical, des airs de chez vous et de chez nous vous détendront.

A l'heure des repas, vous pourrez choisir entre la gastronomie internationale ou indienne.

Par commodité, vous préférerez ce service nouveau et rapide : nos trois vols par semaine au départ de Paris avec une seule escale.

Vous arriverez en Inde (Delhi/Bombay), de bonne heure, frais et dispos... prêt pour traiter vos affaires ou pour passer le plus extraordinaire séjour de votre vie. Et le vol de retour sera encore plus commode et détendu, car vous arriverez à Paris dans l'après-midi.

Poursuivez votre route, toujours comme un Maharajah, vers Calcutta, Bangkok, Hong Kong, Osaka, Tokyo, ou pour Madras, Singapour, Kuala Lumpur, Perth et Sydney. AIR INDIA, 1, rue Anber, 75009 Paris, tél. : 266 90 90



Vous serez traité comme un Maharajah

LE MARCHÉ INTERBANCAIRE DES DEVISES

	COURS DU JOUR	UN MOIS	DEUX MOIS	SIX MOIS
	+ base	+ base	Rep. + en dép.	Rep. + en dép.
SE.U.	9,1130	9,1150	+ 45	+ 60
S.ca.	6,9452	6,9474	- 87	- 60
Yen (100)	3,7456	3,7479	+ 128	+ 139
DM	3,6699	3,6716	+ 119	+ 129
Franc	2,7219	2,7237	+ 182	+ 189
F.S. (100)	15,9833	15,9877	- 64	- 1
F.S.	3,7105	3,7128	+ 172	+ 187
L. (1 000)	3,9228	3,9257	- 220	- 280
L.	11,3738	11,3846	- 8	+ 38

TAUX DES EUROMONNAIES

	9/7	10/7	9/11/16	9/13/16	9/13/16	10/13/16	10/13/16	10/13/16	10/13/16
SE.U.	5	1/2	5	3/4	5	5/8	5	3/4	5
DM	5	1/2	5	3/4	5	5/8	5	3/4	5
Franc	5	1/2	5	3/4	5	5/8	5	3/4	5
F.R. (100)	10	3/4	11	1/2	10	13/16	11	3/4	11
F.S.	1	5/8	1	7/8	4	5/8	4	3/4	5
L. (1 000)	14	7/8	15	1/2	15	13/16	15	5/8	15
L.	10	5/8	10	3/4	10	7/8	10	3/4	10
F. Imp.	10	3/8	10	5/8	10	5/8	10	1/2	11

Ces cours pratiqués sur le marché interbancaire des devises nous sont indiqués en fin de matinée par une grande banque de la place.

SOCIAL

STRATÉGIES SYNDICALES ET FLEXIBILITÉ

CGT, CFDT : deux logiques antagonistes

Pour les confédérations syndicales, l'unité d'action est bel et bien tombée en désuétude. La CGT et la CFDT n'ont pas eu de rencontre au sommet depuis le 27 septembre 1982. La première parle de l'unité en souhaitant des rassemblements sur ses positions « à la base », dans les branches professionnelles et dans les entreprises. La seconde ne la conçoit qu'à géométrie variable sur des objectifs précis et en jouant du pluralisme syndical. C'est ainsi que la CFDT a répondu positivement à la proposition de la CGC de tenir un « mini-sommet » syndical sur l'emploi, que la CGT et FO ont refusé, tandis que la CFTC hésite. Là où l'unité se fait vaillamment, on observe, qu'il s'agisse de Renault, de Creusot-Loire ou de la fonction publique, qu'elle dissimule mal des divergences ou même des arrière-pensées antagonistes.

On ne se bat plus pour l'unité d'action, mais, dans le même temps, on se refuse à polémiquer comme aux plus beaux temps de l'unité d'action conflictuelle CGT-CFDT. Dans son interview au Monde, M. Henri Krasucki s'est abstenu du moindre jugement critique sur les positions de la CFDT, même si au sommet de la centrale cégétiste certains dirigeants confient que « Maire est à la droite de Bergeron ». Chacun semble se replier, parfois faute de mieux, sous sa propre bannière. Dans le même temps, cependant, les divergences, déjà importantes entre la CGT et la CFDT, amplifiées depuis mai 1981, se transforment en un antagonisme aigu. Deux exemples le montrent.

MM. Henri Krasucki et Edmond Maire ont ainsi développé dans les colonnes du Monde

deux démarches non seulement différentes, mais antagonistes, tant sur leurs stratégies d'action que sur l'importante négociation sur la flexibilité (qui continue le 5 novembre). Même si les faits sont encore loin de lui donner raison, le secrétaire général de la CGT affirme que « le monde du travail commence vraiment à dire non ». Il lance appels sur appels à une mobilisation tous azimuts, en soulignant que ce mouvement vise le CNPF mais « s'adresse aussi au gouvernement ». « Ils n'y croient pas, dit-il à l'adresse des salariés, tant que vous ne serez pas au maximum de puissance dans l'action syndicale. » Pour M. Krasucki, les désaccords avec le gouvernement — qui « subit la pression du capital français et international » — existaient avant le départ des ministres communistes, mais « ils se sont même accentués ».

Désaccord stratégique

La CGT, pour veiller à sa cohésion interne, se refuse à qualifier politiquement le gouvernement, évite de parler de « pouvoir socialiste » et ne reprend pas à son compte l'idée d'un « nouveau rassemblement populaire majoritaire », lancée par le PC. Elle développe cependant une analyse qui est en parfaite similitude de vues avec celle du Parti communiste. Dans son projet de résolution pour le 25^e congrès — qui aura lieu quelques mois avant celui de la CGT — le PC affirme par exemple que « seules les luttes peuvent faire sauter les verrous et sont susceptibles de modifier les décisions ». Il souligne, après les élections européennes, « l'orientation politique

néfaste que l'électorat venait de sanctionner a été maintenue, votre aggrégation », et que « le Parti socialiste a réorienté la politique gouvernementale dans le sens voulu par les forces du capital ». M. Krasucki se garde bien de s'en prendre au PS, mais il fait au gouvernement le même procès que le PC.

La révision des acquis

M. Edmond Maire développe une tout autre stratégie d'action (« d'inaction », disent ses adversaires). S'il s'est montré très sévère pour fustiger l'attitude du gouvernement dans les discussions salariales de la fonction publique, s'il a le premier — dans le Monde du 21 août — fait part de l'inquiétude que lui inspire le penchant de M. Fabius pour le « libéralisme, fût-il avancé », il se refuse à une mise en cause globale de la politique du gouvernement. Pour la CFDT, il est clair que le moment n'est pas venu de sonner l'alarme contre le pouvoir socialiste. A l'issue de son dernier conseil national, et malgré l'opposition d'Hacuitex, des unions régionales de Basse-Normandie et de Champagne-Ardenne et d'une partie de la banque et de l'équipement, elle a rejeté la stratégie d'une « mobilisation générale uniforme contre l'Etat et contre le patronat » et « tout détournement de l'action syndicale dans la seule contestation politique ».

A ce clivage stratégique s'ajoute un désaccord sur le fond quant à la manière d'aborder la négociation sur la flexibilité de l'emploi avec le CNPF. Au centre de cette discussion se trouve posé le problème de l'adaptation du droit du travail, ce qui suppose

l'éventuelle révision de certains acquis sociaux.

Le 7 septembre déjà, la CFDT, par la voix de M. Jean Kaspar, avait fait des ouvertures au patronat sur les seuls sociaux et le travail différencié, ce qui lui avait valu une vive réplique de M. Louis Vianet, le numéro deux de la CGT, l'accusant en fait de faire le jeu du CNPF. Or, pour la centrale cégétiste, il n'est pas question d'entrer dans le jeu du patronat, dont les propositions sur la flexibilité de l'emploi sont rejetées en bloc, au profit d'un discours visant au contraire à accroître et à élargir les garanties et les protections sociales. Dans son interview au Monde, M. Krasucki a été on ne peut plus net sur ce point : la remise en cause des acquis est « impraticable et cela conduit au désastre ». Pour le dirigeant syndical, les exigences du CNPF — « une réduction importante du pouvoir d'achat, l'abrogation d'un certain nombre de garanties sociales et collectives acquises durant des décennies d'action syndicale » — aboutissent purement et simplement à « un recul de civilisation ». Il n'y a donc sur ce point pas de compromis possible.

La recherche du compromis

Au risque de relancer sur ce thème la contestation de ses opposants, M. Edmond Maire, dans ses articles au Monde, ne veut pas entendre parler de ce « non sec ». Tout en dénonçant l'archaïsme des propositions d'un patronat allant « à rebours de l'histoire », il maintient la ligne de l'ouverture et de la recherche du compromis.

Pour lui, le syndicalisme « perd sa crédibilité » s'il se cantonne dans une attitude défensive. « Il montre les mutations dans toute leur ampleur ».

Plaidant pour la mobilité et la polyvalence des salariés et face à la diversification de leurs aspirations pour « une conception dynamique du contrat de travail », M. Maire enfonce le clou : il s'agit de rechercher des « solutions intermédiaires » entre la « précarité totale du chômage » et le travail « stable et garanti ». Acceptant une flexibilité négociée, se déclarant prêt — comme la CGC — à ce que, dans certains domaines, le contractuel se substitue au législatif, il préconise un « réexamen des pratiques syndicales traditionnelles » dans les petites entreprises : « On le mouvement syndical s'adapte et apprend à défendre mieux ces millions de salariés, ou il se recroqueville peu à peu sur la peau de chagrin des salariés des grandes entreprises et des administrations, et laisse se développer le fossé entre deux types de condition salariale ».

Ce sont ainsi deux conceptions antagonistes du syndicalisme qui s'affrontent et se développent. La CGT n'entend évidemment pas se recroqueviller sur les grandes entreprises, les administrations et ses bastions industriels. Ce serait pour elle suicidaire, à l'heure des restructurations. Mais parce qu'elle a conscience, à travers l'automobile, la sidérurgie, les mines et les chantiers navals, d'être justement attaquée là où elle est encore en position de force, elle se défend. Tout en sachant qu'elle ne peut évincer d'un bonhomme du torse la question de l'évolution du syndicalisme, elle développe une triple parade. Au niveau national elle dénonce les défaits de l'orientation de la politique économique du patronat et, par ricochet, du gouvernement. Elle appelle enquête et en permanence à l'action pour empêcher la

« casse » industrielle, la déroute économique et l'échec politique. Enfin elle s'installe de plus en plus sur le terrain de la contreproposition industrielle — au besoin en se donnant la caution du « suffrage universel » — et cherche même à intervenir dans la gestion des entreprises. Dans cette optique tout compromis sur le terrain des garanties sociales serait pour le syndicalisme s'engager dans une logique de déclin. C'est à partir de positions de force solidement défendues qu'elle envisage l'élargissement du champ de son syndicalisme.

Un nouveau défi

M. Maire, lui, se place dans la perspective d'une évolution pour ne pas dire d'un changement du syndicalisme. Il est en cela logique avec son rapport d'avril 1984 sur l'adaptation du syndicalisme où il appelle de ses vœux « un syndicalisme de la mutation qui donne autant d'importance à la proposition qu'à la contestation ». Vouloir tenir compte, sans en faire son deuil, de l'éclatement du salarier et de sa diversité, il veut, par la négociation, apporter sa pierre à la « métamorphose des conditions de production ». Un pari qui répond en partie au nouveau défi lancé au syndicalisme : de 1976 à 1983 la part des salariés travaillant dans les entreprises de moins de cinquante personnes n'est-elle pas passée de 43,1 % à 49,1 % tandis que, dans les entreprises de plus de cinq cents salariés, elle régressait de 20,6 % à 16,5 % ? Dans ce nouveau paysage syndical, il ne sera pas étonnant de voir la CGT et la CFDT s'opposer de plus en plus, la première se retrouvant, quant au fond, sur le même terrain que Force ouvrière, la seconde se rapprochant ponctuellement de la CGC, et la CFTC oscillant entre la démarche défensive et l'approche évolutionniste.

MICHEL NOBLECOURT.

RESEAU LOCAL. DANS LE MONDE, 6000 SOCIÉTÉS ONT DÉJÀ FAIT LA REVOLUTION ARCNET.

ARCNET, N°1 DU RESEAU LOCAL EN FRANCE EN EUROPE DANS LE MONDE.

6000 réseaux locaux installés en France, 500 en Europe, 6000 réseaux locaux ARCNET opérationnels dans le monde.

Plusieurs milliers de grandes sociétés ont choisi ARCNET, et ce choix s'explique par notre expérience :

en 1977, nous étions les premiers à déclencher la révolution du réseau local, et aujourd'hui, alors que beaucoup de réseaux locaux n'en sont encore qu'au stade du concept, ARCNET, lui, a déjà fait ses preuves.

Informatique traditionnelle, micro-informatique, bureautique et télécommunications sont désormais en symbiose totale dans l'univers professionnel : informatique répartie, partage des ressources, disponibilité des informations, liberté et spontanéité des actions, avec ARCNET, vous vivez déjà l'avenir dans votre société.

Traitement de texte, gestion de télex, courrier électronique, gestion des terminaux, du personnel, analyses financières, télématique, etc., le réseau local ARCNET intègre la totalité des fonctions de votre entreprise, et vous permet de moduler en souplesse vos investissements en fonction de vos besoins élargissants.

Une architecture simple, une fiabilité à toute épreuve, une puissance "à la carte", ... autant de raisons pour faire, à votre tour, la révolution en toute confiance.

Vous désirez en savoir plus sur ARCNET ?

Contactez DATAPOINT MATRA INFORMATIQUE, le spécialiste du réseau local au (1) 697.31.24.



DATAPOINT MATRA INFORMATIQUE

NOUS AVONS DECLENCHE LA REVOLUTION

PRÉFECTURE DE LA SAVOIE

Direction de l'Administration générale et de la réglementation
2^e bureau

Avis d'ouverture d'enquête publique - Aménagement de la chute de St-Alban-des-Villards

— Electricité de France a déposé une demande de concession pour l'aménagement et l'exploitation de la chute de St-Alban-des-Villards sur le Glanon, dans le département de la Savoie.

M. le préfet, commissaire de la République du département de la Savoie, informe le public que, en application de la loi n° 10 du 17 mai 1984 de M. le ministre de l'Industrie et de la recherche, le dossier de la chute de St-Alban-des-Villards présenté par Electricité de France à l'appui de ladite demande de concession sera soumis à enquête publique, conformément aux dispositions légales et réglementaires en vigueur.

Le dossier soumis à enquête comportera une étude d'impact sur l'environnement conformément aux dispositions du décret du 12 octobre 1977 pris pour l'application de la loi du 10 juillet 1976, relative à la protection de la nature.

1. — L'enquête publique s'ouvrira à la préfecture de la Savoie, où le dossier d'enquête sera déposé du 12 novembre 1984 au 11 janvier 1985 inclus. Il sera joint à ce dossier un registre d'enquête dans lequel le public pourra consigner ses observations.

Le dossier pourra être consulté tous les lundis, mardis, mercredis, jeudis, vendredis non fériés, ainsi que le dimanche 2 décembre 1984 et le 6 janvier 1985.

En outre, dès la signature de l'arrêté d'ouverture d'enquête par M. le préfet, commissaire de la République du département de la Savoie, le dossier d'enquête a été rendu accessible à quiconque en a fait la demande à la préfecture, et ce, sans limitation de durée.

Pendant les mêmes périodes d'enquête et les mêmes jours, le dossier pourra également être consulté à la sous-préfecture de St-Jean-de-Maurienne, ainsi que dans les communes de St-Alban-des-Villards, St-Colomban-des-Villards et St-Etienne-de-Cuines.

Pendant ces périodes, le dossier pourra être consulté aux heures ci-après :

Préfecture de la Savoie :
de 9 h à 11 h 45 et de 14 h à 16 h 30

Sous-préfecture de St-Jean-de-Maurienne :
de 9 h à 11 h 30 et de 15 h à 17 h 30

Mairies de St-Alban-des-Villards :
de 8 h 30 à 11 h et de 15 h à 17 h 30

St-Colomban-des-Villards :
de 9 h à 11 h 30 et de 15 h à 17 h 30

St-Etienne-de-Cuines :
de 9 h à 11 h 30 et de 15 h à 17 h 30.

Les dimanches 2 décembre 1984 et 6 janvier 1985, le dossier pourra être consulté à la sous-préfecture de St-Jean-de-Maurienne de 14 h à 18 h et dans les communes de St-Colomban-des-Villards et St-Etienne-de-Cuines de 9 h à 12 heures, de St-Alban-des-Villards de 14 h à 18 h.

Dans chacun de ces lieux de consultation, un registre subsidiaire sur lequel le public pourra consigner ses observations sera joint au dossier.

2. — Pendant la durée de l'enquête, les observations pourront également être adressées par écrit au président de la commission d'enquête à la sous-préfecture de St-Jean-de-Maurienne.

Les observations faites sur le projet pourront en outre être reçues par un des membres de la commission d'enquête, pendant les trois derniers jours ouvrables de l'enquête, du 9 janvier 1985 inclus, au 11 janvier 1985 inclus, entre 9 heures et 11 heures 30 et 15 heures et 17 heures 30, à la sous-préfecture de St-Jean-de-Maurienne ainsi qu'à la mairie de St-Alban-des-Villards aux mêmes heures.

La commission d'enquête sera composée de trois membres :

Président : Monsieur Toulouze Jean, architecte honoraire — 266, rue de la République, 73300 St-Jean-de-Maurienne.

Membres : Monsieur Godard Denys, géomètre expert DPLG — 327 rue Saint-Pierre, 73300 St-Jean-de-Maurienne.

Monsieur Crinel Séraphin, ingénieur TPE en retraite — Le Minoret, rue Bonlieux, 73300 St-Jean-de-Maurienne.

3. — Après la clôture de l'enquête, des copies du rapport de la commission d'enquête contenant ses conclusions motivées et les réponses du pétitionnaire aux observations présentées au cours de l'enquête seront déposées dans chacune des mairies des communes intéressées ainsi qu'à la sous-préfecture de St-Jean-de-Maurienne et à la préfecture de la Savoie.

La communication de ces documents pourra être faite à toute personne et faisant la demande un préfet, commissaire de la République du département de la Savoie.

CHAMBERY, LE 18 OCT. 1984
LE PRÉFET
COMMISSAIRE DE LA RÉPUBLIQUE
JEAN DUSSERRE

هكمان النحل

SOCIAL

LE PROJET DE LOI SUR LA FAMILLE

Création d'une allocation au jeune enfant et d'un congé parental rémunéré

Prévu dès 1981, annoncé en 1982, retardé et rogné en 1983, mais relancé par un « programme prioritaire d'exécution » (PPE) du Plan, le projet de loi sur la famille devrait enfin voir le jour. Après le rejet d'une première version en juillet dernier, un nouveau texte doit être examiné par le conseil des ministres mercredi 7 novembre. Il comporte toujours deux mesures essentielles, la création d'une « allocation au jeune enfant » regroupant plusieurs prestations actuelles et celle d'un congé parental rémunéré, complétés par quelques mesures d'ordre social en faveur des jeunes familles, notamment un nouveau système de prêts aux jeunes ménages, et par l'extension des prestations familiales dans les départements d'outre-mer.

● **L'allocation au jeune enfant (AJE).** Elle se substituerait aux allocations pré et postnatales et au « complément familial » unique (645 F actuellement), accordé au-dessus d'un certain plafond de ressources aux familles comptant un enfant de moins de trois ans (1). Cette AJE, de 711,80 F 1984 par mois et par enfant sera versée à toutes les familles au bout de trois mois de grossesse de la mère et jusqu'à ce que l'enfant atteigne six mois ; pour celles - 80 % du total - dont le revenu est inférieur au plafond du complément familial actuel (2), le versement sera prolongé jusqu'à ce que l'enfant atteigne trois ans. Pour éviter qu'elle soit brutalement interrompue si les ressources de la famille franchissent ce plafond, un système d'allocation dégressive est prévu tant que celle-ci n'atteint pas un second plafond, variable selon le nombre d'enfants et leur âge (3).

L'AJE sera accordée pour tous les enfants conçus à partir du 1^{er} janvier 1985, donc pratiquement à partir du 1^{er} avril 1985. Pour les enfants nés ou conçus antérieurement, l'ancienne législation restera applicable, mais on versera deux compléments familiaux au lieu d'un aux familles ayant au moins deux enfants de moins de trois ans.

● **L'allocation parentale d'éducation.** Elle sera accordée pendant deux ans au maximum aux salariés qui quittent leur travail à la naissance (ou lors de l'adoption) d'un troisième enfant : ils auront l'assurance de retrouver ensuite leur emploi. Son montant sera de 1 000 F par mois si le salarié abandonne tout travail pendant la durée de son congé, de 500 F s'il conserve un mi-temps. Il a été limité à la fois par des ressources disponibles - le coût de l'opération est évalué à 820 millions de francs en régime normal - et par la nécessité de ne pas fournir, pour les salaires les plus bas, un revenu réel supérieur à celui de l'emploi. Les pouvoirs publics tablent sur une moyenne de trente-quatre mille bénéficiaires par an.

Pour financer l'AJE (1 904 millions), l'allocation parentale d'éducation (820 millions de francs) et l'extension dans les départements d'outre-mer des prestations familiales aux personnes sans activité professionnelle (100 millions de francs), la Caisse nationale d'allocations familiales doit trouver, en année pleine, 2 824 millions de francs en plus de la « récupération » des allocations pré et postnatales et du complément familial, 600 millions de francs étaient fournis par le résidu des économies procurées à la Sécurité sociale par la loi de finances pour 1984 (4).

Mais, en complément, il a fallu supprimer, en 1983, certaines prestations, notamment la prime accordée en 1980 pour la naissance du troisième enfant, déjà ramenée en 1981 à 3 300 F (rapport : 553 millions de francs) et les prêts accordés aux jeunes ménages par les caisses d'allocations familiales (400 millions de francs) (5). Enfin l'alignement sur le salaire net des indemnités journalières de maternité, actuellement égales à 90 % du salaire brut, apportera 285 millions de francs.

En revanche, on a renoncé à « redistribuer » le montant de l'allocation de rentrée scolaire, représentant environ 1 200 millions de francs. Le projet avait notamment

rencontré l'hostilité de la CGT, qui souhaitait au contraire que le taux de cette prestation soit fortement relevé.

En juillet dernier, une des raisons du renvoi du projet de loi par le conseil des ministres avait été le désir de plusieurs d'entre eux et du président de la République de voir maintenus les prêts aux jeunes ménages et de compléter les nouvelles allocations par quelques mesures fiscales et sociales.

Sur le plan fiscal, le gouvernement a introduit quelques dispositions « familiales » dans l'abandon-

nement sur le revenu imposable accordé par le projet de loi de finances 1985 pour les gros travaux dans l'habitat ancien - cet abattement est porté de 8 000 F pour un célibataire à 16 000 F pour un couple ; s'y ajoutent 2 000 F pour le premier enfant, 2 500 F pour le deuxième et 3 000 F pour chacun des suivants.

Un manque d'enthousiasme

Les prêts des CAF aux jeunes ménages doivent être remplacés par des prêts bancaires à taux réduit, grâce à des bonifications d'intérêts accordées par les caisses. Le plafond de ressources serait le même (7 900 F par mois pour un couple sans enfant, 9 600 F avec un enfant, 11 800 F avec deux) et le montant maximum du prêt identique (10 800 F). Le ministère des affaires sociales espère obtenir des banques un taux de départ de 14 %, pour parvenir, après les bonifications accordées par les caisses d'allocations familiales, à 6,5 % ou 7 %, taux comparable à celui des prêts des caisses d'épargne. Mais qui prendra en charge les garanties, en cas de défaillance, demandées par les banques ?

Le projet ne tient pas tout à fait l'engagement donné au départ qu'aucune catégorie de familles ne perdrait à la création de l'AJE. Des études faites par la CNAF, il ressort que la grande majorité des familles verraient leur situation inchangée (à peu près), que 20 % environ y gagneraient : celles qui ont des enfants très rapprochés et des revenus inférieurs au plafond du complément familial, le gain maximal étant de 16 125 F. Y perdent d'une part, celles qui ont trois enfants, mais dont les naissances sont relativement espacées, qui ne toucheront plus la « prime » au troisième enfant (6) et, d'autre part, celles des mères seules qui passeront désormais au-dessus du plafond de ressources exigé pour obtenir l'allocation de parent isolé, l'AJE étant comptée dans les revenus. Deux catégories minoritaires, dont on ignore le nombre, mais qui ne sont pas nécessairement favorisées.

L'ensemble des dispositions financières expliquent les revendications ou le manque d'enthousiasme exprimés par une bonne partie des membres du conseil d'administration de la CNAF lorsque le projet leur a été soumis le 19 octobre. Plus d'un administrateur a regretté que la nouvelle allocation au jeune enfant ne puisse être financée que par la suppression de prestations. Même des syndicats qui se sont finalement prononcés en faveur du projet d'AJE en ont souligné le manque d'ambition (la CFDT) ou ont estimé qu'un effort supplémentaire était nécessaire (la CFIC).

Paradoxalement, la création de prêts bancaires à taux réduits, destinée à réduire les effets de la suppression des prêts des caisses d'allocations familiales a fait l'objet de plus de critiques que d'approbations. Le conseil d'administration a adopté par 17 voix contre 4 et 3 abstentions, une motion mettant des conditions à cette transformation, et demandant notamment des assurances sur les taux des prêts bancaires et leur stabilité ainsi que l'âge et le nombre des bénéficiaires. Les administrateurs ont notamment regretté que les plafonds et le volume des prêts, réduits en janvier 1983 ne soient pas relevés.

Une dernière initiative doit compléter ultérieurement le projet de loi sur la famille : le ministère des

affaires sociales va s'efforcer en 1985 de convaincre collectivités locales et entreprises de faciliter l'accueil des enfants (création de haltes-garderies, d'espaces de jeu, etc.) en mettant en évidence les avantages que les uns et les autres peuvent en retirer. Dans ce but, il va recenser les expériences étrangères, entreprendre des études de marché et multiplier les contacts avec les branches professionnelles, notamment les commerces, les transports, les assurances (intéressées aux problèmes de sécurité). Cette action sera accompagnée par une campagne de publicité.

GUY HERZLICH.

(1) Le complément familial est aussi versé à toutes les familles d'un enfant de moins de trois ans, dont les revenus ne dépassent pas le plafond : cette prestation n'est pas remise en cause.

(2) Pour un seul salaire, 68 655 F de revenu net imposable en 1983 pour un enfant, 82 386 F pour deux, 98 863 F pour trois. Lorsque les deux parents travaillent, un abattement supplémentaire sur le revenu imposable est opéré, portant ainsi le plafond à 90 731 F avec un enfant, 104 462 F avec deux, 120 939 F avec trois.

(3) La différence est de 8 641 F par enfant de moins de trois ans.

(4) En transformant en crédit d'impôt les abattements sur le revenu pour les intérêts des emprunts consacrés à l'achat d'un logement, elle a fait passer un nombre non négligeable de familles au-dessus du plafond.

(5) Seront aussi supprimées des prestations en voie d'extinction, comme les maigres allocations de salaire unique (38 F par mois) ou le supplément de revenu familial.

(6) Le chiffre de 16 125 F correspond à un écart de dix mois entre les deux naissances, le gain étant de 22 575 F dans le cas très rare de jumeaux. Pour le troisième enfant, la perte commence lorsque les naissances sont espacées de plus de trente mois.

Automobile

● **Recul du marché européen de l'automobile.** - Le marché ouest-européen des voitures particulières s'est contracté de 2,9 % au cours des neuf premiers mois de l'année, principalement du fait de la chute de 12,5 % du marché français, selon des statistiques recueillies par le *Financial Times*. Les ventes sont ainsi retombées à 790 606 véhicules contre 814 510 de janvier à septembre 1983. Si le marché italien progresse (+2,1 %), ceux de la RFA (-2,6 %) et de la Grande-Bretagne (-1,6 %) baissent. Ford est en tête des constructeurs (13,1 % du marché) devant Fiat (12,8 %), Volkswagen (11,8 %), Peugeot SA (11,2 %), General Motors et Renault.

Étranger

ÉTATS-UNIS

● **Productivité inchangée au troisième trimestre.** - La productivité des entreprises américaines - agriculture exclue - est restée inchangée au troisième trimestre, pour la première fois depuis le deuxième trimestre 1982. Cette productivité avait progressé de 5,5 % - en rythme annuel - au deuxième trimestre de 1984 et 2,9 % au premier trimestre 1984. En 1983, la productivité avait augmenté de 3,5 %. Selon le département du travail, une augmentation de 1,6 % de la production trimestrielle a été compensée par une augmentation de 1,6 % du nombre d'heures travaillées. La seule productivité des industries manufacturières a progressé durant ce trimestre de 8 % en rythme annuel. En incluant les activités agricoles, la productivité a augmenté de 1,7 % en rythme annuel contre 4,3 % au deuxième trimestre. - (AFP.)

● **Signature des lois sur le commerce international.** - Le président des États-Unis, M. Reagan, a signé le 30 octobre un ensemble de lois sur le commerce international votées récemment par le Congrès, en affirmant que ces lois permettront de lut-

ter contre le protectionnisme et de promouvoir la liberté des échanges. Cet ensemble, qui résulte d'un compromis entre les deux chambres, prévoit notamment la signature d'un accord de libre-échange entre les États-Unis et Israël. Il prolonge jusqu'en 1993 les accords de préférence tarifaire abaissant les droits de douane pour les produits venant de cent quarante pays en développement, et prévoit des dispositions sur les importations d'acier aux États-Unis, ainsi que sur une centaine d'autres produits.

● **Les consommateurs ont confiance.** - Les intentions d'achats des consommateurs américains sont en progression, tandis que leur confiance en l'économie demeure « solide ». Selon la Conférence Board qui fait état de ses derniers indices, « il n'est pas improbable dans ces conditions que la croissance économique au dernier trimestre sera plus vigoureuse que celle notée au

troisième trimestre ». L'indice des intentions d'achats (base 100 en 1969-70) calculé par cet institut paratrimonial d'études économiques s'est inscrit en octobre à 104 contre 93,3 le mois précédent. Pour sa part, l'indice de la confiance des consommateurs en l'économie (même base) est ressorti à 91,1 contre 91 en septembre. Ces indices sont calculés sur la base des résultats d'une enquête mensuelle conduite auprès de 5 000 foyers répartis à travers les États-Unis. - (AFP.)

RFA

● **Prix : + 0,6 % en octobre.** - Les prix ouest-allemands ont augmenté de 0,6 % en octobre contre 0,1 % en septembre. Le taux d'inflation sur un an s'est situé à 2,1 % au lieu de 1,5 % le mois précédent, selon les chiffres provisoires de l'Office fédéral des statistiques. Ce résultat est dû, en grande partie, au renchérissement des carburants et du fuel domestique. - (AFP.)

THERESE DE SCOTT

MARCEL LEGAUT

l'œuvre spirituelle

La première étude d'ensemble
sur la vie et l'œuvre de Marcel Legaut

Aubier

ROBERT LUBERUS dans

"UNE ÎLE AU SOLEIL"

L'ALBUM DE B.D. À DÉCOUVRIR

ENVOI DIRECT : 42 F. (64 pages)

→ B.P. 229, 55106 YERDUN
(documentation contre un timbre)

AVEC 411 F DEVENEZ COPROPRIÉTAIRE D'UN IMMEUBLE DE BUREAUX, FIFTH AVENUE A NEW-YORK



411 F est le prix (valeur 15 octobre) de l'action Rodamco cotée en bourse. L'achat d'une seule action Rodamco suffit pour devenir copropriétaire d'un portefeuille immobilier international diversifié qui comprend des programmes commerciaux de première catégorie. Rodamco possède, par exemple, par le biais de sa participation dans Hexalon, l'immeuble de bureaux, 745 Fifth Avenue, à New-York. Rodamco gère un actif net de l'ordre de 3,3 milliards de F, dont la moitié environ a été placée aux USA, avec des résultats très satisfaisants et d'excellentes perspectives.

Comme il ressort du rapport annuel, les investisseurs ont pu récolter les fruits de la politique de Rodamco : le résultat global d'un placement en actions Rodamco aura été de 24,3 % sur 12 mois. Un résultat intéressant ? Pour de plus amples informations, il vous suffit d'envoyer le bon ci-dessous.

RODAMCO LE FONDS IMMOBILIER DU GROUPE ROBECO

Rodamco, Service Information
148-148, rue de Picpus 75012 Paris.

Nom : _____
(caractères d'impression s.v.p.)

Adresse : _____

Code postal et Ville : _____

RODAMCO

● **L'équipage du cargo Borodine en grève.** - Sur l'initiative du syndicat des marins CFDT, l'équipage (onze marins) du cargo *Borodine*, de la CGM, qui transporte de l'hexafluorure d'uranium vers l'URSS, s'est mis en grève le 2 novembre. Il demande une « prime de matière dangereuse » de 30 francs par jour pour chaque navigant. La CFDT fait remarquer que les dockers, qui chargent ces marchandises, reçoivent une prime, ainsi que les grutiers.

L'ORDINATEUR PERSONNEL

Au sommaire du N° 10

- 170 machines, 84 logiciels : lequel acheter ?
- Minitel, ça sert aussi à travailler.
- MS/DOS : la résistible ascension d'un système.
- Cahier spécial : l'informatique et la pub.

Chez votre marchand de journaux.

INFORMATION SICAV

Ouverture au public de la SICAV Orient Gestion.

L'objectif principal d'Orient Gestion est de rechercher la plus value du capital investi dans un portefeuille composé de valeurs françaises, asiatiques et australiennes.

Elle sera ouverte au public à compter du 7 novembre 1984.

La répartition de ses investissements respectera la réglementation qui permet aux sociétés d'assurances de détenir, en représentation de leurs engagements, des actions de SICAV dont le portefeuille est composé d'au moins 50 % de valeurs françaises.

Les souscriptions reçues le 7 novembre 1984 avant 11 heures seront exonérées de droit d'entrée.

Un avis sera publié dans le Bulletin des Annonces Légales et Obligatoires.

BANQUE INDOSUEZ
tout un monde d'opportunités
98, boulevard Haussmann 75008 Paris
Tél. : 561.20.20

MATRA

Le conseil d'administration de MATRA s'est réuni le 30 octobre sous la présidence de M. Jean-Luc Lagardère afin d'examiner la situation des différentes branches du groupe et d'arrêter les comptes du premier semestre 1984 de la société.

Le chiffre de cette dernière, pour la période considérée, s'est élevé à 2 674 MF HT en baisse de 0,5 % par rapport à l'exercice précédent mais la structure de la société MATRA a été modifiée par la finalisation de la division Télécommunications. A structure comparable, la progression du chiffre d'affaires est de 1,9 %. Après dotation aux amortissements d'exploitation pour un montant de 65 MF, le résultat d'exploitation courant avant résultats financiers s'établit à 325 MF pour donner un résultat net de 49,8 MF pour le premier semestre 1983. Ce résultat s'élève après dotation aux provisions à caractère financier pour un montant de 394 MF.

La progression du résultat net (+ 36,4 %) au premier semestre 1984 confirme ainsi le redressement de la rentabilité prévu par la société en début d'année.

Pour l'ensemble de l'année 1984, le résultat de la société mère et du groupe devrait connaître une évolution semblable à celle observée sur le premier semestre.

Le résultat de la société mère serait donc en amélioration par rapport à l'exercice précédent sans probablement atteindre les prévisions du début de l'année, le groupe maintenant ses investissements au niveau indiqué malgré des provisions supplémentaires non récurrentes sur certaines sociétés (Groupe Memotrin, Interlec).

Le résultat consolidé (part du groupe) serait probablement en amélioration plus sensible que celle observée pour la société MATRA.

SOCIÉTÉ FONCIÈRE LYONNAISE

Les résultats attendus du second semestre 1984 devraient confirmer les tendances constatées au premier semestre. (Cf. numéro daté 30 octobre 1984.)

COPIES COULEURS PROFESSIONNELLES
sur film ou sur papier photo Ilford Cibachrome
ETRAVE 38, AV. DAUMESNIL PARIS 12e ☎ 347 21 32



Les Sucreries de L'Européenne de Banque

	Actif net au 30-09-1984 (en MF)	Prix de rachat au 30-09-1984 (en F)	Dernier dividende net (en F)	Proportions depuis le 31-12-1983 (dividende réajusté)	Proportions depuis le 30-12-1983 (dividende réajusté)
LAFFITE-EXPANSION Valeurs diversifiées	636,40	636,78	20,00	39,12 %	3,86 %
LAFFITE-RENDEMENT Valeurs de rendement	275,20	187,43	14,80	22,98 %	1,28 %
LAFFITE-TOYO Valeurs japonaises	1 773,83	863,88	25,00	69,98 %	11,20 %
LAFFITE-FRANCE Actions françaises	283,81	202,71	10,85	58,28 %	11,32 %
LAFFITE-OBLIGATIONS Obligations françaises	103,46	135,88	14,18	27,67 %	10,86 %
LAFFITE COURT TERME Obligations à court et moyen terme	1 018,01	118 060,38	14 362,30	27,24 %	11,01 %
LAFFITE-PLACEMENTS Obligations à court terme ou à taux variable	88,91	108 287,78	—	—	6,42 % (1)
LAFFITE-JAPON Valeurs japonaises ou japonaises	62,54	222,23	—	—	10,84 % (2)

(1) depuis la date d'ouverture le 18-03-1984

(2) depuis la date d'ouverture le 02-07-1984

Une gamme de SICAV adaptée à vos besoins pour faire progresser votre patrimoine



ASSOCIC SOCIÉTÉ D'INVESTISSEMENT A CAPITAL VARIABLE

Le conseil d'administration de la Sicav ASSOCIC, investie en emprunt d'Etat et destinée aux associations, s'est réuni le 30 octobre 1984 sous la présidence de M. Jean Carrière, président-directeur général. Il a approuvé les comptes du premier exercice, d'une durée exceptionnelle de 16 mois, clos le 30 septembre 1984.

Il sera proposé à la prochaine assemblée générale des actionnaires la mise en distribution d'un dividende net de 3.528,59 F par action.

Au 30 septembre 1984 avec un nombre de 34 564 actions en circulation, contre 22 317 au 30 décembre 1983, le montant de l'actif net s'établissait à 2 074 187 596 F, contre 485 027 280 F au 30 décembre 1983. La valeur liquidative ressortait à 24 528,02 F contre 20 046,66 F à l'origine soit une progression de 22,35 %.

Au 30 octobre 1984, il y avait 116 781 actions en circulation pour un actif net de 2 992 644 210 F. La valeur liquidative s'élevait à 25 626,12 F, représentant une hausse de 17,91 % depuis le début de 1984, ce qui place ASSOCIC aux tout premiers rangs des Sicav de sa catégorie.

BASF

BASF Aktiengesellschaft

3^e Avis d'échange

des actions libellées au nom de
Badische Anilin- & Soda-Fabrik Aktiengesellschaft

Après paiement du dividende pour l'exercice 1983, il faudra fournir de nouvelles feuilles de coupons pour les actions de notre société. Dans le cadre de cette opération, il est prévu d'échanger, en vertu de l'article 73 de la Loi sur les sociétés par actions de la République fédérale d'Allemagne (AktG), les actions libellées incorrectement du fait du changement de la raison sociale "Badische Anilin- & Soda-Fabrik Aktiengesellschaft" en "BASF Aktiengesellschaft" décidé le 20 juin 1973 par l'Assemblée générale.

Par la présente, nous invitons nos actionnaires à présenter les actions incorrectement libellées au nom de l'ancienne raison sociale "Badische Anilin- & Soda-Fabrik Aktiengesellschaft" avec la moitié gauche du talon de recoupnement,

jusqu'au 10 décembre 1984 inclus,

à l'un des établissements de crédit parisiens ci-dessous, durant les heures d'ouverture habituelles des guichets, en vue de leur échange contre des actions libellées au nom de "BASF Aktiengesellschaft" munies d'une feuille de coupons comprenant les coupons Nos 1 à 20 et le talon de recoupnement:

Banque Paribas
Banque Nationale de Paris
Crédit du Nord
Crédit Lyonnais
Lazard Frères et Cie.
L'Européenne de Banque
Société Générale

Selon décision de l'Assemblée générale de notre société du 29 juin 1984, le capital social est divisé uniquement en actions de 50 DM nominal. Il existe des titres représentant 1 action (50 DM) ainsi que des titres collectifs représentant 10 actions (500 DM), 20 actions (1.000 DM) ou 50 actions (2.500 DM).

Les nouveaux titres seront fournis aux actionnaires sans frais ni commissions. Pour le remboursement de la commission, les banques dépositaires sont priées de se mettre en rapport avec l'un des établissements précités chargés de l'opération d'échange.

Les nouveaux titres sont livrables à la Bourse des valeurs de Paris. Les titres incorrectement libellés au nom de "Badische Anilin- & Soda-Fabrik Aktiengesellschaft" ne sont plus livrables.

Les titres incorrectement libellés qui n'auront pas été présentés jusqu'au 10 décembre 1984 peuvent être invalidés conformément à l'article 73 de la Loi sur les sociétés par actions de la République fédérale d'Allemagne. L'autorisation nécessaire a été donnée par le tribunal d'instance de Ludwigshafen-sur-le-Rhin.

D-6700 Ludwigshafen-sur-le-Rhin, Novembre 1984.

Le Directoire
BASF Aktiengesellschaft

BASF

Le Monde

dossiers et documents
HORS SÉRIE

LA RÉVOLUTION DES MÉDIAS

A l'heure du câble, des satellites, de l'explosion des nouvelles techniques, le point sur :

- LA PRESSE ÉCRITE
- LA RADIO-TÉLÉVISION
- LES NOUVEAUX MÉDIAS
- LES INDUSTRIES CULTURELLES

par l'équipe de journalistes de la rubrique « Communication » du journal LE MONDE.

CHEZ VOTRE MARCHAND DE JOURNAUX, 38 F ET AU « MONDE »

BON DE COMMANDE « LA RÉVOLUTION DES MÉDIAS »

NOM PRÉNOM
ADRESSE
CODE POSTAL [] [] [] [] VILLE
NOMBRE D'EXEMPLAIRE (S) X 43 F (taxe d'expédition incluse) = F

COMMANDE A FAIRE PARVENIR AVEC VOTRE RÈGLEMENT AU MONDE
SERVICE DES VENTES AU NUMÉRO, 5, RUE DES ITALIENS, 75427 PARIS CEDEX 08

MARCHÉS FINANCIERS

BOURSE DE PARIS Comptant

31 OCTOBRE

BILAN HEBDOMADAIRE DE LA BANQUE DE FRANCE

Principaux postes en variation (en millions de francs)

Au 25-10-1984

1) OR ET CRÉANCES SUR L'ÉTRANGER

406 232

2) CRÉANCES SUR LE TRÉSOR

18 207

3) CRÉANCES PROVENANT D'OPÉRATIONS DE RÉFINANCEMENT

188 461

4) AUTRES ACTES DE RÉSERVE À RECEVOIR DU FÉDÉRAL

73 583

5) DIVERS

15 673

Total

707 157

PASSIF

1) BILLET EN CIRCULATION

183 336

2) COMPTES CRÉDITEURS ÉTRANGERS

13 356

3) COMPTES COURANTS DU TRÉSOR PUBLIC

25 468

4) COMPTES CRÉDITEURS DES AGENTS ÉCONOMIQUES ET FINANCIERS

86 803

5) ÉCARTS DE VALUATION

21 152

6) RÉSERVE DE RÉVALUATION DES AVIS PUBLICS EN OR

302 814

7) CAPITAL ET FOND DE RÉSERVE

2 917

8) DIVERS

6 154

Total

707 157

LES INDICES HEBDOMADAIRES DE LA BOURSE DE PARIS

(INSTITUT NATIONAL DE LA STATISTIQUE ET DES ETUDES ÉCONOMIQUES)

Indice général de base 100 en 1959

26 oct. 31 oct.

Valeurs francs, à revenu variable

1540,5 1531,5

Valeurs étrangères, à revenu variable

223,3 221

Valeurs industrielles

452,7 452,7

Valeurs financières

100,0 100,0

Indice des valeurs étrangères

100,0 100,0

Indice des valeurs industrielles

100,0 100,0

Indice des valeurs financières

100,0 100,0

Indice des valeurs étrangères

100,0 100,0

Indice des valeurs industrielles

100,0 100,0

Indice des valeurs financières

100,0 100,0

Indice des valeurs étrangères

100,0 100,0

Indice des valeurs industrielles

100,0 100,0

Indice des valeurs financières

100,0 100,0

Indice des valeurs étrangères

100,0 100,0

Indice des valeurs industrielles

100,0 100,0

Indice des valeurs financières

100,0 100,0

Indice des valeurs étrangères

100,0 100,0

Indice des valeurs industrielles

100,0 100,0

Indice des valeurs financières

100,0 100,0

Indice des valeurs étrangères

100,0 100,0

Indice des valeurs industrielles

100,0 100,0

Indice des valeurs financières

100,0 100,0

Indice des valeurs étrangères

100,0 100,0

Indice des valeurs industrielles

100,0 100,0

Indice des valeurs financières

100,0 100,0

Indice des valeurs étrangères

100,0 100,0

Indice des valeurs industrielles

100,0 100,0

Indice des valeurs financières

100,0 100,0

Indice des valeurs étrangères

100,0 100,0

Indice des valeurs industrielles

100,0 100,0

Indice des valeurs financières

100,0 100,0

Indice des valeurs étrangères

100,0 100,0

Indice des valeurs industrielles

100,0 100,0

Indice des valeurs financières

100,0 100,0

Indice des valeurs étrangères

100,0 100,0

Indice des valeurs industrielles

100,0 100,0

Indice des valeurs financières

100,0 100,0

Indice des valeurs étrangères

100,0 100,0

Indice des valeurs industrielles

100,0 100,0

Indice des valeurs financières

100,0 100,0

Indice des valeurs étrangères

100,0 100,0

VALEURS

Cours de clôture

100,0 100,0

100,0 100,0

100,0 100,0

100,0 100,0

100,0 100,0

100,0 100,0

100,0 100,0

100,0 100,0

100,0 100,0

100,0 100,0

100,0 100,0

100,0 100,0

100,0 100,0

100,0 100,0

100,0 100,0

100,0 100,0

100,0 100,0

100,0 100,0

100,0 100,0

100,0 100,0

100,0 100,0

100,0 100,0

100,0 100,0

100,0 100,0

100,0 100,0

100,0 100,0

100,0 100,0

100,0 100,0

100,0 100,0

100,0 100,0

100,0 100,0

100,0 100,0

100,0 100,0

100,0 100,0

100,0 100,0

100,0 100,0

100,0 100,0

100,0 100,0

100,0 100,0

100,0 100,0

100,0 100,0

100,0 100,0

100,0 100,0

100,0 100,0

100,0 100,0

100,0 100,0

100,0 100,0

100,0 100,0

100,0 100,0

100,0 100,0

100,0 100,0

100,0 100,0

100,0 100,0

100,0 100,0

100,0 100,0

100,0 100,0

100,0 100,0

100,0 100,0

100,0 100,0

100,0 100,0

100,0 100,0

100,0 100,0

100,0 100,0

100,0 100,0

100,0 100,0

100,0 100,0

100,0 100,0

100,0 100,0

100,0 100,0

100,0 100,0

100,0 100,0

100,0 100,0

100,0 100,0

100,0 100,0

100,0 100,0

100,0 100,0

100,0 100,0

100,0 100,0

100,0 100,0

100,0 100,0

100,0 100,0

100,0 100,0

100,0 100,0

SECONDE MARCHÉ

Hors-cote

100,0 100,0

100,0 100,0

100,0 100,0

100,0 100,0

100,0 100,0

100,0 100,0

100,0 100,0

100,0 100,0

100,0 100,0

100,0 100,0

100,0 100,0

100,0 100,0

100,0 100,0

100,0 100,0

100,0 100,0

100,0 100,0

100,0 100,0

100,0 100,0

100,0 100,0

100,0 100,0

100,0 100,0

100,0 100,0

100,0 100,0

100,0 100,0

100,0 100,0

100,0 100,0

100,0 100,0

100,0 100,0

100,0 100,0

100,0 100,0

100,0 100,0

100,0 100,0

100,0 100,0

100,0 100,0

100,0 100,0

100,0 100,0

100,0 100,0

100,0 100,0

100,0 100,0

100,0 100,0

100,0 100,0

100,0 100,0

100,0 100,0

100,0 100,0

100,0 100,0

100,0 100,0

100,0 100,0

100,0 100,0

100,0 100,0

100,0 100,0

100,0 100,0

100,0 100,0

Le Monde

UN JOUR DANS LE MONDE

COMMENTAIRES

2. « Droits de l'homme », par Thomas Ferrand; « Rendre confiance aux policiers », par Robert Naud; « Pour un consensus démocratique », par Jean-Paul Jean.

ÉTRANGER

3. Les trambles en Inde
4. PROCHE-ORIENT
5 à 8. AMÉRIQUES
9. EUROPE
10. POLOGNE: les obélisques du Père Popielusko.
11. DIPLOMATIE

POLITIQUE

12. Les socialistes et la modernisation.
13. M. Chirac chasse sur les terres du Front national.
14. Bibliographie: les Révolutions pour demain de M. Bara.

SOCIÉTÉ

15. Le congrès du Syndicat des avocats de France.

CULTURE

16. MUSIQUE: 4^e congrès international Femmes et Musique.
17. CINÉMA: le Carde, d'Alfred Hitchcock.
18. COMMUNICATION: un canal de plus.

LE MONDE DE L'ÉCONOMIE

19. Règles d'activité dans les pays scandinaves.

SPORTS

20. Football, rugby.

ÉCONOMIE

21. AFFAIRES.
22-23. SOCIAL.

RADIO-TÉLÉVISION (15)

INFORMATIONS
SERVICES (33):
Météorologie; Mots croisés;
Journal officiel; Loto.
Amusements classiques (21 à 31);
Caract (16); Programmes des spectacles (14-15); Marchés financiers (39).

En Afghanistan

NEUF MAQUISARDS EXÉCUTÉS POUR PARTICIPATION À L'ATTENTAT DE L'AÉROPORT DE KABOUL

Neuf maquisards afghans, condamnés à mort le mois dernier pour leur participation à l'attentat à la bombe commis à l'aéroport de Kaboul, le 31 août dernier, ont été exécutés samedi 3 novembre, a annoncé Radio-Kaboul. L'explosion avait fait treize morts et deux cent sept blessés selon le bilan officiel, vingt-huit morts selon les diplomates occidentaux. Un seul condamné a bénéficié d'une mesure de clémence du conseil révolutionnaire, présidé par le chef de l'Etat, M. Babrak Karmal. Agé de dix-sept ans, il a vu sa condamnation à mort commuée en une peine de dix-huit ans de prison.

Par ailleurs, selon Radio-Kaboul, cinq personnes ont été tuées et seize autres blessées samedi soir dans les vieux quartiers de la capitale par un « missile de fabrication américaine » tiré par des « éléments contre-révolutionnaires ». Une trentaine de maisons ont été détruites ou endommagées.

Depuis plus d'un mois, la résistance a multiplié, selon les diplomates occidentaux en poste à Kaboul, les opérations contre la capitale, essentiellement au moyen de tirs d'artillerie de roquettes et de mortiers sur des objectifs civils et militaires. — (AFP, Reuters.)

LÉGER REPLI DU DOLLAR

Le dollar a poursuivi son léger mouvement de baisse, le 5 novembre, pour s'inscrire à 9,06 F en fin de séance à Paris (contre 9,06 F le vendredi précédent en cotation officielle). Dans le même temps, le deutschemark se traitait à 3,979 F contre 3,971 F à la précédente séance.

AU MONDE

Plusieurs nominations viennent d'être décidées à la rédaction du Monde. Bruno Frappat, qui dirigeait le service société, est nommé rédacteur en chef adjoint, et Paul Fabra, éditorialiste qui assurait la responsabilité du supplément hebdomadaire « le Monde de l'économie », devient conseiller de direction.

Robert Solé est nommé chef du service société, en remplacement de Bruno Frappat, et Bruno Dethomas est nommé chef du service économie, en remplacement de Philippe Labarre, qui quitte le Monde pour devenir directeur de la rédaction du Nouveau Journal.

Claude Lamotte, rédacteur en chef adjoint, est détaché pour une période de six mois afin d'étudier les possibilités de diversification de notre journal dans le domaine de la radio et de la télévision. Il conservera durant cette période les rubriques qu'il suivait particulièrement, et notamment l'automobile.

NOUVELLES BRÈVES

● L'« affaire Diawara ». — Cinq responsables de la CEAO (Communauté économique de l'Afrique de l'Ouest), dont M. Moussa N'Gom (Sénégal), secrétaire général sortant, ont été interpellés, vendredi 2 novembre à Ouagadougou, et placés en résidence surveillée dans le cadre de l'enquête sur l'« affaire Diawara » (le Monde du 30 octobre). Les cinq hommes seront entendus par le conseil technique d'investigation créé par le dernier conseil des ministres de la CEAO (Bénin, Burkina, Mali, Mauritanie, Côte d'Ivoire, Niger et Sénégal), réuni fin octobre à Bamako. A l'origine, M. Mohamed Diawara, ancien ministre ivoirien et président du Club de Dakar, avait reçu de la CEAO 6,4 milliards de francs CFA (128 millions de francs) qu'il devait placer dans des banques et qu'il est soupçonné

d'avoir détournés. Arrêté le 29 octobre au Mali, M. Diawara a été transféré au Burkina (ancienne Haute-Volta), siège de la CEAO, où il devait être jugé. — (AFP.)

● Nouvel essai nucléaire français en Polynésie. — Selon des savants néo-zélandais, la France a procédé, vendredi 2 novembre, à un essai nucléaire souterrain à Mururoa (Polynésie), qui est le sixième depuis le début de l'année et dont la puissance serait de l'ordre de 40 kilotonnes (deux fois la puissance de la bombe d'Hiroshima). — (AFP.)

● L'URSS dément avoir interrompu ses livraisons de produits énergétiques à la Grande-Bretagne. — Le ministre soviétique du Commerce extérieur a déclaré vendredi le samedi 3 novembre que l'URSS n'a interrompu ses livraisons de produits énergétiques à la Grande-Bretagne. (Le Monde du 31 octobre.)

Un communiqué de Tass accuse la presse occidentale d'avoir répandu des « insinuations selon lesquelles l'URSS utiliserait ses relations économiques et commerciales avec les pays capitalistes, en particulier la Grande-Bretagne, comme un instrument de pression politique ». — (AFP.)

LE PREMIER MAGASIN DE TISSUS A DROITE EN RÉVOLUTIONNANT LES CHAMPS-ÉLYSÉES.

RODIN

TISSUS COUTURE L'ORIGINALITÉ ET L'ESPRIT DE LA MODE

RODIN

36, CHAMPS-ÉLYSÉES - PARIS

22^e SALON DES ANTIQUAIRES TOULOUSE

8 au 18 Novembre 1984

« La plus importante manifestation d'Antiquaires en Europe » (la presse)

Représentants: SPORIAN S.A. 31 rue de la République 31000 TOULOUSE

CHABLIS

Grand Vin de Bourgogne

Le numéro du « Monde » daté 4 novembre 1984 a été tiré à 409 819 exemplaires

Deux élections cantonales

CHER : canton d'Argentan-Sauldre (deuxième tour). Inscr. : 4 295; vot. : 2 676; suffr. expr. : 2 627; MM. Boivin, RPR, 1 337; ELU: Doucet, div. d., 730; Senès, PS, 560.

[Il s'agit de pourvoir au remplacement de M. Roger Jausan (div. d.), décédé le 22 septembre dernier. Conseiller général de ce canton depuis 1971, Roger Jausan avait été réélu dès le premier tour des élections cantonales de mars 1979 avec 2 293 voix contre 482 à M. Leroux, PC, et 315 à M. Dene, PS, pour 3 090 suffrages exprimés et 3 175 votants. Il y avait 4 576 électeurs inscrits.]

M. Jean Boivin, RPR, maire de Brionne-sur-Sauldre, ancien député, arrivé en tête au premier tour avec 47,74 % des suffrages, a conforté son avance au deuxième tour, récoltant 50,29 % des suffrages devant M. Doucet, conseiller municipal de Vierzon. En dépit d'un fort taux d'abstention, comme au premier tour, l'opposition, en l'occurrence, a obtenu 49,71 %, réélisant ainsi M. Doucet, qui, en 1979, avait obtenu 74,20 % des voix.

La gauche, quant à elle, qui n'était plus représentée au deuxième tour que par le candidat socialiste, perd quelques voix par rapport à 1979 en récoltant 21,32 % des suffrages alors qu'elle avait obtenu 25,79 % en 1979. Les résultats du premier tour de cette élection partielle avaient été les suivants : Inscr. : 4 300; vot. : 2 716; suffr. expr. : 2 639; MM. Boivin, RPR, 1 260; Doucet, div. d., 703; Senès, PS, 469; Cocheux, PC, 207.]

SOMME : canton de Comy (deuxième tour). Inscr. : 5 622; vot. : 3 903; suffr. expr. : 3 614; MM. Ocie, opp., 1 301; ELU: Brully, RPR, 1 173; Marcel Jeunemaitre, UDF, 1 140.

[Il s'agit de pourvoir au remplacement de Claude Jeunemaitre, (opp.), décédé le 16 août dernier et qui avait été réélu au premier tour des élections cantonales de mars 1979 avec 2 134 voix contre 898 à Mme Gillet, PS, 773 à M. Néel, PC, et 372 à M. Lila (scat) pour 4 179 suffrages exprimés, 4 295 votants et 5 219 électeurs inscrits.]

En premier tour, dimanche 26 octobre, M. Marcel Jeunemaitre (UDF), frère du conseiller général décédé et maire d'Essertaux était arrivé en tête avec 21,54 % des suffrages. Pour le deuxième tour, il s'efforçait plus que deux candidats d'opposition, le candidat communiste et le candidat socialiste ne pouvant se représenter dimanche faute d'avoir atteint le seuil des 10 % au premier tour. Le PC avait décliné comme candidat de ne pas aller voter, tandis que le PS présentait le vote blanc ou nul.

Le candidat de l'opposition, M. Ocie, septante-sept ans, conseiller municipal de Comy, qui avait choisi de se présenter « sans étiquette », l'a emporté. Après son élection, il devait assister à nouveau sur son indépendance. Il a affirmé son intention de faire entendre la voix de ce canton au sein d'une assemblée départementale qu'il estime sous le coup de l'UDF.

Pour sa part, M. Brully (RPR) qui avait annoncé, pendant sa campagne, son intention de se retirer au deuxième tour au profit du candidat de l'opposition le mieux placé, a estimé que les élections ont été trahies par la profession de foi d'indépendance de M. Ocie, qui était en fait le « candidat le plus à droite ».

Les résultats du premier tour de cette élection partielle avaient été les suivants : Inscr. : 5 646; vot. : 3 903; suffr. expr. : 3 624; MM. Jeunemaitre, UDF, 824; Brully, RPR, 755; Ocie, opp., 718; Lacheret, PS, 521; Tranchesi, CNRP, 358; Dacheux, opp. 324; Polivrin, PC, 324.]

Church's

Ames English shoes

collection complète en plusieurs langues

PREVOST

chaussures pour homme

42, rue Vivienne, Paris 2^e - tél. 236.22.92

Les sommaires de novembre

LE MONDE DIPLOMATIQUE : du libéralisme aux extraditions

Double durcissement de la politique française : en extradant des Basques, le gouvernement socialiste renonce aux principes dont il s'inspirait jusqu'à présent : par un contrôle plus sévère de l'immigration, il pratique une forme de protectionnisme qu'il refuse sur le plan commercial. Maurice Lemoine, dans son enquête, a lié ces deux thèmes qui illustrent une troublante évolution. Comment celle-ci peut-elle s'inscrire dans la vague néolibérale qui déferle sur le pays ? Dans le dernier volet de « La fièvre aux libertés », Claude Julien démonte les mécanismes qui ancreront l'Europe et surtout le monde dans un « corset libéral » où les droits de l'homme sont impitoyablement sacrifiés à des intérêts économiques immédiats.

Voudrait-on alors « copier le Japon » ? Theo Bouwman montre concrètement le prix social et humain qu'il faudrait accepter de payer. Pour s'être largement livrée au libéralisme économique, l'Amérique latine, appauvrie et endettée, est-elle aussi amenée à payer fort cher le retour à des régimes démocratiques : inquiet et pourtant plein d'espoir est le dossier qu'ouvrent François Berthelémy, Gustave Massiah, Christian Tuck, Carlos Gabetta, Christian Rudel, Yvon Le Bot.

Outre la suite du débat engagé en octobre sur « La fièvre nucléaire française », ce numéro contient des articles sur MM. Reagan et Mondale, le Thaïlande, le parti communiste italien, le Tchad, l'immigration aux Etats-Unis, etc.

★ Le numéro : 11 francs.

LE MONDE DE L'ÉDUCATION : conseil de classe, crever l'abcès.

Le conseil de classe ne fonctionne pas bien. Ce constat, le Monde de l'éducation l'avait dressé en 1979. Cinq ans après, rien n'a changé. Parents, élèves, enseignants : personne ne s'y sent à l'aise. Mais le temps des idées est passé ; chacun enfouit ses colères et ses déceptions face à une machine qui tourne à vide. Les lecteurs du Monde de l'éducation, qui ont la parole dans ce numéro, le disent haut et fort. Pourtant des tentatives, souvent heureuses, ont été tentées pour sortir de l'impasse. Le Monde de l'éducation les décrit.

Aussi au sommaire de ce numéro trois dossiers. « Le mirage du modèle japonais » : le système d'enseignement japonais, réformé obligé des tenants de la « modernité » d'aujourd'hui, peut-il être transposé en France ? Rien n'est moins sûr. « Logique pédagogique : la révolution » : comment concevoir, produire et diffuser en quantité suffisante les logiciels d'enseignement qu'implique le plan informatique gouvernemental ? Réponse officielle : en mettant l'administration à l'heure industrielle. Un pari bien audacieux. « Orai de français au bac : premier bilan ». Après enquête auprès des examinateurs le Monde de l'éducation tire les enseignements de la nouvelle épreuve de français au bac et publie des témoignages pour préparer la prochaine session.

Enfin, le Monde de l'éducation publie « Le testament pédagogique de M. Savary ». Dernier texte signé par l'ancien ministre après sa lettre de démission, et diffusé sur ses instructions, ce document présente la réflexion de son équipe sur les contenus d'enseignement par niveau.

★ Le numéro : 11 francs.

DOSSIERS ET DOCUMENTS : La population mondiale La Chine en mutation

La population mondiale dépassera sans doute 4,8 milliards d'individus à la fin de cette année. Elle n'en comptait que 2,5 milliards en 1950. Une croissance aussi rapide constitue un phénomène nouveau dans l'histoire de l'humanité. La répartition de cette population change. Dans les pays riches, les naissances trop rares n'assurent même plus, parfois, le simple renouvellement des générations, alors que les pays pauvres doivent faire face à un raz de marée démographique qui balaie tous les efforts de développement. Un dossier de quatre pages présenté par Guy Herdich et rassemblé par Patrick Eveno, professeur d'histoire-géographie au lycée de Bondy, permet de faire le point au lendemain de la conférence réunie à Mexico en août 1984.

sous les auspices des Nations unies.

La Chine bouge. Il ne s'agit pas, cette fois, d'une révolution, d'un grand bond en avant, mais d'une lente et prudente mutation. Les successeurs de Mao s'attachent à normaliser la vie politique, à réajuster les cadres, à motiver les producteurs des campagnes et des usines en réhabilitant les exploitations familiales et en liant salaire et productivité. En même temps, le pays s'ouvre sur l'étranger. Ce dossier, présenté par Manuel Lucbert, a été rassemblé par Gilles Mancoron, professeur au lycée Georges Pompidou de Villeneuve-la-Garenne, avec le concours de la documentation du Monde.

★ Le numéro : 5,50 francs.

LE MONDE DE LA MUSIQUE : Trente-trois pianos droits au banc d'essai

Vingt-neuf mille pianos ont été vendus en France au cours de l'année 1983 ; la facture française n'occupe cependant plus que 10 % de ce très important marché dont profitent essentiellement le Japon, la Corée, les deux Allemagnes et la Finlande. Le Monde de la musique a testé trente-trois pianos droits (portant un label connu ou qui méritait de l'être) et s'est fait aider d'une pianiste professionnelle pour dresser la liste des meilleurs modèles ou de ceux qui offrent le meilleur rapport qualité-prix.

Le pianiste Martha Argerich se confie, dans le même numéro, à un journaliste américain, le chef d'orchestre Emmanuel Krivine égratigne la profession, trois compositeurs apparaissent comme les espoirs de la création contemporaine, Richard Strauss s'inscrit dans la descendance de Mozart, et un support attendu pointa à l'horizon : le compact-videodisque.

★ Le numéro : 18 francs.

LE MONDE DES PHILATÉLISTES : L'Allemagne à l'honneur

La République fédérale allemande est cette année l'hôte d'honneur du trente-huitième Salon philatélique d'automne à Paris, où doit lui être remis, par le chef de l'Etat, le grand prix de l'art philatélique européen. C'est l'occasion, pour le Monde des philatélistes d'évoquer dans un supplément de trente pages abondamment illustré l'histoire de la philatélie allemande, l'une des plus riches du monde, l'une des plus anciennes aussi puisqu'elle remonte à 1849, année où fut émis par la Bavière son premier timbre d'une valeur de 1 kreuzer.

Si les vignettes des anciens Etats allemands ou certaines séries comme les zeppelins sont hors de portée des collectionneurs ordinaires, ceux-ci pourront se rattraper en s'intéressant à des timbres moins recherchés, comme le 10 pfennig rouge type « Aigle » qui offre de grandes possibilités. La présentation de séries récentes consacrées aux orchidées et de cartes postales allemandes anciennes complètes cette étude.

★ Le numéro : 15 francs.

Peut-on réussir dans la vie simplement en développant sa mémoire ?

ou l'étrange histoire d'un grand avocat

En ce jour de vacances d'été, qu'étais-je venu faire, avec mes 18 ans, dans ce grenier ouaté de poussière et de silence ?

Cela, le reste de la bande s'ébattait dans la piscine de cette grande et belle demeure où m'avait invité mon ami François. Mais je ne m'étais jamais senti très à mon aise dans la compagnie des autres.

Alors, j'étais là, au milieu de ces maîtres qui avaient cessé de pleurer, je détaillais l'œil curieux les souvenirs d'une vie qui, visiblement, avait été brillante.

J'ouvrais plusieurs tiroirs et découvrais dans l'un d'eux un petit livre que je feuilletai machinalement.

Mais, bientôt, m'asseyant sur l'osier grinçant d'une pensée, je continuai ma lecture. Page après page. Négligent même la lumière du jour qui baissait.

Dans ce livre, j'apprenais que tout le monde possédait une mémoire fantastique, mais que seuls quelques-uns savent l'utiliser.

J'étais sceptique, bien sûr. Mais une méthode simple était décrite. Ce qui me conduisit à prendre un vieux numéro de téléphone oublié là. Pour constater qu'un suivant la méthode, effectivement, j'étais capable, après une seule lecture attentive, de tout retenir : les noms, les professions et les numéros de téléphone de deux colonnes d'abonnés.

Oserais-je dire qu'aujourd'hui je me pincé. Avant de me livrer à d'autres expériences. Mais toutes furent aussi convaincantes. Et je pus même vérifier que, trois heures après avoir simplement lu 83 numéros de téléphone (car je les avais comptés), je n'en avais toujours oublié aucun.

C'était tellement étrange que, ce soir-là, je m'endormis tard. Attendant le lendemain et le chant du premier merle qui, avec un jour nouveau, me dirait que j'étais réveillé. Or j'étais toujours dans ma tête. Et la fin des vacances, pour cela, en fut transformée.

Mon ami François me dit : « mais on t'a changé ! » La bande me découvrit comme elle ne m'avait jamais vu. Je n'osais pourtant rien de plus. Simplement j'étais autre, inattaquable et serein. Répondant du tac au tac, après n'avoir eu si souvent que l'esprit de l'escalier.

Et plus tard, à la rentrée, moi qui peinais jusqu'alors sur mes cours de droit, je sus maîtriser les dates des lois et les articles du Code. J'apprenais même l'anglais en quelques mois.

A partir de cette simple méthode, je me souvenais de tout : des visages, des noms, des musiques, des poèmes entiers dont, spontanément, je pouvais dire quelque extrait dans un dîner en ville.

Depuis, le temps a passé. Même les médias m'accrochent aujourd'hui l'auréole que donnent conjointement le talent et l'assurance, et j'écris cet article pour rendre hommage à un être exceptionnel qui a révélé en moi l'homme qui était au-delà de l'homme.

Si vous voulez savoir comment obtenir les mêmes résultats et acquérir cette puissance mentale, qui est encore notre meilleure chance de réussir dans la vie, priez simplement l'éditeur de vous envoyer « Les Lois Eternelles du Succès », intéressant petit ouvrage que Borg écrit comme introduction à sa Méthode. Vous le recevrez gratuitement comme quiconque désire améliorer sa mémoire. Voici l'adresse : Méthode W.R. Borg chez Aubanel, dpt 533, 6, place St-Pierre - 84028 Avignon Cedex.

Pierre-Henri MAROUAUD

BON GRATUIT

A remplir en lettres majuscules, en donnant votre adresse permanente, et à retourner à : Méthode W.R. Borg chez Aubanel, dpt 533 - 6, place Saint-Pierre, 84028 Avignon Cedex, pour recevoir, sans engagement de votre part et sous pli fermé, « Les Lois Eternelles du Succès ».

Nom _____ Prénom _____
N° _____ Rue _____
Code postal _____ Ville _____
Age _____ Profession _____
Aucun démarcheur ne vous rendra visite.